

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

LA LIMITATION DES HEURES DE TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le lundi 7 janvier 1907, à 3 heures et demie

PAR

MAURICE NOËL

JURY D'EXAMEN

MM. CABOUAT, *professeur, président de la thèse.*

VILLEY, *professeur, doyen.*

ALLIX, *professeur.*

ANGERS

IMPRIMERIE A. BURDIN ET C^{ie}

4, RUE GARNIER, 4

1907

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

LA LIMITATION

DES

HEURES DE TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le lundi 7 janvier 1907, à 3 heures et demie

PAR

MAURICE NOËL



ANGERS
IMPRIMERIE A. BURDIN ET C^{ie}

4, RUE GARNIER, 4

—
1907

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1906-1907

DOYEN :

M. EDMOND VILLEY (✱, I. ✱), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ✱), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

EDMOND VILLEY (✱, I. ✱), professeur d'Économie politique, chargé du cours de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES (✱, A. ✱), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (✱, I. ✱, C. ✱, G. O. ✱, C. I. C. ✱, O. ✱, L. ✱), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ✱), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ✱), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (I. ✱), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours d'*Éléments de droit civil*.

DEBRAY (A. ✱), professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR (A. ✱), professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, professeur d'*Histoire du Droit français* et chargé du cours d'*Histoire du Droit public français*.

ALLIX, professeur d'Économie politique et d'*Histoire des doctrines économiques*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. ✱), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. CABOUAT, *professeur, président de la thèse.*
VILLEY, *professeur, doyen.*
ALLIX, *professeur.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548613_0030

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages historiques.

- A. BABEAU. *Les artisans et les domestiques d'autrefois*.
BOYLEAU (*Livre des Métiers d'ÉTIENNE*) ou *Réglemens sur les arts et métiers de Paris*. Édition Depping.
G. FAGNIEZ. *Études sur l'industrie au XIII^e et au XIV^e siècles*. 1887.
A. FRANKLIN. *La vie privée d'autrefois (La mesure du temps)*. 1888.
H. HAUSER. *Ouvriers du temps passé*. 1899.
E. LEVASSEUR. *Histoire des classes ouvrières en France, avant 1789*. 2^e édition. Tomes I et II. 1900.
— *Histoires des classes ouvrières, de 1789 à 1870*. 2^e édition. Tome I, 1903 et tome II, 1904.
E. MARTIN SAINT-LÉON. *Histoire des corporations de métiers*. 1897.
M. VILLERMÉ. *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*. 1840.

Ouvrages économiques.

- M. ANSIAUX. *Heures de travail et salaires*. 1896.
M. ARQUEMBOURG. *Interprétation de la loi du 30 mars 1900*. Brochure. 1901.
A. BÉCHAUX. *La réglementation du travail*. 1904.
— *Les revendications ouvrières en France*. 1894.
C. BENOIST. *Les ouvrières de l'aiguille à Paris*. 1895.

- BLANQUI. *Des classes ouvrières en Europe pendant l'année 1848*. 1849.
- L. BONNEVAY. *Les ouvrières lyonnaises travaillant à domicile*. 1896.
- P. BOILLEY. *Législation internationale du travail*. 1892.
- V. BRANTS. *La Petite Industrie contemporaine*. 1902.
- *La journée de huit heures dans le travail industriel*. Brochure. 1891.
- G. BRY. *Législation industrielle*. 1895.
- C. CAIRE. *La législation sur le travail industriel des femmes et des enfants*. 1896.
- CAUWÉS. *Cours d'économie politique*, t. III, 1893.
- E. CHEYSSON. *Rapport au Congrès international du commerce et de l'industrie*. Brochure. 1889.
- CORIOLAN et MORTAIR. *Le 1^{er} mai et la journée de huit heures*. Brochure. 1891.
- J. FÉLIX (Dr). *Les Trois-Huit*. Brochure de physiologie sociale. 1892.
- A. FONTAINE. *Notes sur l'intervention de l'État dans le contrat de travail*. Brochure. 1896.
- C. GIDE. *Les institutions du progrès social au début du XX^e siècle*. 1905.
- *Principes d'économie politique*. 4^e édition. 1894.
- Y. GUYOT. *La science économique*. 1887.
- C. JANNET. *Le Socialisme d'État*. 1889.
- R. JAY. *La Protection légale des travailleurs*. 1904.
- P. LAFARGUE. *Droit à la paresse*. Brochure.
- G. LAGRÉSILLE. *Commentaire théorique et pratique de la loi du 2 novembre 1892*. 1893.
- H. LAMBRECHTS. *Le travail des couturières en France*. 1897.
- LAVOLLÉE. *Les classes ouvrières en Europe*, t. I et II. 1884.
- P. LEROY-BEAULIEU. *L'État moderne et ses fonctions*. 1890.
- *Traité d'économie politique*, t. IV. 1896.
- *Le travail des femmes au XIX^e siècle* 1888.
- E. LEVASSEUR. *L'ouvrier américain*, t. I et II. 1898.

- P. LOUIS. *L'ouvrier devant l'État*. 1904.
D. MASSÉ. *Législation du travail et lois ouvrières*. 1904.
STUART-MILL. *Principes d'économie politique*, t. II. (Traduction par Dussard et Courcelle-Seneuil). 1854.
P. PIC. *Traité élémentaire de législation industrielle*. 2^e éd. 1903.
J. RAE. *La journée de huit heures*. (Traduction par J. Stark). 1900.
J. RAMBAUD. *Éléments d'économie politique*. 1895.
C. RIST. *La journée du travail de l'ouvrier adulte en France*, 1898.
G. SECRÉTAN. *Études sociales*. 1889.
J. SIMON. *L'ouvrière*. 1860.
E. VILLEY. *Du rôle de l'État dans l'ordre économique*. 1882.
— *Principes d'économie politique*. 3^e édition, 1905.
— *La question des salaires*. 1887.
— *Le socialisme contemporain*. Brochure. 1892.
E. VINCK. *La réduction des heures de travail et la journée de huit heures*. Brochure. 1904.

Publications.

- Annuaire de législation française* de 1901, p. 62.
Bulletins de l'inspection du travail (v. les notes).
Bulletins de l'Office du travail (v. les notes).
Association nationale française pour la protection légale des travailleurs. (*Durée légale du travail*. 1905. — *La protection légale des travailleurs*. 1904).
Code du travail et de la prévoyance sociale, avec le rapport de M. Charles Benoist. 1905.
Conférence internationale de Berlin, MDCCCXC ; au Livre jaune français. Ministère des Affaires étrangères.
Congrès international de législation du travail tenu à Bruxelles,

du 27 au 30 septembre 1897. Rapports et compte-rendu. 1898.

Congrès international pour la protection légale des travailleurs tenu à Paris au Musée Social du 25 au 28 juillet 1900. Rapports et compte-rendu. 1901.

Dictionnaire de LÉON SAY et CHAILLEY. 1892. Au mot « enfant ». Article LIESSE, t. I. — Au mot « travail ». Article L. DONNAT, t. II.

Encyclopédie (Grande). Au mot « travail » n° 6. Article M. DUFOURMANTELLE.

Enquête annexée au rapport J. DRON sur le travail dans les établissements industriels. Chambre 1893

Enquête annexée au rapport ODILON-BARROT sur le travail dans les Mines. Chambre 1901.

Journal officiel. Débats parlementaires. Documents parlementaires. (V. les notes).

Lettre encyclique de LÉON XIII, sur la condition des ouvriers. Traduction française. 1891.

Office du Travail	{	A. METIN. <i>Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande</i> . 1901.
		<i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française</i> . 1893-1897. T. I, II, III et IV.
		<i>Salaires et durée du travail. La Petite industrie</i> . 1893. T. I et II.

Projet de loi portant codification des lois ouvrières. 1905.

Rapports consulaires sur les conditions du travail à l'étranger. 1890-1891.

Rapports des inspecteurs sur l'application des lois réglementant le travail (V. les notes).

Revues (1).

Association catholique :

- 1905, 15 juillet, p. 30 (G. PIOT).
15 août, p. 113 (E. DUTROIT).

Correspondant :

- 1901, 10 mai, p. 554 (BÉCHAUX).
10 décembre, p. 875 (X).
1905, 10 juin, p. 861 (L. POLIER).
25 juin, p. 1141 (L. POLIER).

Économiste français :

- 1889, 4 mai, p. 545 (PAUL LEROY-BEAULIEU).
1894, 26 mai, p. 661 (G. MICHEL).
1899, 2 septembre, p. 337 (G. MICHEL).
1902, 12 avril, p. 491 (E. PAYEN).
1904, 2 avril, p. 459 (E. PAYEN).
9 juillet, p. 42 (PIERRE LEROY-BEAULIEU).
1905, 8 juillet, p. 42 (E. LOZÉ).
1906, 15 septembre, p. 382 (E. PAYEN).

Journal des Économistes :

- 1894, p. 157 (X.)

Musée social :

- 1897, Circulaire n° 14. Série A. 30 juin, p. 261 (X.)
Circulaire n° 14. Série B. 15 octobre, p. 401 (X).
Circulaire n° 19. Série A. 30 novembre, p. 405 (X).
1899, Chronique. Août, p. 417 (X).
1902, Mémoires et documents. Mai, p. 321 (M^{lle} SCHIRMACHER).
1904, Annales. Avril, p. 131 (X).

(1) Nous indiquons entre parenthèses l'auteur de l'article.

Quinzaine :

- 1898, 16 septembre, p. 201 (R. PINON).
1902, 1^{er} août, p. 373 (L. BOUR).

Réforme sociale :

- 1890, 1^{er} février, p. 163 (FLEURY-RAVARIN).
16 mai, p. 585 (H. DE MOLY).
16 août, p. 192 (JULIN).
1898, 1^{er} novembre, p. 621 (ANSIAUX).
1901, 16 octobre, p. 589 (DELCOURT-HAILLOT).
1904, 1^{er} mai, p. 711 (LASSALLE).
16 novembre, p. 764 (BRANTS).
1905, 1^{er} octobre, p. 466 (BRANTS).

Revue catholique des institutions et du droit :

- 1890, 2^e semestre, p. 463 (X).

Revue critique de législation et de jurisprudence :

- 1904, p. 435 (J. CABOUAT).

Revue d'économie politique :

- 1891, p. 981 (BRENTANO).
1892, p. 55 (MISS JEANS).
p. 1255 (MATAJA).
1893, p. 273 (BRENTANO).
1894, p. 384 (E. VILLEY).
1895, juin, p. 529 (MATAJA).
août, p. 739 (MATAJA).
1897, août, p. 787 (SCHWIEDLAND).
1901, mars, p. 236 (BOURGUIN).
avril, p. 313 (BOURGUIN).
1902, août, p. 657 (SCHWIEDLAND).
août, p. 695 (GERMAIN MARTIN).
1903, juin, p. 569 (G. ALFASSA).
1905, janvier, p. 1 (P. PIC).

Revue des Deux-Mondes :

1891, 1^{er} avril, p. 553. (G. D'AVENEL).

Revue politique et parlementaire :

1896, août, p. 241 (A. BOUGE).

1897, mai, p. 355 (J. MILHAUD).

décembre, p. 512 (Y. GUYOT).

1901, juillet, p. 35 (X).

novembre, p. 330. (M. ALFASSA).

1903, décembre, p. 579 (M^{lle} C. MILHAUD).

1905, septembre, p. 481 (CAVAILLÉ).

Revue socialiste :

1890, décembre, p. 643 (B. MALON).

1896, août et octobre, p. 130 (VALETTE).

1900, janvier, p. 1 (G. ROUANET).

1905, janvier, p. 7 (E. FOURNIÈRE).

juin, p. 641 (E. BUISSON).

octobre, p. 439 (A. HAMELIN).

INTRODUCTION

Les termes les plus usuels renferment parfois une partie abstraite qui ne s'en dégage que par un examen approfondi. Rien de plus simple en apparence que le mot « travail », essaie-t-on d'en donner une définition, c'est l'économie des sociétés qu'on y découvre. Ce mot, dans son sens restreint, dit Bastiat, « s'entend de l'action musculaire de l'homme sur les choses ; dans son sens large, il se dit de l'application de nos facultés à la satisfaction de nos besoins » (1). Le travail, voilà une des plus grandes formules de l'humanité ! Les hommes travaillent pour acquérir, pour posséder, pour conserver ; non seulement pour subvenir aux nécessités individuelles et domestiques, mais encore pour la satisfaction des besoins collectifs des groupes plus ou moins considérables auxquels ils appartiennent : commune, tribu, nation. La vie ne se conçoit pas sans l'activité ; « ceux qui prétendent pouvoir se dispenser du travail ignorent leur nature » (2).

Avec les progrès de la civilisation, la tâche s'est diversifiée à l'infini et de véritables fourmilières humaines sont nées à la surface du globe. Cependant un lien invisible unit les individus ; un sentiment général, une

(1) Bastiat. *Harmonies économiques*, p. 87.

(2) Domat. *Arts et Métiers*, t. II, tit. XIII, liv. I, p. 98. Édit 1777.

sorte d'attraction sociale fait converger les efforts de tous les êtres humains vers leur utilité propre et indirectement vers l'avantage de la société. Cette force, c'est l'intérêt personnel, puissant aiguillon qui assigne au labeur de chacun un but unique : l'amélioration de sa condition.

Dans la poursuite de cet idéal, des intérêts contraires se sont heurtés, des antagonismes sont nés et, de jour en jour, s'est creusé plus profond le fossé entre les favorisés de la fortune et ceux auxquels elle a refusé ses bienfaits. L'inégalité des conditions a donné naissance à la rivalité des conditions, à ce qu'on est convenu d'appeler la *question sociale* et qui n'est au fond que l'éternelle question des riches et des pauvres.

La lutte des classes ne date pas d'hier ; c'est elle qui fut la cause de la Jacquerie en 1358, de la révolte des paysans anglais en 1381, de l'insurrection des paysans normands au xvi^e siècle. « Patriciens et plébéiens à Rome, seigneurs et manants au Moyen-Age, nobles et roturiers en France, luttaient comme aujourd'hui bourgeois et prolétaires pour la richesse non moins que pour la puissance » (1). Mais en ce moment le conflit emprunte aux circonstances un caractère aigu de la plus haute gravité. D'intermittente et de locale qu'elle était jadis, la lutte tend de plus en plus à devenir permanente et générale. Autrefois ouvriers et patrons vivant ensemble se connaissaient mieux, ils « tempéraient en quelque sorte, par les inévitables familiarités de la vie commune, les sentiments hostiles qu'engendraient leur situation mutuelle » (2). Aujourd'hui le salariat livré à la propa-

(1) Lavollée, *Les classes ouvrières en Europe*, t. I, p. 12.

(2) Lavollée, *loc. cit.*

gande socialiste, aigri par les déclamations farouches des *leaders* des comités ouvriers, n'a plus de relations intimes avec le patronat dans lequel on l'a habitué à voir un ennemi. Comme le fait remarquer M. Charles Benoist, « la question sociale se ramène de plus en plus à la question du travail » (1). Ce n'est plus la société tout entière qui est attaquée, on a spécialisé, c'est l'organisation du travail qui est en butte aux critiques violentes du « quatrième état ». Au siècle dernier, « des hommes nés dans le même pays, parlant la même langue, foulant le même sol, se sont sentis séparés par un abîme de défiance » (2). Le Travail s'est brusquement levé en face du Capital; la menace à la bouche et la haine au cœur, il lui a adressé ses revendications, réclamant une meilleure part des joies de la vie et des satisfactions humaines.

Les revendications ouvrières ont trouvé un écho dans l'opinion publique; elle s'est émue de la question et y attache maintenant autant d'importance qu'elle avait mis de soin autrefois à s'en désintéresser. Il fut un temps, en effet, où l'on ne se souciait guère de la condition de l'ouvrier. Le mépris antique pour le travail manuel, considéré comme occupation déshonorante, subsista pendant bien des siècles. Au commencement du xvi^e siècle Loyseau pouvait encore écrire : « Nous appelons communément méchannique, tout ce qui est vil et abject; les artisans étant proprement méchanniques, sont réputés viles personnes » (3). La concurrence étrangère attirait alors

(1) Charles Benoist. *Rapport sur la codification des lois ouvrières*, p. 64.

(2) Martin Saint-Léon. *Histoire des corporations de métiers*, p. 366.

(3) Loyseau. *Traité des ordres*, p. 63.

tous les regards; les nations s'observaient, cherchant les moyens propres à activer la production sans se préoccuper des agents humains de fabrication. L'indifférence coupable du temps passé à l'endroit des ouvriers ne saurait plus être reprochée à la génération actuelle. Par un de ces retours complets dont l'histoire nous offre plus d'un exemple, la question ouvrière est l'objet de la sollicitude des pouvoirs et s'impose aujourd'hui à l'attention de tous. C'est ce qui a fait dire à M. Gladstone que sans doute le xix^e siècle serait appelé dans l'histoire le siècle des ouvriers (1).

S'il est une discussion à l'ordre du jour, c'est bien celle de la protection des travailleurs qui est, affirme M. Bourguin, « un des phénomènes les plus saillants du siècle qui vient de se clore » (2). De là tant de discours, tant d'enquêtes, tant de congrès, tant de débats parlementaires et tant de mesures législatives, à telles enseignes qu'on se demande s'il ne serait pas opportun d'opposer au courant de *socialisme d'État*, un courant

(1) La récente création du ministère du Travail est une preuve de l'actualité des questions ouvrières.

(2) *Revue d'économie politique* de mars 1901, p. 236.

Nous employons ces termes « protection des travailleurs » parce que ce sont ceux dont on se sert habituellement pour désigner les dispositions légales en faveur de la classe ouvrière. Mais pas plus que l'expression « *classes laborieuses* », contre laquelle s'élève avec raison M. Villey (*Principes d'économie politique*, p. 236), celle de « *travailleurs* » ne convient. D'une part il est fâcheux « dans un pays où les mots ont une puissance magique », de laisser entendre aux ouvriers qu'eux seuls concourent à la production alors que les autres membres de la société resteraient improductifs se contentant de jouir paisiblement; c'est méconnaître la valeur du travail intellectuel souvent très épuisant. D'autre part le mot « *travailleurs* » est trop compréhensif puisque, dans l'espèce, il ne s'applique qu'aux travailleurs manuels.

inverse d' « *antisocialisme d'État* », selon l'expression de M. Charles Benoist, si l'on peut appeler ainsi la protection patronale en réponse à la protection ouvrière.

Au premier rang des revendications du salariat et en tête des réformes qu'il attend des pouvoirs publics et du parlement, figure en tous pays la réduction du temps de travail. Le congrès réuni par l'Internationale à Genève en 1867 proclamait ce principe bien des fois répété depuis que : « la première condition sans laquelle toute tentative d'amélioration échouerait est la *limitation des heures de travail* ».

Nul sujet n'est plus d'actualité. On pourrait presque dire qu'il n'y a pas de réunion ouvrière sans discussion sur la réduction de la journée de travail, pas de congrès d'études sociales où celle-ci ne figure au programme des séances ; de nombreux articles lui ont été consacrés dans les journaux ; des orateurs éminents l'ont portée à la tribune des Chambres ; enfin elle est inscrite en lettres d'or sur la bannière de tous les partis socialistes et chacun sait s'ils sont nombreux à une époque où il est de mode de se dire socialiste et où nous voyons le socialisme fleurir sous toutes ses formes. En un mot, la limitation des heures de travail « constitue l'une des revendications ouvrières à la fois les plus connues et les mieux accueillies du public » (1).

Ce qui ajoute du relief à la question, c'est le grand nombre de personnes directement intéressées à sa solution. Nous voulons parler de l'importance numérique de la classe ouvrière, importance sans cesse croissante depuis que, par la concentration industrielle, « l'atelier

(1) Rist. *La journée de travail de l'ouvrier adulte en France*, p. 29.

est devenu l'usine » et que le travail, jusque là particulier, « est devenu en quelque manière et dans quelque mesure collectif » (1). L'industrie a dû, pour faire face aux nécessités de la production et de la concurrence, employer des capitaux énormes et demander des bras de plus en plus nombreux ; dans son essor elle a fait appel au concours de tous forts ou faibles. Nous aurons donné une idée de la crise du travail quand nous aurons dit que les établissements surveillés par l'inspection sont au nombre de 511.783 (255.457 à personnel féminin ou mixte — 256.326 à personnel masculin adulte), et qu'ils emploient 3.726.578 personnes (2) (300.988 garçons — 264.650 filles — 797.483 femmes de plus de 18 ans — 2.363.457 hommes adultes). Remarquons encore que ces trois millions et demi de « travailleurs » fournissent annuellement environ 875 millions de journées (les enfants 150 millions — les femmes 200 millions — les hommes adultes 525 millions) (3). Il est à noter que dans les chiffres ci-dessus ne figurent pas les mines, minières et carrières ainsi que les établissements de l'État dont le contrôle échappe aux inspecteurs du travail. Enfin ceux-ci ne visitent pas la majeure partie des employés de commerce ou des transports, des ouvriers à domicile pour lesquels la question de la réglementation de la journée est aussi agitée. Au total c'est donc, sur une population *active* de 19.715.075 Français (4), *six à sept*

(1) Ch. Benoist, *loc. cit.*, p. 6.

(2) En 1894 le chiffre officiel était 2.454.943, ce qui accuse une augmentation d'un tiers en une dizaine d'années.

(3) Ces chiffres sont extraits du rapport pour 1905 de la Commission supérieure du travail J. O. du 27 août 1906. Annexe.

(4) Résultats statistiques du recensement de la population en

millions de personnes pour lesquelles la réduction de la durée du travail offre un vif intérêt (1).

Par ces quelques considérations, on se rend aisément compte de la gravité du problème. Il est certain que l'homme n'échappe pas aux lois de la matière ; sa force n'est pas constante, elle se modifie, elle s'épuise ; voilà pourquoi, dans le langage courant, travail est synonyme d'effort pénible. Il est non moins évident que l'industrie traverse une période d'activité fiévreuse d'une intensité considérable. Dès lors, il faut se placer entre le patron, que la concurrence incite à demander un maximum de travail pour le salaire convenu, et l'ouvrier porté à gagner ce salaire avec le moins de fatigue possible. Il faut rechercher quels sont leurs rapports juridiques au point de vue de la durée de la journée et voir s'il n'existe pas de solutions qui puissent donner satisfaction aux droits et aux désirs légitimes des deux parties, sans cependant nuire à l'ordre social et aux intérêts économiques de la nation.

C'est le sujet d'étude que nous nous sommes proposé dans ce modeste ouvrage. Les différents aspects sous lesquels il peut être envisagé rendront parfois la tâche ardue, « toutes les questions qui touchent à l'organisation du travail sont complexes de leur nature », disait Louis Blanc en 1848 ; mais nous nous souviendrons qu'il ajoutait : « elles veulent être abordées avec calme et approfondies avec maturité ».

1901. J. O. du 8 janvier 1906. Annexe. — On a classé dans la population *active* toutes les personnes qui, à la date du recensement, exerçaient une profession rémunérée.

(1) V. dans les résultats statistiques du recensement de 1901, la répartition de la population active par catégories professionnelles.

Après avoir passé en revue la durée du travail au cours des temps, nous étudierons, dans une première partie, les dispositions légales qui régissent actuellement en France la journée de l'ouvrier ; dans une seconde partie plus importante, nous discuterons le principe de la limitation des heures de travail et nous ferons l'examen de ses conséquences économiques et sociales.

HISTORIQUE

DE LA DURÉE DU TRAVAIL

SECTION I

ANTIQUITÉ GRECQUE ET ROMAINE

1° **En Grèce.** — L'esclavage était à la base des institutions et le travail manuel, considéré comme indigne d'un homme libre, était l'apanage de la servitude. C'est en vain que plusieurs philosophes et Périclès prescrivirent l'assimilation du travailleur au citoyen ; ceux qui apprenaient les arts mécaniques étaient mis au dernier rang du peuple. L'aversion pour toute forme d'activité autre que la guerre, la politique et l'agriculture est en effet un des traits caractéristiques des civilisations antiques.

Quant à l'esclave, il était à l'entière disposition de celui qui l'employait ; les excès de travail n'avaient d'autres limites que le bon plaisir du maître. On lit dans le premier livre de la *Politique* d'Aristote (ch. IV), ces paroles typiques : « La science du maître consiste à savoir user de son esclave ». Au surplus on ne songeait encore pas à la réglementation industrielle, « aussi chercherait-on vainement dans l'antiquité, la trace de dispositions relatives à la durée de la journée du travail (1) ».

(1) A. Souchon. *Les théories économiques dans la Grèce antique*, 1898, p. 83.

2^o **A Rome.** — On retrouve ici le mépris pour les occupations productives, auxquelles on ne s'adonnait qu'à son corps défendant; elles étaient le lot des esclaves, tandis que le métier des armes était l'industrie des hommes libres. L'artisan, l'ouvrier au sens moderne du mot, n'existait dans la cité romaine qu'à l'état exceptionnel. Le fabricant demandait au travail servile la main-d'œuvre nécessaire.

L'esclave n'était pas une personne : « *Servi pro nullis habentur* » (1); la puissance à laquelle il était soumis était absolue, la « *potestas* » ne connaissait pas de limite et ressemblait au pouvoir d'un propriétaire sur sa chose. Si le maître avait le droit de vie et de mort, à plus forte raison pouvait-il, sans contrôle, user ou abuser des forces de son esclave, sorte de machine intelligente; il n'avait à craindre, de la part de ce dernier, aucune réclamation en justice : « *Servile caput nullum jus habet* » (2). Dans ces conditions, il est facile de concevoir que la réglementation du travail n'ait pas existé à Rome. Les seules dispositions protectrices qu'on peut trouver dans certains édits prétoriens ou dans certaines constitutions impériales interdisent de tuer et de maltraiter les esclaves sans motif; mais ces dispositions ne sont pas spéciales à ceux employés à des travaux industriels; d'ailleurs elles n'assignent aucun terme à la journée.

Quand les rapports avec les peuples civilisés eurent éveillé chez les Romains le goût des jouissances, la richesse s'accrut et l'industrie devint prospère. Néan-

(1) Dig. 32. *De reg. jur.* L. 17.

(2) Dig. 3, § 1. *De capit. minut.*, IV, 5.

moins dans toutes les villes de l'Italie, les artisans libres demeurèrent toujours moins nombreux que les esclaves ; ceux-ci leur faisaient, même à la fin de la République, une concurrence terrible. Sans être florissant, le salariat existait, mais il ignorait encore la fixation de la durée de son travail, les écrits du temps ne nous laissent aucun doute à cet égard.

Avec les manufactures impériales directement dans la dépendance de l'État, dont le personnel se composait d'esclaves auxquels on adjoignit plus tard des affranchis, des condamnés et des hommes libres, apparaissent les premières formes de réglementation industrielle. On avait établi d'une façon précise le nombre et le poids des produits manufacturés que chaque atelier devait fournir. De la détermination de la quantité de marchandises à préparer dans un temps donné résultait en quelque sorte une réglementation des heures de travail. Ainsi « dans la fabrique d'armes de Constantinople, chaque ouvrier était tenu, en trente jours, de couvrir d'or et d'argent six casques avec leurs mentonnères » (1) ; des peines très sévères sanctionnaient cette injonction.

SECTION II

PÉRIODE GALLO-ROMAINE ET FRANQUE

Une des périodes les plus mal connues de notre his-

(1) Levasseur. *Hist. des classes ouvrières avant 1789*, tome I, p. 92.

Remarquons qu'il s'agissait alors non pas d'un *maximum*, mais d'un *minimum* de travail journalier ; les ouvriers devaient fournir chaque jour un nombre d'heures de travail suffisant pour pouvoir achever leur tâche dans le temps convenu.

toire est sans contredit celle qui s'étend du v^e au xii^e siècle. La rareté des documents et le laconisme des chroniqueurs ne permettent pas de percer l'obscurité qui couvre les mœurs et les institutions de cette époque lointaine. Les règles étaient « si peu assurées, si peu régulières, toute chose était en proie à une anarchie si agitée qu'aucun enchaînement, aucune clarté historique ne se laissent saisir » (1). Les seuls capitulaires ou cartulaires que nous possédons sont muets sur les conditions du travail.

Malgré l'absence de documents originaux nous ne croyons cependant pas trop nous avancer en disant que, pendant cette période de sept siècles, l'organisation du travail dut être, à peu de choses près, telle qu'elle nous est dépeinte dans les *Règlements sur les arts et métiers de Paris*. Il est probable que la journée ouvrière se rapprochait de celle des artisans des corporations mentionnées au recueil rédigé en 1260 par Étienne Boileau.

Voici le raisonnement sur lequel nous basons cette affirmation. Le *Livre des Métiers* n'a pas créé les règlements professionnels, il s'est borné à présenter clairement une rédaction officielle de dispositions consacrées par des usages souvent obscurs. Son but fut « de donner à l'industrie son code, au travail son organisation, au régime corporatif sa formule » (2). Le prévôt des marchands ne fit que régulariser et enregistrer une réglementation aux contours imprécis, dont la filiation paraît remonter aux *Collegia opificum* de Rome. En effet certaines corporations ont une origine fort ancienne,

(1) Guizot, 16^e leçon sur l'histoire de la civilisation en France.

(2) Martin Saint-Léon, *op. cit.* p. 63.

par exemple celle des nautes parisiens, des bouchers, des marchands d'eau (1). Selon la juste remarque de M. Martin Saint-Léon, il n'est pas douteux que « des liens assez mal définis n'aient unis à travers les siècles les institutions corporatives du v^e siècle à celles du xii^e » (2). Dès lors il est à présumer que la journée de l'artisan fut, aux époques gallo-romaine et franque, ce qu'elle était lorsque Étienne Boyleau fut chargé de codifier les us et coutumes, les règles jusque-là éparses et confuses des corporations. Cette hypothèse est d'autant plus vraisemblable que les guildes (3) germaniques et saxonnes d'où dérivent en partie les « institutions corporatives » dont il vient d'être parlé, possédaient des dispositions réglementaires analogues à celles que nous trouvons au *Livre des Métiers*; ainsi elles interdisaient tout labeur avant le lever du soleil et après le couvre-feu, cette prohibition devait être renouvelée en 1260 pour bon nombre de corporations.

Si l'on songe au peu d'activité industrielle et commerciale du temps, on ne doit pas s'étonner du silence gardé par les annalistes sur tout ce qui concerne le travail manuel. Celui-ci n'était guère pratiqué, en dehors des ateliers de serfs, que dans les cloîtres et les couvents; il passait pour une sorte de sanctification et comptait au nombre des vertus monastiques. Aussi les actes des ordres religieux sont-ils les seuls à nous don-

(1) La corporation des marchands d'eau était réglée, dit une charte de Louis le Gros (1170), par des coutumes anciennes : « consuetudines tales sunt ab antiquo. » *Ordonnances des rois de France*, II, 433.

(2) Martin Saint-Léon, *op. cit.*, p. 52.

(3) Le mot « guilde » vient d'un mot anglo-saxon « gegylta » qui signifie société religieuse et société corporative.

ner quelques renseignements sur les heures de travail.

D'après la règle de saint Benoît de Nurcie (1), le moine allait travailler en été de la première heure à la quatrième (6 h. du matin à 10 h.). Il rentrait pour des exercices de piété puis repartait quand la chaleur était moins accablante et reprenait son ouvrage de la neuvième heure (2 h. de l'après-midi) jusqu'au soir. En hiver, c'est-à-dire des calendes d'octobre à la quadragésime, le moine travaillait sans interruption de la troisième heure (8 h. du matin) à la neuvième. Pendant le carême, il ne quittait sa tâche qu'à la dixième heure.

Dans les couvents de femmes (2), celles-ci se livraient au travail manuel de la deuxième heure à la neuvième (7 h. du matin à 2 h. du soir). Cependant dans certains cas déterminés, l'abbesse avait le droit de faire prolonger le labeur jusqu'à la fin du jour, avec un repos vers la sixième heure.

SECTION III

RÉGIME CORPORATIF

Nous ne pouvons faire à cette période le reproche d'obscurité que nous formulions contre la précédente ; les documents ne font pas défaut. Grâce au *Livre des Métiers* et aux ordonnances royales ou municipales, nous connaissons exactement les conditions économiques du temps. Les règlements corporatifs fixaient minutieusement les moindres détails de l'organisation du travail, ils n'avaient pas omis d'en indiquer la durée ;

(1) Reg. S. Benedicti ; cap. XLVIII (de opere manuum quotidianum).

(2) Reg. cujusdam patris ; cap. XII.

cette question préoccupait déjà les artisans du moyen âge et « la sollicitude des métiers s'était spécialement portée sur ce point » (1).

§ 1^{er}. — La journée de travail.

1^o XIII^e et XIV^e siècles. — La journée ouvrière variait suivant les industries, mais elle durait le plus souvent du lever du soleil à son coucher.

Des ordres formels vinrent parfois le rappeler à ceux qui paraissaient l'oublier; les foulons, tisserands et maçons ayant voulu « laisser œuvre à telles heures comme bon leur semblait, ja soit que (bien que) ils se fassent payer de leurs journées tout autant comme s'ils faisaient besogne tout au long d'un jour », le prévôt de Paris rendit le 12 mai 1395 une ordonnance leur enjoignant « de besogner du soleil levant au soleil couchant, en prenant leurs repas à heures raisonnables » (2).

Nous trouvons dans cette ordonnance et les motifs qui l'ont inspiré une preuve évidente que les réclamations en faveur de la réduction de la journée de travail ne sont pas un fait nouveau, une invention du socialisme, comme on le répète volontiers. « C'est une illusion naturelle à tous les âges, écrit un éminent économiste, de considérer comme nouvelles des maladies ou des souffrances sociales dont l'existence est ancienne et qui tiennent à l'essence même du genre humain » (3).

(1) Martin-Saint-Léon, *op. cit.*, p. 116.

(2) Lespinnasse. *Métiers et corporations de Paris*, t. I, p. 52. V. une autre ordonnance de 1567 conçue dans le même sens; De la Marre. *Traité de la police*, t. IV, p. 121.

(3) Paul Leroy-Beaulieu. *La question ouvrière au XIX^e siècle*, 3^e édit., p. 5.

Nous pouvons remonter un siècle plus haut et l'histoire du moyen âge nous révélera un autre fait confirmant pleinement les paroles de M. Leroy-Beaulieu. Il s'agit de *desiderata* formulés par les ouvriers tondeurs de drap. D'octobre à février ces artisans commençaient leur besogne à minuit; quand le jour se levait, ils se reposaient une demi-heure puis retournaient au travail jusqu'à environ 9 heures; on leur octroyait alors une heure pour déjeuner; ils dînaient de 1 heure à 2 heures de l'après-midi et reprenaient leurs outils jusqu'à la tombée de la nuit. Le reste de l'année, les jours étant plus longs, ils restaient à l'atelier du soleil levant au soleil couchant. Hiver comme été ils fournissaient ainsi treize à quatorze heures de travail effectif (1). Les tondeurs de drap ne tardèrent pas à se plaindre de l'exagération de leur journée (il faut reconnaître que leurs plaintes étaient justifiées) et ils obtinrent en 1284 qu'elle fût réduite aux proportions ordinaires, c'est-à-dire que le commencement en fût fixé à 7 heures du matin et la fin à 5 heures du soir, pendant les mois d'hiver; il n'y eût rien de changé à la période d'été (2).

La plupart des statuts corporatifs prescrivaient de commencer le travail avec le jour et de le quitter au crépuscule. « Quinconques est fremaillers de laton à Paris (fabricant de fermoirs en laiton), il doit commencer à ouvrir de biau jour et lesier œuvre de biau jour » (3). Les tisserands de lange (fabricants de drap) se mettaient à l'ouvrage « à l'heure de soleil levant » (4).

(1) *Ord. des rois de France*, t. VII, p. 98, art. 12.

(2) Livre rouge 3^e du Châtelet, f^o 87.

(3) *L. des Mét.*, tit. XLII, p. 97.

(4) *L. des Mét.*, tit. L, art. 47.

Les règlements étaient parfois moins précis dans leurs injonctions. Les foulons de Sainte-Geneviève devaient commencer leur journée « dès que l'on pourra homme cognoistre en rue » (1). Les mégissiers travaillaient de Pâques à la Saint-Rémi (1^{er} octobre), du soleil levant au soleil couchant et « de la Saint-Remy jusques à Pasques à tèle hore tant par devers le matin que par devers le soir que l'on puisse cognoistre un tournois d'un parisis » (2). On trouvera sans doute étonnant que la durée du labeur journalier fut fixée d'une façon aussi vague. Le fait est que de nombreuses contestations s'élevèrent, à tel point que les jurés et les gardes requirèrent « que l'heure feust expressément limitée et déclarée... afin de eschever les débats qui sur ce avenoient souventes fois » (3).

Les maîtres de Paris ne possédaient aucun signal pour indiquer aux artisans le commencement et la fin du travail (4). Ceux-ci le plus souvent allaient à l'atelier et en revenaient quand tintaient les cloches des églises sonnant les heures canonicales pour les offices. Beaucoup quittaient l'ouvrage « à vespres sonez », c'est-à-dire à 4 heures du soir en hiver et à 6 heures en été ; d'autres « à complie », c'est-à-dire à 7 heures du soir en hiver et à 9 heures en été. « Li vallés toisserands doivent lessier œuvre sitost que le premier cop de vespres sera soné » (5). Les lanterniers (faiseurs de lan-

(1) Fagniez. *Études sur l'industrie au XIII^e et au XIV^e siècle*, p. 335.

(2) Levasseur, *op. cit.*, p. 320.

(3) Livre rouge du Châtelet (3^e), f^o 87 et Fagniez, *op. cit.*, p. 83.

(4) Les clepsydres étaient peu répandues, on ne connaissait l'heure que par le soleil.

(5) *L. des Mét.*, p. 125.

ternes), rentraient chez eux « puis le premier cop de vespres sonans à Saint-Innocent ou à la paroisse souz qui le lanternier demourra » (1). Il en était de même pour les tapissiers et patenôtriers (faiseurs de chapelets). Les talemeliers (boulangers) pouvaient cuire jusqu'au moment où sonnaient les matines (minuit) (2). Les save-tonniers (cordonniers pour chaussures en basane) réglaient leur journée sur les cloches de Sainte-Opportune ; d'autres ouvriers se fiaient à celles de Saint-Merri. Quant aux charpentiers, ils obéissaient au « gros saint (grosse cloche) de Notre-Dame » (3). Pour bon nombre de corporations, le couvre-feu indiquait la cessation du travail (4). Les crépiniers (passementiers) sortaient de l'atelier « puis l'eure que queuvrefeu est sonez à Saint-Merri » (5). Le couvre-feu sonnait en hiver, vers 7 heures et vers 8 heures, en été.

Plusieurs statuts édictaient des dispositions spéciales au samedi et aux veilles de fêtes. Ces jours-là, le travail cessait à vespres ou même à none (3 h. de l'après-midi). « Les faiseurs de serreures... doivent lésier œvre au samedi, au darrenier coup de vespres en la paroisse où ils demourent » (6). Pour les ouvriers qui d'ordinaire « besognaient » jusqu'au soir, c'était en été une diminution de trois à cinq heures de labeur le samedi et les jours de fêtes chômées. Celles-ci étaient nombreuses et

(1) *L. des Mét.*, tit. LXVII, art. 3.

(2) *L. des Mét.*, tit. I, art. 29.

(3) *L. des Mét.*, tit. XLVII, art. 1 et 6.

(4) Dès le XIII^e siècle, le couvre-feu n'avait le plus souvent aucune autre signification, l'usage s'étant établi de laisser lumières et feux allumés. A. Franklin. *La mesure du temps*, p. 5.

(5) *L. des Mét.*, tit. XXXVII, art. 8.

(6) *L. des Mét.*, tit. XIX, p. 53.

cette diminution se renouvelait près de quatre-vingts fois l'an.

Les cloches des églises n'étaient pas seules à indiquer aux artisans la mesure de leur temps. Le guetteur placé dans une des tours du Châtelet ou du Louvre, donnait le signal du travail à quelques ateliers. Le drapier « ne puet ouvrer au dit mestier ne ès appartenances... que de la gueite cornant » (1), c'est-à-dire lorsque retentissait la corne du guetteur annonçant la fin du guet de la nuit et prévenant les ouvriers que le jour venait de poindre. Les chapeliers de feutre attendaient pour entrer chez leur maître « que la gueite ait corné le jour » (2).

Si la corne du guetteur annonçait parfois le commencement de la journée ouvrière, les appels des crieurs du soir en marquaient souvent la fin. Les foulons quittaient le travail « si tost que li premiers crieurs de vin vont » (3) (ceux-ci faisaient deux tournées par jour à heures fixes); les épingliers dès le passage du « premier crieur du soir » (4). Les boucliers (fabricants de boucles et d'attaches) regagnaient leur foyer « si tost come on voit passer le segont crieur du soir » (5). Le faiseur de clous ne prolongeait pas sa besogne « en quaresme puis que complie est sonée à Saint-Merri, et hors quaresme, puis l'eure qu'il ora oï le segont crieur du soir » (6).

Guetteurs et crieurs se fiaient aux cloches des

(1) *L. des Mét.*, tit. XL, p. 92.

(2) *L. des Mét.*, tit. XL, art. 5.

(3) *Liv. des Mét.*, tit. XIII, art. 11. Il s'agit des marchands de vin ambulants.

(4) *Liv. des Mét.*, tit. IX, art. 1.

(5) *Liv. des Mét.*, tit. XXII, art. 9.

(6) *Liv. des Mét.*, tit. XXV, p. 64.

églises; en définitive celles-ci indiquaient, à Paris, la durée du travail et le moine chargé de les sonner était ainsi investi d'une mission importante. Avant l'invention des horloges, ce religieux n'avait pendant la nuit d'autre règle que l'inspection des astres. Quand les nuages ne permettaient pas l'examen de l'état du ciel, il avait recours à certains moyens mnémotechniques; il déterminait approximativement l'heure par la quantité de cire que les cierges avaient consommée, par le nombre des psaumes ou de chapelets qu'il avait récités, par le nombre des pages qu'il avait lues; parfois le chant du coq lui servait d'horloge (1).

Le temps de travail de l'artisan du moyen âge, basé sur la longueur du jour, variait d'après les saisons. Il ne faudrait cependant pas croire que sa durée suivait exactement l'heure perpétuellement changeante du lever et du coucher du soleil; s'il en avait été ainsi il y aurait eu chaque matin des modifications d'horaire préjudiciables aux intérêts de l'industrie. On partageait l'année en plusieurs sections et pour chacune on déterminait une durée moyenne de la journée ouvrière.

On établissait ordinairement deux périodes : le carême et le charnage. Le carême était la saison des longs jours; pendant ce laps de temps on travaillait jusqu'à complies. Le charnage, ainsi nommé parce que les lois ecclésiastiques permettaient l'usage de la viande, était la saison des jours plus courts; le travail cessait lorsque sonnaient les vêpres ou lorsque passait le crieur du soir. Les crépiniers ne pouvaient rester à l'atelier « en charnage puis que le premier cop de vespres est soné à

(1) A. Franklin, *op. cit.*, p. 10.

Nostre Dame et en quaresme puisque complie est sonée en cel mesme lieu » (1). Chez les tisserands « li vallet ont leurs vesprées, c'est à savoir que cil qui sont loué à la journée lessent œvre au premier cop de vespres à Nostre-Dame en charnage, et en quaresme puis le premier cop de complie » (2). « Li vallet corroiers ont leur vesprées, c'est à savoir qu'ils n'overront pas en quaresme puis le premier cop de complie, ne en charnage puis le premier crieur qui va du soir » (3). Les tréfiliers d'archal (fabricants de fils de métal) « ont leurs vesprées pour eus reposer ; c'est à savoir, en quaresme, quant complie est sonée et, en charnage, au segont crieur du soir » (4).

Il y avait en usage d'autres modes de diviser l'année : « Nus baudroyer ne puet ne ne doit ouvrer entre les Brandons (premier dimanche de carême) et la Saint-Remy (1^{er} octobre) puis que complie est sonée à Nostre-Dame » (5). Pour les mégissiers, on distinguait la saison d'été, « c'est à savoir de Pasques jusques à la Saint-Remy » et la saison d'hiver « de la Saint-Remy jusques à Pasques ».

Jusqu'ici nous n'avons parlé que des corporations parisiennes. Dans le reste de la France, la durée du travail était régie par les statuts des corps de métiers, là où les artisans étaient unis entre eux par des liens corporatifs, ou bien par des ordonnances royales et municipales. Il n'y avait pas de législation uniforme pour tout le royaume, chaque ville avait sa réglementation ; néan-

(1) *Liv. des Mét.*, tit. XXXVII, art. 8.

(2) *Liv. des Mét.*, p. 132.

(3) *Liv. des Mét.*, p. 237.

(4) *Liv. des Mét.*, tit. XXIV, p. 63.

(5) *Liv. des Mét.*, p. 225.

moins, beaucoup de statuts étant copiés sur ceux de la capitale, les limites assignées à la journée étaient à peu près les mêmes partout. Comme les règlements de Paris, les ordonnances municipales de Rouen, d'Amiens, d'Abbeville, etc., interdisaient de travailler avant le lever et après le coucher du soleil (1). Les heures du commencement et de la fin du travail étaient sonnées par les cloches des églises ou par celle du beffroi communal. Dans certaines villes, par exemple à Comines, à Amiens à Tournai, à Douai, les ouvriers allaient à l'ouvrage et quittaient l'atelier au son d'une cloche spéciale placée par ordonnances royales « pour obvier aux fréquentes contestations qui s'élevaient au sujet des heures de travail » (2). Le but ne fut pas atteint, de nombreuses exceptions furent admises par les autorités et ces tolérances furent la source de difficultés et de procès. Les rois intervinrent encore souvent pour déterminer le temps qui devait être consacré à l'ouvrage; ainsi en 1330, en 1331, en 1351, en 1354, en 1355, en 1360, en 1383.

De tout ce qui précède on peut tirer cette conclusion : au xiii^e et au xiv^e siècle, le minimum de la journée était d'environ huit heures en hiver; le maximum était de treize à seize heures en été, suivant que les artisans quittaient l'atelier à vêpres ou à complies. Mais de ce temps total il faut défalquer une heure et demie ou deux pour les repas; les tondeurs de drap, par exemple, dis-

(1) V. ordonnance municipale de Rouen rendue en 1328, dans Quin-Lacroix, *Hist. des anciennes corporations de la capitale de la Normandie*, p. 21. V. aussi ordonnances d'Amiens et d'Abbeville dans les *Monuments inédits du tiers état*, I, 560, IV, p. 363.

(2) Levasseur, *op. cit.*, p. 621.

posaient d'une demi-heure pour le déjeuner et d'une heure pour le dîner (1). Tout compte fait, l'artisan ne travaillait pas plus longtemps à cette époque qu'aujourd'hui ; sa tâche était seulement plus irrégulière. Sans doute il avait à fournir en été de longues journées à peu près inconnues de l'ouvrier moderne, mais en hiver il ne restait à la besogne que sept ou huit heures. Il est d'ailleurs à remarquer que, si la durée du labeur était dans certains cas nominale de seize heures, le travail effectif n'excédait en aucune saison quatorze heures ou quatorze heures et demie ; pour les artisans quittant l'atelier à vêpres (c'était la majorité hors le temps du carême) il ne dépassait jamais douze heures. Si l'on songe encore aux nombreux chômages occasionnés par les fêtes religieuses, on reconnaîtra que le travail ne présentait pas le caractère de surmenage que certains se sont plus à lui trouver. « On n'exigeait pas de l'ouvrier du moyen âge, écrit M. Martin Saint-Léon, un travail sensiblement supérieur à celui de l'ouvrier contemporain ; l'artisan du ^{xiii}^e siècle paraît même avoir été sous ce rapport plus favorisé que celui du ^{xix}^e siècle » (2).

2^e ^{XV}^e et ^{XVI}^e siècles. — Pendant cette période, le temps de travail ne subit pas de modifications importantes, mais on remarque, d'ores et déjà, une tendance manifeste à accroître sa durée.

D'après leurs statuts de 1467, les foulons « seront tenus entrer au dict mestier ès hostelz de leurs maîtres, c'est assavoir depuis la Saint-Remy jusqu'aux Brandons, à 6 heures du matin et laisseront l'ouvroir à 5 heures du

(1) *Livre rouge du Châtelet*, f^o 87.

(2) Martin Saint-Léon, *op. cit.*, p. 119.

soir et depuis les Brandons jusqu'à ladite Saint-Remy, entreront chacun jour en besogne à 5 heures du matin et laisseront l'ouvrage à 5 heures du soir » (1). Ils cessaient le travail au troisième coup de vêpres à Notre-Dame, le samedi et à 1 heure de l'après-midi, les jours de vigile des grandes fêtes (Pâques, l'Ascension, la Pentecôte, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Laurent, l'Assomption, la Toussaint, la Nativité). A Bourges les teinturiers devaient « aller en besogne à 5 heures du matin et plustost si besoing est et laisseront besogne à 7 heures de vespres à peine de perdre leur journée » (2). D'autres artisans quittaient le travail quand sonnait le couvre-feu, à 7 heures ou à 8 heures suivant la saison. Les statuts des drapiers de Rouen se bornaient à déclarer « tous les ouvriers dessus dits entreront en besogne à heure dûe et accoutumée en la dite draperie et laisseront tous les dits ouvriers journéeurs à heure de complie » (3). Par « heure dûe et accoutumée » il fallait probablement entendre le lever du soleil.

Certaines corporations, ainsi les gantiers et les gainiers de Paris, faisaient de très longues journées. Celle des gainiers fourreliers durait, d'après leurs statuts de 1560, de 4 heures du matin à 9 heures du soir. Les imprimeurs de Lyon se mettaient à l'œuvre vers 2 heures du matin, s'il faut en croire un document d'ordre judiciaire de 1583 où il est parlé d'un ouvrier blessé dans une rixe « environ les 2 heures du matin, qui est la même heure que les compagnons de l'art de l'impri-

(1) *Ordonnances des rois de France*, tit. XVI, p. 589.

(2) Levasseur, *Hist. des classes ouvrières en France avant 1789*, t. II, p. 117.

(3) Hauser, *Ouvriers du temps passé*, p. 80.

merie vont travailler » (1). Les ouvriers agricoles, comme aujourd'hui, se mettaient au travail dès l'aurore et ne le quittaient qu'à la tombée de la nuit. Mais ce n'était pas pour eux une simple faculté, ils n'étaient pas libres d'éluder des ordres formels. « Vignerons mercenaires à la journée sont tenus de besogner dès le soleil levé jusqu'au soleil couché continuellement, autrement le salaire à eux promis ne doit être payé » (2).

Des compagnons ayant essayé de s'affranchir des règles établies et ayant voulu « laisser œuvre à telles heures comme bon leur semble », tout en exigeant le même salaire, une ordonnance de 1567 réprima cette licence ; elle enjoignit aux ouvriers des tissages et du bâtiment de travailler « dès heure de soleil levant jusqu'à l'heure de soleil couchant, en prenant leurs repas à heures raisonnables » (3). Il fut décidé que dorénavant il y aurait deux types de journées : une d'été de 5 heures du matin à 7 heures du soir et une d'hiver de 6 heures du matin à 6 heures du soir. En déduisant deux heures pour les repas, la moyenne de la période estivale était donc de douze heures de travail effectif et celle de la période hivernale de dix heures. Les deux saisons n'étaient pas identiques dans tous les ate-

(1) Baudrier, *Bibliographies lyonnaises*, t. I, p. 104.

(2) Papon, *Recueil d'arrêts*, VI, 12, X. — Dès juillet 1383 une ordonnance rendue pour la ville de Sens prescrivait à « tous ouvriers et laboureurs » d'être au travail, à peine de perdre leur salaire, « avant soleil levant... jusqu'à soleil couchant... se ce n'est pour prendre leur récréacion de boire et de mangier » (Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. VI, p. 581 et 582).

(3) De la Mare. *Traité de la police*, t. IV, p. 121. Les motifs et le dispositif de cette ordonnance, la rapprochent beaucoup de celle de 1395. V. *suprà*, p. 15.

liers. Pour les uns les dates de démarcation étaient Pâques et la Saint-Michel, pour d'autres le 15 mars et le 15 septembre. Une ordonnance établit pour les gens des champs la saison d'été entre le 1^{er} avril et le 30 septembre, la saison d'hiver entre le 1^{er} octobre et le 31 mars.

3^e XVII^e et XVIII^e siècles. — Pendant le siècle de Louis XIV, les progrès du luxe, le développement de la production et peut-être aussi l'incurie des pouvoirs municipaux s'affaiblissant de jour en jour, imposèrent à l'artisan, que ne secondait pas encore le machinisme, de très longues journées de travail effectif, dont la durée variait entre douze et quatorze heures. Nous en trouvons des exemples dans les règlements manufacturiers qui déterminèrent le temps que l'ouvrier devrait passer à l'atelier. Voici, d'après M. Levasseur, la distribution du travail dans la manufacture de drap de Saint-Maur (1) : en toute saison le drapier commençait son ouvrage dès le jour, disposait d'une heure à midi pour le repas, puis reprenait sa navette jusqu'à 6 heures ; en hiver il veillait de 7 à 10 heures. Des statuts inspirés par des maîtres sans pitié permirent d'élever jusqu'à dix-sept heures, sauf le temps des repas, la durée du labeur journalier. Les miroitiers de Rouen pouvaient occuper leurs ouvriers de 4 heures du matin à 9 heures du soir (2). Colletet nous montre en 1666 les crieurs d'eau-de-vie allant réveiller les artisans dès 3 heures du matin, pour leur offrir un cordial avant leur départ au travail (3). Les

(1) Levasseur, *op. cit.*, p. 387.

(2) Ouin-Lacroix, *op. cit.*, p. 695.

(3) Colletet. *Les tracés de Paris*, p. 316 et 317 ; cite par Babeau. *Les artisans et les domestiques d'autrefois*, p. 29. Il est à croire

couteliers prenaient leurs outils le matin à 4 heures et ne les quittaient que le soir à 9 heures.

Tous les statuts n'édictaient pas des journées si manifestement exagérées. Certaines corporations avaient conservé à peu près intacts les règlements du *Livre des Métiers*. Beaucoup d'artisans cessaient encore le travail, en théorie du moins, au couvre-feu à Notre-Dame qu'une ordonnance interprétative du Châtelet du 16 novembre 1596 avait fixé à 7 heures de la Saint-Rémi à Pâques et à 8 heures de Pâques à la Saint-Rémi (1). Mais les autorités fermaient les yeux sur les nombreuses dérogations au nom des intérêts de l'industrie.

Le surmenage était aggravé par des peines sévères contre ceux qui tentaient de s'y soustraire. A Bourges les ouvriers ne pouvaient s'absenter de l'atelier que pour les repas ; si ceux-ci se prolongeaient trop, le restaurateur était passible de prison. A Beauvais une ordonnance de police municipale frappait d'une amende de 75 sous (environ 7 francs) ceux qui arrivaient en retard à l'ouvrage, et d'une amende de 20 sous les maçons et charpentiers qui, de Pâques à la Saint-Rémi, n'étaient pas rendus au chantier à 5 heures du matin.

Malgré les longues journées, ou plutôt par le fait de l'exagération du travail qui avait émoussé le goût pour les occupations manuelles et paralysé l'énergie, les classes inférieures étaient, paraît-il, portées à la paresse. Colbert ayant voulu établir des manufactures, les intendants lui représentèrent que la fainéantise du peuple serait un obstacle à ses projets. M. Martin Saint-Léon

cependant que pareil fait était exceptionnel ; aucun autre auteur n'en fait mention.

(1) Franklin, *op. cit.*, p. 6 (en note).

fait cependant remarquer que, s'il est excessif, le labeur de l'artisan du xvii^e siècle « exempt de la hâte nerveuse qui caractérise trop souvent celui de l'artisan moderne, est relativement moins fatigant » (1).

A la décharge de cette époque, nous pouvons invoquer le grand nombre de fêtes chômées ; elles tempéraient, dans une certaine mesure, la prolongation déraisonnable du travail. Celui-ci interrompu complètement les jours fériés, cessait la veille de ces mêmes jours à vêpres, c'est-à-dire vers 4 heures de l'après-midi, ou même à « heure de none », c'est-à-dire vers 3 heures. C'était dans le but de compenser les pertes de temps résultant de ces chômages obligatoires que les maîtres avaient augmenté les heures pendant lesquelles ils retenaient les ouvriers dans leurs ateliers. Plus d'un disait sans doute avec le savetier de La Fontaine :

... *On nous ruine en fêtes,
L'une fait tort à l'autre et monsieur le curé
De quelque nouveau saint charge toujours son prône.*

Lorsque les autorités ecclésiastiques réduisirent le nombre des fêtes religieuses, on vit les longues journées diminuer de fréquence. Elles ne disparurent cependant pas, le pli en était pris ; on les retrouve au cours du xviii^e siècle. Les statuts des potiers d'étain rédigés en 1742 permettent aux maîtres d'établir en toute saison le commencement du travail à 5 heures du matin et la fin à 8 heures du soir. Les ouvriers en soie de Lyon veillent jusqu'à 1 heure après minuit, écrivait en 1787 l'abbé Bertholet, ils « travaillent régulièrement dix-huit heures, même plus chaque jour, sans aucune perte

(1) Martin Saint-Léon, *op. cit.*, p. 411.

de temps, puisqu'un quart d'heure quelquefois moins suffit pour chacun de leurs repas ». On était encore loin des huit heures tant réclamées de nos jours ! Nous ne saurions trop flétrir de pareils abus, tout au plus dignes de l'esclavage antique. Fort heureusement c'était là une exception et la durée du travail la plus commune était comprise entre cinq heures du matin et sept heures du soir ; il en était ainsi pour les calfats de Marseille, pour les imprimeurs et les éperonniers de Paris, etc.

Il fut apporté parfois des tempéraments, bien timides il est vrai, à l'exagération des heures de travail. Une ordonnance de police sur les métiers de Versailles, rendue pendant le règne de Louis XVI, porte que les maréchaux-ferrants ne pourront pas travailler avant 4 heures du matin et après 8 heures du soir ; ils devaient disposer de trois repos, d'une durée totale d'au moins deux heures. Par la même ordonnance la journée des serruriers et des ferblantiers était comprise entre 5 heures du matin et 8 heures du soir (1).

En règle générale l'artisan du xviii^e siècle est moins surmené que celui du xvii^e ; les gens du temps vont jusqu'à l'accuser de flâner. De vieux bourgeois racontaient au marquis de Mirabeau vers 1750, que « si de leur temps un ouvrier n'avait pas travaillé deux heures à la lumière, soit le matin, soit le soir, dans les longs jours, il eût été noté comme un paresseux ». Mirabeau lui-même passant un matin de mai 1750 « à 6 heures sonnait à travers la partie populeuse et marchande » de Paris, s'étonnait de ne voir « d'ouvertes que quelques échoppes de vendeurs d'eau-de-vie » (2). Un autre voyageur, Marlin, se trouvant

(1) Levasseur, *op. cit.*, p. 796.

(2) Mirabeau, *l'Ami des hommes*, 1756, I, p. 409 et 410.

en 1791, dans un village près d'Etrepagny, à 7 heures du matin, remarquait avec surprise que les commerçants ne faisaient qu'ouvrir leurs volets. Mirabeau et Marlin paraîtraient aujourd'hui bien exigeants. En dépit des critiques, l'activité industrielle, sous Louis XVI, est encore considérable comparée surtout à celle des autres peuples de l'Europe.

§ 2. — Le travail de nuit.

1^o XIII^e et XIV^e siècles. — Sauf exception le travail de nuit ou, pour parler plus exactement, le travail à la lumière était interdit : « Li vallets ont leurs vesprées », c'est une formule souvent répétée au *Livre des Métiers*.

Nous savons que beaucoup de règlements corporatifs limitaient la journée de l'artisan au temps compris entre le lever et le coucher du soleil ; c'était indirectement prohiber l'ouvrage fait à la lumière. Ceux qui avaient l'autorisation de continuer leur tâche à la chandelle devaient « lesier œuvre » au couvre-feu.

D'autres statuts visaient expressément l'interdiction du travail nocturne. Chez les boîtiers (faiseurs de serrures pour boîtes) « Quinconques est du mestier dessus dit, il ne puet ne ne doit ouvrer de nuiz » (1). Les batteurs d'archal (ceux qui battent le cuivre jaune et le réduisent en petites feuilles minces pour la fabrication d'oripeaux) « ne puent ouvrer de nuiz » (2). « Li mestre attachier (fabricant de clous pour attaches) et li vallet ont leur vesprées...; nus attachier ne puet ouvrer de nuiz » (3). Les règlements des patenôtriers d'os et de

(1) *L. des Mét.*, tit. XIX, p. 53.

(2) *L. des Mét.*, tit. XX, p. 56.

(3) *L. des Mét.*, tit. XXV, p. 64.

cor (faiseurs de chapelets à grains d'os ou de corne) établissaient aussi que « neus du mestier ne puet... ouvrer de nuiz » (1). Les ceinturiers avaient défense de se servir de leurs outils entre 8 heures du soir et 5 heures du matin. Les fileuses de soie n'avaient la permission d'exercer leur métier à la « candèle » que durant les veillées d'hiver de la Saint-Remi au carême (2). Nous avons précédemment parlé des tondeurs de drap allant au travail à minuit, mais qui obtinrent en 1284 de reporter le commencement de leur journée à 6 heures du matin, suivant l'usage établi. Un règlement de 1358 édicte que les éperonniers « ne pourront ouvrer d'icelui mestier, en la ville de Rouen, fors la cacheribaux du jour, jusqu'à la cacheribaux du soir tant seulement » (3). Les statuts des ceinturiers de Toulouse ne leur permettaient pas de se livrer au travail nocturne entre le carême et la Saint Michel.

Si la règle générale était la prohibition du travail de nuit, il était apporté à cette règle plusieurs dérogations, tantôt dans l'intérêt du public, le plus souvent dans celui des maîtres. Toutefois ces exceptions étaient peu fréquentes à l'origine ; sur les cent corporations dont les statuts composent le *Livre des métiers*, vingt et une seulement avaient l'autorisation de travailler à la lumière pour divers motifs.

Les meuniers pouvaient moudre à la veillée (4) ; les moulins de l'époque peu perfectionnés n'avaient qu'un

(1) *L. des Mét.*, XXVII, p. 66.

(2) *L. des Mét.*, tit. XXXV, 81.

(3) Ouin-Lacroix, *op. cit.*, p. 641. Cacheribaux signifie le guet dont la mission était de faire la chasse aux ribauds.

(4) *L. des Mét.*, tit. II, p. 18.

faible débit et il était indispensable que la farine fût toujours en quantité suffisante. C'était en vertu du même motif d'intérêt public que les boulangers avaient la permission de cuire le pain jusqu'à minuit. Les orfèvres, les lampiers, les tréfiliers d'archal fondaient la nuit, « quar moult souvent avient, quand ils commencent à fondre, qu'il leur convient mètre une semaine, ainçois (avant) qu'ils puissent lessier le fondre » (1); c'était une opération fort longue qui ne souffrait aucune interruption. A Saint-Omer les tisserands pouvaient veiller ainsi que les bateliers pour faire des chevilles (2).

Il y avait parfois dans l'octroi de la permission de travailler à la lumière des bizarreries difficiles à justifier autrement que par la faveur plus ou moins grande dont jouissait, en haut lieu, telle ou telle corporation. Pour ne citer qu'un exemple le travail de nuit était refusé aux potiers d'étain et cependant il était accordé à ceux qui fabriquaient les sonnettes, les miroirs, les anneaux d'étain et autres objets non moins délicats que les poteries (3). Les aubergistes d'autrefois, comme ceux d'aujourd'hui, ne devaient pas manquer de clientèle; c'est certainement la raison de la liberté qu'ils avaient de laisser leur établissement ouvert pendant la nuit : « quinconques est haubergiers à Paris, il puet ouvrer de nuiz, se mestier (besoin) li est » (4). Il ne suffit pas que l'auberge soit ouverte, il faut encore pouvoir servir à boire aux gens altérés qui remplissent

(1) *L. des Mét.*, tit. XXIV, p. 62.

(2) Pagart d'Hermansart, *Anciennes communautés d'arts et métiers de Saint-Omer*, t. I, p. 213.

(3) *L. des Mét.*, p. 40 et 43.

(4) *L. des Mét.*, tit. XXVI, p. 66.

la salle, aussi tout cervoisier (brasseur de bière) « puet faire son mestier de jours et de nuiz se mestier li est » (1).

Enfin, par déférence pour l'autorité royale et pour lui éviter d'attendre trop longtemps ses commandes, les artisans étaient libres de travailler à la chandelle afin d'achever les travaux pour le roi, la reine et les membres de leur famille. « Nus orfèvre ne puet ouvrer de nuiz, si ce n'est à l'œuvre lau Roy, la Roine, leurs enfants, leurs frères et l'évesque de Paris » (2). Les fabricants de drap de soie ne devaient « ouvrer au dit mestier ne ès appartenances... que de la guête cornant, jusques à la nuit sanz candèle, tant seulement pour le Roy, la Royne et les hoirs de France » (3).

Il y eut plusieurs fois des contestations au sujet des autorisations de veiller. Pour aplanir les difficultés, une ordonnance de 1307, puis une seconde de 1322, permirent « d'ouvrer de jour comme de nuit ». Mais les artisans se montrèrent peu empressés de mettre à profit la permission.

2° Du XV^e siècle à la fin du XVIII^e. — Louis XI renforça le système corporatif mais ne se fit pas faute, selon son expression, d'« élargir » les règlements des métiers. Il accorda de nouvelles permissions de travail de nuit : « Dorénavant les foulons de draps et leurs varlets, pourront ouvrer et besogner à toutes heures, ainsi que bon leur semblera, touchant le fait du dit mestier, sans, pour ce, encourir en aucune amende ou forfaiture » (4). Même faveur fut octroyée aux potiers de terre et aux

(1) *L. des Mét.*, tit. VIII, p. 29.

(2) *L. des Mét.*, tit. X, p. 38.

(3) *L. des Mét.*, tit. XL, p. 92.

(4) Hauser, *op. cit.*, p. 15.

fabricants de basane de Troyes; aux gantiers de Paris. Ces derniers avaient fait observer au roi que pendant « le temps et la saison d'hiver auquel leur ouvrage est plus requis et nécessaire, ils n'osent besogner de nuit depuis 4 heures au soir jusqu'au lendemain qu'il soit jour et apparent »; ils furent autorisés à travailler à la chandelle jusqu'à 10 heures du soir (1). En temps de presse les tailleurs pouvaient veiller pour « achever les besognes de nos seigneurs et de nos dames les royaux », pour terminer « les robes de corps ou de noces »; enfin « s'il étoit qu'il convînt, par nécessité, d'élargir ou étrécir un garnement qui paravant fut fait et parfait » (2) (c'est-à-dire pour rectifier les vêtements déjà livrés). Comme on le voit, les commandes royales continuaient à bénéficier des privilèges dont elles jouissaient déjà aux siècles précédents; les statuts des gainiers n'autorisaient le travail de nuit que « pour l'ouvrage du roi, de la roine ou de messieurs les enfants ».

A mesure que les heures de travail augmentaient, les veillées se généralisaient, à tel point que sous le règne de Louis XIV, les longues journées étant devenues de règle courante, nombre de statuts ne reproduisaient plus l'interdiction du travail de nuit.

Dès le xvi^e siècle les artisans paraissent en user familièrement avec les règlements. Voici à titre d'exemple, dans un conte de Des Périers (*Nouvelle XXIII*), le dialogue qui s'engagea un soir, entre maître Pierre Faifeu et un cordonnier d'Angers : « Mon ami, ne me feras-tu pas bien une paire de bottes pour demain matin? — Oui-dà Monsieur, dit le cordonnier. — Mais je les

(1) Hauser, *op. cit.*, p. 84.

(2) Hauser, *op. cit.*, p. 16.

voudrais avoir une heure devant jour. — Monsieur vous les aurez à telle heure et si bon matin que vous voudrez ». Faifeu va trouver un second ouvrier et lui pose les mêmes conditions immédiatement acceptées. « Et mes deux cordonniers travaillèrent toute la nuit environ ces bottes ».

Les nécessités de la production ou l'intérêt des maîtres poussé parfois jusqu'à l'inhumanité finirent par donner droit de cité au travail nocturne; jusqu'à la fin du xviii^e siècle l'autorité tient peu la main à l'observation des quelques dispositions prohibitives qui le concernent encore. Toutefois, pendant le règne de Louis XVI, il fut interdit aux potiers d'étain de « travailler du marteau et après huit heures du soir » pour ne pas troubler le sommeil des voisins (1).

§ 3. — Motifs de la réglementation, par les statuts corporatifs, de la durée du travail.

Quand on parcourt les *Règlements sur les arts et métiers de Paris*; on remarque que, dans bien des cas, les prescriptions statutaires relatives à la durée du travail sont sanctionnées par des peines pécuniaires. Les boîtiers étaient passibles d'une amende de « cinq sols au Roy » lorsqu'ils restaient à l'atelier la nuit ou lorsqu'ils prolongeaient leur besogne après vêpres le samedi (2). Si les drapiers de soie travaillaient à la lumière, « le mestre paieroit l'amende pour chacune foys » (3). Le trésor royal s'enrichissait de cinq sols chaque fois que les fremaillers de laton outrepassaient les disposi-

(1) Levasseur, *op. cit.*, p. 796.

(2) *L. des Mét.*, tit. XIX, p. 53.

(3) *L. des Mét.*, tit. XL, p. 92.

tions statutaires réglant la durée de leur travail (1).

On attachait donc une grande importance à l'exacte observation des règlements corporatifs, du moins lorsque Étienne Boyleau fut chargé d'en faire la rédaction officielle (nous savons que peu à peu s'introduisirent de nombreuses tolérances expresses ou tacites). Quels étaient les motifs de la réglementation de la journée de l'artisan? L'intérêt de ce dernier sans doute, mais aussi et surtout celui de l'industrie.

1° *Intérêt de l'artisan.* — Des considérations d'humanité et d'intérêt professionnel sainement entendu avaient au ^{xiii}^e siècle incité les rédacteurs des statuts à soustraire la fixation de la journée ouvrière à l'arbitraire des patrons (2). On savait que le surmenage est contraire à la justice et ne permet pas de soigner le travail. Une ordonnance du 18 mars 1330 recommandait que les ouvriers « prissent convenables journées sans excès... depuis le soleil levant jusqu'à l'heure du soleil couchant » (3). Dans la corporation des batteurs d'archal, il était défendu aux maîtres de faire travailler la nuit « pour ce que leurs mestier est trop pénible et doivent venir à lueure de haut jour » (4).

Il n'est pas rare que le seul souci de la santé de l'artisan motive l'adoption de mesures protectrices. « Li mestres et li vallet ont leur vesprées pour eus reposer »,

(1) *L. des Mét.*, tit. XLVIII, p. 109.

(2) S'il est plus souvent question dans les textes du travail au temps que du travail à façon, c'est que la premier se prêtant à des abus, nécessitait une réglementation étroite.

(3) Isambert. *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. IV, p. 383 et 384.

(4) *L. des Mét.*, tit. XX, p. 56.

était-il dit, dans les statuts des tréfiliers d'archal (1). Les baudroiers quittaient à heures fixes leurs outils « pour eus reposer, quar les jours sont loncs et le mestier trop pénible » (2). M. Levasseur cite un fait d'où il appert de façon évidente que l'on avait encore, au xiv^e siècle, le désir de ménager les forces de l'ouvrier. Les foulons s'étant plaints au roi que « les mestres les tenoient trop tard de leurs vesprées, laquelle chose leur estoit périlleuse et grief pour leur corps », le prévôt des marchands rendit en 1377 un arrêt déclarant qu'à l'avenir tout travail à la lumière serait interdit dans cette corporation et que les foulons feraient dorénavant « leur journée jusqu'aux vespres » selon un usage consacré du temps de la reine Blanche par une lettre du prévôt du roi (3).

La sécurité des ouvriers fut aussi quelquefois prise en considération dans la réglementation industrielle. Des compagnons ayant exprimé la crainte d'être assassinés en traversant à des heures tardives, pour rentrer chez eux, des quartiers mal fréquentés, on fit droit à leur demande en interdisant à leurs maîtres de laisser l'atelier ouvert après le coucher du soleil (4).

2° Intérêt de l'industrie. — Le plus souvent le travail à la lumière était prohibé, non dans un but d'hygiène et de philanthropie, mais pour éviter les malfaçons et les risques d'incendie.

Les chandelles graisseuses ou les torches résineuses

(1) *L. des Mét.*, tit. XXIV, p. 63.

(2) *L. des Mét.*, p. 56.

(3) Levasseur. *Hist. des classes ouvrières en France, avant 1789*, t. I, p. 320.

(4) Fagniez, *op. cit.*, p. 82.

dont on se servait alors pour l'éclairage ne projetaient qu'une faible clarté et il était à craindre que l'insuffisance de lumière n'eut une influence fâcheuse sur la qualité de la fabrication. On préférait de beaucoup que le travail fut exécuté « à lueure de haut jour » comme le prescrivaient les statuts des batteurs d'archal. « La clarté de nuit, n'est mie souffisant à fère le mestier dessus dit » (1), tel était le motif invoqué à l'appui de l'interdiction de veiller chez les boîtiers et faiseurs de serrures. Les potiers d'étain n'avaient pas l'autorisation du travail nocturne parce que « la clarté de la nuit n'est mie si souffisanz qu'ils puissent faire bone œuvre et loïal » (2). Les gâgniers parisiens devaient quitter leur établi au coucher du soleil « parce qu'en besognant de nuit font faux ouvrages, desquels on ne peut avoir la connaissance(3) ». C'est aussi dans le but d'empêcher la fraude que les « gaagniers de fourrieaux » s'étaient vu refuser la permission « d'ouvrer de nuit à clarté de feu ne de lumière au mestier dessus dit, quar l'œuvre qui est fête par nuit n'est ne bone ne léal » (4).

Comme on le voit par ces citations les règlements n'obéissaient nullement, dans la plupart des cas, à des préoccupations d'hygiène, en prohibant les veillées; ils désiraient, avant tout, entourer la production des meilleures conditions possibles et éviter la concurrence déloyale résultant de fabrication clandestine pendant la nuit.

L'interdiction de travailler à la lumière n'avait pas

(1) *L. des Mét.*, tit. XIX, p. 53.

(2) *L. des Mét.*, p. 40.

(3) *L. des Mét.*, tit. LXV, p. 164.

(4) Hauser, *op. cit.*, p. 84.

pour seule raison la bonne exécution du travail (ce motif était commun à toute réglementation corporative), elle avait une cause non moins déterminante dans les dangers d'incendie. Les cordiers toulousains devaient quitter l'atelier à la tombée de la nuit « pour les périls du feu et la malfaçon et fraude qui se pourrait commettre de nuit dans le dit ouvrage » (1). Le bois entraînait pour une grande part dans les constructions du moyen âge ; de plus les échôppes et les boutiques ouvertes à tout vent étaient remplies de marchandises très inflammables, draps, papiers, toiles, entassées jusqu'au plafond. Qu'une chandelle vint par malheur à se renverser sur une pile d'étoffes et tout l'ouvroir brûlait sans qu'il fût possible d'en rien sauver.

Quand on déroge à la règle de la prohibition du travail nocturne, c'est dans l'intérêt du maître. Les artisans ne peuvent alors refuser de veiller moyennant un supplément de salaire et plusieurs fois les magistrats les contraignirent à se soumettre à cette obligation. Les maîtres gantiers obtinrent de Louis XI, l'autorisation de travailler à la lumière jusqu'à 10 heures du soir, parce qu'ils avaient représenté au roi que pendant l'hiver, « saison de l'an qui leur est plus chère et en laquelle ils dussent avoir plus de gain et profit », ils ne pouvaient rester à l'ouvrage au-delà de quatre heures du soir, au grand détriment de leurs intérêts. D'autre part ils avaient fait valoir que « les apprentis et serviteurs sont oiseux et par ce s'appliquent et occupent pendant le temps qu'ils n'ont occupation... à plusieurs jeux et dissolutions et à peine se veulent après appliquer à bien

(1) Hauser, *op. cit.*, p. 83.

faire » (1). Les statuts des cartiers de Paris leur défendaient en 1594 de faire travailler après le coucher du soleil « sinon les apprentis pour piquer et étendre, au cas qu'il y ait ouvrage collé » (2). Ce dernier exemple nous prouve qu'à cette époque ce n'était pas aux sentiments philanthropiques qu'était due l'interdiction de veiller puisqu'on n'hésitait pas, dans les cas urgents, à imposer aux enfants les fatigues du travail de nuit.

SECTION III

LA JOURNÉE OUVRIÈRE DE 1791 A 1848

§ 1. — Période révolutionnaire.

Les corporations n'avaient pas succombé sous les attaques de Turgot et le célèbre édit de 1776 n'avait eu d'autre résultat que d'entraîner la chute du grand ministre. La liberté du travail ne devait cependant pas tarder à être reconnue. En 1791 la Constituante, par les décrets des 2 mars et 17 juin 1791, abolissait les jurandes et les maîtrises et proclamait en complément de la *Déclaration des droits de l'homme* : « Il n'y a plus ni jurandes, ni corporations de professions d'arts ou métiers ».

Désormais les artisans eurent toute latitude pour s'employer à leur gré et pour régler sans entraves les conditions de leur travail. En théorie ce pouvait être parfait, en pratique la réforme n'arrivait pas à son heure. Les ouvriers étaient mal préparés au régime de pleine liberté, après avoir été si longtemps pliés sous la

(1) Hauser, *op. cit.*, p. 84.

(2) Hauser, *op. cit.*, p. 85.

domination des statuts corporatifs. Ceux-ci ne leur laissaient sans doute que fort peu d'initiative, mais du moins ils les protégeaient contre l'arbitraire patronal et défendaient leurs intérêts. La classe ouvrière se trouvait privée du jour au lendemain de toutes les garanties dont elle avait été entourée jusque là. Sans transition la Révolution française substituait à l'organisation autocratique, un système de « *laissez faire* » le plus entier. Ce présent funeste suscita un malaise général et donna lieu dès 1791 à des soulèvements populaires.

En présence de ces troubles, beaucoup d'industriels réclamèrent, comme un bienfait, la remise en vigueur des anciennes coutumes. Leurs doléances s'accompagnaient de calculs égoïstes. Ils énuméraient les pertes qu'ils avaient subies depuis que l'ouvrier livré à lui-même restait à l'atelier deux heures de moins. Regnault de Saint-Jean d'Angely se faisant l'écho de ces plaintes, voulait établir un minimum de travail ; « la paresse et l'ignorance, disait-il, ont en même temps enchéri le prix et diminué le temps de travail » (1). Un demi-siècle plus tard, ce n'était plus le *minimum*, mais le *maximum* d'heures de travail que la classe ouvrière devait à son tour réclamer au patronat.

Du côté des artisans le mécontentement n'était pas moins vif. Le décret des 2-17 mars 1791 reprenant à peu près exactement les termes que l'édit de 1796 avait proclamé : « Il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession art ou métier qu'elle trouvera bon ». Mais ce n'était là qu'une liberté théorique et abstraite. On n'était libre qu'à la condition

(1) *Moniteur* de l'an XI, p. 870.

d'être assez fort pour l'être. Sans expérience des luttes qu'ils avaient à soutenir, sans organisation, n'ayant pas le droit de se coaliser (1), les ouvriers furent livrés sans défense aux exigences des patrons. En l'absence de tout frein légal, ceux-ci purent contraindre à un labeur excessif leurs ouvriers, particulièrement les enfants, aux dépens de leur développement physique et de leur éducation morale.

Une loi de messidor an V, vint cependant quelque peu limiter le temps de présence des employés dans les papeteries en disposant : « Défenses sont faites à tous ouvriers de commencer leur travail, tant en hiver qu'en été, avant trois heures du matin ».

§ 2. — Régime du Code civil.

1^o **Les abus et l'opinion publique.** — Le Code civil paraît avoir oublié l'ouvrier. Dans ce monument de la législation moderne, soit par ignorance de la grande industrie naissante, soit par haine ou terreur de la corporation, il n'est presque pas question du travail. L'immense livre sur les obligations ne renferme que deux articles consacrés à un contrat qui est, pour la majorité des citoyens, l'acte le plus important de leur existence (2). Encore

(1) Interdiction formelle des coalitions ouvrières dans la loi du 22 germinal an XI.

(2) L'article 1780 se borne à affirmer l'inaliénabilité de la personne humaine : « On ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée » ; quant à l'article 1781, il est inique : « le maître est cru sur son affirmation — pour la quotité des gages — pour le paiement du salaire de l'année échue — et pour les à-comptes donnés pour l'année courante », cette disposition d'un autre âge, qui violait le principe d'égalité proclamé par la constitution, fut abrogée par la loi du 2 août 1868.

faut-il remarquer que ces deux articles ne s'occupent à vrai dire que des relations entre maîtres et domestiques ; dans la pensée du législateur ils s'appliquent aux journaliers agricoles et aux ouvriers à façon, mais ils ne visent pas l'ouvrier industriel. Il semble que pour celui-ci la liberté suffise et qu'il n'ait pas besoin d'autres droits que les Droits de l'homme. D'après M. Charles Benoist, le Code civil n'était guère que le code de la propriété « parce que ses rédacteurs étaient des hommes du xviii^e siècle plutôt que du xix^e des bourgeois et des gens du parlement, des légistes nourris de Pothier et des physiocrates imbus de Quesnay » (1).

Quelques essais de réglementation de la durée du travail furent cependant tentés. Une ordonnance du 26 septembre 1806, dans le but de couper court aux difficultés qui s'étaient élevées entre les entrepreneurs et les ouvriers du bâtiment à Paris, déterminait la journée suivant les saisons. Celle des maçons, tailleurs de pierre, couvreurs, carreleurs, plombiers, charpentiers, scieurs de long, bardeurs, paveurs, terrassiers et manœuvres, devait commencer, du 1^{er} avril au 30 septembre, à 6 heures du matin pour finir à 7 heures du soir. Du 1^{er} octobre au 31 mars, ces ouvriers avaient à travailler de 7 heures du matin à la tombée de la nuit. En été ils prenaient leurs repas de 9 à 10 heures et de 2 à 3 heures ; en hiver le dîner était de 10 à 11 heures. L'ordonnance réglait avec les mêmes détails le temps de travail des menuisiers et serruriers. En 1808 le préfet de Maine-et-Loire prit un arrêté fixant le commencement de la journée aux ardoisières à 5 heures du matin et la fin à 7 heures du soir,

(1) Charles Benoist, *loc. cit.*, p. 9.

de Pâques à la Toussaint ; deux heures étaient accordées pour les repas.

En somme, au moment où la grande industrie prenait son essor, appelant à elle d'abondants contingents de travailleurs de tout âge et des deux sexes, la réglementation de la durée du travail n'existait qu'au profit de catégories fort restreintes, les seules dispositions existantes ne tardèrent pas du reste à tomber en désuétude. En fait la liberté patronale s'exerça bientôt dans toute son ampleur et sans contrôle ; la fièvre industrielle était si forte que les pouvoirs publics ne se préoccupaient pas des moyens à l'aide desquels était édifiée la richesse manufacturière.

La classe ouvrière sans cohésion ressentit vivement l'absence de mesures protectrices. La maîtrise s'était transformée en patronat, au sens moderne du mot, ouvrant libre carrière à la concurrence impatiente de toutes les énergies. L'application de la vapeur à l'outillage industriel, la substitution du travail collectif au travail à domicile, amenèrent la concentration des ouvriers à l'usine et assignèrent à l'industrie des conditions nouvelles. L'ouvrier en qui avait résidé jusque-là la force productive devint l'accessoire du moteur et son rôle fut réduit à une simple surveillance. Les portes de l'usine s'ouvrirent devant la femme et devant l'enfant arrachés à la vie de famille et entassés dans des manufactures où les attendait un travail sans frein ni merci. Leurs services moins rémunérés que ceux de l'ouvrier adulte et dans bien des cas tout aussi utiles à la production, depuis que la machine en était le principal facteur, laissaient des bénéfices plus grands aux industriels portés à surmener ces êtres faibles pour en tirer encore plus de profits en

abaissant sensiblement le prix de revient des objets fabriqués.

« C'est une loi de l'humanité, dit M. César Caire, qu'un progrès ne se produit jamais sans mélange de bien et de mal, sans une somme de résultats heureux et de funestes conséquences » (1). Le travail était devenu moins pénible, le machinisme avait simplifié l'effort ; on saisit ce prétexte pour accroître la durée du labeur journalier, comme si une tension d'esprit trop prolongée n'était pas tout aussi épuisante qu'une trop grande dépense de force musculaire (2). Il s'agissait pour les patrons d'amortir rapidement les capitaux engagés dans l'outillage subissant de fréquentes rénovations. Persuadés que la dernière heure était aussi productive que la première et qu'il y avait intérêt pour eux à faire marcher le plus longtemps possible leurs machines pour couvrir les frais qu'elles avaient engendrés, les industriels exigèrent le maximum de travail pensant atteindre ainsi le maximum de production. Un premier résultat fut la dégénérescence corporelle, intellectuelle et morale de la population ouvrière, particulièrement des enfants retenus de longues heures à l'atelier, dans des conditions hygiéniques fort défectueuses. Une autre conséquence fut la dépréciation du salaire et la misère des classes inférieures.

(1) César Caire. *Législation sur le travail industriel des femmes et des enfants*, p. 24.

(2) « Les générations élevées pour l'existence tranquille de la famille ont été jetées sans préparation dans les ateliers ; hommes, femmes et enfants se sont vus entassés par milliers dans de vastes manufactures où ils devaient travailler côte à côte et pèle-mêle pendant quatorze et quinze heures par jour ». Buret. *Misères des classes laborieuses*, 1840, t. II, p. 19.

Il aurait fallu que l'ouvrier pût résister, or il manquait d'organisation et le droit de coalition lui était refusé (1); il se trouvait ainsi désarmé pour la sauvegarde de ses intérêts et vaincu d'avance dans la lutte pour la vie.

La triste situation de la classe ouvrière ne laissa pas l'opinion publique indifférente. Il est à noter que si des patrons inhumains prolongèrent de façon exagérée la durée du travail, des protestations contre ces abus s'élevèrent en premier lieu dans les rangs mêmes des industriels. En 1827 un des principaux filateurs de l'Alsace, M. Jean Bourcart de Guebwiller récemment débarqué d'Angleterre où, pendant quelques années, il avait vu se dessiner le mouvement en faveur des dix heures, attira l'attention de la Société industrielle de Mulhouse sur la nécessité de limiter la journée des enfants dont il signalait le dépérissement rapide dans les usines de coton. Il proposait l'envoi d'une pétition aux Chambres pour obtenir des mesures légales efficaces. Bourcart faisait ressortir le profit qui résulterait pour les patrons eux-mêmes d'une réduction du temps de travail : « le fabricant en retirerait l'avantage que son ouvrage lui serait mieux soigné et aurait une valeur intrinsèque plus grande » (2).

Sans doute l'idée émise par le filateur de Guebwiller n'était pas nouvelle, nous savons que les corporations réglementaient la durée du travail; mais le mérite de Boucart fut d'avoir élevé la voix en faveur de l'ouvrier

(1) L'ancien article 415 du Code pénal punissait de 1 à 6 mois de prison « toute coalition de la part des ouvriers ».

(2) *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse*, t. I, p. 325-335.

à une époque où les dispositions légales n'intervenaient encore qu'en faveur du consommateur ou du patron.

Le mouvement était lancé. En 1837 la Société industrielle de Mulhouse pétitionna devant les Chambres pour l'adoption d'une loi limitative de la journée des enfants qu'elle avait, en assemblée générale deux ans auparavant, reconnue d'utilité publique. Dès lors pétitions et vœux se succédèrent rapidement. Une enquête fut ouverte le 31 juillet 1837 par le ministre du Commerce. Le Conseil général du commerce consulté manifesta le désir de voir réduite à douze heures la journée des enfants dans les manufactures, avec interdiction de les employer avant l'âge de huit ans. De son côté, le Conseil des manufactures préconisa huit heures de travail de sept à dix ans, douze heures de dix à douze ans, treize heures de douze à seize ans, avec interdiction de travail de nuit avant dix-huit ans. La plupart des Chambres consultatives et des Conseils de prud'hommes demandèrent la limitation légale du labeur des jeunes ouvriers et la prohibition des veillées au nom de l'hygiène et de la moralité publiques. Dès 1836 Bères avait réclamé la réduction à dix ou douze heures, non plus seulement pour les enfants mais pour tous les ouvriers (1).

En 1839 la Société industrielle de Mulhouse mit au concours la question de *l'Industrialisme dans ses rapports avec la société, sous le point de vue moral*. Des mémoires furent envoyés ; le docteur Weber en donna lecture le 23 mai. Tous signalaient l'abrutissement et la dégénérescence des enfants livrés à un travail excessif et prématuré, ignorant les soins dont on a l'habitude

(1) Bères. *Les classes ouvrières*, 1836, p. 154.

d'entourer ces jeunes êtres et privés de toute culture intellectuelle ou morale. Le mouvement gagna la classe ouvrière, des grèves éclatèrent; le charpentiers du Pec en 1833, les menuisiers de Caen en 1833 quittèrent l'atelier et obtinrent de travailler moins longtemps.

2° **Enquête Villermé.** — Le courant de philanthropie et le désir de mettre un frein à la concurrence effrénée et surproductive décidèrent l'Académie des Sciences morales et politiques à étudier la question d'une façon sérieuse. La docte Assemblée chargea en 1839 deux de ses membres, le D^r Villermé et Benoiston de Châteauneuf, de faire une enquête sur les conditions du travail dans les fabriques et sur l'état physique et moral des ouvriers. Benoiston visita le Centre et l'Ouest. Villermé enquêta dans les départements où florissait l'industrie du coton, de la laine et de la soie. Il venait de prononcer à l'Académie un discours où était retracée la situation misérable de la population ouvrière, particulièrement l'exploitation de l'enfance; sa compétence industrielle et médicale le désignait pour la mission d'enquêteur. Pendant un an, le D^r Villermé continua ses recherches, interrogeant les manufacturiers, assistant au travail, pénétrant chez l'ouvrier; il ne négligea rien pour asseoir fermement ses convictions. En 1840 il consigna le résultat de ses observations dans un ouvrage intitulé : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie.*

C'est un martyrologe qu'on croit lire lorsqu'on prend connaissance des pages écrites sur la vie de l'enfant dans les manufactures, au début de l'ère industrielle contemporaine. Selon une formule cruellement ironique, le travail de l'enfant était libre en ce sens qu'aucune

disposition légale ne le réglementait; mais quelques exemples suffiront à nous édifier sur ce qu'était, en fait, cette prétendue liberté.

La journée était ordinairement de quinze heures dont treize de labeur réel, mais il n'était pas rare qu'elle se prolongeât davantage. « La durée du travail des enfans (1) était de douze à quatorze heures par jour dans les ateliers, sans comprendre une heure et demie à deux heures pour les repas; et relativement à l'âge, on les admettait depuis six ans dans quelques localités » (2). Ainsi on écrasait de travail de pauvres petits êtres arrachés balbutians encore des bras de leurs parents! « Les enfans sont admis dans les ateliers avant l'âge de huit ans, disait à la Chambre des députés M. Billaudel le 15 juin 1833..., cependant on les retient quinze et parfois dix-sept heures par jour fixés à la même occupation, en ne leur laissant qu'une heure ou deux de repos pour prendre leur nourriture » (3). Dans certaines filatures, les ouvriers de tout âge fournissaient dix-sept heures de travail effectif! (4). A propos des enfans, Villermé fait une comparaison saisissante; il remarque que ces malheureux travaillaient plus que des forçats; pour ces derniers les réglemens assignaient une journée de douze heures (repas compris), au lieu d'une de treize ou

(1) Il y avait enfant sur 10 ouvriers ou ouvrières. Souvent la proportion était beaucoup plus forte : dans la Seine-Inférieure, 17.240 sur 86.883; dans le Haut-Rhin, 4.292 sur 12.648. — Levasseur. *Hist. des classes ouvrières en France de 1789 à 1870*, t. II, p. 91.

(2) Villermé. *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, t. II, p. 72.

(3) Villermé, *op. cit.*, p. 397.

(4) Villermé, *op. cit.*, 85.

quatorze heures en usage dans les manufactures. Dans ce sombre tableau, Villermé jette une note optimiste en constatant que dans les établissements par lui visités, « on n'exerce pas de mauvais traitements envers les enfans... c'est-à-dire qu'on ne les bat point » (1). A notre époque il n'y aurait dans cette remarque rien que de très naturel, mais il n'en allait pas de même vers 1840 ; dans certaines villes les jeunes ouvriers exténués par l'effort considérable qu'on exigeait d'eux, étaient en outre maltraités et battus. On lit dans *L'Industriel de Champagne* du 23 septembre 1835 : « Le nerf de bœuf figure sur le métier au nombre des instrumens de travail... Quand les pauvres créatures succombant au sommeil cessent d'agir, on les réveille par tous les moyens possibles, nerf de bœuf compris » (2).

Le travail auquel on occupait les apprentis était peu absorbant, il consistait à ramasser le coton qui s'échappait des ventilateurs ou à bobiner le fil ; néanmoins les stations prolongées les épuisaient. « Ils restent, disait Villermé, seize ou dix-sept heures debout chaque jour, dont treize au moins dans une pièce fermée sans presque changer de place ni d'attitude. Ce n'est plus là un travail, une tâche, *c'est une torture*, et on l'inflige à des enfans de six à huit ans, mal nourris, mal vêtus, obligés de parcourir le matin, la longue distance qui les sépare de leurs ateliers et qu'achève d'épuiser le soir leur retour de ces mêmes ateliers » (3). Ce qui aggravait en effet la situation, c'était que le peu de ressources et la cherté des loyers obligeaient les ouvriers à se loger

(1) Villermé, *op. cit.*, p. 115.

(2) Villermé, *op. cit.*, p. 117 (en note).

(3) Villermé, *op. cit.*, p. 91.

dans les quartiers excentriques sinon hors des villes et à parcourir deux fois par jour une fatigante route d'une ou deux lieues. « Il faut voir, écrit Villermé, cette multitude d'enfans maigres, hâves, couverts de haillons qui s'y rendent (à la fabrique), pieds nus par la pluie et la boue, portant à la main et quand il pleut sous leur vêtement devenu imperméable par l'huile des métiers tombée sur eux, le morceau de pain qui doit les nourrir jusqu'à leur retour » (1).

Après le saisissant compte rendu du docteur Villermé, il n'y a pas lieu de s'étonner si les jeunes gens issus de familles ouvrières étaient pour la plupart inaptes au métier des armes. A la tribune de la Chambre, un député dont nous avons déjà cité le nom, M. Billau-del, déclarait que dans le département de la Seine-Inférieure, où la population était en grande partie manufacturière, un contingent de 1.609 hommes avait nécessité l'examen de 3.653, 2.044 ayant été réformés ; pour 100 hommes valides, il y en avait 126 impropres au service militaire ! La ville de Rouen en particulier ayant fourni 184 hommes en avait eu 317 réformés ; pour 100 conscrits reconnus bons, elle en avait donc 166 de complexion trop faible (2) ! Dans le reste de la France la proportion des jeunes gens refusés était à peine de 50 0/0. Ces chiffres ont leur éloquence et se passent de commentaires. Ils prouvent à quel degré de dégénérescence les ouvriers étaient acculés dès leur jeunesse.

Si l'on consulte la table de mortalité de Mulhouse où le travail était le plus prématuré et le plus excessif, on trouve que l'enfant de fabrique mourrait avant vingt-

(1) Villermé, *op. cit.*, p. 87.

(2) Villermé, *op. cit.*, p. 377 et s.

cinq ans; dans quel état, avec un pareil régime, devaient être ceux qui atteignaient cet âge ! D'après les recherches statistiques d'Achille Penot pour l'agglomération mulhousienne, la durée de la vie moyenne n'était en 1812 que de 25 ans, 9 mois et 12 jours; en 1827 elle était abaissée à 21 ans, 9 mois et 8 jours ! (1).

Villermé s'est surtout apitoyé sur le sort des enfants; leur faiblesse et leur triste situation, les désignaient à la compassion publique et à la sollicitude du législateur. Mais il n'oublie pas de relever quel était le temps de travail des hommes adultes. Ceux-ci moins surmenés, si l'on tient compte de leur âge, n'en avaient pas moins à fournir de très longues journées. Sous la plume de l'éminent philanthrope reviennent souvent les chiffres de quinze et de seize heures. A Lille, à Mulhouse, à Roubaix, à Réthel, à Saint-Quentin, la journée des ouvriers adultes était de quinze heures; elle était de seize heures dans les tissages de Rouen et de Sedan, dans les manufactures de drap d'Elbeuf, à Carcassonne, à Lodève, à Tarare. Il y avait parfois des heures supplémentaires, mais la rémunération s'élevait dans la même proportion que la durée du travail.

§ 2. — Loi du 22 mars 1841.

En conclusion à son rapport et comme seul remède efficace à l'exploitation cruelle des enfants, Villermé appelait de tous ses vœux « une loi ou un règlement qui fixerait d'après l'âge de ces ouvriers, un maximum à la durée journalière du travail » (2). A son avis un industriel, fût-il animé des meilleures intentions, ne

(1) Villermé, *op. cit.*, p. 249 (en note).

(2) Villermé, *op. cit.*, p. 93.

pouvait *proprio motu* réduire la journée des jeunes ouvriers employés dans son établissement; ceux-ci, attirés par l'appât d'un plus fort salaire, l'auraient quitté pour aller là où on aurait travaillé davantage et la mesure aurait été inefficace.

Cet appel à la pitié fut entendu. Il était impossible que l'opinion publique restât indifférente aux misères physiques et morales révélées par l'enquête. Elle frémit au récit des horreurs que pouvait encore, au xix^e siècle, cacher une société civilisée. On comprit qu'il était grand temps de mettre un terme à des abus dont nous avons perdu le souvenir et que nous avons peine à nous imaginer. On fut convaincu qu'il appartenait au législateur, à défaut des institutions d'autrefois, de protéger l'enfance et de suppléer à l'oubli des devoirs patronaux.

En légiférant pour limiter les heures de travail, on ne se lançait pas dans l'inconnu; on avait l'exemple de l'Angleterre. Le développement industriel de la Grande-Bretagne avait devancé celui des autres pays; aussi la question de la protection ouvrière s'y était-elle posée plus tôt. Dès 1802, sous le règne de Georges III, un grand manufacturier, sir Robert Peel père du baronnet, avait jeté le cri d'alarme : « Sauvez les enfants ! » (1). Cette année même, il avait soumis au parlement un projet de bill (*moral and health bill* — loi de morale et de salubrité), destiné « à sauvegarder la santé et la moralité des apprentis et autres employés dans les fabriques

(1) A la fin du xviii^e siècle, Pitt répondait à ceux qui se plaignaient du manque d'adultes dans les usines par suite des guerres incessantes : « Mais prenez les enfants ! » C'est ce mot digne du roi Hérode qui avait soulevé l'indignation de Robert Peel.

de coton et de laine ». Le bill fut adopté. Il limitait à douze heures la journée des enfants et interdisait le travail de nuit entre neuf heures du soir et six heures du matin. La loi resta sans exécution, ses propositions furent tournées avec la complicité des juges de paix chargés de son application ; ceux-ci, manufacturiers pour la plupart, avaient trop d'intérêt à garder le silence pour que la loi pût sortir du domaine de la théorie et entrer dans celui de la pratique. Robert Peel ne se découragea pas et présenta en 1819 un nouveau bill modifiant le premier. Enfin fut voté, le 29 août 1833, le premier des documents appelés *factory acts* que Villermé proposait en exemple au législateur français et dont s'inspirèrent les rédacteurs de la loi de 1844. Cette mesure législative limitait à quarante-huit heures par semaine et à neuf heures par jour le temps de travail des enfants au-dessous de onze ans (*children*), à soixante-neuf heures par semaine et à douze heures par jour celui des adolescents de onze à dix-huit ans (*young persons*) ; tout travail de nuit était interdit. Des sanctions rigoureuses et un corps d'inspecteurs bien organisé assurèrent l'exécution du bill de 1833. L'Angleterre avait été la première à demander à une loi la protection des enfants ; son exemple fut suivi. En Prusse, un officier de recrutement nommé de Horn signala l'incapacité au service militaire des jeunes gens des districts manufacturiers ; sur ses instances fut prise l'ordonnance royale du 9 mai 1839. Le 24 mai de la même année l'Autriche imita la Prusse.

La voie était toute tracée au législateur français ; celui-ci se mit à l'œuvre en prenant modèle sur le bill de 1833. Le 11 janvier 1840 le ministre du Commerce,

Cunin-Gridaine, présenta à la Chambre des pairs un projet de loi du travail de l'enfant. La discussion eut lieu du 4 au 10 mars; elle fut très serrée. Les uns, imbus des anciennes théories, repoussaient systématiquement toute réglementation. « Un fabricant, disait le chimiste Gay-Lussac, est un homme indépendant, il est souverain chez lui » (1). D'autres, avec Rossi, étaient partisans de règlements spéciaux; l'uniformité, disaient-ils, est incompatible avec la diversité des contrées. Le rapporteur Dupin et Montalembert soutinrent que seule une loi pouvait mettre fin à l'anarchie qui existait en la matière; à l'appui ils citaient l'exemple de la Grande-Bretagne. La Chambre des pairs partagea cet avis et vota le projet. Celui-ci vint le 11 avril devant la Chambre des députés; le 19 mai Renouard fit un rapport adhérent au texte de la Chambre Haute et où il était fait mention des avis favorables des Chambres de commerce et des Conseils de prud'hommes. Après de longs débats, au cours desquels on vit se reproduire les objections fondées sur la liberté du travail, le projet retourna à la Chambre des pairs en février 1841. Il devint loi le 22 mars.

Ce fut la première manifestation en France de protection légale ouvrière et la première loi générale (encore bien insuffisante il est vrai) sur le travail des enfants « que le nihilisme administratif du commencement du siècle laissa sans appui » (2). Villermé ainsi que les économistes Blanqui et Wolowski, dont les généreux efforts avaient eu pour résultat la prohibition d'abus scandaleux, avaient bien mérité de l'humanité.

(1) *Moniteur* de 1840, p. 459.

(2) *Ansiaux. Heures de travail et salaires*, p. 30.

L'article 1^{er} de la loi du 22 mars 1841 disposait : « Sont soumis à la loi, quant au travail des enfants, les manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu, et toutes les fabriques occupant plus de vingt ouvriers réunis en ateliers » (1). Les établissements n'utilisant pas de moteur mécanique se trouvaient exclus du bénéfice de la protection légale, s'ils occupaient moins de vingt ouvriers. Cependant l'article 7 prévoyait l'extension des dispositions protectrices « à des manufactures, usines et ateliers autres que ceux mentionnés à l'article 1^{er} ». On pouvait critiquer l'application de la loi aux établissements de plus de vingt personnes réunies en ateliers au point de vue de la fixité de la protection ; celle-ci cessait et réapparaissait du jour au lendemain sans autre raison que l'oscillation du chiffre d'ouvriers. « Les enfants, disait Faucher, se trouvent ainsi protégés durant la moitié de l'année et abandonnés, pendant l'autre moitié..... La durée du travail s'abrège ou s'étend ; l'exercice du droit attribué à l'État, dépend entièrement du hasard » (2).

Les enfants étaient admis à l'âge de huit ans dans les fabriques. De huit à douze ans, le travail effectif ne devait pas excéder huit heures ; de douze à seize ans, ils ne pouvaient rester à l'atelier plus de douze heures ; dans les deux cas des repos étaient prévus (article 2). Huit heures de travail effectif pour des enfants de huit ans, c'était encore excessif, surtout si l'on songe

(1) C'est à cet article qu'on se reporta en 1885 pour déterminer la sphère exacte d'application de la loi du 9 septembre 1848 et mettre fin aux débats qui s'étaient élevés sur le sens à attribuer aux mots « usines et manufactures ». V. *infra*, p. 72.

(2) *Revue des Deux-Mondes* de 1844, p. 643 et s.

que la loi obligeait ces jeunes ouvriers à fréquenter l'école jusqu'à douze ans au moins. Comme délassement aux fatigues intellectuelles, le travail physique pendant huit heures, tel était le traitement infligé aux enfants de huit ans, par une loi dont le but était indiscutablement philanthropique ! « La loi de 1841 était fort belle », disait en mai 1874 M. Testelin, au cours des débats d'où devait sortir l'abrogation de ce monument législatif. C'était vrai s'il faut entendre par là qu'il était mis fin à une honteuse exploitation de l'enfance, mais c'était singulièrement exagéré si cela signifie que le travail enfantin se trouvait ramené à de justes limites.

Aux termes de l'article 3 était dénommé travail de nuit et comme tel interdit tout labeur exécuté entre 9 heures du soir et 5 heures du matin. Seuls les adolescents de plus de treize ans pouvaient veiller en cas de chômage du moteur ou de réparation urgente et dans les usines à feu continu dont la marche ne pouvait être suspendue.

Malgré ses imperfections et son insuffisance, la loi du 22 mars 1841 pouvait avoir de bons résultats, elle répondait à un réel besoin, mais ses dispositions restèrent à peu près à l'état de lettre morte. L'article 10 avait cependant chargé des inspecteurs de constater les infractions et de dresser les procès-verbaux ; l'article 12 avait prononcé des amendes contre les délinquants (1). Faute d'une inspection suffisante, ce ne fut jamais qu'une loi de façade ; elle fut remplacée par celle du

(1) Pour un premier délit, l'amende était de 15 francs, elle se répétait autant de fois qu'il y avait d'enfants indûment employés, sans pouvoir dépasser 200 francs ; en cas de récidive, elle était de 16 à 100 francs, sans jamais excéder 500 francs.

19 mai 1874 sans avoir été l'objet d'applications sérieuses.

Le grand tort du législateur de 1844 fut d'organiser une inspection gratuite confiée à des comités de manufacturiers nommés par les préfets. Il avait cependant l'exemple de l'Angleterre, il connaissait la cause de l'échec du bill de 1802 et celle des bons résultats du bill de 1833. Il céda aux réclamations des patrons qui avaient protesté contre la création d'un corps de fonctionnaires salariés, prétendant que ce serait introduire la police chez eux et préconisant un système de contrôle qu'ils pensaient bien devoir être inoffensif. Comme il fallait s'y attendre, l'inspection ne fonctionna pas dans la plupart des départements. Les manufacturiers, ainsi que le constatait en 1842 le journal ouvrier *L'Atelier*, se promenaient dans les fabriques, ne constataient aucune infraction et dinaient chez le fabricant. Quelque temps après, celui-ci allait à son tour faire une visite chez ses inquisiteurs de la veille et la même scène se renouvelait. Il est toujours dangereux de placer les hommes, si probes soient-ils, entre leur devoir et leur intérêt. Le contrôle était illusoire et la loi perpétuellement violée; par ailleurs les décrets qui devaient assurer son exécution ne furent jamais rendus. En 1847 Charles Dupin constatait à la tribune de la Chambre des pairs : « Depuis six ans, la loi échoue ; d'abord exécutée un peu, puis de moins en moins, on a fini par la déclarer inexécutable, parce que nous n'avons pas constitué des inspecteurs puissants et indépendants » (1).

Dans le but de corriger les imperfections de la loi de 1844 et d'en assurer l'exécution, le gouvernement sai-

(1) *Moniteur de* 1847, p. 1830.

sissait la Chambre des pairs, le 10 février 1847, d'un projet modificatif fixant à dix ans l'âge d'admission dans les manufactures et imposant à tous les enfants le maximum de douze heures de travail. Sur l'avis du rapporteur Dupin, la commission modifia le projet et y introduisit une innovation importante en comprenant au nombre des personnes protégées les filles et les femmes de tout âge. Elle reportait l'âge d'admission à huit ans, rétablissait les deux catégories d'enfants et, assimilant les femmes aux jeunes ouvriers de douze à seize ans, ne leur permettait de rester à l'atelier que douze heures sans jamais pouvoir travailler la nuit. La commission étendait l'application de la loi à toute fabrique occupant plus de dix personnes de tout âge et des deux sexes, ou cinq personnes : enfants, adolescents ou femmes. L'inspection était réorganisée par la création d'inspecteurs généraux et d'inspecteurs divisionnaires.

Le gouvernement se rallia au texte proposé par la commission et la Chambre des pairs le vota le 21 février 1848. Mais pendant la discussion l'émeute grandissait, les événements politiques empêchèrent le projet d'aboutir et de recevoir la consécration légale. Il ne vint jamais devant la Chambre des Députés, emporté avec le gouvernement de Louis-Philippe dans la tourmente révolutionnaire d'où devait sortir quelques jours plus tard le décret du 2 mars, prélude de la loi générale du 9 septembre 1848 encore en vigueur aujourd'hui, bien que modifiée en 1900.

La loi du 2 mars 1841 ne protégeait que les enfants et ne fut guère appliquée ; elle n'en a pas moins une importance très grande dans l'histoire de la réglementation de la durée du travail. Elle a ouvert la voie aux

textes législatifs régissant actuellement la journée ouvrière. Elle fut le ruisseau obscur qui donna naissance au grand fleuve difficile à endiguer de la « protection légale des travailleurs ».

PREMIÈRE PARTIE

RÉGLEMENTATION LÉGALE DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL

Dans cette première partie, nous nous proposons de commenter les textes législatifs, d'en préciser le sens et la portée. Nous ne nous attarderons pas à l'examen du bien fondé de ces dispositions ; cette étude sera plus à sa place dans la seconde partie quand nous discuterons l'intervention légale ou quand nous parlerons des répercussions économiques des courtes journées. Nous ne voulons ici que donner un exposé de la législation française sur la durée journalière du travail ; nous parlerons cependant des difficultés d'application et d'interprétation qu'elle a soulevées.

La réglementation actuelle découle de quatre lois ; la *loi du 9 septembre 1848* qui, à l'origine, établissait le temps maximum de travail des ouvriers de tout âge et des deux sexes ; la *loi du 2 novembre 1892* qui fixa des règles spéciales aux femmes et aux enfants ; la *loi du 30 mars 1900* modifiant les deux précédentes ; la *loi du 29 juin 1905* dont l'application est limitée à certains ouvriers dans les mines de combustible.

CHAPITRE I

LOI du 9 SEPTEMBRE 1848

SECTION I

DÉCRET DU 2 MARS ET TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Une crise générale fut la conséquence immédiate de la révolution de février 1848. Le gouvernement provisoire, proclamé à Paris le 24, avait à conduire le char de l'État dans les circonstances les plus difficiles ; porté à la tête des affaires par le flot populaire, il devait, par crainte de voir les rênes lui échapper des mains, faire droit aux réclamations de ceux qui l'avaient institué. Au premier rang de leurs desiderata figurait la réduction des heures de travail. Les ouvriers maîtres de la rue avaient déclaré qu'ils ne retourneraient à l'atelier que si leur journée était limitée par les pouvoirs publics (1). Condescendre à cette demande fut le premier soin du gouvernement hanté du souci d' « organiser le travail » (selon l'expression nouvelle) et préoccupé du sort des classes ouvrières dont les revendications venaient d'avoir un sanglant épilogue. « A peine née, la seconde République se mit à agir énergiquement et précipitamment ; et tout de suite, poussant et bousculant l'État, elle le jeta du côté du travail » (2).

(1) *Moniteur* du 3 mars 1848.

(2) Charles Benoist, *loc. cit.*, p. 35.

Le 1^{er} mars fut installée au Luxembourg la *Commission du gouvernement pour les travailleurs* dont Louis Blanc était le président. Le même jour elle tint sa première séance là où avaient siégé les Pairs. Deux cents ouvriers étaient présents, ils réclamèrent avec énergie la réduction de leur temps de travail. Louis Blanc, comprenant la gravité de cette mesure et désirant donner l'apparence d'un contrat au règlement à intervenir, répondit qu'il devait consulter les industriels et que la décision serait rendue le lendemain. Effectivement c'est avec le consentement de « représentants les plus connus des principales industries de Paris » convoqués par l'intermédiaire de « citoyens à cheval », que fut rendu le décret du 2 mars 1848 (1) dont les motifs méritent d'être retenus : « Considérant, était-il dit au paragraphe 1^{er}, qu'un travail manuel trop prolongé non seulement ruine la santé des travailleurs, mais encore, en l'empêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à sa dignité d'homme... Le gouvernement provisoire décrète : 1^o la journée de travail est diminuée d'une heure. En conséquence à Paris où elle était de onze heures elle est réduite à dix, et en province où elle avait été jusqu'ici de douze heures elle est réduite à onze » (2).

La pression des classes populaires et la turbulence des théoriciens de l'émeute avaient décidé le gouverne-

(1) Louis Blanc. *Révélations historiques*; ch. VIII; *Le Luxembourg, le Socialisme en théorie*, t. I, p. 178 et s.

(2) La journée était-elle réellement d'une heure plus courte à Paris qu'en province ? Rien ne justifiait cette assertion. En réalité le gouvernement voulait se concilier les bonnes grâces des ouvriers parisiens dont il avait à redouter les violences.

Le paragraphe 2 du décret abolissait le marchandage.

ment à s'engager dans la voie de la réglementation du travail. C'était la première fois qu'apparaissait la journée maximum générale et la protection légale, non plus seulement des êtres faibles, mais aussi des hommes adultes. Cet acte important d'étatisme dont les pays étrangers n'avaient pas encore l'équivalent fut, selon la juste remarque de M. Rist, « l'œuvre moins du gouvernement que des ouvriers eux-mêmes ; c'est à leur insistance, à leur ferme volonté qu'il faut l'attribuer » (1).

Si hâtive avait été la rédaction du décret du 2 mars 1848 qu'on avait omis d'édicter une sanction pénale. Cette lacune fut comblée uniquement en ce qui concernait la durée du travail à Paris par le décret du 4 avril (2) disposant : « Tout chef d'atelier qui exigera de ses ouvriers plus de dix heures de travail effectif sera puni d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois, de 100 à 200 francs en cas de récidive et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de 1 à 6 mois ». Pourquoi ce texte ne s'appliquait-il pas à la province ? La raison de cette omission volontaire était la même que celle qui avait incité les rédacteurs du décret du 2 mars à limiter la journée à dix heures dans la capitale, alors qu'elle pouvait être de onze heures dans les départements. La question ouvrière n'était pressante qu'à Paris où se concentrait son acuité. On prit des mesures d'exception en faveur des ouvriers parisiens, disait Blanqui dans un rapport à l'Académie des Sciences morales (3), « probablement parce qu'ils mena-

(1) Rist. *op. cit.*, p. 37.

(2) *Moniteur de* 1848, p. 765.

(3) Blanqui, *Des classes ouvrières en France pendant l'année 1848*, p. 59.

çaient de plus près le siège du gouvernement » ; la réglementation « trahissait la violence subie par ses auteurs ».

Le décret du 2 mars 1848 fut « reconnu et adopté avec une joie extrême, déclarait plus tard Alcan à l'Assemblée constituante (1), il fut accueilli avec délire dans les centres manufacturiers ». Les organes du parti ouvrier exaltèrent la nouvelle disposition réglementaire dont l'apparition souleva une émotion générale. « C'était une véritable délivrance parce qu'on avait horriblement abusé du laissez faire, du laissez aller » (2).

Dans ce concert de louanges ne tardèrent pas à se faire entendre des notes discordantes. On fit valoir que de l'inégalité établie entre Paris et la province résultait pour celle-ci un avantage de 10 0/0 quant à la production. Les partisans de la liberté combattirent violemment le décret, lui reprochant d'être une entrave à l'industrie et l'accusant d'avoir suscité le malaise dont elle souffrait. La Chambre de commerce de Rouen, se faisant l'écho de la plupart des industriels, adressa au gouvernement un mémoire où elle regrettait que le décret fût méconnu dans certains endroits, alors qu'il était scrupuleusement observé dans d'autres ; il en résultait, disait-elle « une concurrence déloyale et désastreuse ». Blanqui tenait le même langage : « Il aurait fallu que la réduction fut générale et sérieusement obligatoire pour être efficace, mais elle éclata sur l'industrie comme une menace plutôt que comme un soulagement » (3). Des ateliers furent fermés ; des grèves désolèrent les cités ouvrières ; la crise du travail éclata terrible déchaînée par l'inexpérience du

(1) Discours Alcan. Séance du 4 septembre 1848.

(2) Discours Alcan, *id.*

(3) Blanqui, *op. cit.*, p. 226.

législateur qui, en une phrase, avait réglé la journée de tous les ouvriers, sans distinction de catégories, sans faire de différence entre la fabrique et la petite industrie ou l'industrie agricole ! Le *Journal des Débats* disait le 21 août 1848 : « Ce décret est à coup sûr un de ceux qui ont fait le plus de mal à notre pays, rien n'a contribué plus puissamment à engendrer des idées fausses et des espérances fallacieuses dans les classes ouvrières, ni à engendrer la ruine et la misère dont elle souffre maintenant ».

Ces attaques entraînèrent la chute du texte incriminé ; sa durée « fut aussi éphémère que sa rédaction avait été prestement expédiée. Obtenu par la menace et arraché par la lutte, il disparut avec la puissance de ceux qui l'avaient extorqué » (1). L'Assemblée Constituante ayant recueilli en mai la succession du Gouvernement provisoire résolut de couper court aux difficultés en abrogeant le fameux décret. Touret ministre du Commerce déposa un projet en ce sens ; mais l'émeute grondait, la discussion fut ajournée.

L'idée fut reprise le 30 juin par Wolowski au nom du Comité des travailleurs et le 5 juillet Duprat fit un rapport concluant à l'abrogation du texte du 2 mars comme « nuisible aux intérêts de l'industrie et contraire à la liberté du travail ». La discussion commença le 30 août. Les membres du Gouvernement provisoire, se rendant compte de l'imperfection de leur œuvre, n'osèrent prendre la parole pour la défendre ; leur silence fut un aveu. Seuls Pierre Leroux et quelques députés ouvriers se levèrent pour demander le maintien du décret.

(1) Mataja. *Rev. d'Econ. pol.* de 1892, p. 1255.

Le 1^{er} septembre le Comité des travailleurs, se ralliant à l'opinion de Charles Dupin et du ministre de l'Intérieur, Sénart, présenta un projet tendant à limiter à douze heures, la durée du travail dans les usines et manufactures. C'est ce projet légèrement remanié dans un rapport de Duprat qui est devenu, après de vifs débats, la loi du 9 septembre.

Pendant la première semaine du mois, la discussion se poursuivit avec une fastidieuse prolixité. Pierre Leroux ne rencontra que peu d'approbation lorsqu'il s'écria après un sombre tableau de la situation ouvrière : « Citoyens, je vous en conjure, ne portez pas la hache réactionnaire sur ce décret, arrêtez-vous devant lui, c'est un monument ! » Charles Dupin dont la sympathie pour la classe ouvrière ne pouvait être mise en doute après la part active qu'il avait prise à l'élaboration de la loi de 1844, réclama la fixation légale à douze heures comme étant le vœu le plus cher des ouvriers et des chefs d'établissements eux-mêmes. Il apporta à la tribune tant de chaleur et de persuasion, qu'il fit partager sa conviction à la majorité de l'Assemblée. Après une seconde discussion, au cours de laquelle une trentaine de députés prirent la parole et malgré les efforts de L. Faucher dont les protestations au nom de l'économie politique de la liberté ne furent pas écoutées (1), fut voté le décret-loi du 9 septembre 1848. Il n'a jamais été rayé de notre législation et règle encore la journée d'une partie des ouvriers adultes.

(1) « Au nom du ciel, s'écriait L. Faucher, ne traitez pas l'homme fait, l'ouvrier, comme un mineur, car il ne l'est pas ».

SECTION II

DISPOSITIONS DE LA LOI

§ 1. — Durée du travail et personnes protégées.

Le décret-loi du 9 septembre détermina la durée maximum du travail journalier pour *tous* les ouvriers, hommes, femmes et enfants (1), sans distinction de catégories; c'était la première fois en Europe que le travail des hommes adultes faisait l'objet d'une réglementation légale (2). L'article 1^{er} assignait d'une manière uniforme à tout le territoire douze heures de travail effectif, le temps de repos n'entrant pas en compte dans la journée. En stipulant qu'il s'agissait de labeur effectif, on coupait dans leur racine les difficultés qui n'auraient pas manqué de s'élever au sujet du calcul des heures.

Depuis 1892 le décret-loi de 1848 est restreint aux hommes adultes. Depuis 1900 le texte primitif (3) ne protège plus que les ouvriers qui ne sont pas employés avec des femmes ou des enfants; en 1904 il réglait la durée

(1) Ceux-ci continuaient à être protégés plus spécialement par la loi du 22 mars 1841, toujours en vigueur à l'époque, bien qu'inspirée.

(2) La limitation du travail des adultes parut à beaucoup une hérésie; le 2 septembre 1850, le conseil général des Ardennes émit le vœu que la limite de douze heures fût restreinte aux jeunes gens de moins de 21 ans et aux femmes.

(3) La loi du 30 mars 1900 a ajouté à l'article 1^{er} de la loi de 1848 un paragraphe qui concerne les hommes adultes travaillant *dans les mêmes locaux* que les femmes et les enfants; la journée de ces ouvriers est, comme nous le verrons, réduite à dix heures de travail effectif.

de travail de 324.383 hommes et s'appliquait à 36.481 établissements (37.563 en 1905) (1).

Instruit par l'expérience de la loi de 1844, le législateur n'oublia pas cette fois d'édicter des sanctions. L'article 4 prononce une peine de 5 fr. à 100 fr. contre les patrons délinquants. Ce texte pose le principe du cumul des amendes; la peine pécuniaire est exigible autant de fois qu'il y a de contraventions, sans que cependant le total puisse jamais excéder 1.000 francs.

La loi de 1848 n'a entendu établir qu'un maximum de travail. Pour dissiper les doutes des partisans du minimum, l'article 3 disposait qu'il n'était pas dérogé aux conventions antérieures au 2 mars qui, dans certaines industries, avaient fixé des limites inférieures à la journée ouvrière. Une circulaire ministérielle du 18 septembre 1848 expliqua que « ce terme (douze heures) doit être considéré comme un maximum qu'aucune convention particulière ne saurait autoriser à dépasser ».

Le travail de nuit n'est pas interdit, par conséquent le patron peut, en divisant son personnel par séries, « tenir ses ateliers en activité aussi longtemps qu'il le juge à propos » (2), quinze heures, vingt heures; il peut même y faire travailler continuellement. Pourvu que chaque ouvrier considéré individuellement ne fournisse pas plus de douze heures de travail effectif par période de vingt-quatre heures, l'industriel est en règle avec la

(1) Rapports pour 1904 et pour 1905 de la commission supérieure du travail. *J. O.* du 2 oct. 1905. Annexe; *J. O.* du 27 août 1906. Annexe.

(2) Circulaire du 24 juin 1851. Cette circulaire reconnaît formellement aux chefs d'établissement le droit d'établir des relais : « Rien ne s'oppose à l'organisation des relais qui reste dans le droit commun. » (*Bulletin de l'insp. du trav.*, 1896, p. 265.)

loi. Remarquons qu'il n'a pas été fixé de temps de repos ; l'ouvrier peut donc travailler douze heures de suite sans arrêt ou faire alterner de courtes périodes de travail et de repos.

§ 2. — Établissements visés par la loi.

La loi de 1848 n'est applicable qu'aux *usines et manufactures*. Au cours de la discussion générale, le citoyen Guérin avait voulu ajouter à ces deux mots celui-ci : ateliers ; cet amendement fut repoussé pour ne pas permettre aux patrons du bâtiment, dont les ouvriers ne restaient que dix heures au chantier, de s'appuyer sur la loi pour imposer des journées de douze heures. Ce motif paraît aujourd'hui singulier ; nous y voyons la preuve qu'au milieu du siècle dernier il y avait encore beaucoup de partisans d'un minimum légal de travail (1).

Les rédacteurs du décret-loi n'avaient pas défini ce qu'ils entendaient par « usines et manufactures », laissant ce soin au règlement d'administration publique devant déterminer les exceptions à la règle posée à l'article 1^{er}. La commission, instituée le 28 janvier 1850 pour l'élaboration de ce règlement, proposa de comprendre dans le champ d'application de la loi « tout établissement qui réunira habituellement dans son enceinte, dix ouvriers sous un chef patenté » (2). Après

(1) Au cours de la séance du 4 septembre 1848, Alcan fit cette remarque : « Dans Paris, depuis que cette discussion est soulevée, il y a de la fermentation parce que certains patrons menacent déjà les ouvriers d'abuser du décret, c'est-à-dire de vouloir considérer les douze heures comme étant applicables aux ateliers ne travaillant que dix heures ». (*Moniteur de* 1848, p. 2295.)

(2) Sur les 65.000 ateliers qui existaient à ce moment à Paris, 8 à 9.000 seulement occupaient plus de dix ouvriers.

un long débat, le Conseil général des manufactures de l'agriculture et du commerce adopta la limite de la commission en spécifiant qu'elle n'était que provisoire et qu'il se réservait d'étendre la protection légale à un plus grand nombre d'établissements. Le Conseil d'État, appelé à donner son avis sur le règlement d'administration publique, raya du projet les dispositions qui ne visaient pas directement les exceptions au maximum de douze heures.

Une circulaire ministérielle du 24 mai 1851 (1) décida que la distinction entre les usines et manufactures tombant sous l'application de l'article 1^{er} et les ateliers laissés en dehors de la loi serait établie par la pratique industrielle; en cas de contestation, les tribunaux devaient trancher le différend. Cette circulaire consacrait l'arbitraire le plus complet en s'en référant à la pratique industrielle variable avec les régions. En effet, remarque M. Rist, « dans l'Est une filature s'appelle une manufacture, dans le Nord elle s'appelle un atelier » (2).

Jusqu'en 1883, l'administration laissa à l'usage et à la décision des tribunaux le soin de distinguer les établissements exempts de toute réglementation des usines et manufactures soumises aux prescriptions de la loi de 1848. La loi du 16 février 1883 ayant confié aux inspecteurs du travail créés en 1874 la mission de faire appliquer la journée de douze heures, des difficultés s'élevèrent immédiatement sur leur droit de visite dans certains établissements. Le Comité consultatif des arts

(1) *Bulletin de l'insp. du trav.* 1896, p. 263.

(2) Charles Rist. *La journée du travail de l'ouvrier adulte en France*, p. 60.

et manufactures, consulté par le ministre du Commerce, n'osa donner catégoriquement la définition attendue.

La question n'avait pas fait un pas depuis 1848 et la même incertitude régnait au sujet du sens à attribuer aux mots « usines et manufactures ». La Commission du travail, appelée à se prononcer, émit un vœu immédiatement exaucé par le ministre du Commerce. Une circulaire du 25 novembre 1885 recommanda de s'en tenir pour la portée des mots en litige, à l'énumération de la loi de 1844, à laquelle, disait-elle, le législateur de 1848 s'était implicitement reporté. L'article 1^{er} de la loi de 1844 visait, nous le savons : 1° tous les établissements à moteur mécanique ou à feu continu et leurs dépendances; 2° toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers réunis en ateliers. Cette interprétation purement fantaisiste rétrécissait le sens donné aux mots « usines et manufactures » par les rédacteurs du texte du 9 septembre 1848 qui n'avaient pas établi de distinction suivant le nombre d'ouvriers ou le moteur employé. Peut-être eût-il été plus logique de s'en tenir aux définitions de Littré : « Une manufacture (1) est un établissement dans lequel on fabrique en grand certains produits de l'industrie; — une usine (2) est une fabrique dont le produit est obtenu par des machines plus que par le travail des ouvriers ».

Quoi qu'il en soit, la question n'est encore aujourd'hui tranchée que par la circulaire ministérielle du 25 no-

(1) Le terme exact serait aujourd'hui « machinofacture »; la manufacture proprement dite (*manu-facere*) est devenue rare.

(2) Il est curieux de noter qu'au commencement du xix^e siècle, le Code civil donnait encore au mot « usine » son ancien sens de « machine mue par l'eau » (art. 531).

vembre 1885. En conséquence, la loi de 1848 est applicable : 1° à toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers réunis en ateliers; 2° à tout établissement à moteur mécanique ou à feu continu. Elle ne concerne pas les travailleurs agricoles, les employés de commerce, mais seulement les ouvriers industriels; parmi ces derniers, elle exclut ceux qui ne travaillent pas en atelier tels que mineurs, terrassiers, ouvriers en bâtiment et des transports, etc. Enfin, elle ne réglemente pas la durée du travail dans les petits ateliers occupant moins de vingt ouvriers, s'ils n'utilisent pas de moteur mécanique (1). C'est la règle, consacrée par la jurisprudence, qui sert de guide aux inspecteurs du travail.

Le projet de Code du travail supprime les mots « usines et manufactures » et dispose simplement : « la journée de l'ouvrier ne peut excéder douze heures de travail effectif » (2). Cette disposition effacerait de la loi l'imprécision qui y existe mais aurait pour conséquence d'étendre la protection légale aux hommes adultes dans tous les établissements industriels.

SECTION III

MISE A EXÉCUTION DE LA LOI

§ 1. — Exceptions prévues par les décrets d'administration publique.

L'article 1^{er} avait posé le principe de la limitation des

(1) Il existe en Bretagne, en Vendée et en Anjou, environ 4.300 petits moulins à eau ou à vent rangés au nombre des usines et manufactures comme ayant un moteur mécanique.

(2) Code du travail, liv. II, tit. II, art. 42.

heures de travail, l'article 2 prévoyait les exceptions à y apporter « en raison de la nature des industries ou des causes de force majeure » et décidait que les dérogations seraient déterminées par des règlements d'administration publique.

1^o Décret du 17 mai 1851. — Dès le 18 septembre 1848, le ministre du Commerce Touret ouvrit une enquête auprès des préfets, des Chambres de commerce et des Conseils de prud'hommes, à l'effet de déterminer à quelles industries et dans quelles conditions le bénéfice des exceptions serait accordé. Les résultats de l'enquête furent douteux. Dumas, le successeur de Touret, convoqua au ministère du Commerce une commission qui arrêta plusieurs listes d'exceptions. Enfin le Conseil d'État fut appelé à se prononcer le 6 avril 1851 et le décret parut le 17 mai. Il admettait trois catégories de dérogations à la loi de 1848 :

1) Toute une série de travaux industriels était soustraite d'une façon absolue à l'application de la loi de 1848 ; par exemple le travail des ouvriers employés à la conduite des fourneaux, étuves, sècheries ou chaudières à bouillir, lessiver ou aviver ;

2) D'autres exceptions profitaient à toutes les industries et écartaient l'application de la loi pour quelques travaux qui leur sont communs. Dans toutes les usines, le nettoyage des machines et les travaux urgents nécessités par un accident ou tout autre cas de force majeure, échappaient à la réglementation de l'article 1^{er} du décret-loi ;

3) Enfin un certain nombre d'industries étaient autorisées à prolonger la durée du travail au delà de la limite légale pendant un laps de temps variant entre

une heure (blanchisseries et teintureries) et deux heures (fabriques de sucres ou de produits chimiques). Certains industriels ne pouvaient user de la prolongation que pendant cent vingt jours à leur choix (imprimeries sur étoffes).

2^o Décret du 31 janvier 1866. — Des industriels, non visés par le décret de 1851, réclamèrent l'inscription de leurs établissements dans la troisième catégorie des exceptions. Les réclamations émanaient surtout des moulineurs de soie alléguant qu'ils devaient à certains moments rapidement trier et emmagasiner les cocons. Leurs vœux furent exaucés et le décret de 1866 leur permit de prolonger la durée du travail effectif d'une heure par jour pendant soixante jours compris entre le 1^{er} mars et le 1^{er} septembre.

3^o Décrets du 3 avril 1889 et du 10 décembre 1899. — Dans l'intérêt de la défense nationale, le ministre du Commerce accorda le 3 avril 1889 aux fabriques d'armes de guerre la permission qu'elles sollicitaient de ne pas être soumises à la loi de 1848. Un décret du 10 décembre 1899 décida que le Ministre qui aurait ordonné les travaux serait tenu de constater expressément la nécessité de la dérogation.

4^o Décret du 28 mars 1902. — Les inspecteurs du travail étaient unanimes à reconnaître que les exceptions étaient trop nombreuses pour que le décret-loi de 1848 pût recevoir une application sérieuse ; des facilités très grandes étaient données aux industriels de prolonger indûment la durée du travail journalier.

Après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, de la Commission supérieure du travail et du Conseil d'État, fut rendu le décret du 28 mars 1902 abro-

geant ceux de 1851, de 1866, de 1889 et 1899. Le nouveau règlement limite plus rigoureusement la durée du travail supplémentaire. Il détermine les dérogations qu'il est permis actuellement d'apporter à la loi de 1848, modifiée par la loi du 30 mars 1900. Celle-ci n'ayant pas encore été étudiée, nous renvoyons l'examen du décret de 1902 à la fin du chapitre III de notre première partie.

§ 2. — Difficultés d'application.

Le décret-loi du 9 septembre 1848 est resté longtemps à l'état de lettre morte. Il n'avait été pris aucune précaution pour assurer l'exécution des nouvelles dispositions légales (1). Beaucoup de membres de l'Assemblée nationale n'avaient donné leur vote que pour mettre fin à la discussion et donner satisfaction aux revendications ouvrières menaçantes. Il s'agissait avant tout de désarmer le courroux des classes inférieures en les couvrant du manteau protecteur d'une loi, encore que celle-ci n'eût pas les moyens de vivre. « On était content d'être arrivé aux termes des délibérations, d'avoir fait disparaître de la scène une pomme de discorde et l'on ne pensait aucunement à compliquer encore plus la question, à la tirer en longueur par des questions difficiles relativement aux organes propres à assurer l'exécution de cette loi » (2).

Tant que l'attrait de la nouveauté exerça son prestige, le décret-loi reçut quelque application. Mais bientôt il

(1) En avril 1850, le Conseil supérieur du Commerce, élaborant le règlement qui devait devenir le décret du 17 mai 1851, avait voulu instituer une inspection du travail; mais en avril 1851 le Conseil d'État supprima du projet tous les articles qui avaient trait à des mesures de police et de surveillance.

(2) Mataja. *Rev. d'écon. polit.* de 1892, p. 1263 et 1264.

fut relégué à l'arrière-plan ; dès 1852 les poursuites pour inobservation de la durée légale furent abandonnées.

Il est à remarquer d'ailleurs que ce furent des hommes ouvertement ou secrètement hostiles à la loi du 9 septembre 1848 qui furent chargés d'en assurer la mise en vigueur. Ce fut d'abord le ministre Sénard ; il rédigea immédiatement un projet de réforme exemptant de l'obligation du maximum de douze heures les neuf dixièmes des industries. Ce fut ensuite Buffet un des adversaires les plus déterminés de toute protection ouvrière.

En 1882 la Chambre des députés manifesta le désir de rendre libres les conventions entre patrons et ouvriers touchant la durée du travail. Le Sénat n'adhéra pas à ce projet : Les deux Chambres s'entendirent alors pour faire appliquer la loi de 1848 dont le principe avait été mis un moment en péril. Il fallait, puisqu'on était décidé à la conserver, qu'elle cessât d'être un décor, une législation de façade. C'est dans cette pensée que fut votée, sur l'initiative de M. Waddington, la loi du 16 février 1883 (1) chargeant les inspecteurs, institués en 1874, de veiller à l'exacte observation du décret-loi.

La réglementation du travail n'est donc sortie du domaine de la théorie pour entrer dans celui de la pratique qu'en 1883. Il ne faudrait cependant pas croire que depuis cette époque les dispositions légales ont été toujours respectées. Chaque année, les rapports des inspecteurs du travail mentionnent de nombreuses infractions poursuivies ou contrôlées ; beaucoup d'autres demeurent inconnues.

Les transgressions fréquentes de la loi de 1848 tien-

(1) Le titre incorrect de la loi de 1883 parlait de la durée « des heures de travail ».

nent d'abord à la difficulté du contrôle, le législateur n'ayant pas exigé l'affichage des heures d'entrée, de sortie et de repos dans les établissements visés par lui. Une circulaire du 19 janvier 1900 a tenté de pallier cette lacune en ordonnant aux inspecteurs de se renseigner auprès des Unions locales et des Chambres syndicales sur les infractions commises. Est-ce là un remède efficace ? Il est permis d'en douter.

Les tribunaux mettent aussi obstacle à l'observation du décret-loi en usant largement de la faculté, que leur donne l'article 5, d'octroyer les circonstances atténuantes ; ils accordent même souvent le bénéfice du sursis. De peu rigoureuse qu'elle était, l'amende devient illusoire et la perte éprouvée de ce chef par les industriels délinquants (à supposer qu'on ne leur applique pas la loi de sursis du 26 mars 1891) est largement compensée par le gain résultant pour eux de la prolongation illicite (1).

Les difficultés de contrôle et le peu de sévérité de la répression sont des raisons qui, à elles seules, justifieraient les accrocs subis par les dispositions de 1848. Nous verrons, dans notre seconde partie, qu'en ce qui concerne les hommes adultes, une réglementation légale de la journée de travail est le plus souvent transgressée parce que, dans les circonstances actuelles, elle est un non-sens économique.

(1) Le projet de Code du travail (liv. II, titre IV) abaisse encore le chiffre de l'amende ; le maximum en serait de 15 fr., au lieu de 100 fr. (art. 133) ; en cas de récidive la peine pécuniaire serait de 16 à 100 fr. (art. 135). Il est vrai que ces textes aggravent la pénalité en posant le principe du cumul des amendes *in infinitum*.

CHAPITRE II

LOI du 2 NOVEMBRE 1892

SECTION I

LOIS DE 1851, DE 1874 ET TRAVAUX PRÉPARATOIRES

La loi de 1844 n'avait qu'ébauché la question du travail des enfants et n'avait pas réglementé la journée des femmes adultes. La révolution de février 1848 fit échouer, nous le savons, une première tentative de réforme. Trois ans plus tard fut votée la loi du 22 février 1851, relative au contrat d'apprentissage.

Cette loi limitait à dix heures la durée du travail effectif des apprentis de moins de quatorze ans et interdisait le travail de nuit (entre 9 heures du soir et 5 heures du matin) à ceux qui n'avaient pas atteint l'âge de seize ans. La nouvelle réglementation n'était applicable qu'aux jeunes ouvriers qui se liaient par un contrat dit d'apprentissage, pendant un temps convenu, vis-à-vis d'un fabricant ou d'un chef d'atelier tenu en retour à leur enseigner la pratique de sa profession.

Ce n'était là qu'une réforme incomplète ; le contrat d'apprentissage n'est pas usité partout, notamment de nos jours (1) où les jeunes gens de la classe ouvrière ne

(1) La loi de 1851 n'a jamais été abrogée.

sont pas liés la plupart du temps vis-à-vis de leur patron, ni celui-ci vis-à-vis d'eux. La loi de 1851 indiquait un courant d'idées dans les pouvoirs publics mais ne constituait encore pas la réglementation désirée.

La période de l'Empire fut peu féconde en textes protecteurs et il faut franchir une longue étape pour arriver en 1874 à la revision projetée de la loi de 1844.

De nombreuses protestations furent formulées contre l'insuffisance des lois de 1844 et de 1851. En 1861 les instituteurs signalèrent, dans des mémoires, la déplorable situation de l'enfance ouvrière et stigmatisèrent des abus honteux. Le gouvernement s'émut et envoya, en 1867, M. de Freycinet étudier en Angleterre la situation industrielle. En 1868, le Conseil d'État prépara un projet de loi destiné « à modifier plusieurs dispositions de 1844 » ; il fut déposé sur le bureau du Sénat en juillet 1870. Des événements politiques cette fois encore vinrent empêcher la discussion ; des troubles intérieurs avaient fait échouer le projet de 1848, des troubles extérieurs firent suspendre l'examen de celui de 1870. Quelques jours après le dépôt du nouveau texte à la Chambre Haute, éclata la guerre avec l'Allemagne.

Le conflit franco-allemand démontra la nécessité d'avoir une armée nombreuse et des soldats vigoureux ; l'intérêt de la défense du territoire se joignait aux préceptes de l'hygiène pour exiger la modération du travail des enfants. A peine réunie, l'Assemblée Nationale se préoccupa de reviser la loi de 1844. Un de ses membres, M. Ambroise Joubert, déposa le 19 juin 1871 une proposition de loi en ce sens. M. Tallon fit un rapport et, après de longues délibérations, on aboutit à la loi du 19 mai 1874.

Cette loi visait toutes les manufactures, toutes les usines, tous les ateliers quelque fût le nombre des ouvriers ou le moteur employé, pourvu que le travail fût industriel; l'atelier de famille restait en dehors de l'action de la loi. La protection s'étendait non seulement aux enfants des deux sexes mineurs de seize ans, mais aussi, pour certains travaux, aux filles mineures de seize à vingt et un ans.

Les enfants de douze à seize ans (1) ne devaient pas travailler plus de douze heures par jour coupées par des repos. Ceux de moins de douze ans ne devaient pas fournir plus de six heures de travail quotidien coupées par des repos; c'était le système du *demi-temps* organisé dans le but de permettre à ces jeunes ouvriers de fréquenter l'école pendant le temps laissé libre par cette organisation. Avant quinze ans révolus, aucun enfant ne pouvait rester plus de six heures à l'atelier, s'il ne justifiait par un certificat de l'instituteur avoir acquis l'instruction primaire suffisante (2).

Au nom de la morale et de l'hygiène, le travail de nuit était prohibé aux enfants de moins de seize ans et aux filles de moins de vingt et un ans (3); par exception, des règlements d'administration publique devaient déterminer quels seraient les travaux pouvant être exécutés la nuit dans les usines à feu continu et le laps de temps

(1) Les enfants ne pouvaient être admis avant douze ans que dans certains établissements industriels déterminés par décret.

(2) Le but de la loi de 1874 était de sauvegarder le développement physique et intellectuel de la nouvelle génération.

(3) Au cours de la discussion, M. Wolowski insista pour que le travail de nuit fût interdit radicalement à toutes les femmes; l'Assemblée, redoutant des complications économiques, repoussa cet amendement.

pendant lequel ils seraient autorisés. Ces décrets parurent les 22 mai 1875 et 5 mai 1877, ils admettaient au bénéfice de l'exception : les papeteries, les sucreries, les verreries, les usines métallurgiques.

Toutes les infractions étaient punies d'une amende correctionnelle qui, en cas de récidive, pouvait s'élever à 200 francs.

Enfin le législateur, que l'expérience des lois de 1844, 1848 et 1851 avait rendu plus prévoyant, comprit qu'il n'était pas suffisant d'établir des mesures protectrices, mais qu'il fallait encore les faire respecter; il organisa fortement l'inspection. Des inspecteurs divisionnaires et départementaux, assistés d'une commission supérieure et de commissions locales, étaient chargés de veiller à l'exécution de la loi de 1874. C'est grâce à l'ensemble de dispositions de surveillance et de contrôle que cette loi marque « une date importante dans l'histoire du travail de la France. Elle a été la première à faire entrer sérieusement la protection légale des travailleurs dans le domaine pratique » (1).

Bien que réalisant une importante amélioration, le régime légal innové en 1874 laissait encore à désirer. Le travail de la femme adulte restait illimité; la protection de l'adolescent cessait prématurément à l'âge de seize ans. Le *demi-temps* donnait prise à des critiques et soulevait des difficultés d'application. Enfin « l'insuffisance du texte et l'incurie ou la complicité de l'administration et de la magistrature perpétuaient les pires abus » (2).

(1) Congrès international de 1900 pour la protection légale des travailleurs. Rapport de M. Raoul Jay, p. 90.

(2) Paul Louis. *L'ouvrier devant l'État*, p. 227.

Dès la fin de 1879, MM. Nadaud et Villain déposèrent à la Chambre des propositions tendant à la réduction des heures de travail et à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. Le 11 juin 1880, M. Richard Waddington présenta un rapport et la discussion s'engagea en novembre suivant. Ce fut le point de départ des travaux préparatoires de la loi de 1892 que les lenteurs parlementaires devaient prolonger durant de longues années. Pendant douze ans, le projet demeura sur le chantier faisant la navette entre le Luxembourg et le Palais-Bourbon.

Voté par la Chambre en mars 1881, le projet fut transmis au Sénat qui le rejeta en février 1882, l'accord n'ayant pu se faire que sur l'interdiction du travail de nuit. Cet échec ne découragea pas les promoteurs du mouvement; ils laissèrent passer les délais légaux puis, le 10 mars 1884, M. Waddington déposa un nouveau rapport sur le bureau de la Chambre. La fin de la législation en empêcha la discussion.

Le ministre du Commerce s'adressa alors à la Commission supérieure du travail et lui demanda quelles étaient, à son avis, les modifications nécessaires à la réglementation de la journée ouvrière. Avant de répondre, celle-ci fit une minutieuse enquête auprès des chambres consultatives, des chambres de commerce, des chambres syndicales d'ouvriers et de patrons, des conseils de prud'hommes, des conseils généraux et des commissions locales. Le 12 mars 1886, la Commission envoya sa réponse; elle y concluait à une refonte des lois de 1848 et de 1874.

Le 13 novembre 1886, le ministre du Commerce déposa un projet modifiant la loi de 1874 sans oser toucher

au décret-loi de 1848. La commission parlementaire de la Chambre examina longuement le texte proposé ainsi que des propositions de MM. de Mun et Freppel, d'une part, de MM. Camélinat et Basly, d'autre part. Après une laborieuse discussion en juin 1888, en janvier et février 1889, la Chambre se prononça en faveur d'un maximum de dix heures pour les enfants et de onze heures pour les femmes.

En novembre suivant, le Sénat introduisit dans le projet d'importantes modifications qui nécessitèrent son retour au Palais-Bourbon. La discussion y reprit le 7 février 1890. La Chambre rétablit presque complètement les dispositions supprimées ou modifiées au Luxembourg.

Le 17 juin 1890, M. Waddington déposa un nouveau rapport qui est assurément le plus important et le plus remarquable de tous ceux auxquels a donné lieu la loi de 1892. Il est d'une grande utilité pour l'interprète qui veut connaître exactement le sens et la portée de cette loi. C'est sur ce rapport que se rouvrit la discussion en juillet 1890 puis en janvier et février 1891. Le 22 juin suivant, le rapporteur du Sénat présenta ses conclusions, elles furent discutées en juillet, octobre et novembre.

Il y eut encore quelques allées et venues d'une Chambre à l'autre. Enfin on se mit d'accord et, après beaucoup de vicissitudes, fut votée, le 29 octobre 1892, cette loi qui depuis douze ans tenait le Parlement en haleine; elle fut promulguée le 2 novembre.

Le Palais-Bourbon avait toujours désiré l'unification à dix heures du travail des femmes et des enfants; le Luxembourg s'était prononcé avec insistance en faveur de l'unification sur la base de onze heures. Ce fut un moyen

terme qui triompha. Comme concession au Sénat, la Chambre admit diverses catégories de personnes protégées avec une réglementation différente pour chacune. Mais si elle accepta ce système transactionnel, c'était avec l'arrière-pensée que le chiffre de dix heures, fixé pour les enfants, deviendrait par la force des choses la règle générale des établissements industriels. Ainsi que nous le verrons, les faits n'ont pas répondu à l'attente du législateur.

SECTION II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL JOURNALIER

§ 1. — Établissements visés par la loi.

La loi du 2 novembre 1892 est applicable à tous les établissements dont l'article 1^{er} fait mention, c'est-à-dire aux « usines, manufactures, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers (1), et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou religieux ». Le champ d'application de la loi de 1892 est très vaste, il englobe l'ensemble des établissements industriels. Il n'est fait aucune distinction pour l'application de la loi entre les ouvriers payés à la tâche et ceux qui sont payés à l'heure, à la journée, au mois.

(1) Au sens de l'article 1^{er}, le mot « atelier » désigne tout lieu où travaillent en commun un certain nombre d'ouvriers, même lorsque les places occupées et les métiers employés sont loués par le patron. Cour de Cass., 15 janvier 1897. D. P., 97, I, 304.

Les boutiques et les magasins (où la fabrication et le travail se confondent avec la vente et le commerce) ne sont pas compris, non plus que les bureaux, dans l'énumération légale, lors même qu'ils seraient dirigés par des entrepreneurs possédant ailleurs une exploitation industrielle. Ainsi les enfants attachés au cabinet d'un architecte, aux bureaux d'un chef d'établissement échappent à l'application de la loi. Les travaux préparatoires ne nous laissent aucun doute à cet égard.

Une innovation importante résulte de l'extension de la protection légale aux dépendances de tous les établissements de travail visés. La loi n'a pas défini ce qu'il faut entendre par « dépendances », elle laisse aux tribunaux un pouvoir d'appréciation illimité. Les dépendances sont des annexes à l'exploitation industrielle, des locaux accessoires, ceux, par exemple, dans lesquels couchent les personnes protégées. Toutefois le principe de l'inviolabilité du domicile s'oppose à ce que l'inspecteur pénètre dans les locaux servant uniquement de logement à l'industriel et à sa famille.

Une seconde innovation de la loi de 1892 réside dans le fait de soumettre à la réglementation les établissements ayant un caractère professionnel ou de bienfaisance. Cette addition a pour but de faire disparaître toute équivoque. En 1881, un arrêt de la Cour de cassation n'avait en effet admis la réglementation de la loi de 1874 dans les établissements de bienfaisance que lorsqu'on s'y livrait habituellement à un travail industriel. La loi de 1892 est applicable à ces ateliers, même lorsqu'ils ne fonctionnent qu'en vue de l'instruction et de l'éducation professionnelle des enfants. Remarquons cependant que

le personnel des établissements de bienfaisance ou d'enseignement professionnel n'est protégé qu'autant qu'il effectue un travail industriel (nous verrons ce qu'il faut entendre par là).

Les termes généraux de la loi, qui réglemente la durée du travail « dans tous les ateliers privés ou publics, de quelque nature que ce soit », nous autorisent à ranger au nombre des établissements visés par l'article 1^{er} les maisons de correction, en ce qui concerne les travaux industriels exécutés par les enfants sous la direction d'un entrepreneur ou de l'administration.

Enfin, il y a lieu de considérer comme soumises aux prescriptions de la loi du 2 novembre 1892 les manufactures de l'État. Celles-ci avaient profité du silence gardé par la loi de 1874 pour se soustraire à la surveillance des inspecteurs. C'était fâcheux ; « l'État dans les usines qui lui appartiennent, doit donner le bon exemple de la soumission aux lois et ne peut se dérober en sa qualité de fabricant à une surveillance qu'il impose à tous les industriels » (1).

Le troisième alinéa de l'article 1^{er} dispose : « Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur ». *Les ateliers de famille* sont formellement dispensés de la réglementation légale de la journée de travail. En l'absence de disposition précise dans la loi de 1874, les tribunaux avaient laissé en dehors de la sphère d'application de cette loi les petits ateliers composés des

(1) Rapport Waddington. Chambre. Doc. parl. S. O. de 1890. Annexe n° 649, p. 1084.

membres de la même famille. La loi de 1892 a consacré cette jurisprudence (1).

Du texte de l'article 1^{er} il appert que deux conditions sont nécessaires pour qu'on se trouve en présence d'un atelier familial :

1° Il faut que ceux qui travaillent soient les enfants ou les pupilles de celui qui dirige l'atelier. La présence d'étrangers, ou même de parents, tels que neveux ou cousins, qui ne seraient pas unis au patron par les liens soit de la descendance légitime ou naturelle, soit de la tutelle, ferait perdre immédiatement à l'atelier le caractère familial qui lui permet d'échapper à la loi. Le Sénat avait adopté un amendement de M. Moret exemptant de toute réglementation les ouvriers dans lesquels des étrangers travailleraient à côté des membres de la famille (2). Sur les observations de M. Tolain qui fit ressortir quelles seraient les difficultés de distinguer, d'après le nombre des étrangers, les ateliers de famille des véritables ateliers industriels, le Sénat se déjugea et écarta cette proposition ;

2° Il faut en outre que les enfants ou les pupilles travaillent « sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur ». En présence de la définition très nette donnée par l'article 1^{er}, on ne peut considérer comme prévu par la loi le cas où un enfant est occupé aux côtés

(1) Les inspecteurs ont cependant entré dans les ateliers de famille qui font usage de chaudières à vapeur ou de moteur mécanique et dans ceux qui sont classés au nombre des établissements dangereux ou insalubres ; mais dans ces cas exceptionnels l'inspecteur n'a le droit que de prescrire les mesures de salubrité et de sécurité nécessaires, sans s'occuper de la limitation des heures de travail (art. 1^{er} *in fine*).

(2) Séance du 9 juillet 1891.

de son père dans le même atelier ou dans le même chantier. Il est nécessaire qu'il travaille chez son père, dans un atelier dont celui-ci a la direction ; c'était déjà l'interprétation admise sous le régime de la loi de 1874. On a pensé que le père n'exigerait pas un labeur excessif de son enfant ni le tuteur de son pupille ; l'affection, semblait-il, tiendrait lieu de réglementation légale. La raison de l'exception à la règle commune n'apparaîtrait plus si le père, la mère ou le tuteur n'avait pas la responsabilité du travail ; « peu importe du reste, comme le remarque M. César Caire, que le père ou le tuteur, travaille ou ne travaille pas en même temps que les enfants » (1).

§ 2. — Travaux auxquels s'applique la loi.

La limitation de la journée formulée par la loi du 2 novembre 1892 ne concerne que le travail *industriel*. L'article 1^{er} ne le dit pas explicitement, mais l'article 21 emploie l'expression : « travail industriel » ; d'ailleurs les travaux préparatoires sont formels à cet égard.

Il suit de là que les travaux scientifiques artistiques, littéraires, commerciaux (2) ou domestiques, ne présentant pas le caractère industriel, ne sont pas soumis à la réglementation légale de la durée du travail. Ainsi la journée n'est pas limitée pour les gens de maison ni pour les enfants attachés soit à un laboratoire, soit à un

(1) Caire. *La législation sur le travail industriel des femmes et des enfants*, p. 116.

(2) Il a été jugé que le fait pour des employés de commerce d'effectuer de menues réparations aux marchandises qu'ils doivent livrer ne constitue pas un travail industriel. Arrêt de la Cour de Lyon, 5 juin 1897. *Bulletin de l'inspection du travail*, 1897, n° 1, p. 37.

atelier de peintre ou de sculpteur, soit à l'étude d'un officier ministériel.

Le caractère industriel a été refusé par le Conseil d'État à certaines professions (pâtisseries, boulangers, restaurateurs, cuisiniers, bouchers, charcutiers), qui doivent « être assimilées aux commerces ou professions se rattachant à la vie domestique » (1). Cette décision nous semble contraire à l'esprit de la loi.

Que décider en ce qui concerne les travaux agricoles? A la Chambre M. Waddington a formellement déclaré, dans son rapport, que la loi ne concernait pas le « travail des champs que personne ne cherche à réglementer et qui présente au point de vue de la santé bien plus d'avantages que d'inconvénients » (2). Demeurent donc en dehors de l'application de la loi de 1892, les travaux agricoles de toute espèce, même ceux qui sont faits en vue d'un travail industriel, comme le sarclage et l'arrachage des plantes oléagineuses, la culture des betteraves.

Faut-il considérer comme réglementé le travail agricole qui s'exécute par des moyens mécaniques? Le fait, par exemple, d'employer une machine à battre mue par la vapeur conduit-il à réglementer la journée des femmes et des enfants employés à son alimentation et à sa surveillance? La question a fait l'objet de discussions; les commentateurs de la loi de 1874, MM. Nusse et Perrin, l'avaient résolue par la négative; M. Lagrésille, dans son étude sur la loi de 1892, penche au contraire pour

(1) V. Avis du Conseil d'État du 7 juillet 1894 et Circulaire ministérielle de la même date.

(2) Rapport Waddington. Chambre. Doc. parl. S. O. de 1890. Annexe n° 649, p. 1084.

l'affirmative et pense « qu'un pareil travail, s'il reste agricole au point de vue de son objet, est mécanique et devient en quelque sorte industriel au point de vue de son exécution, qu'il présente en tous cas les mêmes causes de danger que le travail industriel proprement dit » (1). La jurisprudence paraît avoir adopté la solution de MM. Nusse et Perrin et ne faire aucune distinction selon qu'il existe ou non sur l'exploitation agricole des instruments aratoires mus par la vapeur (2).

Il n'y a plus de doute possible dans le cas où le travail industriel est la suite d'un travail agricole dont il peut être séparé. Si un agriculteur annexe à sa ferme une distillerie pour transformer ses produits, il se livre à une opération industrielle nettement distincte. La limitation légale de la durée du travail s'appliquerait alors, sans qu'on ait à se demander si cette opération industrielle est le principal ou l'accessoire de l'exploitation. Ce n'est plus là le « travail des champs » dont le but est la culture du sol ou la récolte des produits, c'est le travail de l'usine s'appliquant à l'agriculture dans un but de manipulation et de transformation.

§ 3. — Personnes protégées.

D'après l'article 1^{er}, sont soumis à la limitation légale de la journée de travail : les enfants, les filles mineures et les femmes, quelque soit leur nationalité. La loi de 1892, en tant que loi de police et de sûreté, s'applique

(1) Lagrèsille. *Commentaire théorique et pratique de la loi de 1892*, p. 49.

(2) V. en ce sens un jugement du tribunal de Valenciennes du 21 novembre 1890. V. aussi un arrêt de la Cour de cassation du 5 juin 1897. D. P., 97, I, 83.

aux étrangers comme aux Français, lorsqu'ils travaillent dans un des établissements visés, sur le territoire continental; en l'absence d'une disposition expresse, la réglementation ne s'étend pas aux ouvriers des colonies.

Remarquons que les filles et les femmes ne sont pas admises au travail souterrain des mines, minières et carrières; il ne s'agit donc pour elles que de la réglementation de la durée du travail effectué au jour (art. 9 § 1).

1^o Enfants. — Aux termes de l'article 2, la durée du travail journalier est limitée pour les jeunes ouvriers qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans et qui ont au moins treize ans ou, dans certains cas, douze ans (s'ils sont munis d'un certificat d'études primaires et d'un certificat médical d'aptitude physique au travail) (1). Il importe peu que les filles de moins de dix-huit ans soient mariées ou non, elles sont soumises aux mêmes inscriptions légales que les jeunes gens de leur âge.

Au nombre des enfants protégés figurent les apprentis, c'est-à-dire ceux qui apprennent un métier sous la direction d'un patron vis-à-vis duquel ils sont liés par un contrat d'apprentissage. La durée de leur travail est réglée, nous le savons, par la loi du 22 février 1851; le législateur de 1892 ne l'a pas abrogée, mais il a considérablement réduit son champ d'application. L'article 31 rend la réglementation nouvelle applicable aux apprentis travaillant dans les établissements visés à l'article 1^{er}. La limitation des heures de travail, formulée par la loi de 1851, ne concerne plus que les apprentis employés dans les

(1) L'institution du certificat médical est emprunté à la législation anglaise; dans la pratique, il est souvent délivré des certificats de complaisance.

établissements non compris dans l'énumération de la loi de 1892, par exemple dans des magasins ou dans des bureaux. La commission du travail propose de faire disparaître l'antinomie entre le régime de la loi de 1851 et celui de la loi de 1892, en déclarant que les apprentis seraient soumis au droit commun quel que soit l'établissement qui les emploie (1).

A partir de dix-huit ans, l'enfant du sexe masculin est rangé dans la catégorie des hommes adultes, non protégés par la loi de 1892 et l'enfant du sexe féminin dans la catégorie des filles mineures.

2° Filles mineures. — Cette qualification convient, d'après les articles 1 et 3, à toutes les femmes qui n'ont pas atteint l'âge de la majorité légale. Dans cette catégorie, rentrent même les femmes mineures mariées, bien qu'elles soient émancipées par le mariage. Au sens de la loi de 1892 est donc fille mineure toute personne du sexe féminin qui a plus de dix-huit ans et moins de vingt et un ans.

3° Femmes. — De la discussion et des travaux préparatoires de la loi il ressort clairement que le législateur n'a entendu faire aucune distinction entre les femmes célibataires, les femmes mariées et les femmes veuves ou divorcées. En conséquence, la durée du travail est réglementée pour toutes les femmes majeures de vingt et un ans (2).

(1) Code du travail, liv. II, tit. I, ch. vi.

(2) Il a été jugé que les dispositions légales ne sont pas applicables aux ouvrières embauchées au jour le jour dans diverses usines où elles constituent le personnel flottant. Arrêt de la Cour de Paris du 11 novembre 1903. D. P. 2, 253.

§ 4. — **Durée du travail. Travail de nuit.**

L'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 déterminait la durée maximum du travail journalier. Ce texte ayant été complètement remanié en 1900, ne présente plus qu'un intérêt rétrospectif. Par contre l'article 4, qui pose le principe de l'interdiction du travail de nuit et prévoit les exceptions à y apporter, a subi, il est vrai, une modification partielle, mais il est toujours en vigueur.

1° **La journée de travail.** — D'après l'article 3 il y avait trois régimes différents :

1) Les enfants des deux sexes âgés de moins de seize ans ne devaient pas fournir plus de dix heures de travail effectif par jour (1) ;

2) Les adolescents de seize à dix-huit ans ne pouvaient travailler plus de onze heures par jour, ni plus de soixante heures par semaine ; la limite était à la fois hebdomadaire et journalière. Le législateur avait prévu une moyenne de dix heures de travail avec faculté pour l'industriel de les répartir inégalement sur les six jours ouvrables de la semaine, selon les besoins (sauf à ne pas dépasser onze heures), de telle façon que l'ouvrier pût par exemple ne faire que neuf heures un jour et travailler le lendemain onze heures, ou bien faire onze heures pendant cinq jours et avoir une demi-journée de libre le samedi, comme en Angleterre ;

3) Les filles mineures de plus de dix-huit ans et les femmes de tout âge ne pouvaient être astreintes à un

(1) L'article 2 (la loi de 1900 ne l'a pas modifié) interdit dans les ouvriers et orphelinats, où l'instruction primaire est donnée, de consacrer plus de trois heures par jour à l'enseignement manuel ou professionnel des enfants âgés de moins de treize ans, ou de douze ans s'ils sont munis du certificat d'études primaires.

travail effectif de plus de onze heures par jour ; ici pas de limitation quant à la durée du travail hebdomadaire.

L'article 3 prescrivait enfin que le travail des personnes protégées fût coupé par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne devait pas être inférieure à une heure et pendant laquelle le travail était interdit.

Le législateur de 1892 a prévu des exceptions aux règles de l'article 3 ; la loi du 30 mars 1900 a respecté ces dérogations tout en modifiant les limites imposées à la durée du travail. Nous étudierons ces exceptions à la section suivante.

Du fait de la loi de 1892, le décret-loi du 9 septembre 1848 ne s'est plus appliqué qu'aux hommes adultes pour lesquels le maximum de la journée est resté fixé à douze heures. Le projet de la Commission supérieure du travail imposait la limitation à onze heures pour tous les ouvriers adultes, mais la Chambre refusa de légiférer sur ce point.

Un régime spécial, encore en vigueur aujourd'hui, a été institué pour les enfants du sexe masculin employés dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, par l'article 9 de la loi de 1892 (1) et le décret du 3 mai 1893. Aux termes de l'article 1^{er} de ce décret, les enfants au-dessous de seize ans ne peuvent fournir plus de « huit heures par poste et par vingt-quatre heures » ; le travail des jeunes mineurs de seize à dix-huit ans ne peut excéder « dix heures par jour, ni cinquante-quatre

(1) Malgré les termes très nets de l'article 9, d'où il résulte que les garçons ne peuvent travailler dans les mines, minières et carrières, qu'à l'âge de treize ans, une circulaire ministérielle adressée aux ingénieurs des mines permet aux enfants âgés de douze ans seulement, mais munis d'un certificat d'études primaires, d'être admis aux travaux souterrains.

heures par semaine » (1). Enfin le décret ajoute : « Ne sont pas compris dans la durée précitée du travail effectif le temps de la remonte et de la descente, ni celui employé à aller au chantier et à en revenir, ni les repos dont la durée ne peut être inférieure à une heure ». Cette dernière disposition enlève tout prétexte à contestation, les délégués mineurs ayant discuté sur les mots « travail effectif ».

2° Principe de l'interdiction du travail de nuit. — L'article 3 introduisait dans la loi une remarquable innovation, la limitation de la journée de travail des femmes ; l'article 4 en contient une autre plus notable en posant le principe de l'interdiction du travail de nuit. La Conférence de Berlin dont un des vœux était « que les filles et les femmes de plus de vingt et un ans ne travaillent pas la nuit », ne fut peut-être pas étrangère à l'adoption de ce principe qui triompha après de vifs débats.

La loi de 1874 n'interdisait le travail nocturne qu'aux enfants de moins de seize ans et aux filles mineures. L'article 4 de la loi de 1892 dispose dans son paragraphe 1^{er} : « Les enfants de moins de dix-huit ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employées à aucun travail de nuit, dans les établissements énumérés à l'article 1^{er} ». Que faut-il entendre par travail de nuit ? Le paragraphe 2 répond à cette question : « Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit ».

La loi de 1892 a prévu de nombreuses exceptions au principe que venait de poser l'article 4 ; elles sont spé-

(1) Depuis la loi du 29 juin 1905 que nous étudierons plus loin, la journée de ceux employés à l'abatage ne peut excéder huit heures dans les mines de combustible.

cifiées, pour la majeure partie, par des règlements d'administration publique que nous étudierons à la section suivante.

3° **Contrôle et sanctions.** — Afin de bien mettre en lumière la réglementation de la durée du travail des femmes et des enfants, nous indiquerons rapidement, quels sont les moyens employés par la loi de 1892 (la loi de 1900 n'y a rien changé) pour faire respecter ses prescriptions. Le cadre de notre étude ne nous permettant pas ici de longs développements, nous nous bornerons aux généralités.

Le soin de contrôler la durée du travail et de constater les infractions incombe aux inspecteurs du travail, sauf dans les mines où cette mission est dévolue aux ingénieurs et contrôleurs des mines (art. 17). Le corps d'inspection comprend onze inspecteurs divisionnaires et cent dix inspecteurs ou inspectrices départementaux (décrets du 13 décembre 1892 et 10 mai 1902). Les inspecteurs ont entrée dans les établissements industriels, ils constatent les infractions et dressent les procès-verbaux (art. 20).

La Commission supérieure, instituée auprès du ministre du Commerce par la loi de 1874, est maintenue; elle est chargée de veiller à l'application de la loi et de donner son avis pour la préparation des règlements d'administration publique destinés à la compléter. Par contre les commissions locales sont supprimées et remplacées par des commissions instituées par les conseils généraux; celles-ci doivent envoyer chaque année à la Commission supérieure des rapports sur l'application de la loi, les rapports sont reproduits et commentés dans un rapport général adressé par la Commission supérieure

au Président de la République (art. 22, 23 et 24).

Afin d'éviter les contestations entre patrons et ouvriers et surtout pour faciliter le contrôle des inspecteurs, les chefs d'établissement industriel doivent afficher dans chaque atelier « les heures auxquelles commencera et finira le travail ainsi que les heures et la durée des repos » (art. 44) (1).

Les pénalités sont établies par la section VIII de la loi du 2 novembre 1892. Les industriels coupables d'avoir contrevenu aux dispositions légales sont passibles d'une amende de simple police de 5 à 15 francs. Le cumul des amendes est de droit; la peine pécuniaire est appliquée autant de fois qu'il y a de personnes employées au delà de la durée légale du travail (art. 26), principe très justifiable puisque la culpabilité est d'autant plus forte que l'infraction affecte un personnel plus nombreux. En cas de récidive, c'est-à-dire si dans les douze mois qui suivent une première condamnation un nouveau fait délictueux identique se produit, le tribunal correctionnel est alors compétent. Il prononce contre le délinquant une amende de 16 à 100 francs (art. 27); il peut ordonner l'affichage du jugement et même son insertion dans les journaux aux frais du contrevenant (art. 28). Le bénéfice des circonstances atténuantes peut être accordé, sans que l'amende infligée au récidiviste puisse être inférieure à 5 francs (art. 27).

(1) L'affichage des heures de repos est irréalisable dans les mines où le travail est sujet à de perpétuels à coups et où il faut compter avec l'imprévu; l'heure du repos peut sonner au milieu de travaux de consolidation indispensables.

SECTION III

MISE A EXÉCUTION DE LA LOI

§ 1. — Exceptions prévues par la loi de 1892 et spécifiées par les règlements d'administration publique.

1^o Exceptions à la réglementation de la durée du travail journalier. — Elles sont de deux catégories et ne profitent qu'à certaines industries.

1) L'article 4 § 4, nous le verrons plus loin, permet aux femmes et aux filles âgées de plus de dix-huit ans de travailler douze heures, lorsqu'elles sont autorisées à veiller jusqu'à 11 heures du soir. Ce sont surtout les industries de mode et de confections qui usent de cette dérogation ;

2) Une autre exception très importante, applicable à tous les travailleurs protégés par la loi, résulte de l'article 7. Les restrictions relatives à la durée du travail des enfants et des femmes peuvent être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire pour certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique.

Le droit reconnu à l'inspecteur d'accorder les autorisations implique celui d'en fixer la durée. Une circulaire de M. Millerand a quelque peu limité le pouvoir abusif de l'inspection en fixant l'étendue de la dérogation. La durée du travail ne peut être prolongée que jusqu'au maximum de douze heures et pendant soixante jours seulement (1) ; exceptionnellement les industries de plein

(1) Circulaire du 17 mai 1900. *Bulletin de l'insp. du trav.*, 1900, nos 5 et 6, p. 570.

air sont autorisées, depuis 1902, à prolonger la durée du travail pendant quatre-vingt-dix jours (1). Le Code du travail inscrit ce maximum de douze heures dans l'article 12 de son livre II. La Commission de codification des lois ouvrières a fait remarquer qu'il ne s'agissait là que d'une interprétation plutôt que d'une innovation. En effet, les termes généraux de la loi de 1848 imposaient le maximum de douze heures à tous les ouvriers et s'appliquaient aux femmes et enfants avant qu'ils fussent l'objet d'une réglementation spéciale. « On peut donc considérer que la limite de douze heures subsiste encore aujourd'hui pour les enfants et les femmes, derrière la loi du 2 novembre 1892, toutes les fois que la limite plus basse de dix heures n'est pas applicable » (2).

Il est regrettable que la loi de 1892 n'ait pas indiqué elle-même les industries appelées à bénéficier de la dérogation. Le décret du 15 juillet 1893, dans son article 5 modifié par les décrets du 26 juillet 1895, du 29 juillet 1897, du 24 février 1898, du 1^{er} juillet 1899, du 18 avril 1901, du 4 juillet 1902 et du 14 août 1903, autorise plus de cinquante industries à profiter de l'exception. Citons parmi les principales : l'ameublement, la tapisserie, la bijouterie, la joaillerie ; les confections, coutures et lingerie ; les conserves de fruits, de légumes, de poissons ; l'extraction du parfum des fleurs ; l'imprimerie, la reliure, la dorure ; les teintureries ; les fabriques de chapeaux, de jouets, de bonbons ; les tissages ; les travaux de sûreté ou de défense nationale, etc., etc.

Il suffit de lire cette longue énumération pour consta-

(1) Circulaire du 3 août 1902.

(2) Projet de loi, portant codification des lois ouvrières. Rapport Bourguin, p. 140.

ter tout ce qu'il y a d'excessif à confier à des décrets réglementaires le soin de compléter l'œuvre de la loi. Il résulte en effet des travaux préparatoires que les industries auxquelles devaient être limitées la tolérance de l'article 7 étaient celles de conserves de poissons et d'extraction du parfum des fleurs travaillant sur des produits facilement altérables. L'extension abusive par voie réglementaire est ici d'autant plus regrettable que c'est en définitive l'inspecteur divisionnaire qui est le juge souverain de l'opportunité de l'autorisation. Nous savons bien qu'une circulaire ministérielle du 12 août 1893 (1) a prescrit aux inspecteurs de n'accorder cette autorisation qu'en cas de nécessité absolue résultant d'une des deux circonstances suivantes : danger de perte ou de détérioration du produit s'il n'est pas mis en manutention immédiate, nécessité de rendre la production plus abondante pour répondre aux exigences de la mode. Néanmoins les inspecteurs restent investis d'une sorte de pouvoir discrétionnaire. Dans sa circulaire de 1900, M. Millerand recommande de n'accorder les autorisations qu'après enquête portant surtout sur le taux du salaire attribué aux heures supplémentaires; une rétribution plus élevée étant d'ordinaire un signe de l'urgence des travaux. Ce n'est encore là qu'un palliatif.

2° Exceptions au principe de l'interdiction du travail de nuit. — Après avoir posé la règle, l'article 4 énumère les exceptions; les articles 6 et 9 prévoient d'autres dérogations. Ces exceptions, introduites dans la loi pour éviter de porter atteinte à certaines branches d'industries, sont de deux sortes : permanentes (art. 4 §§ 2 et

(1) *Bulletin de l'insp. du trav.* de 1893, p. 104.

5 ; art. 6, art. 9 § 3), ou temporaires (art. 4 §§ 4, 6 et 7).

A. *Exceptions permanentes.* — Elles sont au nombre de quatre :

1) Le paragraphe 2 de l'article 4 autorise le travail dès 4 heures du matin et jusqu'à 10 heures du soir, d'une façon permanente, dans un cas bien spécifié : celui où il est réparti entre deux postes ou équipes d'ouvriers ne fournissant pas plus de neuf heures chacune ; de plus, le travail de chaque équipe doit être coupé par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne peut être inférieure à une heure (1). Cet amendement, adopté par le Sénat le 5 novembre 1891 sur la demande de M. Waddington, était motivé par l'organisation du travail de nuit dans certaines fabriques et particulièrement dans la fabrique de lacets de Saint-Chamond (Loire). On voulait régulariser un état de choses existant et qu'on croyait nécessaire (2).

Dans l'intention du législateur, les deux équipes se succédant l'une à l'autre devaient permettre à l'ouvrier de se donner plus de loisirs et constituer un acheminement vers la journée de huit heures. En effet, les deux

(1) Cette disposition exceptionnelle de l'article 4 est applicable aux exploitations minières « dans lesquelles la durée du travail ne dépasse pas neuf heures » (Instruction ministérielle du 4 mai 1893). Nous savons, d'autre part, que le décret du 3 mai 1893 ne permet aux garçons de douze à seize ans que huit heures de travail effectif. En conséquence pour ces derniers, les postes doivent être de huit heures au plus, coupés par un repos d'une heure au moins. Quant aux adolescents de seize à dix-huit ans, ils peuvent fournir neuf heures de travail effectif comme les hommes adultes (s'ils ne sont pas employés à l'abatage dans les mines de combustible, loi du 29 juin 1905).

(2) Les Chambres de commerce de Lille, Reims, Amiens, Tourcoing et Saint-Quentin protestèrent vainement contre cette dérogation au principe de l'interdiction du travail de nuit.

postes ne pouvaient rester que neuf heures à l'usine, mais ils ne travailleraient, semblait-il, que huit heures, en tenant compte de l'heure de repos coupant le travail de chaque équipe. Ainsi que nous le verrons, les espérances des rédacteurs de la loi de 1892 devaient être singulièrement démenties par les faits. Les abus décidèrent le législateur de 1900 à réglementer strictement ce mode de répartition du travail dont la pratique avait révélé les inconvénients. A vrai dire, cette dérogation consistant à permettre l'accès dans les établissements industriels à 4 heures du matin et à en retarder la sortie jusqu'à 10 heures du soir ne pouvait être considérée comme une véritable exception à la prohibition du travail nocturne.

Pour l'intelligence des dispositions de la loi de 1892, il importe de bien distinguer les *équipes successives* permises par le paragraphe 2 de l'article 4 des *relais ou équipes tournantes* prohibées par l'article 11, lorsqu'elles doivent avoir « pour effet de prolonger au-delà de la limite légale, la durée de la journée de travail » (1). Cette distinction a été faite par le ministre du Commerce, M. Millerand, dans une circulaire de 1900 : les équipes successives sont « des postes d'ouvriers qui se relèvent » et les relais « des ouvriers supplémentaires qui se transportant de métier en métier remplacent, pendant un certain temps, la série des travailleurs réguliers » (2). Les relais, peut-on dire encore, sont des équipes roulantes et volantes « qui passent successivement sur tous

(1) La loi du 30 mars 1900 interdit complètement, sauf exception, l'usage des relais.

(2) Circulaire ministérielle du 17 mai 1900. *Bulletin de l'insp. du trav.*, 1900, n^{os} 5 et 6, p. 575.

les métiers et y travaillent pendant que les ouvriers sont mis au repos » (1).

2) Le paragraphe 5 de l'article 4 dispose : « Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse en aucun cas dépasser sept heures par vingt-quatre heures ». Il résulte de ce texte que, dans les industries auxquelles s'applique cette exception, les chefs d'établissement peuvent faire travailler entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, sauf à ne pas demander plus de sept heures de travail effectif par vingt-quatre heures ; la diminution du labeur journalier est une compensation aux fatigues du travail de nuit.

La loi a laissé à un règlement d'administration publique le soin de déterminer à quelles industries s'appliquerait la dérogation. Ce règlement est intervenu le 25 juillet 1893 (2). Les termes généraux de l'article 4 § 5 permettaient aux industriels d'employer la nuit les enfants même au-dessous de dix-huit ans et les femmes de tout âge. Le décret réglementaire, par un sentiment d'humanité bien compréhensible quand il s'agit de l'enfance, mais qui n'en est pas moins un empiètement sur les pouvoirs du législateur, a restreint le bénéfice de cette disposition. Il n'a permis qu'aux filles mineures et aux femmes de travailler de 9 heures du soir à 5 heures du matin pour le brochage des imprimés, le

(1) Proposition Ricard, *J. O.*, Doc. parl. 1893. S. E. Annexe n° 40, p. 44.

(2) *J. O.*, du 26 juillet 1893.

pliage des journaux, l'allumage des lampes de mines (1).

3) L'article 6 de la loi du 2 novembre 1892 autorise des exceptions permanentes en faveur des usines à feu continu. Les dérogations avaient déjà été apportées pour cette catégorie spéciale par la loi de 1874. Un commentateur de ce document législatif nous fait connaître les signes distinctifs des usines à feu continu (2) dont la loi de 1892 n'a donné ni la définition ni l'énumération. Ce sont celles « qui exigent *nécessairement* l'emploi d'une source calorifique continue et dans lesquelles le feu, élément direct de fabrication et agent indispensable de la transformation qu'on fait subir à la matière, est constamment entretenu pour des raisons tirées soit des dimensions du foyer, soit de la température qu'il s'agit de maintenir, soit des propriétés mêmes du produit fabriqué ». Dans ces établissements, la production se poursuit d'une manière incessante et exige la présence constante d'ouvriers, d'où nécessité du travail de nuit. Aux termes de l'article 6, « dans les usines à feu continu, les femmes majeures et les enfants du sexe masculin peuvent être employés tous les jours de la semaine aux travaux indispensables pendant la nuit, sous la condition qu'ils auront au moins un jour de repos pendant la semaine » (3). Le jour de repos doit s'entendre d'un jour complet de vingt-quatre heures ; par conséquent les personnes protégées ne peuvent être employées

(1) Le décret du 24 février 1898 a ajouté à cette énumération le coulage et le séchage de l'amidon de maïs.

(2) Bouquet. *Le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie*, 1885, p. 19.

(3) Les filles mineures ne bénéficient pas de la dérogation ; celle-ci, en ce qui concerne les femmes majeures, a été introduite dans la loi en vue des ouvrières des papeteries et des fabriques de sucre.

aux travaux de nuit que pendant six nuits par semaine (1).

Un règlement d'administration publique devait déterminer (art. 6 *in fine*) les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils pourraient être exécutés. L'article 4 du décret du 15 juillet 1893 établit une liste limitative des industries appelées à bénéficier du régime de faveur. Ce sont les distilleries de betteraves, les fabriques de fonte et de fer émaillés, les usines pour l'extraction des huiles, les papeteries, les fabriques et raffineries de sucre, les usines métallurgiques, les verreries. Les travaux tolérés sont ceux qui n'exigent pas une grande dépense de forces, ils consistent surtout en travaux accessoires ou de préparation. C'est ainsi que les enfants et les femmes peuvent, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, laver, peser, trier les betteraves, ou bien couper, trier, ranger, rouler et apprêter le papier. Dans les usines métallurgiques, les seuls travaux permis la nuit aux enfants sont les travaux accessoires d'affinage, de laminage, de martelage, de tréfilage et la préparation des lits de fusion. Dans les verreries, les enfants peuvent présenter les outils, aider au soufflage et au moulage; depuis le décret du 24 février 1898, les femmes trient et rangent les bouteilles. Enfin lorsque les enfants et les femmes sont occupés la nuit dans les établissements précités, l'article 4 du décret de 1893 limite la durée totale de leur travail effectif à dix heures par vingt-quatre heures, et oblige l'industriel à couper le travail nocturne par des repos représentant au moins deux heures d'inaction.

4) L'article 9 § 3 de la loi de 1892 permet une déro-

(1) En ce sens Lagrésille, *op. cit.*, p. 78.

gation au principe de l'interdiction du travail de nuit, dans les mines, spécialement désignées par des règlements d'administration publiques, où les conditions naturelles rendent cette tolérance indispensable. Les garçons âgés de treize à dix-huit ans pourront y travailler « à partir de 4 heures du matin jusqu'à minuit, sous la condition expresse que ces enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif ni à plus de dix heures de présence dans la mine par vingt-quatre heures ».

Le règlement du 3 mai 1893 a autorisé à user de la disposition spéciale de l'article 9 « les exploitations des couches minces de houille dans lesquelles le travail est mené à double poste, quand le travail de l'un des postes consiste à exécuter aux chantiers d'abatage, l'enlèvement des roches encaissantes qui n'a pu s'effectuer pendant le poste d'extraction ». C'est une allusion aux houillères du Pas-de-Calais où la faible épaisseur des couches exige le travail d'un poste pendant certaines heures de la nuit pour l'exécution des « travaux au rocher » destinés à rendre facile l'extraction du charbon pendant le jour. Il a fallu accommoder la loi aux nécessités industrielles et pratiques. Si les enfants peuvent être employés jusqu'à minuit, du moins leur travail effectif ne doit pas excéder 8 heures.

La dérogation de l'article 4 § 2 ne se confond pas avec celle de l'article 9 § 3. La première est générale et trouve application dans toutes les mines où sont employées deux équipes ne fournissant pas plus de neuf heures de travail chacune. La seconde est particulière aux exploitations dont parle la disposition réglementaire de 1893. L'une n'autorise le travail de nuit que

jusqu'à dix heures du soir, l'autre le permet jusqu'à minuit. Dans les deux cas cependant le travail effectif est sensiblement le même : neuf heures (adultes) ou huit heures (enfants) (1) coupées par un repos d'une heure, dans le système de l'article 4 ; huit heures (enfants) dans celui de l'article 9.

B. Exceptions temporaires. — On peut les diviser en trois catégories.

1) Dans le but d'autoriser l'usage des veillées nécessaires à certaines époques de l'année par l'accumulation des commandes dans quelques industries, le paragraphe 4 de l'article 4 dispose : « Il sera accordé pour les femmes et les filles âgées de plus de dix-huit ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions d'application qui seront précisées dans le dit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir à certaines époques de l'année pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. En aucun cas la journée de travail effectif ne pourra être prolongée au-delà de douze heures ». C'est là une exception temporaire puisqu'elle n'autorise la prolongation du travail que pendant un laps de temps déterminé. « Il ne s'agit pas, a dit le rapporteur à la Chambre, d'une période continue de soixante jours pendant laquelle l'effet de l'article 4 est suspendu, mais d'une période qui, pour toute l'année, ne pourra dépasser soixante jours ». Les

(1) Nous rappelons que le décret du 3 mai 1893 ne permet aux enfants de moins de seize ans que huit heures par poste et par vingt-quatre heures, ce qui constitue un régime analogue au régime spécial de l'article 9 § 3.

enfants de moins de dix-huit ans ne peuvent se prévaloir de cette disposition exceptionnelle.

L'article 4 § 4 visait spécialement les industries *saisonnières* sujettes aux fluctuations et aux exigences de la mode ; mais les nombreuses sollicitations dont furent l'objet les différents corps chargés de préparer le décret réglementaire, firent admettre au bénéfice de l'exception une longue liste d'industries. Le décret du 15 juillet 1893 avait accordé la permission de veiller à seize industries ; cette liste a été considérablement réduite par le décret du 26 juillet 1895. On s'était aperçu que certaines industries n'avaient nul besoin de la dérogation et qu'il était défectueux de déterminer directement, comme l'avait fait le décret de 1893, les deux mois pendant lesquels on pouvait recourir aux veillées. Aujourd'hui sont appelées à se prévaloir de l'article 4 § 4 les industries suivantes : broderies pour confections — fabrication et confection de chapeaux — confections, coutures et lingerie pour femmes et enfants — fourrures — pliage et encartonnage des rubans.

Dans les industries précitées, le patron pourra user du crédit de soixante jours à telle époque de l'année qu'il jugera convenable, à la condition, dit l'article 6 du décret du 25 juillet 1893, de prévenir l'inspecteur ou l'inspectrice par l'envoi soit d'une carte postale, soit d'une lettre sous enveloppe, soit d'un télégramme, de façon que le timbre de la poste fasse foi du dit avis.

2) Le paragraphe 6 de l'article 4 de la loi de 1892 remet à un règlement d'administration publique le soin d'autoriser pour certaines industries une dérogation temporaire au principe de l'interdiction du travail de nuit. Ce texte, applicable à toutes les personnes protégées,

a pour but d'écarter toute entrave aux « fabrications d'une nature spéciale dont la matière première doit être mise en manutention sans retard et sans interruption sous peine d'être complètement perdue » (1).

Le paragraphe 6, n'ayant ni spécifié le temps de travail nocturne exceptionnellement autorisé ni limité la durée de cette dérogation, ouvrait la voie aux exceptions les plus injustifiées et menaçait de rendre nulle et non avenue l'interdiction du travail de nuit. Les rédacteurs du décret du 15 juillet 1893, faisant l'office de législateur, ont comblé cette lacune en fixant à dix heures par vingt-quatre heures le maximum de la durée du travail effectif des femmes, filles ou enfants employés la nuit et en déterminant le nombre de jours pendant lequel certaines industries seraient autorisées à travailler entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Il résulte de l'article 3 du règlement du 15 juillet 1893 modifié par les décrets du 26 juillet 1895, du 29 juillet 1897 et du 18 avril 1901, que la permission temporaire est accordée aux industries suivantes : pendant trente jours, aux fabriques de pâtes alimentaires et biscuits ; — pendant soixante jours, aux ateliers de délainage de peaux de mouton, aux fabriques de colle et gélatine, aux beurreries ; — pendant quatre-vingt-dix jours, aux ateliers d'extraction du parfum des fleurs, aux confiseries, aux conserves alimentaires de fruits, légumes et poissons, aux travaux de tonnellerie pour l'embarillage des produits de la pêche ; — pendant cent-vingt jours, aux ouvriers âgés de plus de seize ans occupés aux travaux de réparations urgentes de na-

(1) Rapport Waddington, *J. O. Chambre*, Doc. parl., 1890. S. O. Annexe n° 649, p. 1088.

vires et de machines motrices. Comme dans le cas précédent, l'article 6 du décret du 26 juillet 1895 prescrit à l'industriel désireux de mettre à profit la dérogation de l'article 4 § 6 d'avertir l'inspection chaque fois qu'il veut faire usage du travail de nuit.

Le décret de 1895 a rayé de la liste des établissements admis à se prévaloir de l'article 4 § 6 les ateliers de confections ou de lingerie et les imprimeries que le décret de 1893 autorisait à user à la fois de l'exception de l'article 4 § 4 et de celle de l'article 4 § 6. Il suivait de là que les ateliers de confections, par exemple, pouvaient d'une part retenir leur personnel, pendant deux mois, jusqu'à 11 heures du soir à l'atelier et d'autre lui part imposer le travail de nuit, pendant trente jours. Ce cumul était manifestement contraire à l'esprit de la loi.

3) Le paragraphe 7 et dernier de l'article 4 autorise une exception temporaire générale. L'inspecteur peut « dans n'importe quelle industrie... pour un délai déterminé » permettre le travail de nuit « en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure », c'est-à-dire de faits étrangers à la volonté de l'industriel. Cette exception est plus compréhensive que les précédentes, elle concerne toutes les industries visées à l'article 1^{er} de la loi de 1892 et toutes les personnes protégées. Elle se justifie par l'intérêt de la production et a pour but de remédier aux interruptions forcées que celle-ci peut avoir à supporter du fait d'un accident, de la rupture d'une machine, d'un incendie ; elle permet de regagner par un travail supplémentaire tout ou partie du temps perdu.

L'inspecteur apprécie souverainement la situation ; il

accorde la permission du travail de nuit lorsqu'il le juge à propos et pour le délai qu'il détermine. Toutefois, une circulaire ministérielle du 19 décembre 1892 prescrit aux inspecteurs de n'accorder leur autorisation que pour un mois sauf prorogation, si besoin est, par le ministre.

Il n'est pas nécessaire, pour que l'interdiction du travail de nuit soit temporairement levée, que le chômage soit général ; l'exception peut s'appliquer, en cas de chômage partiel, en faveur de la partie de l'usine où le travail a subi une interruption, à condition toutefois que l'autorisation de veiller soit limitée aux ateliers dont le fonctionnement normal a été arrêté par l'accident (1).

§ 2. — Difficultés d'application.

Au Palais-Bourbon, le rapporteur, M. Sibille, avait combattu l'unification à dix heures en affirmant que l'organisation industrielle obligerait le patron à renvoyer tous ses ouvriers en même temps que les enfants : « On sera donc forcé, disait-il, de fermer l'usine au bout de dix heures, vous obtiendrez ainsi la satisfaction que vous désirez... Vous n'aurez pas dans la législation, je le reconnais, la formule que vous réclamez, mais vous aurez dans la pratique la réforme que vous souhaitez » (2). Ces espérances ne devaient pas se réaliser. L'application

(1) En ce sens, Lagrésille, *op. cit.*, p. 69; Bry, *Législation industrielle*, p. 335; Pic, *Traité de législation industrielle*, p. 570.

(2) Discours Sibille à la Chambre. J. O. Déb. parl., séance du 29 octobre 1892, p. 1372. Les espérances de M. Sibille n'étaient pas partagées par tout le monde; M. Dron l'avait interrompu en disant : « Il n'y aura pas de réglementation, voilà la vérité ».

de la loi du 2 novembre 1892 se heurta à de sérieuses difficultés. Souvent ses dispositions furent tournées même, nous le verrons, avec l'assentiment ministériel.

Dès sa mise en vigueur (le 1^{er} janvier 1893), la loi nouvelle apparut comme mal coordonnée et difficilement applicable; elle suscita une levée de boucliers assez retentissante. Les rapports des inspecteurs prononcèrent contre les dispositions légales des réquisitoires sans pitié, se plaignant de la diversité du temps de travail obstacle à l'organisation des ateliers.

De l'article 3 combiné avec la loi de 1848 résultait cinq régimes différents : 1° les enfants de treize à seize ans dont la journée était limitée à dix heures; 2° les adolescents de seize à dix-huit ans dont la durée de travail était fixée à soixante heures par semaine et à onze heures par jour; 3° les femmes de plus de dix-huit ans dont le labeur journalier ne devait pas excéder onze heures; 4° les femmes ou enfants répartis en deux équipes ne devant pas fournir chacune plus de neuf heures de travail; 5° les ouvriers adultes travaillant douze heures.

Dans les établissements à personnel mixte employant à la fois des hommes, des femmes et des enfants, cette organisation multiforme mettait en défaut la surveillance la mieux exercée; elle était d'ailleurs incompatible avec les nécessités inéluctables du travail dans l'industrie. Comme le remarque M. Millerand, il est de nombreux établissements « occupant un personnel ouvrier considérable, où le travail des hommes adultes, celui des femmes et celui des enfants se commandent d'une façon si nécessaire que l'organisation du travail n'y comporte pas d'inégalité entre les journées faites par ces diverses

catégories d'ouvriers » (1). Aussi la loi de 1892 provoqua-t-elle un mécontentement général aussi bien du côté des ouvriers que du côté des patrons et fut l'occasion de nombreuses grèves.

Dans l'impossibilité où ils se trouvaient d'adopter des heures d'entrée et de sortie différentes pour chaque catégorie, les industriels eurent souvent recours à un moyen radical, ils renvoyèrent femmes et enfants. Toutefois dans certains ateliers les patrons reculèrent devant cette extrémité fâcheuse, soit que le travail des femmes et des enfants fût le corollaire indispensable de celui des hommes, « soit que la proportionnalité du personnel protégé dans l'ensemble des ouvriers fût trop grande pour qu'il fût possible de se priver de leur concours sans désorganiser le travail, soit enfin que le taux plus élevé des salaires à payer aux hommes n'ait pas permis un remplacement dont la conséquence aurait été une augmentation trop sensible de la main-d'œuvre » (2).

Les patrons qui continuèrent à employer des femmes et des enfants eurent recours à diverses combinaisons, « à certaines organisations de travail, qui ne sont pas en désaccord absolu avec le texte littéral de la loi, mais grâce auxquelles le sort du personnel protégé devint plus mauvais encore que par le passé » (3).

L'article 4 autorisait, nous le savons, le travail à deux équipes successives. Dans la pensée du législateur, ce mode de travail devait réduire la durée de présence des

(1) Circulaire du 17 mai 1900. *Bulletin de l'inspection du travail*, 1900, n^{os} 5 et 6, p. 572.

(2) Congrès international pour la protection légale des travailleurs. Rapport de M. Jay, p. 104.

(3) Proposition Ricard. J. O. Chambre Doc. parl., 1893. S. E. Annexe n^o 40, p. 44.

ouvriers dans les usines; ce fut le contraire qui arriva. Les industriels tournèrent la loi en organisant des équipes chevauchantes ou alternantes. Voici d'après M. Ricard comment elles fonctionnaient : « Au lieu de faire travailler successivement chaque équipe pendant neuf heures, y compris l'heure de repos obligatoire, les industriels font alterner les deux équipes et l'usine marche ainsi sans arrêt pendant dix-huit heures... La première équipe commence à 4 heures du matin jusqu'à 9 heures; la seconde va de 9 heures à 1 heure de l'après-midi; le première reprend de 1 heure à 5 heures et la seconde termine la journée de 5 heures à 10 heures. Comme un certain nombre d'ouvriers n'habitent pas ordinairement dans le voisinage immédiat de l'usine, qu'il leur faut le plus souvent une demi-heure et même davantage pour se rendre de leur domicile à leur travail, ils ne peuvent songer à rentrer chez eux pendant le temps qui sépare les deux périodes. Il sont donc retenus par le service de l'usine pendant treize et quatorze heures par jour » (1). D'autres fois une des équipes travaillait de 4 heures à 8 heures du matin et reprenait sa seconde faction de 5 heures à 10 heures du soir. Ce procédé de travail obligeait les femmes et les enfants, rentrés chez eux vers 11 heures du soir, à se lever vers 3 heures du matin, ne leur laissant que quatre à cinq heures de sommeil! (2).

A vrai dire le système des équipes chevauchantes n'allait pas contre les termes du paragraphe 2 et 3 de l'article 4; les industriels qui l'employaient étaient en règle avec la loi. D'une part, chaque équipe ne fournis-

(1) Proposition Ricard, *loc. cit.*

(2) Rapports des inspecteurs pour 1899, p. III.

sait pas plus de neuf heures de travail effectif ; d'autre part, le repos était de quatre ou cinq heures (l'article 4 n'exigeait qu'une heure). Cette organisation paraissait même répondre aux vœux du législateur en réalisant l'unification de la durée du travail de tous les ouvriers sur une limite inférieure à dix heures. Mais le système était manifestement contraire à l'esprit de la loi. D'abord, il rendait le contrôle de l'inspection difficile ; rien ne prouvait à l'inspecteur que telle femme travaillant le soir avec la seconde équipe n'avait pas déjà travaillé dans l'après-midi avec la première, ou qu'elle ne sortait pas d'un autre atelier, venant ainsi chercher un supplément de salaire au détriment de sa santé. Ensuite, pendant les longs repos entre les deux périodes de travail, les enfants demeuraient sans surveillance, les femmes et les hommes adultes n'avaient pas assez de temps pour pouvoir en disposer utilement. Enfin le personnel protégé était retenu à l'atelier plus longtemps que ne l'avait voulu le législateur de 1892.

Pour supprimer autant que possible l'antagonisme entre les prescriptions légales et les exigences de l'industrie, les patrons trouvèrent dans l'institution des relais permise par l'article 11 § 3 d'autres combinaisons non moins fâcheuses que les équipes intermittentes. Nous savons que les relais sont des équipes roulantes ou volantes dont le rôle est de passer d'un métier à l'autre pour remplacer les ouvriers réguliers lorsque ceux-ci sont mis au repos. Grâce aux relais, les ateliers restaient ouverts pendant treize et quatorze heures « sans que chaque ouvrier parût fournir un travail effectif dépassant la durée fixée par la loi » (1).

(1) Circulaire ministérielle du 17 mai 1900, *loc. cit.*

Voici un exemple de relais cité dans le rapport de M. Barthou (1) à la Chambre, en 1894. Dans certaines usines, onze femmes formaient un groupe auquel était adjointe une ouvrière supplémentaire. Chaque ouvrière se reposait à tour de rôle pendant une heure, de telle façon qu'il y eût toujours une des onze ouvrières régulières au repos et qu'il n'y en eût jamais qu'une. L'ouvrière supplémentaire remplaçait successivement d'heure en heure chacune des ouvrières régulières. Ce système permettait de ne faire travailler individuellement les femmes que pendant onze heures sans arrêter les machines pendant douze heures. Remarquons que l'ouvrière supplémentaire commençait son travail à l'heure où la première femme d'un groupe prenait son repos et, qu'à partir de ce moment, elle remplaçait sans interruption et successivement toutes ses camarades. Les articles 3 § 3 et 4 § 3, aux termes desquels le travail du personnel protégé devait être coupé par un repos d'une heure au moins, étaient manifestement violés.

Le système des relais, tel qu'il était pratiqué, avait encore le grave inconvénient de porter le désarroi dans la famille ouvrière. « Cette organisation, disait M. Ricard en 1893, ne tient aucun compte des conditions hygiéniques et sociales des ouvriers. Désormais ils doivent prendre leurs repas à toutes les heures du jour et ne peuvent presque jamais se trouver réunis avec leurs femmes et leurs enfants qui travaillent rarement aux mêmes métiers » (2).

Enfin, les relais étaient surtout critiquables au point de vue de l'inspection du travail dont ils rendaient le

(1) J. O. Chambre. Doc. parl., 1894. Annexe n° 372, p. 157.

(2) Proposition Ricard, *loc. cit.*

contrôle très difficile pour ne pas dire impossible. Les inspecteurs, ne pouvant se fier à un horaire, puisque chaque groupe, chaque ouvrier même prenait son repas à une heure différente, ne parvenaient pas à connaître le moment où chacun devait travailler et se reposer ; les combinaisons variées auxquelles les industriels avaient recours sous couleur de relais ne leur permettaient pas de s'assurer si les ouvriers employés dans les équipes de remplacement ne fournissaient pas un travail excédant la durée légale. Il en résultait que les patrons n'organisaient souvent les équipes volantes ou tournantes que pour pouvoir frauder tout à leur aise et qu'ils se faisaient un malin plaisir de compliquer le plus possible leur organisation de travail pour déconcerter les inspecteurs (1). « On ne saurait trouver trois filateurs, qui aient adopté le même système d'organisation, lisons-nous dans un rapport de l'inspection. L'un fait arriver à des heures variables les différentes catégories de son personnel, l'autre donne des repos aux enfants et aux femmes pendant la journée de travail. Un troisième emploie le système des équipes, un quatrième celui des groupes, un cinquième fait travailler les enfants de seize à dix-huit ans pendant onze heures par jour et leur donne alors une demi-journée de repos, de façon à ne pas dépasser les soixante heures de travail prescrites. Un sixième enfin fait un mélange de toutes ces combinaisons rendant le contrôle à peu près impossible » (2). Un autre inspecteur signalait que, dans une filature près de Lille, le personnel était divisé en vingt sections ayant chacune ses heures d'entrée, de départ et d'arrêt diffé-

(1) Cité dans le rapport Barthou, *loc. cit.*

(2) Cité dans le rapport Barthou, *loc. cit.*

rentes des autres. En un mot, c'était, selon l'expression de M. Dron, « le gâchis, l'anarchie industrielle ».

Avec de telles difficultés de contrôle, il eut fallu qu'employeurs et employés fussent bien résolus à faire respecter la loi pour qu'elle le fût. Les inspecteurs se rendaient d'ailleurs complices des abus en ne dressant pas de contraventions lorsqu'ils visitaient un établissement pour la première fois ; l'industriel avait en moyenne trois ans pour violer la loi impunément.

Enfin l'absence dans la loi de 1892 de sanctions efficaces était pour beaucoup dans le désordre qui régnait dans l'industrie. La peine pécuniaire est insuffisante (la loi de 1900 n'a rien modifié sur ce point). La récidive n'est punie que d'une amende de 16 à 100 francs et les tribunaux font de larges applications des circonstances atténuantes et de la loi de sursis, de sorte que l'amende, qui conserverait peut-être quelque effet comminatoire si elle était infligée à son taux au délinquant, devient complètement illusoire.

La complaisance des inspecteurs et des tribunaux trouva un encouragement dans la proposition Lecomte tendant à unifier à onze heures la durée de travail pour tout le personnel. « En présence de la proposition de loi adoptée récemment par le Sénat qui fixe la journée à onze heures pour les travailleurs de tout âge, disait un inspecteur en 1893, il était difficile de continuer à exiger strictement cette durée de dix heures pour les enfants. Nous avons donc fermé les yeux, lorsque le travail ne dépassait pas onze heures » (1). Une circulaire de M. Lebon ministre du Commerce, encouragea cette

(1) Cité dans le rapport Barthou, *loc. cit.*

pratique [en recommandant aux inspecteurs de ne pas poursuivre les dérogations ne dépassant pas onze heures. Dès 1895, 2.351 industriels mirent à profit cette autorisation. Ainsi s'établit une sorte de *modus vivendi* toléré mais illégal. Sans doute le pouvoir exécutif avait une excuse dans les difficultés de sa tâche ; il n'en est pas moins vrai qu'il ne lui appartenait pas de réformer l'œuvre du pouvoir législatif en déclarant qu'on pouvait prendre toutes sortes de licences avec la loi dont il acceptait la violation.

Quand M. Millerand arriva au ministère du Commerce, il s'était greffé sur la loi de 1892 toute une jurisprudence coutumière aux lignes imprécises. Il ne subsistait que deux régimes légaux : celui de onze heures pour les femmes et les enfants, celui de douze heures pour les hommes adultes. Une circulaire ministérielle, enjoignant à l'inspection d'être à la hauteur de sa mission en faisant respecter la loi, fut accueillie par des imprécations. M. Millerand, n'espérant plus qu'en une réforme législative, employa tous ses efforts à faire aboutir le plus rapidement possible la loi qui porte son nom et fut votée le 30 mars 1900.

CHAPITRE III

LOI du 30 MARS 1900

SECTION I

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

La loi de 1892 était à peine votée qu'il était question de la refondre; les grèves posaient le problème en termes pressants. Dès 1893, on vit apparaître des propositions tendant à l'uniformité de la durée du travail pour toutes les personnes protégées. Les inconvénients que la pratique avait mis en lumière tenaient à la variété dans la réglementation; dès lors, il semblait rationnellement que l'unification ferait disparaître avec leurs causes les abus engendrés par la loi de 1892.

Deux propositions surgirent presque simultanément: l'une au Luxembourg déposée le 14 novembre 1893 par M. Maxime Lecomte (1), l'autre au Palais-Bourbon déposée le 23 novembre par M. Louis Ricard (2).

L'article unique de la proposition Lecomte unifiait à onze heures la journée de travail pour tout le personnel protégé; mais dans l'exposé des motifs se trouvait cette déclaration: « Dans notre pensée cette durée doit être également celle de la journée des hommes adultes ». La loi de 1848 avait jusque-là résisté aux

(1) J. O. Sénat. Doc. parl., 1893. S. E. Annexe n° 2, p. 708.

(2) J. O. Chambre. Doc. parl., 1893. S. E. Annexe n° 40, p. 44.

assauts que lui avaient fait subir les partis les plus opposés (1), M. Lecomte entrevit la possibilité de recourir à un mouvement tournant pour emporter la place. A la réglementation par catégories il désirait substituer la réglementation par connexité, sous prétexte qu'il est des industries qui ne peuvent se passer de la collaboration constante et simultanée des hommes, des femmes et des enfants. Pour étayer ses conclusions, M. Lecomte invoquait l'exemple de la loi suisse du 22 mai 1877 dont les dispositions imposaient à tout le personnel ouvrier le maximum de onze heures.

La proposition Ricard était plus étendue elle supprimait les relais, interdisait les équipes chevauchantes en demandant que le travail de chaque équipe fût continu, sauf l'interruption pour les repos, et visait à unifier la durée du travail des enfants et des femmes sur le pied de dix heures « pour que la loi de 1892, disait l'exposé des motifs, n'aboutisse pas une profonde désillusion dans le monde des travailleurs, pour qu'elle n'apparaisse pas à ceux-ci comme un trompe-l'œil en ne lui procurant aucune amélioration réelle ».

La Chambre vota la prise en considération de la proposition Ricard et, le 10 février 1894, M. Louis Barthou déposait son rapport. Pendant ce temps, la commission du Sénat avait fait siennes les réformes demandées par M. Lecomte. Le désaccord entre les deux Assemblées était flagrant.

Une commission mixte composée de délégués des

(1) Des propositions de réglementation de la durée du travail pour tous les ouvriers indistinctement, émanées de M. Ferroul de l'extrême-gauche et de M. de Mun, le promoteur du socialisme chrétien, de la droite, étaient demeurées sans suite.

deux Chambres se réunit au Luxembourg, en mai 1894, pour trouver un terrain d'entente. Les divergences de vue qui avaient marqué la préparation de la loi de 1892 se reproduisirent; les délégués de la Chambre voulaient l'unification sur la base de dix heures, ceux du Sénat exigeaient que le maximum pour tous les ouvriers fût fixé à onze heures. Dans un but de conciliation, les députés se déclarèrent prêts à accepter la limitation à onze heures à condition que, dans un délai de trois ans, celle de dix heures serait définitivement appliquée; les sénateurs se montrèrent intransigeants et l'accord ne put se faire.

Les deux commissions reprirent leurs travaux respectifs et rivalisèrent de zèle pour faire aboutir rapidement leur projet. Celle du Sénat fut prête la première; M. Lecomte rédigea un rapport empruntant diverses dispositions à la proposition Ricard. En juin et juillet 1894, la Chambre Haute adopta les conclusions de son rapporteur et vota, dans la séance du 13 juillet, la journée de onze heures, la simultanéité des repos pour toutes les personnes protégées, la suppression des relais, l'obligation de la continuité du travail dans les équipes successives; enfin elle décida qu'à partir du 1^{er} juillet 1895 la journée des hommes adultes employés avec des femmes et des enfants dans les établissements visés par la loi de 1892 ne pourrait excéder onze heures de travail effectif (1).

Transmise au Palais-Bourbon la proposition de M. Le-

(1) M. Lecomte allait plus loin dans son rapport, il demandait la journée de onze heures pour tous les ouvriers des usines et manufactures. *J. O., Sénat. Doc. parl. S. O., p. 151.*

compte ainsi amendée fut soumise à l'examen de la commission de la Chambre ; les résultats de cette étude sont exposés dans le remarquable rapport de M. Dron (1). La commission, tenant à ce que l'unification se fit sur la base de dix heures, se refusa à accepter comme définitive une solution qui devait prolonger d'une heure la journée légale des enfants. Elle reprit le moyen terme qu'elle avait proposé au Sénat en mai 1894 ; il fut décidé que le maximum, provisoirement fixé à onze heures, serait abaissé à partir du 1^{er} juin 1898 à dix heures, pour les enfants, les femmes et les hommes adultes employés dans les établissements mixtes. Enfin, la commission demandait la suppression absolue, non seulement des relais, mais aussi des équipes successives dont un des moindres inconvénients, disait le rapporteur, était d'attirer en temps de presse un nombre considérable de bras auxquels étaient réservées de longues périodes de chômage (2).

Les propositions de la commission vinrent en discussion le 11 juin 1896. Pendant quinze jours se poursuivit à la Chambre un grand débat « plus académique que parlementaire » qui donna aux représentants des différentes écoles d'économie politique l'occasion d'exposer longuement leur doctrine. Il en résulta des joutes oratoires dans lesquelles MM. de Mun, Guesde, Deschanel, Aynard, Sibille et Vaillant rivalisèrent d'éloquence. Catholiques sociaux et collectivistes, interventionnistes et économistes libéraux vinrent développer leur programme à la tribune avec un luxe d'arguments qui donna

(1) J. O., Chambre. Doc. parl., 1896, S. O. Annexe n° 1724, p. 226.

(2) Rapport Dron, *loc. cit.*, p. 236.

à la discussion une ampleur inattendue. Ce débat mémorable se prolongea jusqu'au 27 juin ; MM. de Mun et Deschanel l'avaient mis à profit pour faire le procès du collectivisme défendu avec une force remarquable par MM. Guesde et Vaillant. Lors de la discussion des articles, les deux orateurs socialistes jetèrent en défi à leurs adversaires un amendement tendant à l'adoption de la journée de huit heures, mais ils ne réussirent pas à faire partager leur conviction à la majorité de la Chambre qui rejeta cet amendement. Ce vote termina la discussion ; renvoyée *sine die*, elle ne fut plus reprise de la session.

La question de la refonte de la loi de 1892 ne revint à l'ordre du jour qu'en 1899. M. Millerand, dès son arrivée au ministère du Commerce, résolut de mettre fin au *modus vivendi* dont nous avons parlé et, à la suite d'une consultation étendue à toute la France, décida qu'à partir du 1^{er} janvier 1900 il tiendrait la main à la stricte exécution de la loi de 1892. Il voulait rassurer les industriels soucieux de la légalité et qui répugnent à l'emploi de tout subterfuge ; ceux-là étaient victimes de la concurrence des patrons moins scrupuleux, concurrence d'autant plus fâcheuse qu'elle constituait une prime à l'inobservation de la loi. Le ministre du Commerce ne perdait cependant pas de vue que l'application des dispositions légales présentait de sérieuses difficultés, aussi demanda-t-il à la Chambre de reprendre la discussion du projet voté en 1894 par le Sénat.

De l'avis de M. Millerand, la journée de dix heures devait être inscrite dans la loi, sauf à déterminer « le délai nécessaire pour permettre aux industriels d'appliquer avec le moins de dommage possible pour eux et

pour leurs ouvriers, qui ne doivent pas supporter de diminution de salaire, la durée nouvelle du travail » (1). Ces conclusions furent acceptées par la commission de la Chambre.

La discussion s'ouvrit le 20 décembre 1899. M. Mille rand, dans le but de hâter le vote définitif, d'accord avec la commission fit écarter du débat tout ce qui n'avait pas trait à l'unification de la durée du travail. On ne vit pas se reproduire le tournoi oratoire au cours duquel, en 1896, les différents partis économiques avaient pris position et le débat fut restreint aux questions pratiques. Le dilemme était le suivant : ou l'application intégrale de la loi de 1892 avec ses imperfections, ou la modification de cette loi.

Après le rejet de plusieurs amendements le gouvernement se rallia à la motion Colliard (2) qui tendait à appliquer les dix heures dans un délai de quatre ans par deux réductions successives de deux en deux ans. La Chambre adopta cet amendement puis vota la réglementation de la journée des ouvriers adultes dans les établissements mixtes, la simultanéité des repos pour toutes les personnes protégées, l'interdiction des relais et des équipes.

La commission du Sénat fit subir au projet quelques modifications, mais la question de principe et les dispositions relatives à la durée du travail demeuraient intactes. Le rapporteur, M. Maxime Lecomte, insista pour une prompt ratification. La discussion prit la

(1) *J. O. Chambre. Déb. parl. Séance du 23 novembre 1899*, p. 1920.

(2) La loi de 1900 est souvent désignée sous le nom de loi Mille rand-Colliard.

séance du 26 mars 1900, elle fut courte mais véhémement et porta sur l'opportunité de la mesure proposée. Enfin, par lassitude et de concession en concession, la Chambre Haute finit par adopter, dans cette séance, le principe de l'unification à dix heures contre lequel, depuis plus de quinze ans, elle avait lancé les plus vigoureux anathèmes.

Le 30 mars, le vote de la Chambre donna la consécration légale aux dispositions adoptées par le Sénat qui constituent en quelque sorte aujourd'hui la charte du travail dans l'industrie.

SECTION II

DISPOSITIONS DE LA LOI

La loi du 30 mars 1900 n'est pas, par elle-même, une loi de réglementation de la durée du travail; elle modifie les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892 et ajoute un paragraphe à l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848. C'est un texte nouveau destiné à être incorporé dans des lois antérieures et à en faire partie intégrante; celles-ci subsistent dans leur domaine particulier, lorsqu'on y a introduit les modifications ou additions votées en 1900. La nouvelle loi ne contient que deux articles, et cependant elle est très importante; elle a presque renoué entièrement les textes de 1848 et de 1892 et elle impose la journée de dix heures à une grande partie des hommes adultes.

En 1903 (1), la loi de 1900 était applicable à

(1) Rapport des inspecteurs pour 1903, p. 328.

157.731 établissements (158.438 en 1905) (1); elle protégeait 472.643 enfants (238.306 garçons et 234.337 filles), 666.799 femmes, 1.175.630 hommes adultes. Elle limite donc actuellement la journée de plus de 2.300.000 personnes, soit des trois quarts des ouvriers occupés dans les établissements soumis à l'inspection du travail. Encore faut-il remarquer que, dans les chiffres précités, ne sont pas compris environ 285.000 ouvriers travaillant au fond ou au jour dans les mines, minières et carrières dont le contrôle échappe aux inspecteurs du travail.

§ 1. — **Article 1. Modifications à la loi de 1892.**

1° Durée du travail. — La loi du 30 mars 1900 s'est proposée de faire disparaître les difficultés inhérentes au système compliqué de la loi de 1892. L'article 3 est modifié ainsi qu'il suit : « Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lequel le travail sera interdit. Au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux années, à dix heures ».

Nous savons qu'à la veille de la loi de 1900, la journée ouvrière était pratiquement unifiée à onze heures; c'est ce fait que le législateur a entendu réaliser en droit, mais il a abaissé à dix heures, dans un laps de

(1) Rapport de la commission supérieure du travail pour 1905; *J. O.* du 27 août 1906. Annexe.

temps déterminé, le maximum quotidien. Le système de paliers fut admis à la demande des industriels redoutant un changement trop brusque, pour leur permettre de se préparer à la nouvelle réglementation.

Depuis le 1^{er} avril 1904, la journée légale, dans les établissements visés à l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, est de dix heures. Les dispositions du texte de 1900 sont nettement impératives; ce n'est pas une moyenne qu'elle édicte, c'est un maximum. La durée du repos n'entre pas en compte dans la supputation des heures de travail; le nouvel article 3 parle d'un « travail effectif ». Doit être considéré comme *travail effectif* celui qui est employé à la mise en train (1); on ne doit en effet entendre par *repos* que les moments où les ouvriers jouissent d'une liberté complète, sans être à la disposition de l'industriel. Le patron peut fixer comme il l'entend les moments où seront pris les repos; ce qui est indispensable c'est que ceux-ci soient interruptifs de tout travail et pris aux heures marquées sur le tableau de l'emploi du temps dont l'affichage est prescrit par l'article 11 § 2 de la loi de 1892.

2° **Simultanéité des repos.** — Il ne suffisait pas de réglementer la durée du travail, « il était indispensable d'empêcher que la journée de travail ne pût être prolongée au-delà de la durée légale par les moyens détournés et les combinaisons ingénieuses auxquelles on avait eu précédemment recours » (2). C'était surtout pendant les repos pris successivement que se pratiquaient les relais. Aussi la loi de 1900 a-t-elle ajouté à l'article 3

(1) Trib. Troyes, 29 décembre 1893, D., 94, 2, 185.

(2) Circ. min. du 17 mai 1900. *Bulletin de l'office du travail* de juin 1900.

un paragraphe ainsi conçu : « Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines, minières et carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi ». La simultanéité des repos fortifiait l'unification du temps de travail ; M. Millerand y voit une disposition féconde en heureuses conséquences : « pour le plus grand bien-être matériel et moral de la famille ouvrière, le législateur y restaure ainsi la vie en commun » (1).

La première exception en faveur des usines à feu continu se justifie par des raisons techniques, le travail ne peut, sans dommages, être complètement interrompu dans ces établissements et le personnel tout entier ne doit pas y chômer en même temps.

Quant à l'exception en faveur des mines, minières et carrières, elle est basée sur des motifs de sécurité. Il y a dans les travaux du fond des tâches pour lesquelles il est impossible d'établir le repos uniformément au coup de sifflet, par suite du « danger qui résulte dans certaines mines de charbons très inflammables de dégagements rapides de grisou ou d'acide carbonique auxquels on doit tant d'épouvantables catastrophes » (2). D'ailleurs dans cette œuvre de destruction de la croûte terrestre qui constitue le dangereux travail du mineur, il est nécessaire de prendre des précautions contre les éboulements, il faut consolider les parois, procéder à des travaux d'étayement qui ne souffrent aucun retard. L'heure du repos peut sonner à un moment où l'ouvrier ne doit

(1) Circulaire du 17 mai 1900.

(2) Rapport Dubief, *J. O. Chambre*. Doc. parl. 1900. S. O. Annexe n° 1554, p. 755. — Les terribles événements qui viennent de se dérouler à Courrières donnent aux paroles de M. Dubief un sinistre regain d'actualité.

pas abandonner le chantier, occupé qu'il est à ces travaux de consolidation indispensables. D'autre part, le service de la remonte et de la descente ne peut s'effectuer simultanément pour tous les ouvriers. Enfin, il n'est pas possible de réaliser la simultanéité des repos dans les exploitations souterraines où chaque équipe travaille dans des chantiers isolés et disséminés sur de grandes étendues au milieu de l'obscurité (1).

3° Organisation des relais. — Le nouvel article 41 § 3 de la loi de 1892 modifiée par la loi de 1900 prohibe en principe l'organisation du travail par relais. Au premier abord, cette disposition paraît être un pléonasme; la loi de 1900 ayant exigé la simultanéité des repos, une pareille prescription entraîne l'interdiction des relais, puisque ceux-ci ont précisément pour objet de remplacer les travailleurs réguliers mis au repos. Le législateur, que l'expérience du passé avait rendu quelque peu défiant, n'a pas cru qu'il fût suffisant, pour interdire le travail par relais, de décider que tous les ouvriers d'un même établissement prendraient leurs repos simultanément: la prudence lui a commandé de renforcer cette disposition, afin de décourager le génie inventif des industriels.

Les relais restent permis dans « les usines à feu continu et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique ». Ces deux

(1) V. rapport Lecomte J. O. Sénat. Doc. parl., 1900. S. O. Annexe n° 67, p. 63.

Il est une autre exception à la règle de la simultanéité des repos dont la loi de 1900 ne parle pas, mais qui s'impose logiquement; en cas de travail à double équipe, tous les ouvriers ne peuvent prendre leur repos simultanément, dès lors que les deux postes se succèdent immédiatement.

exceptions ont été introduites dans la loi par le Sénat, le 26 mars 1900. La dérogation en faveur des usines à feu continu s'explique par la nécessité d'assurer la marche régulière des appareils. Les fabricants possédant plusieurs machines peuvent composer plusieurs équipes volantes passant de l'une à l'autre. L'exception concernant certaines industries à déterminer par règlement d'administration publique fut incorporée à la loi de 1900 à la suite d'un amendement de M. Waddington et des observations de M. Séblin. Ils avaient fait remarquer que, dans les industries des tulles, dentelles, dans les teintureries et blanchisseries, il était souvent fort difficile de renoncer à la pratique des équipes volantes. Comme toujours, quand elle est prise au dépourvu, la Chambre s'est réfugiée dans un règlement d'administration publique.

4^o Équipes successives. — La Chambre avait supprimé les équipes successives, le Sénat les rétablit, mais vota un paragraphe additionnel à l'article 11 aux termes duquel : « En cas d'organisation de travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos ». D'autre part, la Chambre Haute inséra à l'article 4 un autre paragraphe abrogeant « dans un délai de deux ans (c'est-à-dire à partir du 1^{er} avril 1902), les dispositions exceptionnelles concernant le travail de nuit prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article... sauf pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières ». Ces deux paragraphes ont pris rang dans les dispositions de la loi de 1900 et consacrent d'importantes innovations.

Les articles 4 et 11 ne suppriment pas les équipes ;

cette organisation de travail demeure permise en principe; seules les équipes successives empiétant sur la nuit industrielle (les anciens paragraphes 2 et 3 de l'article 4 permettaient de les employer depuis 4 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir) ont été interdites. Les patrons peuvent encore user des équipes successives *dans les limites du jour*, autrement dit entre 5 heures du matin et 9 heures du soir, à cette condition que le travail de chaque équipe soit *continu*, c'est-à-dire sans ces longues intermittences qui donnaient lieu aux chevauchements. C'est la condamnation des équipes alternantes. En fait, la suppression de la licence prévue aux paragraphes 2 et 3 de l'ancien article 4 équivaut à la suppression du mode de travail par équipes. Le patron aura rarement intérêt à organiser deux postes qui, s'ils se succèdent sans chevaucher, ne pourront, en tenant compte de l'heure de repos de chaque équipe, fournir chacun que sept heures de travail effectif.

C'est pour des raisons analogues à celles qui ont fait écarter dans les travaux souterrains la règle de la simultanéité des repos que le paragraphe additionnel à l'article 4 laisse subsister dans les mines la permission de faire travailler à double équipe, entre 4 heures du matin et 10 heures du soir. Il fallait plier la loi aux exigences de la technique industrielle et de la concurrence. Enfin, ajoutait M. Monestier à la tribune du Sénat le 23 décembre 1899, on devait sauvegarder la sécurité des ouvriers dans certaines mines grisouteuses où travaillent les doubles postes de 4 heures du matin à 10 heures du soir de façon à déhouiller très rapidement. Dès qu'une équipe achève son travail, une autre vient « *pic en main* » se substituer à elle et réduire le temps pendant

lequel les gaz inflammables peuvent se dégager. Cependant le Code du Travail supprime purement et simplement les dispositions exceptionnelles de l'article 4 §§ 2 et 3 de la loi de 1892, même en ce qui concerne les mines (1). La Commission estime que cette dérogation est rarement utilisée et qu'elle fait en quelque sorte double emploi avec celle prévue à l'article 9 § 3 (à cette différence près que l'une est générale, tandis que l'autre est particulière à certaines mines ayant réellement besoin de prolonger la durée du travail).

§ 2. — **Article 2. Addition à la loi de 1848.**

Craignant que l'ouvrier adulte se fasse le complice du patron pour conserver ses collaborateurs pendant douze heures, le législateur s'est avancé résolument dans la voie de l'unification et a imposé la nouvelle réglementation aux hommes, lorsqu'ils travaillent avec des femmes ou des enfants. Grâce aux difficultés d'application de la loi de 1892, cette idée, émise pour la première fois par M. Maxime Lecomte dans l'exposé des motifs de sa proposition en 1893, trouva un accueil favorable près de la majorité des membres du Parlement. L'article 2 de la loi de 1900 a ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi du 9 septembre 1848 un paragraphe aux termes duquel la journée des ouvriers adultes est limitée à dix heures depuis le 1^{er} avril 1904 dans les établissements industriels visés à l'article 1^{er} de la loi de 1892 qui emploient concurremment et « dans les mêmes locaux », dans quelque proportion que ce soit, des hommes, des femmes et des enfants. Ce paragraphe a réduit le maximum de

(1) Code du travail, liv. II, tit. II, art. 15 et 33.

travail journalier de douze à dix heures pour 4.175.000 hommes adultes (1).

L'article 1^{er} § 1 de la loi de 1848 continue à limiter à douze heures le travail effectif des ouvriers travaillant seuls dans des établissements qui, au sens de la loi, sont des « usines ou manufactures ». Si les établissements ne peuvent s'accommoder de cette qualification, si ce sont par exemple des ateliers de moins de vingt personnes où ne sont employés que des hommes, la journée de travail n'est pas réglementée (2).

SECTION III

MISE A EXÉCUTION DE LA LOI

§ 1^{er}. — Difficultés d'interprétation.

L'interprétation de la loi du 30 mars 1900 a été la source de nombreuses difficultés. Le législateur n'a pas été heureux dans l'expression de sa pensée et les termes dont il s'est servi sont restés équivoques au grand détriment de la fixité de la loi; les mesures prises ici sont désavouées ailleurs, chaque inspecteur, chaque tribunal ayant sa jurisprudence.

Les principales difficultés ont trait à l'article 2 de la loi de 1900 dont le législateur a oublié de fixer les dé-

(1) C'est-à-dire 80 o/o des hommes dont la durée du travail est réglementée.

(2) Ces établissements étaient en 1902 au nombre de 115.322 et employaient 357.068 hommes adultes (Rapport des inspecteurs pour 1902, p. 374). Ce chiffre ne représente pas le nombre total des travailleurs dont la journée n'est pas limitée par la loi, il faut y ajouter notamment les ouvriers de l'alimentation (bouchers, boulangers, pâtisseries, etc.) et les hommes travaillant à domicile.

tails. Il n'est pas possible, à première vue, de savoir exactement quelles organisations de travail il permet ou il défend, quels ateliers il vise ; on ignore dans quelle mesure il engage la responsabilité de l'industriel. Certains commentateurs profitent de l'obscurité qui règne en la matière pour aggraver les charges qui pèsent déjà lourdement, du fait de la loi de 1900, sur les chefs d'établissement.

1° Sens du mot « *relai* ». — Quelle est la portée de l'interdiction des relais ? Donne-t-on à ce mot son sens le plus étroit en le restreignant aux équipes tournantes ou volantes, les heures différentes d'entrée et de sortie, prétexte aux combinaisons les plus compliquées, restent licites. Dès lors, une partie des femmes ou des enfants peut, par exemple, travailler de 5 heures du matin à 5 heures du soir et l'autre partie de 9 heures du matin à 9 heures du soir, avec un repos pour tout le personnel de midi à 2 heures. Il est vrai que la jurisprudence de la Cour de cassation, appliquant la règle de la simultanéité des repos aussi bien au repos qui clôt la journée qu'à celui qui la divise (1), interdit pareille combinaison. Mais cette interdiction est basée sur une jurisprudence sujette à variations et en tous cas critiquable, ainsi que nous le verrons plus loin.

Adopte-t-on au contraire le sens large en considérant comme « *relai* » toute organisation différente pour les diverses catégories d'ouvrier dans un même local, quelque soit d'ailleurs la variété de leurs travaux, on est amené à prohiber toutes les licences contraires à l'esprit de la loi qui pourraient être introduites à la faveur d'une

(1) Arrêt du 26 janvier 1901.

interprétation restrictive. Les travaux préparatoires, dans leur dernier état, portent à croire que c'est le sens large qu'avait en vue le législateur préoccupé, selon l'expression de M. Dubief, d'assurer l'unité de la famille ouvrière et de reconstituer la vie au foyer (1). Dans la séance du 26 mars 1900, M. Waddington présenta un amendement autorisant le gouvernement à « permettre à l'industrie des tulles en particulier d'établir des heures d'entrée, de repos et de sortie différente pour les ouvriers tulles ». Cette disposition fut insérée dans le nouvel article 11 § 3 qui prononce l'interdiction des relais. Nous voyons dans ce fait la preuve qu'aux yeux du législateur toute différence dans les heures d'entrée et de sortie des ouvriers constitue un relai interdit, dit l'article 11, « sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4 », c'est-à-dire sauf en ce qui concerne le travail à double équipe, (le travail à deux équipes successives exige en effet que les ouvriers entrent et sortent à des heures différentes) (2).

2° Question des repos. — En prescrivant que la durée du travail n'excède pas dix heures « coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure », il semble bien que le législateur ait eu la pensée d'octroyer aux personnes protégées une heure de repos, quelle que soit la durée effective de la

(1) Rapport Dubief, *loc. cit.*, p. 776.

(2) Voir en ce sens Bourguin. *Rev. d'écon. polit.*, mars 1901, p. 251 : « Si l'on refusait de donner au mot relai ce sens étendu, dit M. Bourguin, on priverait le gouvernement du droit d'autoriser des heures différentes d'entrée, repos et sortie dans les fabriques de tulles, contrairement à la volonté manifeste du législateur ».

En sens contraire V. P. Pic. *Traité de législation industrielle*, p. 566 et un jugement du Trib. correct. de Lille du 13 déc. 1900.

journée de travail. Ce n'est pas cependant l'interprétation admise par la jurisprudence. Dans un arrêt du 2 janvier 1902, la Cour de cassation, s'attachant au sens littéral du texte, décide que ce sont les dix heures qui doivent être coupées par un repos d'une heure ; celui-ci ne serait pas obligatoire quand la limite légale n'est pas atteinte, « attendu qu'en prescrivant de couper la journée de travail par un ou plusieurs repos d'une heure au moins, la loi n'a visé que le cas où la durée de la journée atteint le maximum autorisé » (1).

Cette interprétation est manifestement contraire à l'esprit de la loi ; elle permettrait d'imposer aux femmes et aux enfants un travail de neuf heures cinquante-cinq minutes sans interruption ! La Commission de codification des lois ouvrières, s'inspirant des vœux de la Commission supérieure du travail, impose le repos d'une heure, quelque courte que soit la durée du travail, sous réserve du droit pour l'inspecteur divisionnaire d'autoriser la suppression du repos pour les courtes journées n'excédant pas huit heures (2).

Une autre difficulté a été soulevée sur le sens exact du mot « repos » dans le nouvel article 3 de la loi de 1892. Faut-il entendre par là uniquement le repos qui coupe la journée ou comprendre aussi celui qui la termine ? Ces deux arrêts du travail doivent-ils être simultanés, comme le veut l'article 3, ou seulement le premier ? Nous rappelons que la loi de 1900 parle de dix heures de travail effectif *coupées* par un ou plusieurs repos. La Cour de cassation, dans un arrêt du 26 janvier 1901, soutient que ce texte « vise aussi bien le repos qui

(1) Cass., S, 1903, I, 203.

(2) Code du travail, liv. II, tit. II, art. 8 *bis*.

clôt la journée de travail que celui qui la divise » (1). D'après cet arrêt en contradiction avec les termes de la loi, et d'après le ministre du Commerce, M. Millerand, qui adopte cette théorie dans sa circulaire du 17 mai 1900, la règle de la simultanéité des repos oblige les industriels à faire commencer, interrompre et cesser le travail en même temps dans les établissements à personnel mixte. Cependant l'article 3 n'édicte rien de semblable ; il définit le repos un intervalle de temps qui *coupe* la journée de travail. Il semble bien résulter de cette définition que l'arrêt de travail pendant douze heures (entre 5 ou 6 heures du soir et 5 ou 6 heures du matin) soit faussement qualifié : repos. Enfin si nous accordons qu'on peut à la rigueur appeler repos la cessation du travail le soir une fois la journée [finie, dûssions-nous encourir le reproche d'interpréter judaïquement la loi, nous ne voyons pas la possibilité de conserver cette dénomination pour le commencement du travail le matin. La Cour de cassation n'a pas reculé devant cette solution et décide qu'en vertu de la règle de la simultanéité des repos, le travail « *commence, s'interrompt et cesse aux mêmes heures* ».

Les partisans de la théorie soutenue par la Cour suprême invoquent les travaux préparatoires. Sous prétexte qu'au cours de la discussion du nouvel article 3 (où toutes les théories possibles ont été émises) on a parlé de l'entrée et de la sortie aux mêmes heures, on bat en brèche un texte qui n'a pas gardé trace de ces affirmations. Il n'appartient pas à l'interprète, cet interprète eût-il l'autorité de la Cour de cassation, de donner

(1) Arrêt du 26 janvier 1901. *Bulletin de l'office du travail*, 1901, p. 130.

des termes d'une loi une définition *à priori* opposée à celle de la loi elle-même. Sans doute, le législateur de 1900 a voulu rétablir l'unité de la famille ouvrière. Mais ce but est atteint ; les organisations compliquées sont implicitement interdites par l'article 11 § 3 qui, croyons-nous, donne au mot *relai* un sens large. Cet article suffit à empêcher le retour des abus qu'avait fait naître la loi de 1892 et point n'est besoin, pour atteindre ce résultat, de torturer le sens des expressions dont se sert le législateur.

3° *L'assimilation des hommes adultes aux femmes et aux enfants est-elle complète dans les établissements à personnel mixte ?* — Dès le lendemain de la mise en vigueur de la loi de 1900, on s'est demandé si les dispositions de l'article 1^{er} de cette loi allaient être applicables aux hommes adultes visés à l'article 2, en d'autres termes, s'ils allaient être assujettis à la simultanéité des repos, à l'organisation restrictive des équipes et à l'interdiction des relais. Il faut reconnaître que le texte légal ne donne aucun indice sérieux au premier abord pour résoudre cette question importante.

A. *Simultanéité des repos.* — La loi de 1900 oblige-t-elle les industriels à mettre au repos les hommes adultes en même temps que les femmes et les enfants dans les établissements mixtes ? La réponse qui, à notre avis, s'impose est la négative.

La Cour de Cassation a donné de la loi de 1900 deux interprétations absolument contraires à moins d'un an d'intervalle. Un premier arrêt du 26 janvier 1901 déclare : « la loi du 30 mars 1900 n'est obéie qu'autant que, sans distinction d'âge ni de sexe et sous la seule réserve d'exceptions formelles, le travail pour tous, dans les

établissements à personnel mixte, commence, s'interrompt et cesse aux mêmes heures » (1). Nous avons dit ce qu'il fallait penser de l'interprétation du mot « repos ». Cet arrêt allait encore contre les intentions du législateur en établissant un régime unique absolu de travail dans les établissements mixtes ; la simultanéité des repos devait s'appliquer aux hommes adultes (2).

Dans un deuxième arrêt rendu le 30 novembre 1901, la Cour suprême répudiait sa première décision et adoptait une doctrine radicalement contraire. Ce second arrêt, qui a définitivement fixé la jurisprudence, proclame que « la loi du 30 mars 1900 modifie par son article 1^{er} les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892 et par son article 2 le décret du 9 septembre 1848 ; que ces deux dispositions distinctes s'incorporent respectivement dans la loi qu'elles modifient et que juridiquement elles sont entre elles sans relations nécessaires, sauf en ce qui concerne la durée du travail des hommes adultes dans les établissements à personnel mixte » (3). Cette seconde interprétation limite le domaine respectif de chacune des deux lois ; elles n'ont pas à empiéter l'une sur l'autre. En conséquence, les chefs d'établissements ne sont plus tenus à donner aux hommes adultes le repos en même temps qu'aux femmes et enfants. C'est là, avons-nous dit, le vrai sens de la loi de 1900 (4).

(1) Arrêt du 26 mars 1901. *Bulletin de l'office du travail*, 1901, p. 130.

(2) C'était l'interprétation admise par M. Millerand dans sa circulaire du 17 mai 1900.

(3) Arrêt du 30 novembre 1901. *Bulletin de l'office du travail*, 1902, p. 20.

(4) Le Code du travail s'inspirant de cet arrêt de la Cour suprême fait disparaître l'amphibologie en insérant l'article 1 de la loi de

Plusieurs commentateurs regrettent que la Cour de cassation soit revenue sur sa première décision (1). Certains inspecteurs du travail se sont fait l'écho de ces doléances en signalant les difficultés de contrôle auxquelles donne prise la nouvelle jurisprudence. En l'absence d'horaire pour les hommes adultes, disent-ils, il est toujours possible au patron de déclarer que, par suite des repos qui leur sont accordés en fait, les ouvriers adultes n'ont point dépassé la durée légale de travail (2). Les difficultés de contrôle sont évidemment un signe de l'imperfection de la loi, mais elles ne suffisent pas pour assurer tel ou tel sens aux dispositions légales. Elles auraient vraisemblablement été écartées si le législateur, plus prévoyant, avait imposé aux industriels l'obligation d'un horaire pour les hommes adultes, comme il l'a fait pour les femmes et les enfants.

La première interprétation de la Cour de cassation était la plus rationnelle, disent les partisans de la théorie extensive que nous combattons ; elle réalisait le vœu du législateur, l'unité de la famille ouvrière. Son but ne serait pas atteint, ajoutent-ils, si les ouvriers ne prenaient pas leurs repos en même temps que les femmes et les enfants. Il faut respecter le but de la loi votée pour « reconstituer la vie au foyer en permettant au père, à

1900 dans la loi de 1892 et l'article 2 dans la loi de 1848. Mais la Commission se rallie à la jurisprudence du premier arrêt en proposant (art. 44 *bis*) d'étendre aux hommes adultes, dans les ateliers mixtes, les dispositions de détail contenues dans l'article 1^{er} de la loi de 1900.

(1) V. Daniel Massé. *Législation du travail et lois ouvrières*, p. 312 et 313 ; Pic. *Rev. d'écon. polit.* de janvier 1905, p. 6.

(2) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1902, p. XL.

la femme et aux enfants de se retrouver à la maison aux mêmes moments dans l'intimité des joies et souvent aussi hélas des peines communes » (1).

Les travaux préparatoires, affirment encore les partisans de l'unification complète, viennent à l'appui de notre interprétation. Écoutez plutôt ce que disait M. Dron « La présente loi telle qu'elle a été élaborée par le Sénat le 13 juillet 1894 protégeant tout le personnel ouvrier y compris les hommes, il semble bien qu'obliger tout le personnel à prendre les repos aux mêmes heures, c'est supprimer d'une manière absolue les relais » (2). Enfin dans la séance du 26 mars 1900 au Sénat, M. Séblin s'étant demandé comment l'unification des repos se concilierait avec certaines organisations de travail, M. Millerand lui répondit que cette exigence ne compromettrait aucun intérêt (3); c'est donc que, dans la pensée de MM. Séblin et Millerand, les repos devaient être simultanés pour tout le personnel.

Malgré ces arguments en apparence irréfutables, une pareille théorie n'est pas admissible. Nos adversaires invoquent l'autorité des travaux préparatoires quand ceux-ci leur semblent favorables, ils ne pourront les récuser lorsque les déclarations de M. Maxime Lecomte viennent détruire leurs affirmations. Voici en effet ce que nous lisons à la fin du rapport déposé au Sénat le 26 mars 1900 : « L'objet de l'article 1^{er} de la loi que nous proposons au Sénat d'adopter, d'une part et l'objet de l'article 2 de cette proposition, d'autre part, sont

(1) Rapport Dubief, *loc. cit.*, p. 776.

(2) Rapport Dron. J. O. Chambre. Doc. parl. 1896. Annexe. n° 1724, p. 228.

(3) J. O. Sénat, Doc. parl. Séance du 26 mars, p. 177.

essentiellement distincts. Il ne semble pas possible de s'y méprendre... *Cet article 2 ne modifie la loi de 1848 que sur un seul point* : dans les établissements mixtes, c'est-à-dire qui emploient à la fois des adultes et des personnes protégées par la loi de 1892, les hommes adultes ne pourront travailler que onze heures. La loi en ce qui concerne les hommes adultes *ne dit pas autre chose, n'édicte aucune autre exigence* et par exemple n'interdit ni le travail de nuit ni le travail par équipes successives » (1).

Les déclarations de M. Lecomte ont une importance capitale. C'est sur ses conclusions, ne l'oublions pas, qu'a été votée en réalité la loi de 1900, puisque le Sénat les adopta sans les contredire et que le texte sénatorial fut purement et simplement enregistré par la Chambre. On nous objectera que M. Lecomte n'a pas parlé de la simultanéité des repos, mais seulement des équipes et du travail de nuit. Sans doute, mais le rapporteur du Sénat, après avoir affirmé que la loi de 1848 n'était modifiée que sur un seul point, ajoute, pour faire comprendre sa pensée : la loi « *par exemple* » n'interdit pas le travail de nuit non plus que les équipes. Cette expression « *par exemple* » signifie bien que l'énumération n'est pas limitative et qu'il est d'autres dispositions de la loi de 1900 étrangères à la loi de 1848; de ce nombre est celle qui a trait à la simultanéité des repos.

M. Dubief n'a pas songé à contester l'interprétation de son collègue du Sénat, il a formulé un vœu; ce vœu d'ailleurs se réalisera le plus souvent. C'est en effet le cas de rappeler qu'il est de nombreuses indus-

(1) J. O. Sénat, Doc. parl. Rapport Lecomte, *loc. cit.* En ce sens Arquembourg. *Interprétation de la loi du 30 mars 1900*, p. 5 et s.

tries où le travail des uns est solidaire de celui des autres. La simultanéité des repos, en privant les ouvriers adultes de leurs collaborateurs nécessaires, oblige le patron à faire reposer tout son personnel en même temps. Mais, remarquons-le, c'est une obligation de fait et non une conséquence des dispositions légales.

Nous ne voyons pas dans l'opinion exprimée par M. Dron la réfutation du système que nous soutenons. Sans doute, ainsi qu'il le dit, faire reposer tous les ouvriers aux mêmes heures « c'est supprimer d'une manière absolue les relais ». Mais les relais ont été, comme nous le verrons, maintenus pour les hommes adultes; ceux-ci ne sont pas obligés de se conformer à la règle de la simultanéité des repos puisque les relais sont des ouvriers supplémentaires qui remplacent les travailleurs mis au repos. Au surplus l'expression dont s'est servi M. Dron a pu dépasser sa pensée; la seconde partie de son rapport donne implicitement raison à notre théorie. Parlant de l'addition à la loi de 1848, M. Dron constate à regret que l'article 2 « dont il convient de ne pas exagérer la portée » ne lui donne pas satisfaction. Il ajoute : « La disposition additionnelle du Sénat concernant la durée du travail de jour des hommes... eût pu avoir une portée réelle *si elle eût visé aussi les autres conditions de travail...* ». Il conclut : « Il apparaît à tous les yeux que *bien minime* est la portée de l'article additionnel » (1). M. Dron, qui connaît à fond la question de la réglementation de la durée du travail, n'aurait pas tenu ce langage ni critiqué avec cette amertume la loi de 1900, s'il avait supposé que les quelques lignes de l'article 2

(1) Rapport Dron, *loc. cit.*, p. 237 et 238.

assuraient l'unité complète de traitement pour tous les ouvriers des établissements mixtes, ainsi qu'il le désirait.

Enfin, on ne doit pas mettre en balance les hésitations de M. Séblin et les assertions du ministre du Commerce, au cours d'une discussion assez confuse, avec le rapport si net, si affirmatif de M. Lecomte. Ce texte mûri par le travail de la commission a été pleinement confirmé au cours des débats de la séance du 26 mars 1900. Sans soulever la moindre protestation M. Lecomte a déclaré : « Nous modifions dans l'article 2 l'article 1^{er} de la loi de 1848. Mais comment et pourquoi ? *Uniquement*, Messieurs, au point de vue du nombre des heures de travail... Nous l'avons affirmé de la façon la plus formelle dans ce rapport, la loi en ce qui concerne les hommes adultes ne dit pas autre chose que ce que dit l'article 2, c'est-à-dire n'édicte *aucune autre exigence* que la journée de onze heures » (1).

Voilà l'esprit dans lequel la proposition de loi a été votée. La volonté du législateur apparaît bien claire ; la loi, en ce qui concerne les hommes, a réduit la durée du travail et rien de plus, pour mettre fin aux abus qui s'étaient produit sous le régime de 1892 et pour donner satisfaction aux réclamations de certains inspecteurs du travail. L'intitulé de la loi de 1900 : « Loi portant modification de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels », confirme ce que nous venons de dire. On ne peut soutenir que l'article 1^{er} de la loi de 1900 s'applique aux hommes adultes non visés par la loi

(1) J. O. Sénat. Déb. parl. Séance du 26 mars 1900, p. 174.

de 1892. Si le législateur avait eu l'intention de leur imposer l'unification des repos, il aurait vraisemblablement rédigé l'article 2 ainsi : « Les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892 sont applicables aux hommes adultes travaillant dans les mêmes locaux, etc. ».

Les partisans de l'unification absolue produisent encore d'autres arguments. Quand on lit l'article 1^{er} de la loi de 1900, remarquent-ils, on voit que l'unification des repos est prescrite « pour toutes les personnes protégées par la *présente loi* ». Or la présente loi, c'est la loi de 1900. En effet, ajoutent-ils, l'article 1^{er} déclare que les dispositions exceptionnelles de l'article 4 §§ 2 et 3 cesseront d'être en vigueur dans un délai de deux ans « à partir de la promulgation de la présente loi ». Un peu plus loin même formule; l'organisation des relais doit être interdite, dans un délai de trois mois « à partir de la promulgation de la présente loi ». De même l'article 2 dispose : la journée sera réduite « au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi ». Cette expression répétée dans l'article 1^{er} et dans l'article 2, ne désigne ni la loi de 1892 ni celle de 1848, puisqu'il y a longtemps que ces deux textes légaux sont promulgués, mais une seule et même loi : la loi de 1900. En conséquence, lorsque l'article 1^{er} édicte la simultanéité des repos pour les « personnes protégées par la présente loi », il s'agit des femmes, des enfants et des hommes adultes protégés par la loi de 1900 (1).

Cette interprétation, pour spécieux que soit l'argument, ne résiste pas à un examen approfondi. Dans le nouvel article 11 § 3 nous lisons : les relais seront

(1) En ce sens Bourguin. *Rev. d'écon. polit.* de mars 1901, p. 249.

interdits « dans les établissements visés par la présente loi ». Or la loi de 1900 ne mentionne aucun établissement et il est évidemment question ici de la loi de 1892. Il n'est pas possible de tirer argument d'une expression amphibologique (1) qui, si elle nous confirme dans notre pensée que la loi nouvelle est mal rédigée, ne nous prouve nullement que son but ait été de plier tous les ouvriers sous un même joug. L'expression en litige désigne tantôt la loi de 1892, tantôt la loi de 1900 ; on ne peut y chercher un indice de la volonté du législateur (2).

D'autre part comment comprendre les hommes parmi les personnes protégées ? N'est-ce pas M. Millerand qui répondait à M. Séblin : « Je ne vois pas la difficulté qui vous arrête, les personnes protégées entreront, pour le travail de jour, avec une des équipes d'hommes... » (3) ? Le ministre du Commerce admettait donc la distinction faite par son interlocuteur entre la « catégorie protégée » et la « catégorie non protégée ».

Le législateur de 1900 n'a réglementé la durée du travail des hommes adultes que pour limiter plus efficacement celle des femmes et des enfants ; ce n'est pas

(1) Le législateur s'est servi de cette formule critiquable « à partir de la promulgation de la présente loi » pour fixer une date à la mise en vigueur de la nouvelle réglementation.

(2) Remarquons cependant que le texte du projet Ricard (1893) parle à plusieurs reprises des « personnes protégées par la présente loi ». Il n'était alors pas question de réglementer la durée du travail des hommes adultes ; par conséquent l'article 1^{er} dans ce projet ne devait s'appliquer qu'aux femmes et aux enfants. Or « il y a une telle analogie entre le projet Ricard et l'article 1^{er} de la loi de 1900, qu'on peut dire que c'est ce projet qui est devenu la loi de 1900 ». (Arquembourg, *op. cit.*, p. 7.)

(3) *J. O. Sénat. Déb. parl.* Séance du 26 mars 1900, p. 177.

aux interprètes à constituer, par des extensions injustifiées, une loi de réglementation générale. Ce faisant on pourrait aboutir aux conséquences les plus fâcheuses. Un industriel ne serait pas libre d'accorder de plus longs repos aux enfants qu'aux hommes adultes, sous peine d'être en contradiction avec la règle de la simultanéité des repos. On enlèverait ainsi à l'enfant le bénéfice d'un bon mouvement du patron.

B. *Réglementation des équipes successives et interdiction des relais.* — L'interdiction des équipes empiétant sur la nuit industrielle portée au paragraphe additionnel à l'article 4 ne peut évidemment pas s'appliquer aux ouvriers adultes ; le travail par équipes est en effet le corollaire du travail de nuit qui reste permis aux hommes employés dans les établissements mixtes. Sans les équipes successives, le travail de nuit s'additionnerait au labeur exécuté pendant le jour et excéderait le maximum de dix heures imposé par l'article 2. Le rapport de M. Lecomte est formel à cet égard « La loi en ce qui concerne les hommes adultes... n'interdit ni le travail de nuit, ni le travail par équipes successives » (1).

Non seulement les équipes, mais les relais restent aussi permis aux hommes travaillant avec des femmes et des enfants. Rappelons en effet que le rapporteur au Sénat a nettement établi la distinction entre l'article 1^{er} et l'article 2. C'est la doctrine, nous le savons, du second arrêt de la cour de Cassation. A l'autorité du rapport s'ajoute celle de la loi elle-même. Le nouvel article 11 § 3 interdit les relais « pour les personnes

(1) Rapport Lecomte, *loc. cit.*, p. 64.

visées par les articles précédents ». Or qu'on envisage isolément la loi de 1900 ou qu'on incorpore l'article 11 dans la loi de 1892, il ne peut y avoir d'équivoque ; dans les articles précédents il n'est question que des femmes et des enfants.

M. Bourguin affirme cependant que les relais sont interdits aux ouvriers adultes parce que l'expression « la présente loi » dont se sert l'article 11 § 3 désigne la loi de 1900 (1). Nous ne reviendrons pas sur cet argument dont nous croyons avoir fait justice. Le désir de l'unification complète chez certains commentateurs va jusqu'à prêter au législateur disposant « pour les personnes visées par les articles *précédents* », l'intention de légiférer pour celles dont parle l'article *suivant* !

Reste la réglementation restrictive des équipes ? Un industriel peut-il employer les hommes par équipes alternantes dans les établissements mixtes ; ou bien le travail de chaque équipe doit-il être continu ? Nous maintenons la solution que nous avons donnée ; l'article 2 modifie la loi de 1848 en ce qui concerne la durée et non les modes du travail des ouvriers adultes. Nous ne voulons pas rouvrir une discussion épuisée, et l'opinion si clairement exprimée de M. Lecomte (2) pourrait nous dispenser d'insister sur la prescription relative à la continuité du travail par équipes ; il n'est cependant pas sans intérêt de montrer, par des arguments spéciaux,

(1) Bourguin, *loc. cit.*, p. 250.

(2) M. Lecomte ne parle dans son rapport que de l'interdiction et non de la continuité des équipes. Mais il faut remarquer que le texte de la Chambre dont il proposait au Sénat l'adoption édictait l'interdiction absolue ; c'est la Chambre haute qui lui substitua la règle de la continuité du travail dans chaque équipe.

que le législateur de 1900 s'est uniquement préoccupé des équipes de femmes et d'enfants.

A cette question du travail par équipes se rattache, en effet, celle du travail *par quarts*. Ce mode de travail, depuis longtemps usité à Nottingham et aujourd'hui adopté dans l'industrie des tulles ou dentelles de Calais, Lyon, Caudry, Saint-Quentin, consiste dans l'emploi de deux équipes chevauchantes dont le labeur est fractionné et non continu. Voici comment elles procèdent : l'une travaille de 4 heures à 8 heures du matin, puis de 1 heure à 7 heures du soir ; l'autre de 8 heures du matin à 1 heure du soir et de 7 heures du soir à minuit. Chaque atelier fonctionne ainsi pendant vingt heures, mais chaque ouvrier ne fournit que dix heures en deux fractions de cinq heures. Après la promulgation de la loi de 1900, les ouvriers tullistes protestèrent contre le travail *par quarts*, qu'ils déclaraient illégal dans les ateliers mixtes. Mais une vive campagne fut menée en faveur de son maintien par l'industrie tullière dans laquelle, pour des raisons techniques, le travail *par quarts* est nécessaire ; en effet, au bout de cinq à six heures, le tulliste, qui travaille, plutôt des yeux que des bras à surveiller des fils d'une ténuité extrême devant une machine dont la marche imprime au sol une trépidation constante, sent sa vue s'affaiblir et se troubler. La loi de 1900 n'interdisait pas le travail *par quarts* aux hommes adultes composant les équipes discontinues. Si la vue de ces ouvriers risquait d'être compromise par un travail de dix heures continues, la faute en revenait à la Cour de cassation, à son interprétation extensive dans le premier arrêt de janvier 1904. Comme nous l'avons vu, la Cour suprême recon-

nut son erreur en novembre suivant, précisément à propos d'un pourvoi concernant des patrons tullistes de Calais. Elle décida alors, que la défense de faire travailler, par équipes alternantes, ne visait pas les ouvriers adultes.

Les commentateurs qui, au risque de léser des intérêts légitimes, cèdent à la fascination d'une réglementation unique et perpétuent la confusion entre l'uniformité de la journée de travail seule imposée aux hommes adultes et les dispositions relatives à certains modes de travail étrangères à l'article 2, n'hésitent pas à critiquer la solution de la Cour de cassation en opposition, disent-ils, avec la volonté du législateur telle qu'elle apparaît dans les débats du 26 mars 1900 au Sénat. Ils font remarquer qu'au cours de cette séance MM. Seblin et Waddington, craignant que la continuité du travail ne soit préjudiciable aux industries tullières, firent voter une exception en faveur d'industries à déterminer par un règlement d'administration publique. C'est donc, disent-ils, que dans leur pensée et dans celle du Sénat, un règlement était nécessaire pour soustraire une industrie à l'obligation d'imposer à tout le personnel la continuité du travail par équipes.

Notons d'abord, que l'exception en faveur de certains établissements fut introduite dans le paragraphe 3 de l'article 11 relatif à l'interdiction des relais. Or la disposition d'après laquelle le travail de chaque équipe doit être continu se trouve, il est vrai, insérée à la fin de ce paragraphe, mais elle n'a aucun rapport avec les relais; elle se réfère « au cas d'organisation de travail par postes ou équipes successives », c'est-à-dire à l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892. Le paragraphe

additionnel à cet article était voté, quand il a paru utile de le compléter par la disposition dont nous parlons; celle-ci fut introduite dans un article quelconque non encore voté.

Il est d'autre part essentiel de le remarquer, c'est au cours de cette séance du 26 mars 1900 que M. Lecomte répéta : la loi de 1848 n'est modifiée que sur un seul point. Quant à l'amendement de M. Waddington improvisé au cours des débats, on ne peut admettre qu'il ait pu changer la volonté du législateur nettement arrêtée dans un rapport. M. Séblin paraissait lui-même si peu convaincu de l'unification absolue, qu'il disait : « Dans le jour vous aurez le mélange des *catégories protégées* et des *adultes*... » Quand on lit le compte rendu des débats du 26 mars on y voit encore le ministre du Commerce demandant la continuité du travail des équipes afin de ne pas maintenir « éloignées du foyer familial des *ouvrières* pendant treize, quatorze ou quinze heures ». M. Millerand ne parlait pas des hommes adultes (1).

Pour qu'une interprétation ait une certaine valeur, il ne suffit pas qu'on la trouve reproduite dans quelques discours au milieu d'une discussion confuse où des opinions très diverses, sinon contradictoires, ont été émises; il faut qu'elle ait été énoncée dans un rapport destiné à donner un commentaire approfondi du projet discuté.

Enfin nous sommes ici en matière pénale où tout est de droit strict; on ne peut étendre la loi à d'autres objets que ceux qu'elle vise expressément. Condamnera-t-on l'industriel qui n'impose pas à ses ouvriers adultes

(1) J. O. Sénat, *loc. cit.*, p. 178.

la continuité du travail par équipes? Prononcera-t-on une peine en vertu d'un texte à tout le moins équivoque? Rappelons le vieil adage du jurisconsulte Paul : *in penalibus causis, benignius interpretandum est* (1).

C. *Pénalités*. — Les partisans de l'unification complète abandonnent ici pour la plupart leurs positions. « Les lois de 1848 et de 1892, écrit M. Millerand, conservent chacune leur empire, la première restant applicable aux contraventions à la limitation de la durée du travail des ouvriers adultes, la seconde aux infractions à la fixation de la durée du travail des enfants et des femmes » (2). La loi de 1900 n'ayant pas existence autonome, c'est aux lois qu'elle modifie qu'il faut se reporter pour la sanction de ces modifications. Il semble, il est vrai, étrange que le patron qui fait travailler des hommes au-delà de la limite légale soit puni d'une amende correctionnelle pouvant atteindre 100 francs (loi de 1848), tandis que celui qui abuse des forces des femmes ou des enfants ne sera passible que d'une amende de simple police au maximum de 15 francs (loi de 1892). Quoi qu'il en soit de cette anomalie regrettable, nous ne pouvons admettre, avec le tribunal correctionnel de la Seine (3), que seules les pénalités de la loi de 1892 s'appliquent à tous les ouvriers indistinctement, dans les ateliers mixtes. Il est contraire aux règles du droit pénal, qui ne permettent pas le raisonnement par analogie, d'aller chercher la sanction des prescriptions de la loi de 1848 dans celle de 1892.

4° Sens de l'expression : « dans les mêmes locaux ». — Les

(1) *Dig. de reg. jur.*, L. 15, § 2.

(2) Circulaire du 17 mai 1900.

(3) *Gazette des tribunaux*, 15, 16, 17 juillet 1900.

hommes adultes ne sont soumis à la nouvelle réglementation légale de la durée du travail, dit l'article 2, que lorsqu'ils travaillent avec des femmes et des enfants, « dans les mêmes locaux ». Faut-il entendre, par cette expression, l'établissement industriel dans son ensemble ou bien l'atelier dans lequel les hommes adultes travaillent côte à côte avec les personnes protégées ? Nous admettons la seconde doctrine.

« Pour qu'il n'y ait aucune équivoque, annonçait le rapporteur au Sénat (nous verrons le peu de succès de l'effort) nous avons ajouté les mots dans « les mêmes locaux » ne voulant réglementer le travail des hommes adultes que dans le cas de simultanéité avec celui des ouvriers protégés par la loi de 1892 » (1).

La Commission de la Chambre donna, à son tour, une définition dans le rapport de M. Dubief, dans le but d'éviter que « cette addition au texte de la Chambre, par le vague de l'expression, puisse avoir l'inconvénient grave de prêter à interprétation et par conséquent à litiges ». Pas plus que M. Lecomte, M. Dubief n'a réussi à éviter les difficultés ; « équivoque » et « litiges », tel est l'apanage de la loi de 1900 dans toutes ses dispositions. « Que veut dire « dans les mêmes locaux » se demande M. Dubief. S'agit-il d'une salle unique ? Suffira-t-il d'une cloison pour que les locaux soient différents ? Sera-t-on dans les mêmes locaux lorsqu'on travaillera à des étages différents d'une même maison ? Seul l'esprit général dans lequel est conçue la loi doit nous fixer à cet égard, et il nous semble qu'on doit entendre par « mêmes locaux » ceux où se fait non seu-

(1) Rapport Lecomte, *loc. cit.*, p. 64.

lement un travail en commun du personnel protégé, mais tous ceux qui servent de lieu de travail à toute industrie où tous les efforts sont combinés pour concourir à une même production » (1).

Dans la séance du 30 mars 1900, M. Millerand se rallia à l'opinion exprimée par M. Dubief. Plus tard il déclara que sa définition devait « servir de critérium » ajoutant : « Toutes les fois que dans un même bâtiment, sous un même toit ou sur un même emplacement, des hommes et des femmes ou des enfants collaborent au même travail, ils devront être soumis à une règle commune quelle que soit la place ou l'étage où ils se trouvent » (2). Le ministre du Commerce précisait ainsi la définition du rapporteur à la Chambre, tout en la corrigeant ; d'après lui, deux conditions étaient nécessaires : communauté de bâtiments et collaboration à un *même travail* (non plus à une même production).

Malgré ces définitions successives, ou plutôt, par suite de ces diverses interprétations, les inspecteurs ne surent bientôt plus à qui entendre ; ils demandèrent l'avis de M. Millerand. Le ministre répondit que M. Dubief s'était préoccupé de la seule hypothèse où des locaux se trouvent soit à différents étages soit séparés par une simple cloison, mais qu'il n'avait envisagé « ni le cas où il s'agit d'ateliers sans communication dans l'intérieur d'un établissement et ayant des entrées distinctes sur la voie publique, ni le cas de bâtiments entièrement séparés et distincts quoique situés dans l'intérieur d'un même établissement ».

M. Bourguin adopte en principe l'interprétation de

(1) Rapport Dubief, *loc. cit.*, p. 776.

(2) Circulaire du 17 mai 1900.

M. Millerand; toutefois il ne considère pas comme « mêmes locaux » des ateliers situés dans le même établissement industriel mais dont le travail s'applique à des industries différentes, tels que des ateliers de forge et de serrurerie installés dans une filature, « ni même des ateliers consacrés à la fabrication successive d'un même produit, lorsque le produit, au sortir de chacun d'eux, possède une individualité distincte » (1).

A force de préciser la définition donnée par M. Dubief, MM. Millerand et Bourguin nous paraissent l'avoir dénaturée. Il nous semble que le rapporteur considérerait comme « mêmes locaux » tout établissement quelle que soit son étendue et la disposition de ses ateliers. Même ainsi mitigée, cette définition ne répond pas à l'esprit de la loi (2). Nous allons plus loin dans la voie restrictive et nous sommes d'avis que le législateur a limité le domaine d'application de l'article 2 de la loi de 1900, aux locaux ou parties d'usine qui, *par l'état des lieux*, constituent une *salle distincte* et où il n'est pas possible de différencier le travail de l'homme de celui de la femme et de l'enfant. C'est alors que les ouvriers adultes, collaborant à une œuvre commune sur un même emplacement, sont soumis à la même réglementation de la durée de travail que les personnes protégées.

Le législateur n'avait aucun motif d'aggraver les charges de l'industriel en lui imposant la réduction pour les ouvriers adultes, même lorsque ceux-ci ne travaillent pas simultanément avec les femmes ou les enfants. « Nous n'avons voulu, dit M. Lecomte dans son rapport,

(1) Bourguin. *Rev. d'écon. polit.* de mars 1901.

(2) M. Bourguin lui-même reconnaissait que son interprétation était « hardie ».

réglementer le travail des hommes adultes que dans le cas de *simultanéité* avec celui des ouvriers protégés par la loi de 1892. Notre *unique* but est de faciliter l'application de cette loi et de permettre un service d'inspection déjouant les fraudes » (1). Voilà encore une déclaration bien nette. La loi de 1900 ne vise pas les hommes de plus de dix-huit ans lorsque ceux-ci, bien qu'employés dans la même usine, voire dans les mêmes bâtiments, au même étage que les femmes et les enfants, ont une tâche *distincte et non simultanée*. Dans ce cas, il n'y a pas à craindre que les ouvriers adultes, aptes à travailler douze heures, n'incitent les femmes et les enfants à prolonger le travail afin de ne pas être privés de leurs collaborateurs sans lesquels il leur serait impossible de continuer leur propre tâche.

La théorie que nous soutenons est confirmée par l'article 2. La première rédaction de cet article unifiait à onze heures la journée « dans les établissements qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la dite loi ». La commission du Sénat imposa l'unification « dans les établissements qui emploient *dans les mêmes locaux...* etc ». Cette addition ne s'explique que par le désir de soustraire les hommes adultes à la réglementation, lorsqu'ils ne sont pas en collaboration avec le personnel protégé. La restriction introduite par la Chambre Haute, n'aurait plus de sens si on devait entendre par *mêmes locaux* : « tous ceux... où tous les efforts sont combinés pour concourir à une même production », comme le désire M. Dubief. A quelles singulières conséquences n'aboutirait-on pas avec un pareil

(1) Rapport Lecomte, *loc. cit.*, p. 64.

système ! Des ouvriers employés dans deux ateliers situés l'un à Paris, l'autre à Versailles, mais concourant à une même production, travailleraient « dans les mêmes locaux » ! A supposer qu'on adopte même l'interprétation plus restrictive de M. Millerand, et que l'unification de la durée du travail doive être établie lorsque les ateliers sont situés « dans un même bâtiment, sous un même toit », l'expression ajoutée par le Sénat au texte primitif perdrait sa portée. Des ateliers distincts peuvent être réunis sous un même toit, pourquoi seraient-ils dénommés « mêmes locaux », alors que cette qualification ne conviendrait pas à deux bâtiments dans lesquels on exécuterait identiquement les mêmes travaux ?

L'opinion que nous émettons est celle de la Cour de cassation. L'ambiguïté de la loi avait donné lieu aux décisions judiciaires les plus divergentes. Certains tribunaux appliquaient la réglementation nouvelle à tous les ateliers d'un établissement quand, dans celui-ci, se trouvait une femme ou un enfant. A propos du procès intenté aux tullistes de Calais (dont nous avons parlé) la question fut portée devant la Cour suprême. Celle-ci par l'arrêt précité du 30 novembre 1901 déclara : « Par cette expression « dans les mêmes locaux » qui a eu pour but de restreindre l'application de l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, on ne doit entendre, en effet, que l'atelier où le travail se fait *simultanément et en commun* » ; on ne saurait y comprendre « les ateliers séparés les uns des autres ou les bâtiments voisins, dans lesquels peuvent être effectués les travaux de tous les ouvriers d'une usine ou d'une manufacture ».

Le principe posé par la Cour de cassation nous semble très juste ; toutefois, elle va trop loin en laissant entendre

qu'il faille toujours considérer comme distincts des ateliers entre lesquels existe une séparation, si minime soit-elle, tels ceux qui sont séparés par une simple cloison dans laquelle s'ouvre une porte ou ceux communiquant par un balcon. Dans ce sens M. Dubief avait raison, s'il s'est proposé de démontrer que lorsqu'on s'écarte de la logique on aboutit à l'absurde. Le rapport de M. le conseiller Roulier nous paraît trop absolu, quand il prétend qu'il n'y a jamais à se préoccuper du mode de clôture et que, dans tous les cas, « les ouvriers ne travaillent pas dans les mêmes locaux, lorsqu'ils travaillent dans deux ateliers ». Avant de prendre une décision, les inspecteurs auraient, croyons-nous, à examiner la possibilité plus ou moins grande de communication et surtout la nature des travaux effectués de chaque côté de la cloison et du balcon. Autrement, la loi de 1900 risquerait d'être transgressée frauduleusement : dès que l'arrivée de l'inspecteur serait signalée, les industriels isoleraient les hommes adultes en fermant une porte et on se trouverait, au sens de la Cour de cassation, en présence de deux ateliers distincts ; puis l'inspecteur parti, la porte serait rouverte et les deux ateliers travaillant à une tâche identique n'en feraient plus qu'un. L'arrêt du 30 novembre 1901 a le tort de ne pas empêcher la fraude et même de la favoriser.

En résumé, pour qu'un ensemble d'ateliers ne constituent pas des « mêmes locaux », il faut et il suffit qu'ils soient sans communication directe ; en d'autres termes, qu'ils ne constituent pas un seul et même local sous l'apparence d'ateliers distincts ; il n'est pas nécessaire qu'ils aient des entrées différentes sur la voie publique, ni qu'ils soient situés dans des bâtiments ou à des étages

différents. L'article 2 est inapplicable aux hommes adultes dont le travail n'est pas indissolublement lié à celui du personnel protégé.

Ceux qui échafaudaient sur la loi de 1900 la réglementation de la majeure partie des ouvriers adultes peuvent objecter qu'avec l'interprétation restrictive que nous adoptons, le patron cherchera le plus possible à isoler les hommes, leur enlevant ainsi le bénéfice de la journée de dix heures. Notons què, dans la majorité des cas, les nécessités techniques ne permettent pas de priver les ouvriers adultes de leurs collaborateurs nécessaires. Cette remarque faite, nous ne voyons pas en quoi le fait d'isoler les hommes est contraire à l'esprit de la loi. Le but avoué du texte de 1900 (nous ne parlons pas de l'arrière-pensée de ceux qui l'ont voté) est de protéger plus efficacement les femmes et les enfants. Les ouvriers adultes ne peuvent se dire privés abusivement d'une protection sur laquelle ils n'étaient pas en droit de compter. Sans doute, cette théorie est en opposition avec la déclaration de M. Dubief, mais, nous le constatons avec M. le conseiller Roulier, « ce n'est là qu'une opinion et on peut ajouter qu'elle ne s'impose pas nécessairement » ; elle s'impose d'autant moins que le rapporteur à la Chambre n'a rien affirmé, s'exprimant avec réserve (« il nous semble... ») et que sa définition est en contradiction avec le rapport de M. Lecomte, en quelque sorte l'acte de naissance de la loi de 1900.

§ 2. — Efficacité de la loi et difficultés d'application.

Encore qu'on puisse faire des réserves sur l'opportunité de l'unification à dix heures de la durée du travail de tous les ouvriers, il faut reconnaître que la loi de 1900

constitue une très réelle amélioration de la protection des femmes et des enfants. Les inspecteurs ont accueilli favorablement la réglementation nouvelle qui devait faciliter leur contrôle et diminuer les fraudes. Effectivement les contraventions à l'article 3 de la loi de 1892, qui, en 1899, atteignaient le chiffre de 2.119, sont descendues en 1900 à 1.613; « il est extrêmement probable, remarque la Commission supérieure, que la simplification apportée à l'article 3 n'est pas étrangère à la diminution signalée » (1).

Sans vouloir anticiper sur les explications que nous fournirons dans notre seconde partie, nous pouvons signaler que la limitation de la journée des hommes adultes était de nature à soulever bien des difficultés. Nous avons exposé à quelles divergences d'interprétation avait donné lieu l'article 2 de la loi de 1900; comment s'étonner, après cela, que les patrons d'une part, les inspecteurs de l'autre, aient été en lutte perpétuelle sur la portée exacte de cette malencontreuse disposition. D'un autre côté, pour conserver aux hommes le maximum de douze heures, les industriels ont trop souvent été amenés à renvoyer de leurs ateliers les femmes et les enfants, atteignant ainsi un résultat complètement opposé à celui qu'escomptait la majorité des partisans de la loi de 1900. Nous reviendrons sur cette question en discutant l'intervention légale.

Frappés des difficultés suscitées par l'article 2, certains membres du Parlement, avec MM. Congy et Rudelle, ont demandé l'abrogation de cet article. D'autres, avec M. Dron, ont préconisé l'extension de la limite légale de

(1) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1900, p. LVIII.

dix heures à tous les hommes adultes ; M. Doumergue, Ministre du Commerce, a présenté, en juillet 1906, un projet de loi en ce sens (1).

C'est aussi dans le but de rendre la réglementation plus souple en donnant satisfaction aux industriels, aux ouvriers et aux inspecteurs que MM. Waddington et Lecomte ont déposé, le 29 décembre 1903 (2), une proposition au Sénat. Voici l'économie de ce texte, discuté en mars 1905 et finalement voté par la Chambre Haute le 24 après déclaration d'urgence ;

1° La durée normale du travail ne pourra dépasser dix heures par jour, mais les patrons auront la faculté d'adopter une réglementation *hebdomadaire*, comportant onze heures pendant cinq jours et cinq heures la veille du jour de repos ; mais dans ce cas, la journée des enfants de moins de quinze ans ne pourra jamais excéder dix heures de travail effectif ;

2° Quel que soit le régime adopté, dans toutes les industries la durée du travail ne pourra s'élever au-dessus de soixante heures par semaine. Il sera accordé hebdomadairement deux heures supplémentaires pour le nettoyage des machines après arrêt du moteur ;

3° Une demi-heure au moins de repos sera obligatoire après six heures consécutives (3). (Nous rappelons qu'une

(1) Nous ne faisons pour le moment qu'indiquer ce projet sur lequel nous aurons l'occasion de revenir au cours de notre seconde partie. Outre la modification de la loi de 1900 et l'abrogation de la loi de 1848, il contient diverses réformes aux dispositions de la loi de 1892.

(2) J. O. Sénat, Doc. parl., S. E., 1903. Annexe n° 364. M. Waddington déposa son rapport le 8 mars 1904.

(3) Cette disposition se retrouve dans le projet Doumergue dont nous venons de parler.

interprétation trop judaïque des textes, avait conduit la Cour de cassation à déclarer que le repos n'était pas obligatoire, lorsque le maximum légal de dix heures n'était pas atteint; le projet du Sénat est plus conforme à la logique et à l'humanité);

4° En cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou d'une cause de force majeure, les heures perdues pourront être compensées en portant à douze heures, pendant deux semaines, la durée quotidienne du travail effectif des jours ouvrables;

5° La journée de douze heures pourra être exceptionnellement rétablie, pendant quatre-vingt-dix jours, pour les industries de plein air et soixante-quinze jours, pour les industries saisonnières. D'autre part, les veillées, dans les industries de la mode, devront cesser à dix heures du soir au lieu de onze heures;

6° La limite de dix heures par jour ou de soixante heures par semaine sera imposée aux hommes adultes dans les établissements mixtes avec faculté d'adoption du régime hebdomadaire.

Il est enfin à noter que le Code du travail, reproduisant, à peu près textuellement, un projet sur lequel M. Chambon a déposé un rapport le 31 janvier 1906, facilite le contrôle de la durée du travail des hommes adultes. Ce contrôle serait assuré au moyen d'un horaire général et d'affiches nominatives.

§ 3. — Décret du 28 mars 1902.

Le décret de 1851 avait admis trois séries d'exceptions au maximum de douze heures : dans les deux premières, la loi de 1848 était complètement écartée et le principe de la liberté absolue était substitué au

principe de l'intervention; dans la troisième, au contraire, l'industriel ne pouvait que prolonger la journée de ses ouvriers. D'après le décret de 1902, les travaux exécutés dans l'intérêt de la défense nationale, continuent à bénéficier du régime antérieur; aucun maximum ne leur est imposé, la limite devant être déterminée de concert entre le ministre qui ordonne les travaux et le ministre du Commerce. Ce cas excepté, le nouveau décret supprime les deux premières catégories de dérogations jusque là admises, et s'en tient à la troisième en la remaniant; il emploie trois formules d'exceptions :

1° Il est accordé, « au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement » :

A) Une demi-heure pour les nettoyages, après arrêt de la production, quand la connexité des travaux ne permet pas de mettre au repos les machines pendant la marche régulière de l'établissement. Des difficultés se sont élevées sur le sens à donner à la « connexité des travaux » ; cette expression, diversement interprétée par la jurisprudence, n'est encore pas susceptible d'une définition exacte;

B) Une heure et demie pour le travail préparatoire ou complémentaire des ouvriers employés à la conduite des fours, fourneaux, étuves, sècheries ou chaudières et pour le travail des mécaniciens et chauffeurs des machines motrices. Quand les réparations doivent être continuées pendant plus d'une semaine, il est accordé supplémentairement une faculté de prolongation illimitée, pendant un jour, pour permettre l'alternance des équipes; mais cette alternance ne peut avoir lieu qu'à une semaine d'intervalle au moins;

C) Deux heures pour les chefs d'équipes et les ou-

vriers spécialistes en cas d'absence de leur remplaçant.

Dans cette première espèce, il s'agit de « travaux accessoires qui viennent assurer ou compléter d'autres travaux principaux ou fondamentaux, et c'est le régime légal de ces travaux principaux ou fondamentaux qui fixe le point de départ de la dérogation » (1). Par conséquent, s'il s'agit d'établissements soumis au paragraphe 1^{er} de loi de 1848 comme n'employant que des ouvriers adultes, ceux-ci ont droit à une heure, une heure et demie ou deux heures de travail supplémentaire, en sus des douze heures légales. S'il s'agit d'établissements mixtes soumis au paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi de 1848, une distinction s'impose : la « limite générale de travail de l'établissement » est de dix heures ou de douze heures et la limite d'augmentation de douze heures ou de quatorze heures, selon que les hommes travaillent ou non dans les mêmes locaux que les femmes ou les enfants (2).

2° Il est accordé, « au delà de la limite normale assignée par la loi au travail qu'il importe de terminer dans l'atelier considéré » (3), deux heures supplémentaires

(1) Circulaire du 21 sept. 1902. *J. O.*, du 29, p. 6453. Dès juillet 1902, les syndicats patronaux avaient fait remarquer au ministre du Commerce l'équivoque de l'expression « travail général de l'établissement ». La circulaire a pour but de préciser la portée du décret.

(2) La dérogation doit être calculée à partir de la plus élevée des deux limites assignées aux travaux principaux assurés par les travaux complémentaires dont il est question ; ainsi lorsqu'une machine fournit la force motrice à deux ateliers travaillant respectivement dix heures et douze heures, la limite d'augmentation pour les ouvriers employés à la conduite de cette machine sera de treize heures et demie. (Circulaire du 21 septembre 1902.)

(3) Circulaire du 21 sept. 1902, *loc. cit.*

pour les établissements de grosse métallurgie (fonte, forgeage, laminage, etc.). Exceptionnellement, la prolongation peut être de six heures la veille de tout jour de chômage. Dans cette seconde espèce, la limite de dérogation est déterminée par rapport aux travaux dont on se propose d'assurer l'achèvement en temps utile ; elle est fixée à quatorze heures ou à douze heures, selon qu'on se trouve en présence d'ateliers soumis au premier ou au second paragraphe de l'article 1^{er} de la loi de 1848 ;

3° Il est accordé, quels que soient les locaux (mixtes ou non), au delà de la limite fixée par l'article 1^{er} § 1 de la loi de 1848, c'est-à-dire en sus des douze heures, deux heures supplémentaires avec un maximum annuel de cent heures pour les imprimeries, typographies, lithographies, sans maximum annuel pour les moulins à eau et à vent. Cette dérogation n'a lieu que dans les cas de force majeure, que le décret de 1902 prend soin de définir pour éviter les fraudes ; la prolongation de travail est accordée dans le cas de « travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, aux installations, ou aux bâtiments de l'établissement ». Quand ces cas de force majeure se produisent, l'industriel jouit à son choix, pendant un jour, d'une prolongation illimitée de la durée du travail ; les autres jours il a droit à deux heures supplémentaires.

Outre les dérogations ci-dessus, les facultés d'augmentation de la durée du travail accordées aux enfants et aux femmes, en vertu de la loi de 1892, s'appliquent de plein droit (dit l'article 2 du décret de 1902)

aux ouvriers adultes employés dans les mêmes locaux.

Jusqu'en 1899, l'industriel voulant user des exceptions devait faire connaître préalablement au préfet les jours pendant lesquels il se proposait de prolonger la durée du travail; les préfets donnaient alors communication aux inspecteurs des déclarations qu'ils recevaient. En pratique, cette notification n'étant jamais faite, les inspecteurs ne pouvaient veiller à l'application de la loi de 1848. Le décret du 10 décembre 1899 décida alors que les chefs d'établissement devraient envoyer leur déclaration directement aux inspecteurs. C'est le système consacré par le décret du 28 mars 1902. L'avis transmis à l'inspection doit spécifier la nature de la dérogation, le nombre d'ouvriers pour lesquels la prolongation de travail aura lieu, les heures de travail et de repos de ces ouvriers, celles de l'ensemble du personnel, enfin les jours pendant lesquels la durée du travail sera prolongée. Dans les cas urgents, l'avis est envoyé par exprès ou par télégramme.

CHAPITRE IV

LOI du 29 JUIN 1905

SECTION I

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Avant la loi du 30 mars 1900, la réglementation de la durée du travail de l'ouvrier adulte dans les mines, minières et carrières n'existait pas. On ne pouvait faire rentrer les travaux souterrains dans la catégorie des usines et manufactures. « Jamais une mine n'a été considérée comme une usine ; les mots ne sont pas synonymes en français » (1), avait dit le Ministre des Travaux publics lors de la discussion de la loi de 1841 à laquelle on s'est reporté pour déterminer le champ d'application du décret-loi de 1848.

Toutes les mines, minières et carrières, faisant partie de l'énumération de l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 visée par l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, la limite de dix heures a été imposée à la journée des mineurs adultes, chaque fois qu'ils travaillent en compagnie d'enfants ou d'adolescents au fond, de femmes (2) et d'enfants à la surface. En réalité jusqu'au 29 juin 1905, aucune réglementation n'agissait sur la durée du travail des hommes occupés au fond. En effet, la loi de

(1) *Moniteur*. Séance du 14 décembre 1840.

(2) Nous savons que les filles et les femmes ne sont pas admises aux travaux souterrains.

1900 fixant à dix heures de travail *effectif* le maximum de la journée, n'a que très rarement lieu d'application dans les mines. Ce maximum, qui entraînerait une durée de présence de onze à douze heures, n'est presque jamais atteint, sauf dans quelques mines métalliques.

Depuis une quinzaine d'années, diverses propositions tendant à la réduction de la durée du travail des ouvriers mineurs, ont été déposées sur le bureau des Chambres. En 1890, M. Ferroul préconisait la limite de huit heures. M. Goujon en 1893, M. Basly en 1894 et en 1893, déposèrent des propositions analogues. Le 10 juin 1893, M. Dron demandait le travail de dix heures dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières ; M. Dron a repris son projet le 11 juillet 1902 en réclamant cette fois les huit heures dans les houillères. En 1894, M. Guesde et en 1896, M. Vaillant, voulurent établir la journée de huit heures dans tous les établissements de travail y compris les mines. Tous ces projets n'aboutirent point ; ou bien ils ne furent pas discutés, ou bien ils furent rejetés à une grande majorité.

Les discussions de la loi de 1900 ranimèrent le désir, qu'avaient certains membres du Parlement, de voir la journée de travail réduite pour tous les ouvriers mineurs. Dès le 29 mars 1900, M. Basly et plusieurs de ses collègues déposèrent à la Chambre une proposition (1), dont l'objet était de limiter à huit heures la durée de la journée de travail, comptée de l'entrée à la sortie de la mine, pour les adultes travaillant au fond et pour ceux employés à la surface à la manipulation des charbons.

(1) J. O. Chambre. S. O. de 1900. Annexe n° 1564.

La proposition de loi fut envoyée à la Commission du travail. Pendant qu'elle en était saisie, le Ministre des Travaux publics, M. Baudin, chargea une commission extra-parlementaire de procéder à une enquête sur les conditions du travail dans les mines françaises. La Commission du travail s'entoura de tous les renseignements utiles puis, le 12 décembre 1901, un rapport très complet fut déposé en son nom par M. Odilon Barrot (1). A ce rapport était annexé le résultat de l'enquête.

La discussion eut lieu à la Chambre, dans les séances des 29 janvier et 5 février 1902. Malgré l'opposition, d'une part de ceux qui auraient voulu étendre le bénéfice des nouvelles dispositions aux ouvriers au jour, d'autre part de ceux qui combattaient la réglementation de la durée du travail des adultes, le débat se termina par un vote favorable aux conclusions de la Commission. Le projet adopté par la Chambre portait que, six mois après la promulgation, la journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines serait de neuf heures et réduite à huit heures au bout de quatre ans, par un système de paliers successifs analogue à celui de la loi de 1900. Des dérogations étaient prévues, en cas de force majeure et pour les mines dont l'existence aurait pu être mise en péril par la stricte application de la loi. Enfin des amendes devaient sanctionner les infractions.

Telle est, esquissée à grands traits, l'économie du projet qui fut transmis au Sénat. Celui-ci nomma une commission spéciale pour l'examiner. La commission convoqua et entendit les représentants des patrons, des

(1) J. O. Chambre. Doc. parl. S. E. de 1901. Annexe n° 2827.

ouvriers, de l'Administration des mines, ainsi que le Ministre M. Baudin. Après de longues délibérations, le 9 février 1904, M. Boudenoot déposa son rapport. Il adoptait le principe des huit heures, mais en restreignait le bénéfice aux ouvriers employés à l'abatage et introduisait quelques autres modifications.

Le projet fut discuté le 5 novembre suivant et ne donna lieu qu'à un court débat entre M. Maruéjols, alors Ministre des Travaux publics, désireux de rendre la loi applicable à tous les ouvriers des travaux souterrains et le rapporteur qui défendit l'œuvre de la commission. Le Sénat se rallia à l'opinion de M. Boudenoot et adopta, sans y rien changer, les dispositions qui lui étaient soumises.

Les modifications apportées au texte primitif nécessitèrent son retour devant la Chambre. La Commission des mines, qui en fut saisie, entendit, le 12 mars 1905, M. Gauthier, le nouveau Ministre des Travaux publics, celui-ci demanda l'adoption des textes votés par le Sénat. Le 24 avril, M. Janet présenta un rapport (1) où il concluait à l'admission pure et simple du projet sénatorial.

Après un échange de vues sur la portée de loi entre M. Bouveri et M. Dron, le Palais-Bourbon, dans la séance du 27 juin, adopta le projet tel que le Luxembourg l'avait voté, lui donnant ainsi la consécration légale. La loi porte la date du 29 juin et a été promulguée le 2 juillet.

La proposition générale de M. Basly intéressait 165.000 ouvriers (2); la loi du 29 juin 1905 ne concerne

(1) *J. O.* Chambre. Doc. parl. S. O. de 1905. Annexe n° 2432.

(2) Enquête annexée au rapport Odilon-Barrot, p. 139.

que 60.000 mineurs (1). Cette loi, bien que le personnel protégé soit relativement peu nombreux, est d'une extrême gravité. Elle consacre, dans une de nos industries les plus puissantes, le principe de la journée de huit heures dont le parti socialiste a fait l'une de ses revendications capitales.

SECTION II

DISPOSITIONS DE LA LOI

§ 1. — Personnes protégées.

La loi du 29 juin 1905 ne vise ni les mines métalliques ni les carrières (2). Dans les mines de combustible (houille, anthracite, lignite), elle n'est pas applicable aux ouvriers du jour et parmi ceux du fond, elle ne protège que les mineurs « employés à l'abatage » (article 1^{er}). La loi s'applique-t-elle aux seuls ouvriers travaillant à l'abatage du charbon (*mineurs à la veine*), dont la fonction consiste à détacher les couches de houille, ou bien faut-il aussi comprendre au nombre des personnes protégées les ouvriers occupés à l'abatage du rocher (*mineurs au rocher*), dont la mission est de faire sauter les quartiers de roches qui gênent les chantiers houillers et de construire, avec les débris, des murs de soutènement destinés à doubler la consolidation obtenue par les cadres et les étais?

Le rapporteur du Sénat n'avait d'abord entendu faire bénéficier de la protection légale que les mineurs travail-

(1) Rapport Janet, *loc. cit.*

(2) La loi du 9 mai 1866 a fait disparaître les minières comme catégorie distincte.

lant à l'abatage du charbon. « La journée de huit heures, déclarait-il dans son rapport, ne s'appliquera qu'aux ouvriers abattant le charbon ». Mais dans la séance du 8 novembre 1904, M. Boudenoot revint sur sa décision : « Personnellement, j'ai fait relever dans une mine du Pas-de-Calais, disait-il, le nombre des ouvriers du fond en les divisant en deux grandes catégories : d'une part les ouvriers employés à l'abatage du charbon ou *piqueurs* proprement dits et ceux employés à l'abatage du rocher *qui sont aussi visés* par notre texte lequel ne distingue pas entre les deux abatages, et, d'autre part, les ouvriers non employés à l'abatage » (1). Dans une lettre qu'il écrivait plus tard à la Commission des mines de la Chambre, M. Boudenoot confirmait que c'était la seconde interprétation qu'il tenait pour valable.

La Commission des mines, après avoir entendu le ministre des Travaux publics lui démontrer qu'il ne fallait faire aucune différence entre le travail des *mineurs à la veine* et celui des *mineurs au rocher*, se rallia à l'opinion du rapporteur du Sénat. « Si le Sénat avait voulu établir une différence formelle entre ces deux catégories, il aurait dit expressément : ouvriers employés à l'abatage du charbon », remarquait M. Janet dans son rapport.

En conséquence, la nouvelle loi réduit à huit heures la journée des *mineurs à la veine et au rocher* ainsi que celle de leurs aides, *aides-mineurs* et *raucheurs* (ceux-ci agrandissent les voies dont la section est trop réduite par suite du tassement des terrains). Elle ne réglemente pas la durée du travail des *herscheurs ou rouleurs, rac-*

(1) Discours Boudenoot. J. O. Sénat, Déb. parl. Séance du 8 nov. 1904, p. 902.

commodeurs, remblayeurs, boiseurs. M. Boudenoot constatait au Sénat que, sur 10.181 ouvriers du fond dans la mine d'Anzin, il y avait 5.717 *piqueurs* tombant sous l'application de la loi (1). La proportion des ouvriers protégés par les nouvelles dispositions du 29 juin 1905, dans les travaux souterrains, varie entre 55 et 60 0/0; le nombre total des ouvriers du fond étant de 110.000, la loi de 1905 limite la durée du travail journalier de 60.000 ou 65.000 mineurs (2).

« Par le fait seul de la réduction du travail pour les *piqueurs*, le travail des autres ouvriers du fond se trouvera réduit dans la même proportion », disait le rapporteur dans la séance du 8 novembre 1904 (3). Il est évident, en effet, que les *herscheurs* ne pouvant rouler dans leurs wagonnets que la quantité de charbon abattu par les *mineurs à la veine*, bénéficieront souvent d'une réduction de travail proportionnelle. Cependant il n'y a pas concordance absolue; suivant le plus ou moins de dureté d'une veine, un même ouvrier abattra dans un temps donné des masses très variables de houille; parfois en quelques heures estamoncelée une quantité de charbon que les *herscheurs* ne peuvent enlever dans la journée. La loi de 1905 crée donc réellement un privilège au profit des *piqueurs* et soulève des antagonismes qu'il aurait été prudent d'éviter.

§ 2. — Durée du travail.

1^o Calcul de la durée du travail. — D'après l'article 1^{er}, six mois après la promulgation de la loi (c'est-à-dire

(1) Discours Boudenoot, *loc. cit.*

(2) Rapport Janet, *loc. cit.*

(3) Discours Boudenoot, *loc. cit.*

depuis le 1^{er} janvier 1906), la limite de neuf heures doit s'imposer aux ouvriers employés à l'abatage ; le 1^{er} janvier 1908, elle sera abaissée à huit heures et demie ; le 1^{er} janvier 1910, à huit heures. Au délai de six mois, accordé par le projet Basly aux compagnies pour se préparer aux huit heures, la commission de la Chambre, s'inspirant de la loi de 1900, substitua un régime de transitions, en deux étapes successives, pour permettre aux exploitations de perfectionner leur outillage et faciliter le cheminement dans les galeries souterraines. L'application presque immédiate aurait provoqué un grave péril dans lequel l'industrie houillère pouvait, sinon sombrer, du moins cruellement souffrir en devenant, pour une large part, tributaire de l'étranger.

L'article 2 spécifie qu' « il n'est porté aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par le paragraphe précédent ». Cette disposition, analogue à celle qui fut insérée au décret-loi de 1848, paraît aujourd'hui un archaïsme. Il est bien évident que la loi nouvelle, comme ses devancières, n'édicte pas un minimum de travail mais un maximum et il est à penser que les exploitants qui, même en l'absence de limitation légale, exigeaient moins de neuf heures de travail ne vont pas, maintenant que cette limitation leur est imposée, s'en inspirer pour accroître la durée de la journée. Cette disposition, introduite en 1901, était, disait le rapporteur de la Chambre, un « amendement de précaution » peu utile mais destiné à « calmer les appréhensions » (1).

(1) Rapport Odilon-Barrot, *loc. cit.*

Dans l'industrie en général, le temps de présence et le temps de travail effectif se confondent ou diffèrent peu ; l'ouvrier a peine entré à l'atelier peut se mettre au travail. Il n'en est pas de même dans les mines où d'autres éléments interviennent : la descente, l'aller au chantier, le retour, la remonte. Le temps de présence est compris entre le moment où le mineur prend sa lampe à la lampisterie et celui où il la rend. Le travail effectif au contraire, c'est le temps pendant lequel les ouvriers, descendus au fond et rendus au chantier, s'adonnent réellement aux besognes qui leur sont propres. On conçoit dès lors que la façon dont la durée du travail est comptée ait une grande importance, quand il s'agit de travaux souterrains. Trois systèmes s'offraient au choix du législateur.

1° *Système du jour au jour.* — La durée du travail est comptée de l'entrée à la sortie de la mine. Est considéré comme temps de travail tout le temps qui s'écoule entre la disparition des ouvriers dans le puits, moment où ils quittent le jour, et la réapparition à la surface, moment où ils reviennent au jour. C'était le système adopté par le projet Basly ; la commission de la Chambre le repoussa à cause des difficultés de constatation de la durée exacte du travail. En effet, le premier mineur descendu peut très bien ne pas être le premier mineur remonté. Une fois que les ouvriers sont dispersés dans la mine comme dans les alvéoles d'une ruche, ils ne peuvent se présenter pour la remonte dans le même ordre que pour la descente. Il faudrait, comme le remarquait M. Odilon-Barrot dans son rapport, adopter une réglementation différente pour chaque homme.

2° *Système du pic au pic.* — La durée de travail est

calculée d'après le temps passé à abattre le charbon ; les heures de travail commencent à compter du moment où le mineur, après être descendu et avoir cheminé dans les galeries, a pris son pic à la main jusqu'à celui où il le quitte. En d'autres termes, c'est ici le temps de présence dans le chantier qui est seul considéré comme temps de travail. A première vue ce système paraît le plus rationnel, il donne la mesure exacte du travail effectif. Mais il consacre des injustices par suite de l'inégalité des distances que les mineurs ont à parcourir sous terre pour atteindre leur chantier ; il suffirait aux uns de quelques minutes pour gagner leur emplacement, tandis que d'autres auraient une heure de chemin avant de commencer leur travail et après l'avoir terminé. Le système fut écarté par la commission du travail ; celle-ci estimait d'ailleurs que les huit heures du pic au pic, augmentées du temps nécessaire pour arriver et repartir, constitueraient dans bien des cas une journée plus longue que la journée actuelle.

3° *Système du trait au trait.* — Le temps de travail est compté depuis le commencement de l'extraction, du trait du charbon, jusqu'à la fin. Il faut remarquer que le trait repose sur une convention ; il ne commence pas au premier coup de pic porté par un homme en particulier, mais quand la dernière équipe est arrivée au fond du puits ; il ne se termine pas au premier coup de pic arrêté par un homme en particulier, mais quand la première équipe remonte au jour. Ce système ne se confond pas avec celui du jour au jour ; la durée est comptée non pas à partir du premier ouvrier descendu, mais à partir du dernier ouvrier descendu, ce qui exclut du temps de travail le temps nécessaire aux descentes successives.

Le trait c'est le temps pendant lequel l'ensemble des ouvriers reste au fond de la mine. Le législateur de 1905 a adopté ce mode de compter. L'article 1^{er} dispose que la durée du travail doit être « calculée depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendant, jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant ». En langage minier, les deux termes du trait sont la première arrivée au fond et le premier départ du fond ; mais, pour que le contrôle puisse se faire à la surface, on a ajouté au trait proprement dit les quelques minutes nécessaires tant pour descendre de l'orifice au fond que pour remonter du fond à l'orifice, en sorte qu'on calcule la durée du travail du départ de la dernière benne descendante à l'arrivée de la première benne remontante.

Dans quelques exploitations, l'entrée n'a pas lieu par puits mais par galeries qui s'enfoncent peu à peu sous terre et permettent d'arriver à pied dans la mine. La Chambre avait assimilé ces galeries aux puits. Mais le Sénat considérant que la descente à pied prendrait plus de temps que la descente dans les bennes et qu'elle entraînerait une diminution trop grande de travail effectif, défalqua du temps de travail celui que l'ouvrier passe à cheminer dans le souterrain. A l'article 1^{er} fut inséré la disposition suivante : « Pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, cette durée sera calculée depuis l'arrivée au fond de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point ».

Le calcul au trait « présente l'avantage d'un meilleur et plus sûr contrôle, la remise des lampes indiquant d'une manière précise le moment où l'ouvrier se présente à l'orifice du puits ». Dans la séance du 27 juin

1905, M. Dron a signalé un autre avantage en ce qui concerne les jeunes ouvriers occupés aux travaux souterrains. La loi de 1900 permet de leur imposer dix heures de travail *effectif*; d'autre part l'article 9 § 2 de la loi de 1892 combiné avec le décret du 3 mai 1893 assigne à la journée des enfants employés dans les travaux à double poste (1), entre 4 heures du matin et 10 heures du soir, une limite fixée à huit heures de travail *effectif* de treize à seize ans et à neuf heures de seize à dix-huit ans; enfin, l'article 9 § 3 permet d'occuper, dans les mines à couches minces, les garçons de moins de dix-huit ans, pendant huit heures de travail *effectif* entre 4 heures du matin et minuit. Dans les durées précitées de travail, n'est pas compris le temps passé à aller au chantier et à en revenir. Ceci permet, disait M. Dron (2), de retenir dans les mines les jeunes ouvriers pendant dix heures et demie, onze heures et plus (sauf dans la dernière espèce où la durée de présence est limitée à dix heures par l'article 9 § 3). Dans quatre ans, la journée des aides-mineurs sera bien encore de huit heures, mais le temps employé pour aller de l'accrochage au chantier sera compté comme temps de travail.

2^e Repos. — Le mineur ne travaille pas sans interruption, il prend de petits repos d'autant plus fréquents que l'ouvrage presse moins et qu'il n'y a pas à craindre d'éboulements. Évidemment on ne peut défalquer du temps de travail ces quelques minutes de délassement dont l'ouvrier jouit quand bon lui semble. Mais il y a

(1) La loi de 1905 laisse les exploitants libres d'employer le système du travail à *double poste* pourvu qu'adultes et enfants ne fournissent pas un travail excédant la durée légale.

(2) J. O. Chambre. Déb. parl. Séance du 27 juin 1905, p. 2515.

d'autres repos généraux et à heures fixes. A un moment donné, le mineur quitte ses outils et va prendre son déjeuner. Le temps d'arrêt varie suivant les régions : « dans le Nord, les ouvriers ne suspendent le travail que pendant une demi-heure. Dans le Midi et le Centre, ils ont l'habitude de prendre un long repos au milieu de la journée. Ils se réunissent dans les carrefours où aboutissent les galeries, y dînent et se reposent ensemble » (1). Le mineur du Gard jouit de deux heures de liberté, remonte à la surface et prend son repas en famille. Pour donner satisfaction aux usages locaux, M. Odilon-Barrot proposait de ne pas faire compter, comme temps de travail, les repos de plus d'une demi-heure. La Chambre adopta une autre formule, en décidant que la durée du travail serait augmentée de la durée des repos entraînant l'arrêt de la machine d'extraction. La Commission du Sénat remarqua qu'un repos peut être long et cependant ne pas arrêter la marche des machines. Celles-ci ne sont pas exclusivement employées au transport du charbon et des ouvriers ; elles servent aussi à la descente des bois, des fourrages, à l'enlèvement des eaux, etc. La rédaction suivante fut finalement insérée à l'article 2 : « En cas de repos prévu par le règlement de la mine et pris soit au fond, soit au jour, la durée stipulée à l'article précédent sera augmentée de la durée de ces repos ».

Il est à noter que la loi du 29 juin 1905 ne prescrit pas, comme la loi de 1900, de couper la durée du travail par un ou plusieurs repos. Aussi M. Bouveri exprimait-il la crainte de voir les compagnies, quand les huit heures seront appliquées, refuser aux mineurs « ce repos de

(1) Rapport Odilon-Barrot, *loc. cit.*

vingt minutes par exemple, qui est nécessaire aux ouvriers qui travaillent au fond, pour manger et boire » (1).

3° **Sanctions.** — Les infractions sont constatées par des procès-verbaux des ingénieurs et des contrôleurs des mines. Une amende de simple police de 5 à 15 francs, applicable autant de fois (jusqu'à 500 francs) qu'il y a de personnes employées dans des conditions contraires à la loi de 1905, est prononcée contre les exploitants, directeurs, gérants ou préposés délinquants (art. 6). En cas de récidive, l'amende devient correctionnelle de 16 à 100 francs, sans que le chiffre total, en cas de pluralité d'infractions, puisse excéder 2.000 francs (art. 8). Dans tous les cas le bénéfice des circonstances atténuantes peut être accordé.

§ 3. — Dérogations prévues.

Des exceptions ont été apportées à la règle générale. Certaines tiennent à des causes normales, elles sont permanentes; d'autres résultent de circonstances accidentelles, elles sont temporaires.

1° **Dérogations permanentes.** — A côté des mines riches il en est d'autres placées dans des conditions difficiles. Ce sont les mines à couches trop minces et trop irrégulières, les mines où il y a des terrains stériles à abattre, les mines où le remblai et le boisage exigent de longs travaux à cause de la nature ébouleuse du sol. C'est pour éviter la ruine de ces *mines malades* que l'article 3 dispose : « Des dérogations aux prescriptions de l'article 1^{er} pourront être autorisées par le ministre des Travaux publics, après avis du Conseil général des

(1) J. O. Chambre. Déb. parl. Séance du 27 juin 1905, p. 2513.

mines, dans les mines où l'application de ces prescriptions serait de nature à compromettre, pour des motifs techniques ou économiques, le maintien de l'exploitation. Le retrait de ces dérogations aura lieu dans la même forme ». Le législateur n'a pas fixé de maximum à la dérogation. Il a pensé que le ministre menacé d'interpellation, s'il commettait des abus de pouvoir, userait avec modération de ses prérogatives.

2° **Dérogations temporaires.** — La nécessité n'a pas de loi. En cas de danger ou d'accident, l'exploitant peut être obligé de prolonger le travail dans la mine; la réglementation est alors suspendue par l'article 4. L'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique peut accorder des dérogations temporaires « soit à la suite d'accidents, soit pour des motifs de sécurité, soit pour des nécessités occasionnelles »; dans les deux premiers cas les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs doivent être entendus. L'ingénieur en chef peut aussi autoriser des dérogations momentanées « lorsqu'il y a accord entre les ouvriers et l'exploitant pour le maintien de certains usages locaux ». Par l'effet de cette dernière disposition, les *longues coupes*, c'est-à-dire les heures supplémentaires (grief souvent articulé lors des grèves), qui jusque-là dépendaient de la volonté des compagnies, ne seront autorisées à l'avenir qu'avec le consentement tacite des ouvriers. Le Sénat a fixé à deux mois le maximum de durée de ces dérogations que la Chambre avait laissées illimitées; toutefois elles sont renouvelables *in infinitum*.

A raison de l'urgence dans les mesures à prendre, il a paru trop long de mettre en mouvement la haute autorité du ministre et du Conseil général des mines.

L'ingénieur en chef donnera à l'autorisation la célérité désirable. Cependant pour éviter des retards préjudiciables, en cas d'extrême urgence, ainsi en cas d'accident imminent, l'exploitant peut « sous sa responsabilité... prolonger la journée de travail », à la condition d'en référer immédiatement à l'ingénieur et de demander son autorisation. Il résulte des travaux préparatoires que, dans ce cas, l'exploitant peut de lui-même prolonger la durée du travail jusqu'à l'arrivée de l'autorisation demandée.

DEUXIÈME PARTIE

DISCUSSION DU PRINCIPE

DE LA

LIMITATION DES HEURES DE TRAVAIL

Dans la première partie, nous avons vu ce qui est ; cette seconde partie sera consacrée à l'étude de ce qui pourrait, de ce qui devrait être. C'est ici le lieu de poser le problème des droits de l'État et du domaine de la loi, de se demander si l'économie politique et la morale justifient l'intervention légale en faveur des deux millions et demi d'ouvriers soumis aux lois de 1848, 1892, 1900, 1905. Nous parlerons ensuite du mouvement sans cesse croissant pour la réduction des heures de travail, de la journée de huit heures qui en est comme la formule. Nous examinerons enfin quelle est l'influence des courtes journées sur la production, les salaires, la concurrence étrangère. Dans un appendice, nous exposerons ce qu'on peut attendre d'une limitation internationale de la durée du travail.

Nous ne prétendons pas résoudre, une fois pour toutes, les questions complexes que nous envisagerons et réussir là où d'autres ont échoué. Notre unique souci sera la recherche des solutions les plus aptes à concilier les intérêts ouvriers, patronaux et nationaux, les plus efficaces pour rétablir la paix sociale si gravement compromise.

CHAPITRE I

TRAVAIL DES ENFANTS

SECTION I

LA LOI DOIT LIMITER LA JOURNÉE DE TRAVAIL DES ENFANTS

§ 1. — Faiblesse de l'enfant.

Aucun économiste n'ose encore refuser à l'État le droit d'intervenir pour protéger la faiblesse de l'enfant contre les entraînements de l'industrialisme. Les plus ardents partisans du libéralisme ne voudraient pas aujourd'hui justifier les errements qui, pendant la première moitié du xix^e siècle dénommée par M. Paul Leroy-Beaulieu la « période chaotique de l'industrie », donnèrent lieu aux déplorables excès dont furent victimes les enfants.

Les représentants les plus autorisés de l'école classique, connue pour son respect de la liberté, élevèrent eux-mêmes la voix en faveur des jeunes ouvriers. « La loi, disait J.-B. Say, doit prêter quelque force à celui des deux contractants qui est nécessairement dans une position tellement précaire et dominée qu'il est parfois forcé d'accepter des conditions onéreuses » (1). Stuart Mill, après avoir posé le principe du *laissez faire* « parce que la plupart des personnes voient avec plus de justesse et

(1) J.-B. Say. *Cours complet d'économie politique*, t. II, p. 852.

d'intelligence leur intérêt et ce qui peut le mieux le servir qu'on ne saurait leur faire concevoir par un acte de législature public », demandait une exception pour les enfants; « la liberté des contrats lorsqu'il s'agit des enfants, disait-il, n'est qu'une forme de la liberté de contraindre » (1). C'était la pensée qu'exprimait Lacordaire par cette maxime : « Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit ».

La liberté du travail ne saurait plus aujourd'hui couvrir les abus dont Villermé nous trace le sombre tableau, à une époque où Victor Hugo pouvait écrire ces vers poignants dans leur simplicité :

*Où vont tous ces enfants dont pas un seul ne rit,
Ces doux êtres pensifs que la fièvre maigrit,
Ces filles de huit ans qu'on voit cheminer seules ?
Ils s'en vont travailler quinze heures sous des meules ;
Ils vont de l'aube au soir faire éternellement
Dans la même prison le même mouvement.*

C'est l'honneur des Villermé, des Blanqui, des Wollowski d'avoir éclairé l'opinion publique qui n'avait pas encore la compréhension des questions sociales. Ils dessillèrent les yeux du législateur confiné dans les principes les plus étroits du *laissez faire* et lui prouvèrent que la liberté des uns peut devenir la servitude des autres. En prenant en main la cause des enfants incapables de se défendre eux-mêmes, l'État ne fait alors qu'user de son droit de police dont l'exercice a toujours eu pour conséquence certaines restrictions à la liberté.

Ce n'est pas verser dans le socialisme que de demander à la loi la protection des faibles. Si l'intervention légale

(1) Stuart Mill. *Principes d'économie politique*, t. II, liv. V, ch. x, § 9, p. 562-563.

se justifie, ce n'est pas parce que « la patrie seule a le droit d'élever les enfants », comme le disait Robespierre, ou parce que « l'enfant appartient à la République avant d'appartenir aux parents », comme le déclarait Danton; ce n'est pas non plus parce que le travail est une fonction sociale, qui crée entre ceux qui la remplissent et la société des obligations réciproques, ainsi que le proclame une théorie chère à M. de Mun et à l'école historique. Nous sommes en présence d'un mineur que l'État, protecteur né des incapables, doit entourer de sollicitude tutélaire. L'enfant subit, sans les discuter, les conditions de travail qui lui sont imposées; il n'a ni volonté ni force de résistance. Le législateur doit se substituer à lui et réclamer en son nom le traitement qu'il aurait stipulé lui-même, s'il était capable de vouloir et de choisir librement ce qui est le plus conforme à ses intérêts. Telle est, sans conteste, la raison de cette intervention « légitime au même titre que les lois d'interdiction et de tutelle » (1). Voilà pourquoi la Conférence de Berlin, en 1890, a solennellement posé devant l'opinion publique et devant la conscience des nations civilisées la question de la réglementation de la durée du travail des enfants.

On ne peut accuser la loi d'être attentatoire à la liberté; c'est, en effet, dans le pays par excellence de la liberté individuelle et du *self-help*, en Angleterre, que sont apparues en 1802, comme nous le savons, les premières dispositions protectrices légales. Depuis, toutes les nations ont suivi cette voie, désireuses de mettre fin aux abus qui se sont perpétués là où le législateur tar-

(1) Villey. *Du rôle de l'État dans l'ordre économique*, p. 206.

dait à intervenir. En Belgique, par exemple, où la limitation des heures de travail n'est apparue qu'en 1889, on voyait encore, il y a une vingtaine d'années, des enfants travailler dans les usines pendant quinze ou dix-huit heures ; d'autres, ne quittaient pas l'atelier pendant vingt-quatre heures. « On peut sans doute admettre que ce sont-là des faits exceptionnels, écrit M. Jay. Mais pour juger le régime de la liberté absolue, ne suffit-il pas de constater que ce régime permet à de pareils abus d'exister et de se perpétuer ? » (1).

C'est sous l'influence de la transformation industrielle que les pays civilisés ont inscrit dans leur législation la protection des jeunes ouvriers. Ceux-ci ont été enfermés de plus en plus nombreux dans les usines, les progrès du machinisme ayant considérablement simplifié l'effort. Au bout de peu de temps l'enfant vaut mieux que son père, en ce sens que l'industriel en obtient un travail équivalent pour un salaire plus faible. M. Levasseur cite le cas d'enfants entassés dans les fabriques des États-Unis pour être renvoyés à l'âge adulte et remplacés par d'autres enfants (2). Un inspecteur du travail français rapporte avoir visité une fabrique de tapis dont le personnel se composait de trente-quatre enfants, vingt-cinq femmes, un ouvrier (3). En présence de ces faits, nous devons conclure avec M. Béchaux : « La liberté ne peut pas être la licence et c'est parce que la grande industrie avait fait naître de criants abus que l'État a dû intervenir » (4).

(1) Jay. *La protection légale des travailleurs*, p. 32.

(2) Levasseur. *L'ouvrier américain*, p. 201.

(3) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1903, p. xxxvii.

(4) Béchaux. *La réglementation du travail*, p. 5.

Mais, dira-t-on, les excès de travail signalés par Villermé et par l'enquête anglaise de 1833 (1) sont sortis de nos mœurs ; une loi n'est plus nécessaire aujourd'hui, pour en empêcher le retour. C'est une erreur. Nous n'en voulons pour preuve que l'âpreté avec laquelle certains industriels transgressent les dispositions des lois de 1892 et 1900. Chaque année, les inspecteurs constatent un grand nombre d'infractions et beaucoup d'autres leur sont inconnues ; en 1903, il a été dressé 6.421 contraventions à la durée du travail des enfants et des femmes (2.923 de plus qu'en 1902 !) (2). Nous trouvons dans les résultats d'une enquête faite en Suisse, par la société ouvrière *Grüth* en mai 1904, la triste révélation que, malgré les lois et les règlements, des industriels peu scrupuleux abusent manifestement du travail de l'enfant. Ne sonnent-elles pas comme un glas funèbre, ces navrantes dépositions des enquêteurs rapportant que, dans le canton de Saint-Gall, des enfants de six ans sont retenus pendant leurs jours de congé, de 4 heures du matin à une heure avancée de la nuit, à enfiler des aiguilles pour les brodeuses !

§ 2. — Conservation de la race.

La conservation de la race fait un devoir à l'État d'intervenir au nom de l'intérêt social. Protéger les jeunes ouvriers, c'est veiller au sort des générations futures. Franklin, à qui on demandait à quoi servait l'enfant répondit : « Il sert à devenir un homme ». Sacrifier l'enfance au travail industriel serait, pour assurer la

(1) *The Case for the factory acts*, par Sidney-Webb et Ward, 1900, p. XIII et s.

(2) Rapport de la Commission supérieure pour 1903, p. XLIV.

prospérité momentanée de la société actuelle, sacrifier la société future, abâtardir la race et en compromettre l'avenir. Il est évident que des êtres usés dès leur jeunesse par des travaux excessifs deviennent incapables, à l'âge adulte, d'une forte résistance organique. L'enfant est le père de l'homme ; en protégeant l'apprenti d'aujourd'hui on assure le développement de l'ouvrier de demain qui, par les services rendus à la Société dans la plénitude de sa vigueur corporelle, récompensera sa patrie de la protection accordée dans l'âge de la faiblesse.

A la conservation de la race est lié l'intérêt de la défense nationale. Il est indispensable pour un État de pouvoir, le cas échéant, mettre en ligne des hommes forts et vigoureux. Des événements récents nous ont rappelé que, quelque vif et sincère désir ait-on de la paix, il faut tout prévoir ; l'axiome : *si vis pacem para bellum*, n'est-il pas de tous les temps ? Ce n'est pas avec des hommes malingres, chétifs, exténués par un travail prématuré et exagéré, qu'on assurera l'indépendance de la nation.

Toute idée de philanthropie mise à part, l'État a d'autres raisons d'intervenir. D'une part, les dégénérés tombent souvent à la charge de l'Assistance publique et de la Société dont ils augmentent les frais généraux : « L'excès de fatigue au moment où le corps n'est pas encore formé, disait en 1897 le docteur Gehrig au Congrès de Zurich, empêche un complet développement et peut faire sentir ses effets sur le cerveau, en provoquant des psychoses de surmenage, forme de l'aliénation mentale » ; une fois mariés, ces dégénérés n'engendrent que des enfants mal constitués, débiles, difformes, destinés à devenir eux-mêmes des non-valeurs. D'autre part,

ainsi que le remarque M. Jay, une nation qui tolérerait les travaux excessifs pour les enfants, « se condamnerait elle-même à ne voir grandir que des générations décimées, sans vigueur, ni énergie, presque fatalement vouées à toutes les ignorances et à tous les vices » (1) ; le mal ne limiterait pas ses ravages à la classe ouvrière, il aurait sa répercussion dans toutes les branches de la société, par suite de l'inéluctable solidarité physique et morale, qui lie toutes les classes d'un même pays. Pour soutenir la lutte industrielle que les nations se livrent sur le champ de bataille du monde, il faut des hommes sains de corps et d'esprit ; *mens sana in corpore sano*.

§ 3. — Insuffisance de garantie dans l'affection des parents.

Quelques intransigeants, pour lesquels la liberté du travail est un dogme, prétendent que l'affection paternelle ou maternelle est un sûr garant qu'il ne sera pas abusé de la faiblesse de l'enfant ; la loi, disent-ils, n'a d'autre effet que d'aller contre la volonté du père ou de la mère. En juin 1902, M. Suchet déposa sur le bureau de la Chambre une proposition limitant à dix heures la journée des enfants, dans les établissements industriels, mais laissant les parents libres de ne pas tenir compte de la limite légale, s'ils le jugent à propos.

Nous répondrons ici, avec Stuart Mill : « On peut abuser de la puissance paternelle comme de toute autre puissance ; en fait, on en abuse tous les jours » (1). Il n'est point chimérique de craindre que la santé de l'enfant ne soit sacrifiée à de bas calculs d'intérêt ou à

(1) Stuart Mill, *op. cit.*

des nécessités plus ou moins impérieuses de gain plus élevé. L'appât du lucre peut étouffer l'amour filial, au point de faire commettre de véritables crimes à certains parents. Nous pourrions citer des familles ouvrières qui ne vivent, pour ainsi dire, que du salaire des enfants, le père ayant la malheureuse habitude de dépenser au cabaret la majeure partie de ses gains.

Le législateur doit « suppléer à la défaillance de la puissance paternelle » (1) et mettre obstacle à des exploitations d'autant plus honteuses qu'elles émanent du père ou de la mère. Il ne suffirait pas, comme le voulait l'économiste Dunoyer, de « charger les tribunaux d'apprécier le cas où des parents, de complicité avec des chefs de fabrique, feraient des forces, ou plutôt de la faiblesse de certains enfants, un abus véritablement coupable » (2). Une pareille disposition ne serait pas toujours d'application facile ; au surplus ne vaut-il pas mieux prévenir le mal que de le guérir ?

Est-ce une atteinte à l'autorité des parents ? Aucune-ment. « Quand l'humanité souffre, a dit M. de Mun, la liberté ne saurait se réjouir ». La puissance paternelle n'est pas la puissance de l'abus ; réprimer ses écarts ce n'est pas l'enchaîner. Un père ne peut, sans être déchu de ses droits (loi du 24 juillet 1889), maltraiter son fils, l'élever dans la débauche ; pourquoi pourrait-il compromettre son avenir, sa vie même, en consentant à lui laisser imposer un travail excessif ? Enfin, la puissance paternelle n'est pas une source de revenus ; elle est, d'après notre législation moderne, organisée dans l'in-

(1) Rapport de M. Jules Simon au Ministère des Affaires étrangères sur la Conférence de Berlin, 1890.

(2) Dunoyer. *La liberté du travail*, t. II, p. 371.

térêt de l'enfant ; elle constitue « plutôt une obligation qu'un droit pour celui qui l'exerce » (1) ; l'État est dans son rôle en se rendant, selon l'expression de M. Leroy-Beaulieu, « caution des obligations du père de famille » (2).

Ici se pose la question de savoir si la durée du travail de l'enfant doit être réglementée dans les ateliers de famille. Il y a tout lieu de craindre que les enfants ne soient surchargés de travail, lorsqu'il sont employés chez leurs parents ou tuteurs, alors que ceux-ci eux-mêmes, comme il arrive trop fréquemment, ne peuvent joindre les deux bouts qu'en se livrant à des travaux exagérés. Encore, les enfants doivent-ils s'estimer heureux, quand le surmenage ne se complique pas de conditions de salubrité et d'hygiène très défectueuses donnant à l'exagération du travail un caractère particulièrement funeste. C'est alors le *sweating system*, cette plaie sociale dont les germes morbides continueront longtemps encore, malgré les remèdes proposés (3), à désoler les mansardes ouvrières. Pour une famille qu'on réussira à arracher à ce Minotaure moderne, vingt autres en deviendront la proie. Nous n'avons point à étudier ici le phénomène curieux du *sweating system*, nous voulions seulement signaler que ses victimes sont souvent des enfants travaillant en chambre pendant de très longues heures.

Il ne nous paraît pas possible d'étendre la réglementation de la durée du travail aux ateliers de famille (l'article 1^{er} de la loi de 1892, nous le rappelons, les met en dehors de la protection légale), à cause des difficultés

(1) Pic, *op. cit.*, p. 500.

(2) P. Leroy-Beaulieu, *Travail des femmes au XIX^e siècle*, p. 202.

(3) V. l'ouvrage de M. Th. Cotellet sur le *Sweating-System*, 1902, p. 200 et s.

de contrôle et de l'ingratitude de la tâche des inspecteurs obligés de se présenter à toute heure de jour et de nuit dans les logements ouvriers. Une réglementation n'empêcherait d'ailleurs pas la fraude de se glisser. Voici, par exemple, la loi anglaise de 1901 (Factory and Workshop act); elle ne permet aux enfants de douze à à seize ans que sept heures de travail, de 6 heures du matin à 1 heure du soir ou de 1 heure à 8 heures du soir (le samedi jusqu'à 4 heures) (1); cette loi est l'objet de perpétuelles violations et est éludée impunément. « Si ces dispositions relatives aux ateliers de famille édictées dans le but généreux de protéger l'enfance, sont considérées comme lettre morte en Angleterre où le respect de *la loi* est généralement élevé à la hauteur d'un dogme religieux, à quel insuccès serait vouée dans un pays moins formaliste, la France, par exemple, une réglementation qui engloberait avec les enfants la mère et le père! » (2). La meilleure solution serait peut-être, comme l'écrivait M^{me} Sydney Webb (3), de substituer autant que la chose est possible « le système du travail en fabrique avec ses heures réglementées et ses prescriptions sanitaires, au système de travail à domicile et dans les ateliers clandestins ».

A défaut de la loi de 1892 (4), la loi du 24 juillet 1889 ne laisse cependant pas les pouvoirs publics désarmés devant les excès de travail dont les jeunes ouvriers pourraient être les victimes dans les ateliers de famille.

(1) Le repos de l'après-midi du samedi est obligatoire dans toute l'industrie anglaise.

(2) Cavaillé. *Rev. d'écon. polit.* de sept. 1905, p. 481.

(3) *Rev. d'écon. polit.* de juillet 1896, p. 972.

(4) Il est question de la rendre applicable aux ateliers de famille.

Le paragraphe 6 de cette loi déclare déchu de la puissance paternelle « le père et la mère qui... par de mauvais traitements, compromettent soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants ». Les excès de travail doivent être assimilés aux mauvais traitements, ils « compromettent la santé ». Aussi, ne devrait-on pas hésiter à faire application de la loi de 1889, toutes les fois qu'il est notoirement avéré que des parents prolongent, de façon excessive, la journée de leurs enfants sans y être contraints par une impérieuse nécessité.

SECTION II

DU MEILLEUR MODE DE RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL DE L'ENFANT

§ 1. — Quelle limite imposer ?

Si le travail de l'enfant est une nécessité, du moins faut-il le restreindre à de justes proportions. La loi de 1892, modifiée en 1900, ne nous offre pas, sous ce rapport, les garanties désirables de protection.

Nous savons que, depuis le 1^{er} avril 1904, le travail de toutes les personnes protégées, ne peut excéder dix heures. Il est illogique d'imposer aux enfants la même durée de travail qu'aux adultes. En effet, la loi en limitant à dix heures la journée des ouvriers adultes énonce (est-ce à tort ou à raison ? nous n'examinerons pas pour le moment cette question) que le travail qui excède cette limite est funeste à la santé. Dès lors, si le maximum de dix heures ne peut être dépassé sans danger par l'adulte, comment admettre qu'il ne soit pas trop élevé pour un enfant de douze ou treize ans dont

l'énergie ne peut être comparée à celle d'un ouvrier dans la force de l'âge.

Laissant de côté l'opinion des industriels et des ouvriers trop intéressés dans le débat pour nous fournir des avis impartiaux, nous appuyons notre discussion sur l'autorité des hygiénistes les plus éminents, qu'une expérience quotidienne rend les meilleurs juges en pareille matière. Nous empruntons à une enquête récente ouverte par M. Martin Saint-Léon près des médecins les plus spécialement initiés aux maladies de l'enfance, la condamnation très catégorique des lois de 1892 et 1900 qu'ils sont unanimes à trouver insuffisantes pour la protection de l'enfant (1). Le plus circonspect des correspondants de M. Martin Saint-Léon, le docteur Proust, déclare qu'« évidemment, en se plaçant au point de vue de l'hygiène, il y aurait lieu de ne pas demander à un enfant de douze à treize ans un travail industriel de dix heures par jour ». D'autres sont plus catégoriques. Voici comment s'exprime M. Baudouin, médecin à l'hôpital Saint-Louis : « L'état de choses actuellement établi par la loi est déplorable. Il est monstrueux qu'un enfant puisse être astreint, six jours sur sept, à dix heures de travail dans une fabrique, par cela seul qu'il atteint l'âge de douze ans et qu'il est pourvu du certificat d'aptitude physique ». Le docteur Sevestre, membre de l'Académie de médecine, déclare : « Il est excessif de demander un travail sérieux de dix heures à un enfant de douze à treize ans en pleine période de croissance et j'estime qu'il peut en résulter des conséquences fâcheuses,

(1) Publications de l'Association nationale française. *Protection légale des travailleurs*. Rapport de M. Martin Saint-Léon, p. 89 et s.

au point de vue du développement physique ». Enfin le docteur Grancher, professeur à la Faculté de médecine, n'hésite pas à affirmer « que le travail plein de dix heures, exigé d'un enfant de treize à quatorze ans, est une erreur antiphysiologique ».

Ainsi qu'il est facile de s'en rendre compte par la lecture de ces témoignages, le travail industriel de dix heures par jour est excessif pour les jeunes ouvriers. Nous savons bien que la loi de 1892 exige des enfants de moins de treize ans un certificat d'aptitude physique au travail et qu'elle permet aux inspecteurs de requérir l'examen médical de ceux qui n'ont pas seize ans. Mais, le certificat d'aptitude est donné, chaque fois qu'il est demandé, par les médecins portés à n'y voir qu'une formalité. Quant à l'examen médical, la Commission supérieure du travail avouait qu'au cours de l'année 1900 il n'avait pas donné lieu à un seul renvoi d'enfant (1).

Non seulement la protection de la loi est insuffisante, mais elle est encore très souvent éludée. En étudiant la loi de 1892, nous avons vu que la liste des industries autorisées, en vertu de l'article 7, à demander aux inspecteurs la prolongation du travail est beaucoup plus étendue que les intentions du législateur ne le faisaient prévoir. Celui-ci, en se déchargeant sur des règlements d'administration publique du soin de faire la loi, a substitué fort malencontreusement l'intervention administrative à l'intervention législative; encore quelques années et on pourra se demander s'il existe une industrie qui ne soit pas autorisée à prolonger la durée du travail. Les inspecteurs sont, d'autre part, investis d'une « sorte

(1) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1900, p. XL et s.

de pouvoir discrétionnaire dont ils sont les premiers à se plaindre, faisant observer avec raison que des autorisations réitérées de déroger à la loi dégénéraient, en fait, à une permission presque permanente de s'y soustraire » (1). Tous les ans on constate un accroissement rapide dans le nombre des jours pendant lesquels la dérogation est accordée; surchargés de demandes, les inspecteurs y font droit sans les examiner. En 1905, 1.785.222 journées d'enfants contre 1.399.388 en 1904, 966.600 en 1903 et 841.695 en 1902, ont été prolongées avec l'assentiment de l'inspection (2).

Les infractions qui mettent en péril la santé des enfants devraient être punies d'une lourde amende; nous savons qu'il n'en est rien et qu'en cas de récidive la peine pécuniaire peut, par le jeu des circonstances atténuantes, être réduite à cinq francs. Qu'importe aux industriels peu scrupuleux ces amendes « insignifiantes en regard du profit que vaut l'emploi des enfants; elles sont considérées comme *frais généraux* » (3).

Nous pouvons encore regretter que la loi de 1892 ne réglemente pas le travail des enfants dans les magasins, comme le fait la loi anglaise du 26 juin 1886 « limitant la durée du travail des enfants et des jeunes gens dans

(1) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1899, p. LII.

(2) Rapport de la Commission supérieure pour 1905. Remarquons aussi qu'en 1905 201.291 établissements industriels n'ont pas été visités et que 221.398 enfants protégés par la loi de 1892 n'ont été l'objet d'aucun contrôle.

(3) Rapports des inspecteurs pour 1900, p. 176; pour 1901, p. 160. En Allemagne, l'amende peut s'élever jusqu'à 25.000 francs; en Suisse, un emprisonnement de 3 mois peut être prononcé par les tribunaux.

les boutiques » à soixante-quatorze heures de présence par semaine. Si la tâche des jeunes employés de commerce est moins fatigante que celle des ouvriers industriels, elle est plus déprimante et prédispose à la tuberculose. Mais la limitation de la journée des employés de magasin présente des difficultés ; nous en reparlerons au chapitre suivant.

Nous déplorons également la décision du Conseil d'État (1894) assimilant les industries de l'alimentation aux magasins. Cette solution est d'autant plus regrettable, que c'est dans les pâtisseries, charcuteries, boulangeries, que les enfants travaillent le plus ; leur journée se prolonge parfois pendant quinze heures, dans une atmosphère surchauffée et irrespirable (1). En juin 1896, la Chambre avait voté l'application de la loi de 1892 aux industries de l'alimentation mais, après un débat confus, la discussion fut renvoyée *sine die* (2).

Nous attirons enfin l'attention sur la situation des enfants employés dans les théâtres et cafés-concerts. Sans parler de la démoralisation qui les attend et du vice qui les guette, le plus souvent ces enfants paraissent sur la scène après avoir fourni toute une journée de travail. Il en résulte, pour ces malheureux, un surmenage considérable. La statistique a établi que sur 100 enfants

(1) Il faut reconnaître cependant qu'ici la réglementation de la journée serait difficile, le travail ne commençant pas et ne finissant pas à heures fixes comme dans les établissements industriels.

(2) Dans un projet de loi déposé le 10 juillet dernier, M. Doumergue, Ministre du Commerce, étend la réglementation du travail de la loi de 1892 aux enfants et aux femmes occupés dans les établissements où « se préparent les aliments destinés à la consommation publique immédiate. »

des théâtres (dont 80 sont de petits ouvriers), 26 ont une santé médiocre, 64 souffrent de céphalalgies, d'affections de la vue ou du cœur. Dans ces conditions une mesure s'impose : l'abrogation du paragraphe 2 de l'article 8 de la loi de 1892 en vertu duquel le Ministre de l'Instruction publique et les préfets, peuvent autoriser l'emploi d'enfants en représentation (1).

Comment pourrait-on organiser la réglementation nouvelle de la durée du travail des enfants? S'il est aisé de reconnaître le vice des lois existantes, il est plus difficile de préciser la réforme.

Le système qui paraît le plus logique n'est pas praticable. On ne peut, dans l'état actuel de l'industrie, proportionner exactement la durée du travail aux forces de l'enfant et augmenter graduellement le temps de présence à l'atelier, à mesure qu'il se fortifie; de telle façon, par exemple, que le jeune ouvrier ne travaille que quatre heures à douze ans, cinq heures à treize ans, six heures de quatorze à seize ans, huit heures de seize à dix-huit ans. D'une part, les ouvriers adultes ont souvent besoin de leurs aides; ainsi il est impossible de renvoyer le rattacheur au bout de quatre ou cinq heures, tandis que le fileur adulte achèverait seul ses dix ou douze heures de travail. D'autre part, cette organisation serait sujette par sa complication à être l'objet de perpétuelles violations; on retomberait dans les difficultés du régime de la loi de 1892.

Un autre système, qui plaît tout d'abord par sa simplicité, consiste à reculer à seize ou dix-sept ans l'âge d'admission des enfants dans les établissements industriels.

(1) En 1902, 190 autorisations ont été accordées visant 909 enfants.

A cet âge, le jeune homme ou la jeune fille pourraient, sans danger, fournir une pleine journée de travail. Ce procédé nous semble devoir être condamné pour plusieurs raisons. Sans doute il est mauvais, comme le remarquait l'économiste Joseph Garnier, qu'un ménage ouvrier soit réduit à compter uniquement sur le salaire de l'enfant (1). Mais il ne faut pas tomber dans l'excès contraire et empêcher cet enfant d'apporter sa modeste contribution dans une famille qui, souvent, n'a pas trop de bras pour se procurer les ressources nécessaires à sa subsistance. Deux écueils sont également à redouter : ou bien imposer aux jeunes ouvriers un travail excessif, ou bien leur arracher des mains le morceau de pain qui les nourrit. En Amérique, d'après M. Claudio Jaunet, 90/0 des familles d'*unskilled labourers* (simples ouvriers, par opposition aux *skilled labourers*, ouvriers d'art), sont dans la nécessité de recourir au travail de l'enfant (2). En France, la proportion est peut être plus forte. « Un ménage où se trouvent cinq ou six enfants, même seulement trois ou quatre, ne peut régulièrement subsister sur le travail du père, du moins quand les enfants ayant atteint un certain âge, commencent à consommer davantage. Il faut qu'à douze ou treize ans, l'enfant d'une famille nombreuse puisse gagner une bonne partie de son entretien et à quinze ou seize ans, la totalité » (3). Notons encore que l'emploi des enfants diminue le coût de fabrication et le prix des objets manufacturés lesquels sont, le plus souvent, des objets de consommation cou-

(1) J. Garnier. *Traité d'Économie politique*, 7^e édition, p. 521 et 522.

(2) C. Jaunet. *Les États-Unis contemporains*, t. I, p. 318.

(3) P. Leroy-Beaulieu. *L'État moderne et ses fonctions*, p. 340.

rante à l'usage des classes ouvrières. Enfin, il faut procurer aux jeunes ouvriers une occupation, si l'on veut éviter la décadence de l'apprentissage et empêcher le développement des habitudes de paresse et de débauche que les enfants inactifs risqueraient fort de contracter.

Il ne nous semble pas non plus possible de diminuer de quelques heures le travail des enfants. Si on obligeait les industriels à les licencier, après huit heures de présence à l'atelier alors que les ouvriers adultes y resteraient dix heures, l'exemple de la loi de 1892 nous le prouve, les jeunes aides ne tarderaient pas à faire des journées de dix heures. Comment d'ailleurs, en supposant le système appliqué, les chefs d'établissements trouveraient-ils des jeunes gens pour parfaire la pleine journée de travail et servir d'auxiliaires aux ouvriers adultes pendant deux heures seulement? N'y aurait-il pas encore un grave inconvénient à permettre aux enfants de partir de l'usine avant leurs parents (1)? C'était déjà la critique adressée à la loi de 1892; les ouvriers se plaignaient de voir leurs enfants rester exposés aux dangers de la rue pendant une heure ou deux, alors qu'il n'y avait personne à la maison. On objecte que les patrons pourraient accorder de plus longs repos aux enfants qu'aux adultes; de cette façon ils travailleraient encore moins que leurs parents et cependant ceux-ci les amèneraient et les emmèneraient avec eux. Les industriels auxquels pareille demande fut faite répondirent qu'on ne pouvait songer à organiser ces longs repos. « Nous donnerions bien volontiers un

(1) Il est fréquent que les ouvriers dont les enfants commencent à travailler les placent dans l'établissement où ils sont eux-mêmes employés.

abri à ces enfants, disaient-ils aux inspecteurs, mais nous n'avons dans notre établissement aucune pièce disponible et susceptible d'être transformée à leur usage en salle d'attente. Les admettrons-nous dans les ateliers, à leur place habituelle, en leur défendant tout travail avant l'heure fixée? Il serait difficile d'assurer le respect de pareille interdiction » (1).

§ 2. — Travail de demi-temps.

Ne pourrait-on pas diviser les enfants de moins de seize ans en deux équipes travaillant l'une le matin, l'autre le soir et ne fournissant ainsi chacune que la moitié d'une pleine journée, c'est-à-dire cinq ou six heures suivant les cas? (2). Si la tâche de l'ouvrier adulte dépend, dans bien des cas, de celle des enfants, son travail n'est pas rigoureusement lié à celui d'un servant unique, il peut en avoir deux. La durée de travail totale des deux équipes égalerait exactement celle du travail de l'adulte dont une journée comprendrait ainsi deux journées d'enfants et qui aurait toujours un aide à sa disposition, celui du matin étant remplacé après le repas de midi par celui du soir. C'est le système du *demi temps*. Il nous paraît concilier, dans la mesure du possible, l'intérêt de l'enfant et celui de l'industriel; c'est le meilleur moyen de combiner le travail de l'adulte et de l'enfant. Une transition est ménagée, grâce à cette organisation, entre le brusque passage des bancs de l'école à la vie intense de l'atelier.

Nous n'ignorons pas que l'adoption du *demi-temps*

(1) Rapport Barthou, *loc. cit.*, p. 166.

(2) De seize à dix-huit ans, les adolescents travailleraient comme les femmes, c'est-à-dire dix heures au maximum.

soulèverait des questions délicates, dans l'état actuel de notre législation et de nos mœurs. Mais les objections et les critiques ne sont peut-être pas irréfutables.

Il est bien certain que, si l'on introduisait ce système dans les ateliers, il faudrait occuper l'enfant de quelque autre manière pendant la demi-journée laissée libre par le travail industriel, pour le soustraire aux pires tentations de l'oisiveté. La trop grande somme de loisirs est une objection souvent faite au *demi-temps*; il faut en tenir compte, non pour condamner une réforme désirable, mais pour supprimer la possibilité du danger signalé.

Et tout d'abord n'est-il pas possible d'instituer, dans les écoles primaires, des cours spéciaux à l'usage des enfants de douze à seize ans employés aux travaux industriels? C'était l'avis exprimé par un des médecins entendus dans l'enquête dont nous avons parlé plus haut. Le docteur Hutinel se demandait si l'on ne pourrait pas continuer l'instruction des enfants « en créant des écoles, ou plus simplement en les envoyant aux écoles déjà existantes ». Ces cours spéciaux auraient un double avantage : d'une part ils suppléeraient à la surveillance de la famille et empêcheraient l'abandon de l'enfant à lui-même; d'autre part ils développeraient les facultés intellectuelles des mieux doués et combleraient les lacunes dans l'instruction des moins précoces. Peut-on soutenir que tout a été fait lorsqu'on a appris à un enfant à lire, écrire et compter? N'est-il pas avéré que les meilleurs ouvriers, sont souvent les plus instruits et que le développement de l'instruction est un des meilleurs préservatifs de l'alcoolisme? On nous dira : la loi du 28 mars 1882 n'impose la fréquenta-

tion scolaire que jusqu'à treize ans. Mais cette loi n'est pas intangible ; rien n'empêcherait le législateur de décider que les enfants devront, dorénavant, fréquenter l'école matin et soir jusqu'à treize ans, et le matin ou le soir jusqu'à seize ans. L'industrie n'y perdrait pas, puisqu'elle serait assurée d'avoir toute la journée de jeunes apprentis à sa disposition ; la santé, la moralité et l'instruction des classes ouvrières n'aurait qu'à y gagner.

Une objection peut nous être faite : l'instituteur a appris à l'enfant de treize ans tout ce qu'il avait pour mission de lui apprendre et l'instruction supplémentaire, que vous préconisez, ne relève plus du domaine de l'école primaire. Encore que cette assertion ait besoin d'être justifiée, admettons-la comme péremptoire pour faire la part très belle à la contradiction. Soit, l'instituteur n'a ni le temps ni la science nécessaires pour le complément d'instruction de treize à seize ans. Mais on peut créer des écoles professionnelles ; elles auront l'avantage de joindre la théorie à la pratique et permettront aux jeunes ouvriers de se familiariser avec la partie technique de leur profession. Le relèvement de l'instruction industrielle augmenterait le succès dans les échanges des produits portant la marque du goût français : les articles de Paris, les modes, les soieries, les dentelles. Dans ces écoles, il serait possible de faire alterner l'apprentissage avec les exercices corporels qui aideraient au développement physique de l'enfant et contribueraient à préparer des générations plus robustes et plus saines.

Des cours de *demi-temps* existent déjà dans quelques grands établissements et certaines chambres syndicales du Nord en ont récemment tenté l'organisation. La

Société de protection des apprentis de Paris a institué une école professionnelle pour les apprentis mécaniciens ; ils y reçoivent des leçons de technologie mécanique et électrique, d'arithmétique, de géométrie. Installée dans le XV^e arrondissement, elle fonctionne depuis le mois de novembre 1904 aux frais de la société.

Le 12 juin 1906, M. Astier, reprenant un texte présenté au Palais-Bourbon le 13 juillet 1905, déposa sur le bureau de la Chambre un projet concernant l'enseignement technique industriel (1) qui, s'il était adopté par le Parlement, faciliterait singulièrement la mise en vigueur du *demi temps*. Ce projet établit la nécessité de l'enseignement technique industriel pour donner aux cadres inférieurs du travail le moyen de s'élever dans la hiérarchie industrielle et permettre au pays de « lutter sur tous les marchés du monde pour le développement de sa richesse matérielle, pour la vie ». Le texte proposé prévoit la création d'écoles publiques (nationales, départementales ou communales) et privées d'enseignement technique. Il rend en outre *obligatoire*, pour les jeunes ouvriers de moins de dix-huit ans, la fréquentation de cours professionnels de perfectionnement gratuits (art. 52) (2). Ces cours seraient organisés par les

(1) Chambre. Doc. parl. S. O. de 1906. Annexe n° 48, p. 805 et s.

(2) La question est venue en novembre dernier au Conseil supérieur du travail qui, réuni au ministère du Travail sous la présidence de M. Keüfer, a fait porter sa discussion sur le point de savoir s'il y avait lieu de rendre obligatoire, pour les apprentis et les jeunes ouvriers de moins de dix-huit ans, la fréquentation de cours professionnels pendant un temps prélevé sur la durée légale du travail. Ce système paraît avoir réuni de nombreuses adhésions au sein du Conseil.

communes, ils pourraient être aussi établis à l'intérieur même des établissements industriels. Si ce projet devient loi, le *demi-temps* en sera la conséquence immédiate.

On reproche au *demi-temps* de léser les familles ouvrières en réduisant le salaire de l'enfant au taux d'une demi-journée. Mais, remarquons-le, la rémunération allouée aux jeunes ouvriers n'est pas élevée et la réduction de salaire n'est pas à comparer avec l'inappréciable avantage résultant du développement physique et intellectuel. Plus forts et plus instruits, les ouvriers regagneront promptement plus tard, surtout s'ils travaillent aux pièces, les quelques centaines de francs perdues entre treize et seize ans. Souvent même, il ne sera pas question de diminution de salaire car, dans certains ateliers, l'apprenti n'est pas payé.

Les adversaires du *demi-temps* l'accusent de compliquer l'organisation des ateliers et de rendre le contrôle des inspecteurs difficile. Cette objection ne doit pas nous arrêter. Les enfants employés dans chacun des deux postes arriveraient et partiraient avec tous les ouvriers; il n'y aurait aucune substitution en cours de travail. La tâche laissée par l'enfant de l'équipe du matin serait continuée l'après-midi par son remplaçant. Ce serait simplement l'organisation des équipes successives permises, nous le savons, dans les limites du travail du jour (loi de 1900), à condition que le travail soit continu. Quant aux difficultés de contrôle, elles ne seraient pas si grandes qu'on l'affirme. Ne faut-il pas toujours que l'inspecteur exerce une surveillance minutieuse qui seule peut assurer l'exécution de toutes les prescriptions légales concernant la durée du travail? Qu'on renforce donc l'inspection, si c'est nécessaire, mais qu'on ne pré-

tende pas qu'un système est inapplicable par cela seul qu'il exige une surveillance étroite. Comme aujourd'hui, quand il s'agit des équipes permises par la loi de 1900, le rôle de l'inspecteur serait surtout d'empêcher que les enfants ne travaillent à la fois dans le poste du matin et dans celui du soir. Voici, à titre d'exemple, un mode de contrôle fonctionnant avec succès dans quelques établissements et qui pourrait être appliqué au *demi-temps* : « Chaque ouvrier est possesseur d'un petit bout de carton, sur lequel figure avec son nom le numéro de son métier et ses heures de travail et de repos, qu'il attache après son métier pendant qu'il y travaille ; on peut alors facilement savoir si la loi n'a pas été fraudée » (1).

Il nous faut enfin répondre à une objection très forte au premier abord. Le *demi-temps* aurait, dit-on, pour effet de doubler le nombre des apprentis et de jeter dans les établissements industriels plus d'ouvriers qu'il n'en faut ; l'armée de réserve de l'industrie serait démesurément grossie. M. Martin Saint-Léon pense que cette critique n'est pas aussi grave qu'elle le paraît. « Actuellement, bien que la loi autorise l'emploi des enfants de douze ou treize ans, nombre d'enfants que leurs familles n'estiment pas assez robustes pour travailler à cet âge dix heures par jour dans une fabrique, n'entrent à l'usine qu'à quatorze ou quinze ans. Les jeunes ouvriers seraient sans doute placés plus tôt dans les établissements industriels, si le régime du *demi-temps* était institué ; mais leur entrée à l'usine ne

(1) Rapports des inspecteurs pour 1899, p. 145. — C'est le système des affiches nominatives préconisé par la Commission de Codification des lois ouvrières (Code du Travail, liv. II, tit. V, art. 65).

serait qu'une anticipation et n'augmenterait pas le nombre des futurs ouvriers adultes » (1).

Pour être difficile, la question du *demi-temps* n'est pas insoluble. Ce système ne serait d'ailleurs pas une innovation dans nos lois ; il a fonctionné de 1874 à 1892. Il est pratiqué en Angleterre sous le nom de *half-time* et en Allemagne. Il est vrai que, tant en France qu'à l'étranger, les résultats n'ont pas été jusqu'ici très satisfaisants. En Angleterre, le nombre des *half-timers* qui était, en 1899, de 51.260 n'était plus, en 1900, que de 39.638 (2).

Mais deux raisons expliquent l'échec relatif du *demi-temps* :

1° Le *demi-temps* n'a pas été, jusqu'ici, pratiqué sur une assez vaste échelle pour que ses résultats puissent être considérés comme concluants. La loi de 1874 (dont le contrôle n'était guère rigoureux) avait le défaut de n'organiser la demi-journée de travail que pour les enfants de dix à douze ans exerçant certaines professions limitativement déterminées et pour les enfants illettrés de douze à quinze ans. En Angleterre, le *half-time* n'est usité que pour les enfants de douze à treize ans, en Allemagne pour les enfants de treize ans seulement (au nombre de 6.000) ; on conçoit que les industriels se soient souvent refusés à créer des équipes de travail à *demi-temps* pour des catégories si restreintes. Il faudrait que la loi soit générale et nettement impérative. Placés dans l'alternative de renvoyer tous les enfants de douze à seize ans et de les remplacer par des ouvriers à plein salaire, ou de répartir les jeunes ouvriers en équipes

(1) Rapport de M. Martin Saint-Léon, *loc. cit.*, p. 102 (en note).

(2) *Annual Report of the Chief Inspector of Factories and Workshops for the year 1900*, Londres, 1901, p. 18.

ne travaillant chacune qu'une demi-journée, les industriels n'hésiteraient pas à prendre le second parti.

2° « Jamais on n'a pris la peine d'organiser parallèlement au travail de *demi-temps*, et de manière à le faire cadrer avec lui, cet enseignement professionnel qui en forme le complément indispensable » (1). De 1874 à 1892, il n'y avait que des écoles primaires au fonctionnement très irrégulier. En Angleterre on n'a pas su, jusqu'ici, établir de façon satisfaisante la concordance entre le *half-time* et l'enseignement technique; les *half-timers* désertent l'école où, aucun cours ne leur étant spécialement destiné, ils se trouvent gênants et gênés.

§ 3. — Travail de nuit.

Si toute occupation industrielle trop prolongée est nuisible à la santé de l'enfant, le travail de nuit est encore plus funeste à son organisme. Le manque de sommeil entrave les « lois naturelles du développement » (selon l'expression usitée en Allemagne, *die naturlichen Entwicklungsgesetze*) et prédispose à la tuberculose. L'expérience prouve que la privation ou l'insuffisance de repos la nuit ne saurait être compensée utilement par le repos dans la journée. Sauf dans les pays chauds, le sommeil de jour, troublé par les mille bruits de la ruche humaine en activité, est bien moins réparateur que le sommeil de nuit. Il laisse au réveil un malaise significatif, ébranle le système nerveux et entraîne la perte de l'appétit. Il y a donc tout profit à ne pas intervertir les lois de la nature quand il s'agit de l'enfant.

(1) Rapport de M. Martin Saint-Léon, *loc. cit.*, p. 111.

Tous les médecins sont d'accord sur ce point. Le docteur Smith, chirurgien de l'hôpital de Lied, attribue à la législation industrielle anglaise édictant l'interdiction du travail de nuit de la jeune ouvrière une grande et salutaire influence sur l'organisme délicat de la femme et l'amélioration de la race. Une enquête ouverte dans le gouvernement de Moscou, sur l'initiative du docteur Zemstro, démontra que les fileurs de coton, astreints trop jeunes au travail de nuit, sont en moyenne impropres au service militaire par suite du développement insuffisant du thorax (1). Un repos de nuit prolongé et continu est nécessaire à la constitution débile de l'enfant et particulièrement de la jeune fille. L'État doit intervenir pour éviter de laisser dilapider, au gré des appétits particuliers, le trésor de ses forces vives. « Les veilles et le sommeil insuffisant, écrit le docteur Jules Félix, produisent la fatigue, la lassitude, la courbature, la constitution s'affaisse, l'intelligence diminue et s'altère, la faiblesse, l'amaigrissement, la sénilité se produisent et, si le sommeil manque totalement, surviennent la fièvre, le délire et la mort » (2). On a aussi constaté que les accidents dont les enfants sont victimes sont bien plus fréquents la nuit ; exténués les jeunes ouvriers négligent les précautions élémentaires de sécurité.

Les motifs de l'interdiction du travail nocturne sont autant ethniques qu'hygiéniques. Dans le travail exécuté en commun la nuit par des adultes et des enfants, existe un danger moral contre lequel l'âge de ces derniers ne les prémunit pas, étant donnée surtout la dépression

(1) Cité par le docteur Erismann au Congrès de Zurich, 1897.

(2) D^r Jules Félix. *La journée des trois-huit. Étude de physiologie sociale.*

physique et nerveuse dans laquelle ils se trouvent. Dans les ateliers de nuit, le vice s'épanouit trop souvent comme en serre chaude. En 1890, une pétition d'industriels de Roubaix et de Tourcoing, demandait l'interdiction du travail nocturne des enfants dans les industries textiles, en dénonçant la perversion morale qu'il entraînait.

Nous savons que le législateur français a interdit le travail de nuit aux jeunes ouvriers (article 4 de la loi de 1892). Malheureusement, un grand nombre d'exceptions, habilement libellées, rendent illusoire, dans bien des cas, cette prohibition. En étudiant la loi de 1892, nous avons vu que les règlements d'administration publique avaient dressé de longues listes d'industries autorisées à travailler la nuit (1). Que devient, après toutes ces dérogations, le principe de l'article 4? La loi disait : les enfants ne travailleront pas après 9 heures du soir en règle générale; le règlement intervient et permet aux enfants de veiller pendant trente, soixante, quatre-vingt-dix et même cent vingt jours, dans une foule d'établissements que ne visait pas le législateur. A multiplier ainsi les exceptions, le principe de l'interdiction du travail nocturne risque fort de rester sans force ni vertu. Il faudrait restreindre, dans les limites les plus étroites,

(1) Aussi les infractions à la prohibition du travail de nuit sont-elles de moins en moins fréquentes. D'après le rapport de la Commission supérieure pour 1905, les inspecteurs avaient dressé 1.734 contraventions en 1900; en 1901 ils ne relevèrent que 1.349 infractions; en 1902, 1.160; en 1903, 823; en 1904, 813; en 1905 on remarque un relèvement à 1.009, mais la Commission supérieure constate que ce fait est dû à la surveillance toute particulière exercée en 1905 sur le travail de nuit dans l'industrie de la couture et de la confection.

les dérogations et proscrire les heures supplémentaires, qui conduisent bien souvent à la veillée.

SECTION III

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

Un rapide examen des lois réglementant à l'étranger la durée du travail des jeunes ouvriers nous montrera que, dans la plupart des pays industriels, l'enfant est plus efficacement protégé qu'en France, bien que partout des exceptions soient prévues.

Allemagne (Loi du 1^{er} juin 1891). — De treize à quatorze ans, les enfants ne doivent pas travailler plus de six heures par jour, ni plus de trente-six heures par semaine. De quatorze à seize ans, la durée maximum du travail est fixée à dix heures par jours et soixante heures par semaine. Le travail de nuit est interdit.

Angleterre (Loi du 17 août 1901). — De douze à quatorze ans, l'enfant (*child*) ne peut travailler que six heures et demie par jour et le samedi cinq heures. De quatorze à dix-huit ans, les jeunes gens des deux sexes (*young persons*) ne peuvent fournir plus de dix heures par jour et le samedi cinq heures et demie. La loi de 1901 a introduit la réglementation dans le travail à domicile et a laissé subsister la loi du 25 juin 1886 limitant à soixante-quatorze heures par semaine le temps de travail des enfants dans les magasins.

Australie. — De 1876 à 1898, huit *acts* sont intervenus pour fixer le maximum hebdomadaire du travail des enfants à quarante-huit heures par semaine, avec un maximum quotidien de neuf heures ; ils prohibent le

travail nocturne. La protection s'étend aux enfants employés dans le commerce de détail.

Autriche (Loi du 8 mars 1885). — De douze à quatorze ans, les enfants ne peuvent fournir que huit heures de travail; de quatorze à seize ans, onze heures. Le travail de nuit est interdit.

Belgique (Loi du 13 novembre 1889). — De douze à seize ans, l'enfant ne doit pas rester au travail plus de douze heures par jour. Le travail de nuit est prohibé aux mineurs de seize ans et aux mineures de vingt et un ans.

Danemark (Loi du 1^{er} juillet 1901). — La durée du travail des enfants de douze à quatorze ans ne doit pas excéder six heures; de quatorze à dix-huit ans, le maximum est de dix heures. Le travail de nuit est interdit.

Espagne (Loi du 14 mars 1900). — De dix à quatorze ans, la journée est au plus de six heures par jour et de huit heures dans le commerce, y compris un repos d'une demi-heure. Le travail de nuit est interdit aux mineurs de quatorze ans; les comités locaux peuvent le prohiber, dans certains cas, aux mineurs de seize ans.

États-Unis. — La législation américaine est extrêmement diverse et complexe. Prèsque tous les États ont limité rigoureusement la journée de l'enfant. Le maximum est généralement de soixante ou de quarante-huit heures par semaine, et de dix ou de huit heures par jour.

Hongrie (Loi du 18 mai 1884). — Les jeunes ouvriers ne peuvent être employés plus de huit heures, entre douze et quatorze ans, ni plus de dix heures, entre quatorze et seize ans. Le travail de nuit leur est interdit.

Italie (Loi du 19 juin 1902). — De dix à douze ans, la journée maxima est de huit heures; elle est de onze heures

de douze à quinze ans. Les mineurs de quinze ans ne doivent pas travailler la nuit.

Japon. — L'Empire du Soleil Levant, entré en retard dans la carrière industrielle, avait encore à la fin du XIX^e siècle des journées de dix-sept à dix-huit heures. En 1900, un projet a été soumis à la diète, pour régler la durée de travail dans la grande fabrique (1). Dans ce projet, l'enfant de onze à seize ans ne peut travailler que dix heures et le travail de nuit est interdit. La guerre russo-japonaise est venue retarder l'apparition de cette réglementation.

Norvège (Loi du 27 juin 1892). — L'enfant ne doit être employé que pendant six heures, de douze à quatorze ans, et dix heures, de quatorze à dix-huit ans. Le travail de nuit est prohibé.

Pays-Bas (Loi du 5 mai 1889). — De douze à seize ans, le labeur quotidien est restreint à onze heures et le labeur nocturne est interdit.

Portugal (Loi du 14 avril 1891). — Le maximum de la durée du travail est de six heures entre dix et douze ans, de dix heures pour les mineurs de seize ans et les mineures de vingt et un ans.

Russie (Lois des 1^{er} juin 1882, 3 juin 1885 et 24 avril 1890). — De douze à quinze ans, le jeune ouvrier ne doit pas fournir plus de huit heures de travail par jour et le labeur ne doit pas se poursuivre, sans interruption, plus de quatre heures. Le travail de nuit lui est interdit

(1) Est grande fabrique tout établissement occupant plus de 50 ouvriers et apprentis. Les petites fabriques sont si nombreuses, écrit M. Saïto Kashiro, que l'inspection ne pourrait y faire respecter la réglementation (*La protection ouvrière au Japon*, 1900, p. 20 et 51).

sauf dans les verreries; de quinze à dix-sept ans, il est encore prohibé dans certaines industries.

Suède (Loi du 17 octobre 1900). — L'enfant de douze à quatorze ans ne doit pas travailler plus de six heures, ni plus de dix heures, de quatorze à dix-huit ans. Dans les mines, les enfants de plus de quatorze ans peuvent travailler douze heures. Le travail de nuit est interdit.

Suisse (Loi fédérale du 23 mars 1877). — Le maximum quotidien de travail des enfants de quatorze ans est de onze heures en semaine et de dix heures le samedi et les veilles de fêtes. Le travail de nuit est interdit. Dans la plupart des cantons, des lois complètent la loi fédérale; la journée est limitée à dix heures par les lois cantonales de Lucerne, de Glaris et de Saint-Gall.

CHAPITRE II

TRAVAIL DES FEMMES

SECTION I

LA LOI DOIT LIMITER LE TRAVAIL DES FEMMES

Au XIX^e siècle, l'effectif du personnel féminin, absorbé par la manufacture, s'est accru dans de très grandes proportions. Produire en plus grande quantité et à meilleur compte que les concurrents est devenu l'unique préoccupation des industriels. Aussi, ont-ils de plus en plus, fait appel au travail de la femme qui leur permet de diminuer les frais généraux en distribuant des salaires moins élevés. Même à infériorité de production, les manufacturiers préfèrent l'ouvrière à l'homme ; elle apporte avec elle des qualités morales (douceur, patience, sobriété) capables de compenser l'inégalité de rendement. C'est ce qui explique que les femmes soient, bien souvent, plus nombreuses que les hommes dans les établissements industriels, surtout dans les industries textiles et du vêtement (1) ; la proportion est de 1,4 contre 1 en Allemagne, de 2 contre 1 en Belgique, de 2,5 contre 1 en France (2).

(1) En 1900 sur un total de 829.058 employés et ouvrières industrielles, il y en avait 321.229 pour le vêtement et 306.705 pour l'industrie textile (*Bulletin de l'office du travail*, juin 1900).

(2) P. Louis. *L'ouvrier devant l'Etat*, p. 212.

Émues de cet accroissement continu du nombre des ouvrières et des abus qu'il engendrait, les nations sont successivement entrées dans la voie de la réglementation légale de la journée de la femme et ont adopté des lois protectrices aux contextures plus serrées, au fur et à mesure que ses forces étaient plus ouvertement mises en péril. Préoccupés de limiter la liberté du travail, dans ce qu'elle peut avoir d'oppressif et d'injuste, les législateurs ont relevé les barrières que les corporations avaient établies mais que les principes trop absolus du *laissez faire* avaient renversées.

Cependant si l'accord a pu se faire pour la protection de l'enfant, les écoles sont encore aujourd'hui divisées quand il s'agit de la femme, et le principe de la réglementation a mis plus de temps à acquérir ici droit de cité. Ce n'est qu'en 1892, nous l'avons vu, que le législateur français a inscrit dans ses dispositions la limitation de la durée du travail féminin. Encore n'a-t-elle pas été admise sans difficultés; pendant dix ans la question fut discutée devant les Chambres; enfin elle fut résolue le 19 décembre 1891, après un éloquent discours de M. Jules Roche, Ministre du Commerce.

§ 1. — Faiblesse de la femme.

Des considérations d'hygiène militent d'abord en faveur de l'intervention de l'État. La constitution de la femme est incontestablement plus fragile que celle de l'homme. Son ossature pèse 2 0/0 de moins et, à travail égal, ses forces sont bien plus vite usées; sa capacité pulmonaire est d'un tiers inférieure à celle de l'ouvrier adulte. « Ce que peut réaliser un homme valide et dans la force de l'âge, disait Léon XIII dans son Encyclique

de 1891 sur la condition des ouvriers, il ne serait pas équitable de le demander à une femme ». Elle est incapable de fournir sans danger un travail prolongé. « Bien que la femme, sous certains rapports, se distingue par une force et une résistance prodigieuses, elle est beaucoup moins adaptée aux exigences du travail industriel, parce que son physique en lui-même est moins vigoureux, et que les fonctions sexuelles l'affaiblissent souvent et la rendent accessible à des influences pernicieuses auxquelles l'homme échappe » (1). C'est le devoir du législateur de veiller à ce qu'il ne soit pas abusé de ses forces. Le degré de civilisation d'une nation, a dit Victor Hugo, se mesure au degré de protection qu'elle accorde aux femmes et aux enfants.

Mais, disent certains économistes libéraux, pourquoi imposer des limites au travail de la femme ? N'a-t-elle pas le même droit que l'homme à disposer de son énergie ? Qu'on protège l'enfant qui n'a pas conscience de l'étendue de son engagement, rien de plus juste ; mais une femme adulte est capable de débattre et de régler elle-même, au mieux de ses intérêts, les conditions de travail qu'elle entend accepter. Certains groupes de femmes font eux-mêmes de l'opposition à la réglementation du travail ; c'est ainsi qu'au *Congrès des œuvres et institutions féminines* et au *Congrès des droits des femmes*, tenus à Paris en juin et septembre 1900, la protection a été repoussée au nom de l'« égalité entre les deux sexes ».

Ce n'est là qu'un pur sophisme. En théorie, une femme a le droit de travailler ou de ne pas travailler, à des con-

(1) Rapport de M. Hirsch au Congrès international pour la protection légale des travailleurs, 1900, p. 302.

ditions funestes à sa santé; en pratique, il n'en est pas ainsi. Comme le disait Louis Blanc, « la liberté ce n'est pas seulement le droit, c'est le pouvoir d'être libre ». Or, le pouvoir d'être libre manque à la femme. Ne pas protéger l'ouvrière, serait la laisser exposée aux exploitations des industriels peu scrupuleux; l'abus n'est pas la liberté, il en est la négation. Peut-être les mesures prises entraveront-elles quelque peu l'initiative de la femme, mais il est des circonstances où le législateur est obligé d'accorder sa protection aux individus malgré eux, quand c'est dans leur intérêt qu'il agit. « L'État doit intervenir, écrit M. Béchaux, lorsque l'initiative privée et collective est ou se déclare impuissante à agir » (1). C'est le cas pour l'ouvrière. La faiblesse de l'enfant est temporaire, elle prend fin avec son développement naturel; la faiblesse de la femme est au contraire permanente, les moyens de défense lui font défaut; or, l'intervention de l'État « est indiscutable quant il s'agit d'incapables » (2).

Nous disons que l'ouvrière ne peut se défendre elle-même sur le terrain économique et social. Elle est, en fait, privée de l'arme puissante des syndicats professionnels. Jusqu'ici du moins, les syndicats de femmes ne se sont pas montrés assez actifs pour avoir pu réduire et limiter la journée de travail. La raison en est qu'ils trouvent difficilement l'adhésion de l'ouvrière. Celle-ci ne possède pas cet esprit de corps dont l'homme est pénétré; les idées de solidarité, d'intérêt commun, lui sont étrangères. Quant aux jeunes filles, elles espèrent se marier un jour, de sorte qu'elles considèrent

(1) Béchaux. *Les revendications ouvrières en France*, p. 60.

(2) Villey. *Principes d'économie politique*, p. 131.

comme transitoire leur position actuelle et se désintéressent des tentatives d'amélioration de l'état des ouvrières en général. Chez la femme, le cœur et l'imagination se développent aux dépens de la volonté. Elle a l'habitude « de s'abstenir de prendre part aux divers essais d'organisation sociale et de remettre aux hommes le souci des questions politiques et professionnelles. A cela se joignent une certaine pusillanimité, le manque de persévérance, même une certaine mesquinerie en ce qui touche les sacrifices matériels et d'autre, part l'impatience en vue des buts qu'il s'agit d'atteindre » (1). Ces considérations expliquent suffisamment que la femme laisse tomber de ses mains l'arme qui avait placée la loi du 21 mars 1884. L'*Annuaire des syndicats professionnels* nous apprend qu'en 1900 pour 829.057 femmes employées dans l'industrie et sur 492.647 personnes syndiquées des deux sexes en France, on ne comptait que 27.044 ouvrières. Encore, faut-il remarquer que beaucoup de syndiquées sont affiliées à des syndicats d'hommes; ceux-ci sont bien plus préoccupés de leurs propres intérêts que de ceux des quelques femmes qui se trouvent parmi eux. M^{lle} Schirwacher pense que la grande masse féminine restera longtemps encore réfractaire à toute organisation syndicale : « Toutes les personnes qui se sont occupées de syndiquer les ouvrières, écrit-elle, savent que le manque d'argent, de temps, d'éducation politique et leurs occupations domestiques, rendent particulièrement ardue la tâche de leur organisation, ce qui nous paraît un argument en faveur de l'intervention légale » (2).

(1) Schwiedland. *Rev. d'écon. polit.*, août 1902, p. 658 et 659.

(2) Musée social. *Mémoires et documents*, mai 1902, p. 341.

Les femmes ne trouvent pas non plus dans la grève un instrument de combat qui leur permette de réduire la durée de leur travail dans de justes limites. Sans doute, les ouvrières cessent fréquemment le travail en même temps que les hommes, mais c'est pour le triomphe de revendications communes et souvent parce qu'elles sont obligées de se laisser aller à la remorque du personnel masculin. Il est peu fréquent que, dans une usine, les ouvrières fassent grève de leur propre mouvement et dans leur intérêt propre ; dans les ateliers où ne sont employées que des femmes, par exemple dans les ateliers de confection et de modes, les grèves sont rares. Plus dociles que les hommes, les ouvrières n'ont pas le caractère combatif ; selon la juste remarque de M. Charles Benoist, « elles se défendent moins bien et on ne les défend guère, parce qu'on a pas ou qu'on ne croit pas avoir d'intérêt politique à les défendre » (1).

§ 2. — Intérêt des générations futures et mission domestique de la femme au foyer.

Jusqu'ici, nous n'avons envisagé la question qu'au point de vue de la femme elle-même et du devoir qui incombe à l'État d'intervenir en faveur des faibles. Mais un autre ordre d'idées rend le devoir du législateur plus impérieux et justifie son intervention, de la manière la plus indubitable ; c'est l'égard qu'il doit avoir aux intérêts des générations à venir. Si, en travaillant avec excès, la femme ne nuisait qu'à elle-même, il serait, à la rigueur, permis de soutenir que l'État n'a pas à limiter sa journée ; mais telle n'est pas la situation.

(1) C. Benoist, *Les ouvrières de l'aiguille à Paris*, p. 13 et 14.

Lorsque les ouvrières s'épuisent en travaux prolongés, la race va s'affaiblissant de génération en génération, frappée de dégénérescence physique, intellectuelle et morale. Les enfants naissent mal conformés, débiles ou rachitiques ; « faute d'avoir réglementé le travail des femmes, la société sera vite menacée d'un abâtardissement de la race » (1). L'intérêt général, qui commande la protection des jeunes ouvriers, l'impose aussi pour la femme, surtout à notre époque où il n'est question que de la fatale décroissance de la natalité en France. Il est plus que jamais nécessaire d'assurer à l'enfant une vigueur physique qui lui permette d'échapper au sort de tant de jeunes êtres fauchés par la mort chaque année dans les ménages ouvriers. « Protéger l'enfant et ne pas protéger la mère est un non sens », disait Jules Simon.

Dans l'intérêt du pays, il ne faut pas que les conditions du travail de la femme descendent au-dessous de ce que les Trades-Unionistes anglais appellent le *minimum national*. C'est ce qui se produirait sans la protection légale ; nous en avons pour preuve les excès de travail quotidiens dans les petits ateliers de mode et de confection ignorés de l'inspection du travail. Nous pouvons encore citer ce qui s'est passé dans un certain nombre de manufactures belges où, le législateur s'étant refusé à intervenir, les ouvrières faisaient encore, en 1886, des journées de quatorze et quinze heures au vu et au su des pouvoirs publics. « L'ouvrière, mot simple, sordide, mot barbare ! » s'écriait Michelet à une époque où, la protection de la femme faisant défaut, elle était exposée aux pires exagérations de travail.

(1) P. Pic, *op. cit.*, p. 503.

L'intérêt de la défense nationale fait aussi un devoir à l'État de réglementer la durée du travail de la mère de famille ; si l'enfant représente le soldat à venir, la femme en est la procréatrice et l'éducatrice. Même s'il résulte pour elle quelques restrictions à sa liberté, son intérêt particulier doit céder devant l'intérêt national qui demande de fortes et saines générations.

En outre, la mère de famille doit pouvoir disposer d'un certain temps, pour vaquer aux soins du ménage et à l'éducation des enfants. Ainsi que l'écrivait Léon XIII aux délégués de la Conférence de Berlin en 1890 : « Il est souhaitable que l'État protège la mission toute domestique de la femme ». La nature assigne à chacun sa tâche particulière ; la place de l'épouse et de la mère est au foyer ; si elle en est trop longtemps absente, celui-ci n'existe pour ainsi dire plus. La femme est la pierre angulaire de la famille ; c'est à l'État de prévenir les excès dont la famille, le pays, la société, pourraient souffrir et d'empêcher que l'ouvrière, attirée à l'usine par la nécessité du pain à gagner, ne soit livrée au hasard des exigences industrielles.

« Ce n'est pas seulement dans l'intérêt physique de la race humaine que nous nous efforçons d'arracher l'enfant, l'adolescent, la femme à un labeur excessif, disait Jules Simon à la Conférence de Berlin, c'est aussi pour que la femme soit rendue à son foyer, l'enfant à sa mère, auprès de laquelle seule il peut trouver des leçons d'amour et de respect qui font le citoyen ». Il serait anti-social de permettre à l'atelier d'accaparer tous les instants de l'ouvrière, comme une sorte de rançon du progrès industriel. Que deviendraient les enfants privés des soins physiques et moraux de leur mère ? Leur suf-

fira-t-il d'apprendre quelques leçons de morale civique et de les réciter sans les comprendre devant leur maître d'école, pour posséder un bon fond de doctrine morale ? Assurément non ; c'est la mère qui donne une âme à son enfant, après lui avoir donné un corps, c'est elle qui fait son cœur. Avec l'économiste Brentano, nous demandons l'intervention de l'Etat « en raison de la grande influence exercée par les femmes sur la santé et sur l'éducation des générations à venir ainsi que sur la moralité des maris... Quand la femme va à l'atelier, qu'elle y reste douze, quatorze ou quinze heures, le mari et la femme finissent par ne plus se connaître ; or cette influence moralisatrice que la femme exerce avec ce tact et ce charme qui est dans sa nature disparaît complètement » (1).

On a dit que la réglementation du travail des ouvrières favorisait les petits ateliers de famille aux dépens de la manufacture dont elles seraient renvoyées, quand la connexité des travaux oblige l'industriel à licencier les hommes adultes en même temps que les femmes. Remarquons d'abord que les femmes ne sont pas toutes employées avec des hommes. Lors même qu'elles le seraient, l'industriel n'ira pas de gaieté de cœur substituer à des ouvrières à bas salaires des ouvriers à salaires plus élevés pour augmenter ainsi ses frais généraux. Quant à donner de l'ouvrage aux femmes chez elles, le patron ne le peut souvent pas ; la chose est faisable dans les industries de la couture et de la broderie, mais dans les industries textiles par exemple, l'ouvrière ne peut travailler qu'à l'usine, là où

(1) Cité par M. Lyonnais à la tribune de la Chambre le 9 juin 1888. *J. O. Déb. parl.*, p. 1711 et 1712.

sont les machines et les instruments. Il est vrai, qu'à la suite de la loi de 1900 beaucoup d'ouvrières ont été renvoyées ; mais ces renvois, ainsi que nous le verrons au chapitre suivant, tiennent à ce fait que la journée des hommes a été réglementée, lorsqu'ils sont en collaboration avec le personnel protégé.

§ 3. — La protection ne doit pas se borner aux femmes mariées.

Quelques économistes admettent que la durée du travail soit limitée pour l'ouvrière mariée, mais refusent la protection aux célibataires et aux veuves. Seule la femme mariée doit être protégée, disent-ils, parce qu'elle est soumise à la puissance maritale, elle doit obéissance à son époux et peut être victime de sa part de contraintes directes et indirectes.

Ce raisonnement est peu convaincant. D'une part, l'ouvrière a plus besoin d'être protégée contre le patron que contre son mari. Si ce dernier lui fait subir de mauvais traitements en l'obligeant à travailler plus longtemps que ses forces ne le lui permettent, elle peut s'adresser aux tribunaux pour obtenir la séparation de corps. Le plus souvent d'ailleurs, elle trouvera près de son époux l'aide et la protection qui manquent à l'ouvrière veuve ou célibataire. D'autre part, la femme mariée est moins exposée au surmenage ; elle peut compter sur le salaire du mari tandis que célibataire ou veuve avec enfants, elle serait réduite à ses propres ressources et tentée de prolonger ses journées de travail pour augmenter son salaire ; ne légiférer que pour la femme mariée serait laisser sans appui les ouvrières qui ont le plus besoin de protection. Enfin les

arguments tirés de la faiblesse naturelle de la femme et de son manque d'organisation syndicale ont autant de force, qu'elle soit mariée ou non. Nous ajouterons que l'intérêt des générations à venir apparaît dans les deux cas : il est très probable que la femme célibataire contractera mariage et la femme veuve peut se remarier.

Les partisans de la réglementation restreinte aux ouvrières mariées font valoir que le législateur, en limitant la journée de la femme, se propose de laisser la mère à ses enfants, l'épouse à son foyer, et qu'il n'avait pas le même motif d'intervenir lorsqu'il s'agit de célibataires ou de veuves sans enfants. La réponse est facile; nous avons vu que le seul but de la limitation légale n'est pas d'éviter la désorganisation de la famille; les autres motifs d'intervention sont communs à toutes les ouvrières.

Nous ferons remarquer en dernier lieu que si le législateur n'imposait de maximum qu'au travail industriel des épouses, les patrons n'embaucheraient plus d'ouvrières mariées dont la présence dans leurs ateliers les obligerait à limiter la durée du travail. Elles ne trouveraient plus à s'employer. Il en résulterait une prime à l'immoralité par l'infériorité où le mariage serait ainsi placé en regard de l'union libre (1); pour

(1) Ce serait, dans la population ouvrière, le fâcheux état de choses qui règne chez les domestiques. Bien des maîtres ne voulant que des célibataires, les domestiques se marient tard. La conséquence en est que dans les hôpitaux de Paris sur 3.483 accouchements de célibataires, on en compte 1.369 dans la domesticité à qui d'ailleurs 20 o/o des infanticides et 10 o/o des avortements sont imputables. Du jour où la femme mariée sera rejetée de

celles qui veulent rester honnêtes, ce serait un encouragement au célibat.

SECTION II

DU MEILLEUR MODE DE RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL DES FEMMES

§ 1. — Quelle limite imposer ?

Après dix heures de travail, la femme a fourni la somme d'effort qu'elle était capable de donner. C'est le maximum qu'une loi sage et soucieuse de l'intérêt général doit fixer à la journée de l'ouvrière. La tâche de la mère de famille n'est pas terminée quand elle sort de l'usine ; son rôle d'ouvrière cesse, celui de ménagère va commencer. Elle ne peut, sans grand dommage pour sa santé, suffire aux exigences accumulées des deux professions lorsqu'elle est retenue plus de dix heures à l'atelier, d'autant plus que ces dix heures représentent souvent onze ou douze heures d'absence de la maison. Si la femme restait plus longtemps hors de chez elle, le désordre, la malpropreté de l'intérieur, l'alimentation défectueuse inciteraient le mari à rechercher au cabaret le délassement que son foyer mal tenu ne pourrait plus lui procurer. « Nous demandons que les femmes aient chaque jour un peu de temps pour approprier la maison, pour préparer le dîner, pour causer avec les enfants, écrit Jules Simon... Nous croyons que le mari qui ne trouve, après douze heures de travail à la forge,

l'usine comme la domestique mariée de sa place, il est bien à craindre que l'ouvrière ne suive l'exemple de la servante.

qu'un morceau de charcuterie acheté au coin de la rue, une chambre malpropre, un lit mal fait, une femme mal vêtue, des enfants couverts de boue et de haillons, est presque excusable d'entrer au cabaret et de s'y oublier. Qu'y a-t-il dans son intérieur pour le retenir, le fortifier, lui inspirer courage (1)? »

La loi de 1892, modifiée en 1900, nous offrirait les garanties de protection désirables, si les exceptions à la règle générale n'étaient pas en nombre excessif. Ce que nous critiquons, et nous avons déjà formulé ce grief, c'est le mode de compléter la loi par les règlements d'administration publique. C'est un moyen commode pour le législateur qui craint de soulever des récriminations trop bruyantes et redoute des responsabilités trop lourdes. Est-ce là excès de prudence ou lâcheté ? Nous n'osons nous prononcer. Toujours est-il que l'article 7 de la loi de 1892 ne visait d'abord que la dérogation au repos hebdomadaire. Pendant la discussion, M. Waddington déposa un amendement autorisant des dérogations à la réglementation de la durée du travail pour permettre, lorsqu'arrivent les bateaux de pêche, de traiter immédiatement la sardine sujette à se gâter. C'est dans ces conditions que l'article 7 fut modifié. Aujourd'hui, le texte introduit en faveur de fabricants de conserves de sardines a servi de prétexte pour autoriser plus de cinquante industries diverses à prolonger la durée du travail de femmes. C'est ainsi qu'en 1905 1.785.222 enfants de moins de dix-huit ans, contre 505.656 en 1900 et 4.234.293 femmes et filles de plus de dix-huit ans, contre 1.450.311 en 1900, ont dû fournir des heures supplé-

(1) Lagrésille. Préface du *Commentaire de la loi du 2 novembre 1892*, p. 5 et 6.

mentaires avec l'autorisation de l'inspection (1). Encore est-il à remarquer que l'administration se débat contre des demandes sans cesse renouvelées d'industriels qui invoquent les raisons les plus diverses pour être compris dans les règlements d'administration publique. Les inspecteurs sont débordés; craignant le reproche de partialité, ils sont obligés d'accueillir ces demandes. Quant aux industriels, ils ne savent à quoi s'en tenir, ballotés entre la règle et les exceptions dont ils espèrent tous pouvoir bénéficier.

Dans l'exposé des motifs de son projet de loi sur la durée du travail, présenté le 10 juillet 1906, M. Doumergue signale, d'autre part, qu'il existe un grand nombre d'industries dans lesquelles, en dépit des efforts des industriels, la production ne peut être invariablement réglée, en sorte que l'irrégularité de production a nécessité l'augmentation du nombre des industries admises à bénéficier des dérogations. C'est ainsi qu'à Paris, on compte actuellement 740.000 personnes ayant droit à solliciter de l'inspecteur une prolongation de la journée de travail, contre 240.000 n'ayant pas ce droit. C'est là une source de réclamation. « Puisque presque toutes les industries sont sujettes à des à-coups, conclut le Ministre du Commerce, mieux vaut autoriser toutes les industries à user de dérogations, mais de dérogation légalement limitées en nombre et en durée » (2). En conséquence, il est d'avis de permettre aux enfants de plus de seize ans et aux femmes de prolonger, sans autorisation préalable de l'inspecteur divisionnaire, leur journée de tra-

(1) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1905. *J. O.* du 27 août 1906. Annexe.

(2) Chambre. Doc. parl. S. O. de 1906. Annexe n° 236, p. 914.

vail jusqu'à onze heures pendant soixante jours (quatre-vingt-dix jours dans les industries de plein air). Nous croyons que le système de M. Doumergue, bien qu'évitant les difficultés auxquelles donne lieu l'autorisation sollicitée de l'inspecteur, serait un remède pire que le mal. Aujourd'hui que, grâce aux fluctuations du marché, tous les industriels peuvent plus ou moins revendiquer le caractère saisonnier pour leurs produits, un pareil système érigerait bientôt l'exception en règle générale et, à bref délai, on ne trouverait plus une seule industrie qui n'use pas de la dérogation prévue à l'article 7 de la loi de 1892. Il est de beaucoup préférable que la loi (et non les règlements d'administration publique ou les circulaires) dresse la liste des industries réellement et directement soumises à l'influence de la mode ou des saisons, qu'elle établisse restrictivement les cas où celles-ci seront autorisées à obtenir de l'inspecteur (qui jugera si la loi permet de donner suite à la demande) la permission de prolonger la journée de travail, qu'elle détermine la durée de la dérogation et le nombre d'heures supplémentaires. Si l'on ne veut pas que la limitation à dix heures de la journée légale des enfants et des femmes reste à l'état de lettre morte, submergée sous le flot des dérogations, il est de toute nécessité que le maximum légal ne puisse être dépassé hors le cas d'urgence absolue.

Comme si les trop nombreuses exceptions prévues par les règlements ne suffisaient pas à enlever son efficacité à la protection, la Cour de cassation vient entraver la mission des inspecteurs, mission déjà bien difficile, si nous en jugeons par le nombre de contraventions dressées annuellement. Elle a rendu, le 27 avril 1900, un

arrêt compromettant l'application de la loi de 1892 (1). D'après cet arrêt, la violation de l'horaire exigé par la loi ne suffit plus pour relever une contravention à la durée légale du travail, sous prétexte qu'aucune disposition de loi ne punit le défaut de concordance entre le tableau affiché et le travail effectif. L'horaire étant ainsi dépouillé de toute force probante, il ne reste plus à l'inspecteur que la ressource aléatoire du témoignage des personnes protégées qui, par crainte des représailles, s'abstiendront de parler. Comment, dès lors, assurer l'observation de la loi ? (2).

Suffit-il de limiter la journée de travail de la femme, ne conviendrait-il pas plutôt, dans l'intérêt de la famille, de lui interdire l'accès de l'usine. Un grand nombre d'économistes, séduits par la perspective de laisser la femme à ses occupations domestiques, se prononcent pour la seconde solution. En 1898, M. de Mun, déclarait à la tribune de la Chambre que le gain apporté à la maison par la femme ne compensait pas le mal qu'y occasionnait son absence. Il citait l'exemple de deux ménages : dans le premier, la femme était chez elle, l'intérieur était ordonné, propre, les enfants bien élevés ; dans le second, la femme allait gagner 1 fr. 50 à l'usine, mais la maison était sale, les enfants déguenillés et insupportables (3).

(1) *Bulletin de l'insp. du travail*, 1901, n° 1, p. 32.

(2) Le projet de Code du travail rend pleine force probante à l'horaire (livre II, art. 65). Le 14 juin 1904, M. Trouillot, Ministre du Commerce a, d'autre part, déposé à la Chambre un projet de loi réorganisant le contrôle de la durée du travail.

(3) *J. O. Chambre. Déb. parl. Séance du 11 juin 1898*, p. 1729. Voir dans le même ordre d'idées : *Etudes sur l'Angleterre*, t. I, p. 381, par Léon Faucher.

Il ne faut pas trop attacher d'importance à cet exemple évidemment choisi pour les besoins de la cause. M. de Mun nous dépeint un ménage sans ordre ; fort heureusement ils ne sont pas tous ainsi. De plus, il nous parle d'une femme dont le gain journalier n'était que de 1 fr. 50, alors que la moyenne, pour l'ouvrière adulte, est de 2 fr. 20 (3 fr. dans le département de la Seine, 2 fr. 40 en province) (1). En évaluant à 0 fr. 50 ou 0 fr. 75 par jour le surcroît de dépenses occasionné dans le ménage par l'absence de la femme une partie de la journée, il reste encore, au bas mot, 1 fr. 35 de gain obtenu par le travail de l'ouvrière dans les conditions normales ; c'est une somme très appréciable, dans un maigre budget ouvrier, quand elle est répétée tous les jours. On nous dira que la femme, si elle ne va pas à l'atelier, travaillera chez elle ; mais dans les villes industrielles il est difficile de fournir à la femme du travail en dehors des ateliers et des usines. A Angers, par exemple, que deviendraient les ouvrières qui, au nombre de trois mille environ, gagnent leur vie dans les corderies et tissages, si on venait à les remplacer par des hommes ? N'oublions pas, d'ailleurs, que le travail à domicile est moins rémunéré que le travail à l'usine.

Sans doute, l'idéal serait que la femme restât toujours au foyer. Comme le fait remarquer M. Villey, « ce n'est pas sans grand dommage qu'elle assure d'autres emplois au dehors » (2). Mais les exigences de la vie matérielle plus dures, plus impérieuses qu'autrefois, rendent en

(1) Office du travail. *Salaires et durée du travail dans l'industrie française*, t. IV, 1897, p. 17.

(2) Villey, *op. cit.*, p. 64.

quelque sorte inéluctable la nécessité pour l'ouvrière d'accroître par son travail, les ressources de la famille. On doit réglementer ce travail, en limiter la durée; il serait dangereux de l'interdire. La femme, en vertu de ce préjugé que le salaire du père de famille ou du mari pourvoit aux besoins essentiels, n'obtient qu'un *salaire d'appoint*; elle ne peut, dans l'état de nos mœurs, recevoir à travail égal un salaire égal à celui de l'homme, parce qu'elle est censée ne demander à son travail qu'un supplément de bien-être; du moins, ne doit-on pas lui enlever ce gain, si modique soit-il. Combien d'ouvrières, chargées d'enfants ou de vieux parents infirmes, sont obligées de se faire chefs de famille et d'aller comme l'homme gagner leur pain au dehors? Elles ont la responsabilité d'autres vies que la leur et doivent pouvoir suppléer au salaire insuffisant du mari, surtout si celui-ci a la malheureuse habitude d'oublier le chemin de la maison pour celui du cabaret. M. Kœchlin, délégué allemand à la Conférence de Berlin, communiquait une statistique d'où il résultait qu'en Alsace-Lorraine, sur six cents familles ouvrières ayant plus de trois enfants, près de cinq cents ne pouvaient vivre par le seul salaire du père.

Nous sommes dans une impasse : ou bien la femme va à la manufacture et son ménage risque d'être négligé; ou bien elle travaille chez elle (à supposer qu'elle trouve de l'ouvrage, ce qui n'arrive pas toujours) et ne gagne pas suffisamment pour subvenir aux besoins de ses enfants. Il faut donc marcher prudemment sur un terrain semé de tant d'écueils. Nous croyons que la limitation du travail des femmes à dix heures concilie la protection qui leur est due avec la liberté qu'elles ont,

de soutenir par leur labeur leur existence personnelle et celle de leur famille.

Notons encore que le cadre familial n'embrasse pas tous les éléments sociaux. D'après les statistiques, il y a 47 0/0 de femmes de plus de seize ans qui ne sont pas encore ou ne sont plus mariées; elles vivent de leur travail, on ne peut les empêcher d'aller chercher leur pain à l'atelier. Elle est sans doute très belle, la devise : « L'homme au dehors, la femme au foyer », mais combien de femmes n'ont pas de foyer? Combien sont veuves ou orphelines? Combien de domiciles conjugaux désertés par le mari? Et si, tout en étant célibataire, la fille est mère, la loi va-t-elle lui interdire de travailler pour nourrir les enfants que son séducteur a abandonnés? Fermer la porte de l'usine aux femmes non mariées serait les engager, en quelque sorte, à n'attendre leur subsistance que de la débauche. Elles se procureraient, par des moyens inavouables, les subsides qu'elles pourraient demander au travail honnête; la prostitution se développerait ainsi que le nombre des enfants illégitimes. J.-B. Say blâmait le régime corporatif d'avoir interdit aux femmes certains métiers; « on secondait ainsi, disait-il, la séduction et la débauche » (1); que serait-ce si si elles étaient exclues de tous les établissements industriels! « Sous prétexte d'améliorer le sort de la famille ouvrière, on risque ainsi, tout simplement, de l'empêcher de se fonder et de la remplacer par l'union libre » (2).

Enfin, interdire absolument à la femme l'accès de

(1) J.-B. Say. *Cours complet d'économie politique*, t. I, p. 545.

(2) Pierre Leroy-Beaulieu. *Économiste français* du 9 juillet 1904, p. 44.

l'usine serait, pour éviter un mal, en susciter un autre. « N'est-il pas plus barbare, remarque fort justement M. Bonnevey, d'enfermer seize heures durant dans sa chambre, rivée à sa machine ou à son aiguille, l'ouvrière dont la constance prolongée à un travail implacable pourra seule assurer sa propre existence en même temps que la vie de ses enfants? » (1). Ce n'est pas dans les usines que les pires abus se produisent, l'exagération du travail se rencontre surtout dans les travaux à façon exécutés par les femmes à domicile; nombreuses sont les mansardes où les ouvrières sont à la peine du matin au soir et souvent, hélas, du soir jusqu'au matin !

§ 2. — Le travail en chambre et les employées de magasin.

De tous temps le travail en chambre, la petite industrie à domicile, a fait une grande concurrence au travail à l'atelier de la manufacture. Bien que la journée y soit longue et le travail moins régulier, les industriels et les ouvrières tiennent en faveur le travail à domicile. Les fabricants, qui donnent aux femmes de l'ouvrage à faire chez elles, éludent les prescriptions sur les heures de travail, économisent les dépenses de locaux, gaz, combustibles et rejettent ces déboursés sur les ouvrières; dans l'industrie en chambre « tout ce que l'immobilisation de capitaux qu'elle comporte entraîne d'aléas, remarque M. E. Allix, au lieu d'être au compte du patron, est au compte de l'ouvrier » (2). Les ménagères recherchent elles-mêmes le travail au foyer qui leur permet de gagner quelque argent en surveillant la mai-

(1) Bonnevey. *Les ouvrières lyonnaises travaillant à domicile*, p. 125.

(2) *Annales des sciences politiques* du 15 juillet 1904.

son et les enfants. Malheureusement, la journée se prolonge fréquemment dans des proportions effrayantes (1). « Ce système engendre un surmenage évident car, pour augmenter son gain, la famille veille et se surmène, parce qu'elle a pris une besogne au dessus de ses forces qu'elle doit rendre à jour fixe » (2). Dans bien des cas, l'ouvrière reste à l'ouvrage pendant quinze heures, sans prendre d'autres repos que les quelques instants nécessaires, pour manger quelques bouchées sur le pouce et sans quitter la machine à coudre, parfois dans des soupentes sordides et empuanties (3).

Quels abus ne se produit-il pas, tous les jours, dans les ateliers de famille ! D'après les constatations du tribunal industriel de Berlin en 1896, la grande majorité des couturières et des piqueuses travaillaient chez elles de douze à dix-sept heures par jour, les confectionneuses de vestons fournissaient de quinze à dix-huit heures de travail. Il suffit d'ouvrir les livres de MM. Charles Benoist (*Les ouvrières de l'aiguille à Paris*) et Bonnevey (*Les ouvrières lyonnaises travaillant à domicile*) pour constater que la France ne le cède en rien à l'Allemagne, sous le rapport de l'exagération des heures de travail à

(1) « On peut dire d'une façon générale que la durée du travail dans une industrie tend à varier en proportion inverse de l'importance du personnel qu'elle emploie » (Rapport de la commission supérieure du travail pour 1900, p. XLIII).

(2) Rapports des inspecteurs pour 1902, p. 43.

(3) « Le travail à domicile, déclare M^{me} Brunhes, est comme un Janus à deux faces ; il a deux noms : tantôt il s'appelle le « travail à domicile » et évoque spontanément de belles et nobles idées ; tantôt il s'appelle le *Sweating-System*, c'est-à-dire : le système de la sueur, et ce nom seul le voue à l'exécration » (Publications de l'Association nationale française. *Protection légale des travailleurs*, p. 137).

domicile, et que la journée longue en arrive à être érigée en journée ordinaire, dans les petites industries en chambre (1).

La question a pris en ces dernières années (depuis la loi de 1900) une importance particulière, par suite de l'accroissement régulier et continu des petits ateliers de famille. Les inspecteurs constatent cette progression, surtout dans les industries de la couture, de la mode et de la broderie. Près de Bourges, un fabricant ne retient plus en atelier que 6 ou 7 ouvrières et en occupe 1.500 en dehors. L'inspecteur de Tours signale que les industriels fournissent des machines à coudre aux femmes travaillant pour eux, au fond des campagnes (2). Il y a aujourd'hui plus de 650.000 ouvrières en chambre dont 85.000 à Paris. On comprend l'intérêt qui s'attache à la durée du travail dans ces logements ouvriers où s'étiolent tant de jeunes filles et de mères de famille.

Peut-on empêcher la femme de s'épuiser dans un travail sans frein ni merci exécuté chez elle? S'il est facile de constater le mal, il n'est pas aisé d'indiquer le remède.

Plusieurs fois des membres du parlement demandèrent que le travail à domicile fut interdit; la Commission supérieure reproduisait ce vœu il y a quelques années (3). Le système radical de l'interdiction n'est pas admissible sans menacer la cohésion familiale. La limitation des heures de travail n'est pas davantage pos-

(1) V. aussi Th. Cotellet, *op. cit.*, p. 118 et s.

(2) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1900, p. xxxii. Pareil fait s'est passé dans le Jura et dans la banlieue lyonnaise.

(3) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1902, p. xxii.

sible (1). La visite de l'inspecteur serait vexatoire et gênante; « les périls qu'elle pourrait prévenir ne semblent pas comparables à ceux qu'elle engendrerait, livrant l'intérieur de la famille aux inquisitions des agents de l'État » (2). Il serait délicat d'obliger ceux-ci à franchir le seuil du domicile privé, à toute heure du jour et de la nuit. La fraude tiendrait en échec la surveillance la plus vigilante. L'inspecteur devrait faire des visites continues et serait surchargé de travail sans que nulle loi en vienne limiter la durée. Dès que l'inspecteur serait signalé, l'ouvrage serait jeté au fond d'un placard et toute trace de travail disparaîtrait. Si cette scène se passait la nuit, l'agent du contrôle ne pourrait que constater une chose, c'est que, malgré l'heure avancée, les membres de la famille ne se livrent pas encore au sommeil, ce qui en soi n'a rien de délictueux. Il est facile de démasquer la fraude dans les établissements industriels par les indices qui signalent le travail (bruit, lumières, allées et venues, etc.); mais ces circonstances sont sans valeur quand il s'agit de l'atelier de famille. « Combien de fois l'inspecteur, abaissé au rôle d'inquisiteur tracassier, devrait-il, au risque de surprendre les intimités de la vie familiale, pénétrer dans l'atelier à do-

(1) Nous savons que la loi de 1892 n'est pas applicable aux ateliers de famille. Le projet de loi déposé en juillet 1906 par M. Doumergue, Ministre du Commerce, étend la limitation légale de la journée de travail : 1° aux ateliers de famille à moteur mécanique comme ne présentant au point de vue de l'organisation du travail aucune différence avec les petits établissements similaires soumis à la surveillance du service ; 2° aux ateliers de famille classés parmi les établissements dangereux dans lesquels les inspecteurs ont déjà accès au nom de l'hygiène et de la sécurité.

(2) Villey, *op. cit.*, p. 372.

domicile sans découvrir jamais la moindre infraction?» (1).

Peut-être, pourrait-on indirectement obtenir des résultats satisfaisants et empêcher les excès de travail en chambre. Dans cet ordre d'idées, nous pouvons citer l'enregistrement des ouvrières à domicile, tel qu'il est imposé par la loi du 18 octobre 1894 en Nouvelle-Zélande par la loi australienne du 28 juillet 1896 et en Angleterre par le *Factory and Workshop act* de 1891. Les patrons doivent tenir une liste des ouvriers employés en dehors de la fabrique. Cette formalité très simple permettrait de recenser exactement les petits ateliers clandestins qui n'ont de familial que le nom, mais dont l'existence, en raison même de leur intérêt à rester ignorés, est fréquemment inconnue de l'inspection et dans lesquels se commettent les pires exagérations de travail. Nous remarquerons, à ce sujet, que, dans le but de faire connaître à l'inspecteur du travail les ateliers clandestinement organisés échappant ainsi à tout contrôle, le projet de loi présenté le 10 juillet 1906 par M. Doumergue oblige, dans son article 7, les chefs d'établissements, manufactures, usines ou ateliers, qui donnent du travail à faire au dehors, à tenir un registre indiquant les noms et domicile de toutes les personnes qu'ils emploient (2).

Signalons encore une institution originale en usage au Massachusetts et en Nouvelle-Zélande : elle consiste à appliquer une fiche spéciale sur les objets confectionnés à domicile (3); il en résulte une sorte de boy-

(1) Cavaillé, *Rev. polit. et parlem.* de sept. 1905, p. 496.

(2) Chambre. Doc. parl. *J. O.* de 1906. Annexe n° 236, p. 918.

(3) On inscrit par exemple sur les objets ces mots : *Tenement Made* qui en indiquent la provenance.

cottage des produits fabriqués en chambre dont le débit se trouve ainsi restreint.

Le meilleur remède, croyons-nous, est l'organisation syndicale. Si l'ouvrière en chambre travaille quinze ou dix-huit heures, c'est évidemment que le salaire d'une journée normale de neuf ou dix heures serait insuffisant pour lui permettre de joindre les deux bouts. « Tout ce qu'on peut imaginer pour relever les salaires aura donc une influence immédiate sur la diminution des heures de travail » (1). Le syndicat empêchera l'avilissement de la rémunération en annihilant la concurrence acharnée que se font les femmes entre elles (2). Il sera difficile, il est vrai, de syndiquer les ouvrières en chambre, car elles se connaissent peu et n'ont aucune relation; cependant, c'est là le plus sûr moyen dont elles disposent pour éviter les longues journées et leur cortège de maladies et de misère.

Si l'on peut espérer, grâce à l'association corporative, bannir le surmenage de l'atelier de famille il est d'autres professions féminines dans lesquels toute limitation de la durée du travail est impraticable. Il en est ainsi dans l'industrie agricole dont le labeur suit le cours du soleil. En été, les femmes occupées aux travaux des champs ont à fournir de très longues journées, elles ont en revanche l'inaction relative de l'hiver. Les ouvrières agricoles ne se plaignent pas de ces moments de surtravail que la nature leur impose et savent qu'il est de toute nécessité de travailler « d'un soleil à l'autre soleil »,

(1) Lambrecht. *Le travail des couturières en France et sa réglementation*, p. 77.

(2) « L'ouvrière est la plus terrible ennemie de l'ouvrière », remarque M. Bonnevey, *op. cit.*, p. 114.

pour rattraper pendant la belle saison le temps perdu pendant l'hiver.

La réglementation de la durée du travail ne peut non plus s'appliquer aux gens de maison. En 1904, un grand journal du matin, *L'Éclair*, fit une enquête auprès des domestiques, et il en résulte avec évidence qu'on ne doit pas songer à limiter légalement leurs heures de travail. Ils ont tous répondu au questionnaire qui leur était adressé sur leurs revendications, que leurs maîtres pouvaient avoir besoin d'eux la nuit comme le jour, selon le service approprié à chaque maison et qu'une réglementation ne pourrait avoir lieu (1). C'est donc aux bons sentiments de ceux qui ont des femmes à leur service qu'on doit faire appel pour leur demander de ne pas exiger de leurs domestiques une somme de travail dépassant la résistance humaine.

Pour les employées de commerce et de magasin, la question est tout autre. Sans doute, leur travail est en général moins pénible que celui des femmes occupées dans les établissements industriels, surtout depuis que la loi du 29 décembre 1900 prescrit de munir de sièges les magasins et boutiques où est employé un personnel féminin. Néanmoins les femmes peuvent avoir à travailler douze et quatorze heures par jour dans les établissements commerciaux. « Dans les grands bazars on commence à 8 heures, on ne sort qu'à 10 heures du soir. Le samedi on veille jusqu'à 1 heure 1/2 pour

(1) V. les numéros de *L'Éclair* des 18, 22, 23, 26 septembre et 24 octobre 1904.

Au Missouri il y a cependant une association : le « *Servant Girl's Trust* » dont les statuts demandent les soirées libres après 7 heures 30.

préparer l'étalage. Les jours de fête, on va jusqu'à 11 heures ou minuit » (1). Ici le surmenage provient principalement de l'apprêt des marchandises pour les clients du lendemain ; les moments de presse se produisent surtout pendant la semaine qui précède le premier janvier et au commencement des saisons d'été et d'hiver.

Il est logique de chercher à protéger les vendeuses ou apprêteuses, occupées parfois de longues heures dans des arrière-boutiques, aussi bien que les ouvrières de fabrique ; leur travail est plus déprimant s'il est moins fatigant ; la statistique établit en effet que la corporation des employés de magasin fournit à la tuberculose environ 40 0/0 de ses victimes (2).

Plusieurs fois déjà, ont eu lieu des tentatives de réglementation de la durée du travail dans les maisons de commerce. Le 8 mai 1893, M. Piérard déposait sur le bureau de la Chambre une proposition limitant à onze heures la journée dans les magasins et y interdisant le travail de nuit. En juin 1896, la Chambre discuta la question de l'extension de la loi de 1892 aux industries de l'alimentation et le 26, M. Prudent-Dervilliers proposait d'ajouter à la nomenclature de l'article 1^{er} les mots : « bureaux et magasins » ; la réforme n'aboutit pas. A la suite d'une enquête de 1900, la Commission

(1) Publications de l'Association nationale française. *La protection légale des travailleurs* (Rapport de M. Artaud), p. 162.

(2) La phtisie fait aussi sentir ses effets pernicieux chez les femmes employées dans l'alimentation, souvent astreintes à des travaux prolongés et malsains. Nous savons qu'une décision du Conseil d'Etat ne permet pas de leur appliquer les lois de 1892 et de 1900. Mais le projet déposé en juillet dernier par M. Doumergue, Ministre du Commerce, leur étend la réglementation légale.

supérieure du travail émit le vœu que la loi de 1892 fut étendue aux laboratoires, cuisines, magasins, boutiques, etc., avec interdiction du travail de nuit, sauf prolongations jusqu'à 11 heures ou minuit la veille des fêtes.

Nous ne croyons pas qu'on doive appliquer purement et simplement la loi de 1892 aux femmes et aux enfants dans les magasins ; en pratique, une telle réforme sera de nature à soulever des difficultés. Certains commerçants établiront des relais d'employés, pour continuer la vente ou la préparation de la vente plus longtemps. D'autres suffiront seuls avec leur famille au service de la clientèle. Nous avons vu à quelles complications avait donné lieu, dans la loi de 1892, l'organisation des relais. D'ailleurs, tous les commerçants ne peuvent pas organiser ces relais faute de ressources suffisantes ; les moins favorisés de la fortune « seront obligés de fermer leurs magasins, alors qu'à côté d'eux les magasins de certains de leurs concurrents resteront ouverts » (1). Les difficultés seront aussi pour l'inspecteur, qui ne pourra savoir à quelle équipe appartient chaque employée et si les femmes occupées après l'heure légale de cessation du travail font ou non partie de la famille du commerçant. En outre, l'âpreté de la concurrence n'entraînerait-elle pas celui-ci à remplacer par l'enfant revenant de l'école l'employée qu'il est obligé de laisser partir ? Enfin, une loi limitative heurterait par trop les mœurs et serait exposée à un échec complet (2).

(1) Jay, *op. cit.*, p. 62.

(2) Le récent projet de loi déposé par M. Doumergue apporte cependant une première limitation au travail des magasins en accordant aux employés un grand repos ininterrompu de 10 heures (la Commission de travail demande 13 heures) pour réparer leurs forces entre deux journées de travail.

Pour toutes ces raisons, nous pensons que la solution du problème réside dans la fermeture des magasins à une heure déterminée, en permettant des exceptions aux moments de grande vente. « Une loi qui réglerait seulement la durée du travail sans limiter le temps pendant lequel les magasins seront ouverts au public serait une loi incomplète et difficile à observer » (1). Nous objectera-t-on qu'on ne peut régler la consommation comme la production et que les conditions du travail de l'employée de commerce sont des plus inégales, variables avec les milieux et les établissements commerciaux? Nous croyons cependant pouvoir affirmer que la fermeture obligatoire ne porterait préjudice ni au commerçant ni à l'acheteur. Ce dernier fera ses achats plus tôt, s'il sait que les magasins sont fermés tous les jours à 7 heures du soir. Quant au négociant, il ne verra pas son chiffre d'affaires diminuer, parce que ce chiffre est réglé sur les besoins de la consommation. L'heure de fermeture pourrait d'ailleurs varier avec le genre d'industrie et la localité. Ce système amènerait dans les meilleures conditions possibles, la limitation des heures de travail des employées de commerce et de leurs patrons. Actuellement, il suffit de l'obstination de quelques commerçants dans une ville, pour empêcher la majorité de s'entendre et de fermer en même temps les magasins (2).

(1) Rapport Artaud, *loc. cit.*, p. 177.

(2) Il va sans dire que, par la force des choses, les hôtels, restaurants, brasseries qui emploient des femmes resteraient ouverts; ces établissements s'accommoderaient mal d'une heure de fermeture légale; celle-ci pourrait être remplacée par une organisation d'équipes successives.

C'est la fermeture obligatoire qu'ont consacrée les diverses législations qui actuellement réglementent la journée dans le commerce. En Allemagne, la loi du 30 juin 1900 dispose que les magasins de vente doivent être fermés au public, de 9 heures du soir à 5 heures du matin, sauf les cas de nécessité absolue. Dans l'État de Victoria (Australie), les magasins doivent fermer à 7 heures du soir et le samedi à 11 heures du matin. Dans l'Australie occidentale, une loi de février 1902 limite à cinquante-deux heures par semaine la durée de présence dans les boutiques. Celles-ci ne doivent pas ouvrir avant 8 heures du matin; elles sont obligées de fermer avant 6 heures du soir, pendant quatre jours; avant 10 heures du soir, le cinquième jour et avant 1 heure de l'après-midi, le sixième. C'est aussi la fermeture des magasins à une heure déterminée que réclament la *Fédération des employés* en France et le *Comité directeur de la Fédération nationale des employés* en Angleterre. Dans ce dernier État, la question ne tardera vraisemblablement pas à aboutir; des vœux favorables ont été émis, en 1901, par la Chambre des Lords et, en 1902, par le Congrès des Trades-Unions.

§ 3. — Travail de nuit et veillées.

Il y aurait contradiction à limiter le labeur de la femme pendant le jour, tout en la laissant s'épuiser dans un travail de nuit. Ce dernier est très funeste à l'ouvrière que sa constitution délicate prépare mal à supporter les fatigues des nuits blanches. Au chapitre précédent, nous avons vu quels sont les effets lamentables de l'insuffisance de repos chez l'enfant, ils sont aussi pernicieux chez la femme.

Les hygiénistes et les moralistes sont d'accord pour proclamer les dangers du travail nocturne. Le professeur Mahaim, de Liège, ayant visité des femmes travaillant la nuit, dans les tissages de Verviers, les trouva dans des conditions de santé déplorables se traduisant surtout par des maux de tête, des vomissements, la perte de l'appétit; toutes étaient anémiques, maigres et petites.

L'insuffisance de repos n'altère pas seulement la santé et l'intelligence; le méphitisme des ateliers, les excitations malfaisantes de l'éclairage artificiel, les promiscuités forcées, la fatigue et l'énervement, tout concourt à faire du travail exécuté la nuit un péril moral très grand pour l'ouvrière. A la séance du 16 juin 1888, M. Waddington citait à la Chambre des rapports d'inspecteurs (1); tous étaient favorables à la prohibition du labeur nocturne, au nom de la moralité et de l'humanité. Voici comment s'exprime M. Blaise, inspecteur à Rouen : « Le travail de nuit, est une source directe et indirecte de désordre dans le ménage et dans l'atelier. » M. Delattre, inspecteur à Lyon, déclare : « Les directeurs confient la surveillance aux contremaîtres; ceux-ci souvent sont les premiers à abuser de malheureuses femmes qui sont forcées quelquefois de sacrifier leur honneur au morceau de pain du lendemain ».

La femme n'est pas la seule victime. La famille est désorganisée, les enfants ne connaissent plus leur mère qu'ils voient à peine, le père déserte le foyer. Et quels effets terribles, le travail de nuit de la femme n'a-t-il pas sur la descendance ! Il tue la source de vie dans

(1) *J. O. Chambre. Déb. parl.* Séance du 16 juin 1888, p. 178

la classe ouvrière. La stérilité, les avortements, les décès à terme s'élèvent à des taux désolants. On a constaté que la mortalité infantile et la morbidité des nourrissons sévissent surtout dans les régions où le travail de nuit des femmes est plus intense. M. de Mun faisait part, en 1891, à la tribune de la Chambre de la cruelle observation d'un ouvrier au sujet de ses enfants : « Il dit que ceux qu'il a eus, pendant que sa femme travaillait la nuit, sont venus au monde mort-nés ou sont morts presque tous à un ou deux ans. Et il ajoute, en finissant, que le travail de nuit est un mangeur d'enfants » (1). M. Charles Benoist rapporte le fait et conclut : « Mangeur de vertu, mangeur de santé, mangeur de bonheur, que ne mange-t-elle pas la veillée ? Mais le dilemne est impitoyable, ou se laisser manger ou ne pas manger demain. En attendant qu'il mange, ce mangeur donne à manger » (2).

Les enquêtes faites jusqu'ici ont donné des réponses favorables à l'interdiction du travail de nuit. En 1885, par exemple, une consultation des inspecteurs, des conseils de prud'hommes et des conseils généraux ayant eu lieu sur la question, 324 avis se prononcèrent pour la prohibition contre 151 pour le maintien. Quelques ouvrières cependant préférèrent le travail nocturne au travail du jour ; elles prétendent que, tout en apportant ainsi leur quote-part de salaire, elles trouvent le temps dans la journée de faire le ménage et de soigner les enfants pendant que le mari travaille. Mais ce ne sont là que des exceptions ; la femme en général ne demande pas le travail pendant la nuit dont les funestes effets ne

(1) J. O. Chambre, Déb. parl. Séance du 2 février 1891, p. 189.

(2) Ch. Benoist, *op. cit.*, p. 38.

lui permettent plus de trouver en elle assez d'énergie pour donner à sa maison les soins attentifs qu'elle réclame. La vie familiale entre les deux époux, dont l'un va à l'atelier le jour et l'autre la nuit, se trouve impossible.

Pour protéger efficacement l'ouvrière, il faudrait reporter de 9 heures à 7 heures le commencement de la nuit industrielle. De 5 heures du matin à 7 heures du soir, les patrons disposent de quatorze heures, c'est plus qu'il n'en faut pour que la femme puisse travailler dix heures. Quand la mère de famille quitte l'usine à 7 heures du soir, en comptant le temps de préparer le repas, coucher les enfants, et s'occuper du ménage, il est 10 heures lorsqu'elle peut prendre un repos bien gagné; si elle doit retourner à l'atelier le lendemain pour 7 heures du matin, il lui reste à peine les huit heures indispensables de sommeil.

Il faudrait surtout limiter strictement le travail supplémentaire de la femme et restreindre, dans les limites les plus étroites, les exceptions à la prohibition du travail de nuit. Les décrets de 1893 et 1895 ont étendu de façon exagérée ces exceptions, entravant et annihilant ainsi la loi de 1892 et provoquant les doléances justifiées de tous les spécialistes. Ces règlements d'administration publique constituent non pas une « soupape de sûreté », comme le croyait le rapporteur M. Waddington, mais une fissure par laquelle s'échappe la réglementation. C'est surtout du fait du paragraphe 6 de l'article 4 que les tolérances abusives se produisent; les inspecteurs n'ont pas le temps d'examiner les nombreuses demandes qui leur parviennent sous prétexte d'« interruption accidentelle ou de force majeure »; ils accordent

leur autorisation à l'aveugle et n'osent les refuser pour éviter des difficultés. Au cours d'une année, certaines imprimeries typographiques ont bénéficié de 235 jours de prolongation de travail (1). En 1903, 2.376.240 journées d'ouvrières ont été prolongées la nuit avec l'assentiment de l'inspection (2). Et cependant dans l'esprit du législateur, le travail de nuit ne devait être autorisé qu'exceptionnellement!

Le nombre d'établissements usant du travail de nuit proprement dit (nous ne parlons pas des veillées) est tellement restreint que celui-ci pourrait être supprimé sans inconvénients dans la grande majorité des cas. Il s'agirait seulement d'une question d'organisation mieux comprise ainsi que nous allons le constater.

Dans les usines à feu continu, l'exclusion des ouvrières des ateliers de nuit serait très facile; la plupart de ces établissements ne profitent pas de la dérogation, ceux qui en usent n'ont pour but que la diminution de leurs frais généraux en distribuant à des femmes des salaires moins élevés que ceux qu'il leur faudrait payer à des hommes. Dans les 191 usines à feu continu situées dans le ressort de l'inspecteur de Paris, on ne compte que 189 femmes employées la nuit. En 1896, il n'y en avait pas une seule dans les ateliers nocturnes des raffineries de Nantes.

Longtemps les femmes ont été occupées la nuit au pliage des journaux; on considérait leur concours comme indispensable en raison de la dextérité qu'elles

(1) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1900, p. LXXV.

(2) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1903, p. LV.

apportent à ce travail et qu'on ne pourrait demander à un homme. Mais dans beaucoup d'endroits, la femme est d'ores et déjà remplacée par la machine; il ne s'agit que d'en généraliser l'application. La plieuse mécanique peut très bien être substituée à la main-d'œuvre féminine. Sans doute, le pliage des journaux ne dure que trois ou quatre heures, mais les femmes qui font cette besogne s'occupent à d'autres travaux pendant le jour, pour augmenter leur maigre salaire.

Quant au brochage des imprimés exécuté par des ouvrières pendant la nuit, il a encore moins sa raison d'être (1). Il n'y a pas la même nécessité de faire paraître à heure dite. Une revue périodique hebdomadaire ou mensuelle, un prospectus, un catalogue de magasin, peut être livré avec un jour de retard. Malheureusement les imprimeurs ne reçoivent le bon à tirer qu'à la dernière minute et sont obligés de faire travailler la nuit. M. Alfassa cite le cas de deux maisons de brochage, qui s'entendent pour échanger leurs ouvrières : « Elles passent d'un atelier à l'autre, puis reviennent le lendemain matin à leur atelier de la veille. Cela donne des journées de seize à dix-huit heures que l'inspection est impuissante à empêcher » (2). Les coupables sont les grands magasins; ils tiennent le plus longtemps possible leurs catalogues cachés pour dépister leurs concurrents aux aguets. Si le travail de nuit était supprimé pour le brochage des imprimés, rien ne s'opposerait à ce que les revues, les catalogues, soient livrés à l'atelier

(1) Fait curieux à signaler : le journal féministe *La Fronde* est imprimé exclusivement par des femmes qui travaillent la nuit.

(2) *Rev. d'écon. polit.*, août 1902, p. 709.

un peu plus tôt; la besogne pourrait être facilement effectuée le jour.

Le travail de nuit des femmes occupées à préparer les lampes des mineurs, serait évité par un double jeu de lampes dont l'un passerait au nettoyage pendant que l'autre serait en service.

Restent les fabriques de conserves de poissons; ici, le travail de nuit est nécessaire. Ce n'est pas à heure fixe qu'on peut se livrer à cette besogne; l'arrivée des bateaux de pêche n'est pas régulier, il varie avec la marée, avec le passage des bancs de thons ou de sardines. On ne sait jamais à l'avance à quel moment les pêcheurs rentreront au port; dès que le poisson arrive, il doit être mis en manutention immédiate (1). D'autre part, on ne peut employer à la préparation et à la mise en boîte les hommes occupés à la pêche; seules les femmes sont disponibles. Il ne paraît pas possible de leur éviter un travail prolongé, il est vrai, mais passager. Au surplus, « il s'agit là bien plus d'un travail agricole que d'un travail

(1) La détérioration rapide des produits oblige le fabricant de conserves à mettre immédiatement ses ouvrières au travail; il ne lui est donc pas facile de se conformer au texte du décret du 26 juillet 1895 et d'attendre pour commencer que l'inspecteur lui ait accordée l'autorisation demandée.

Cette remarque s'applique à toutes les industries qui sollicitent la permission de veiller. C'est ordinairement un événement imprévu qui entraîne le travail de nuit total ou partiel; l'industrie n'a pas le temps d'attendre la réponse favorable de l'inspection. Ne pourrait-on pas introduire dans la loi le système belge qui donne toute satisfaction au point de vue de la rapidité et du contrôle? Voici en quoi il consiste : chaque patron possède un carnet à souche dont chaque feuillet représente une heure de dérogation; quand il veut prolonger d'une heure ou deux le travail dans ses ateliers, il détache un ou deux feuillets qu'il envoie à l'inspecteur de sa circonscription.

industriel. L'exception que présenterait ce cas spécial ne toucherait donc pas à l'organisation du travail purement industriel » (1). La même remarque peut s'appliquer aux conserves de fruits ou de légumes et aux industries extractives du parfum des fleurs. Mais, notons-le, dans ces dernières espèces, il en va différemment quant à la permission de faire veiller les femmes pendant la nuit; cette permission pourrait être supprimée; en effet, ce ne sont pas les hommes qui manquent pour ces travaux, et il est possible de régler le recrutement de la main-d'œuvre sur la quantité de produits à traiter.

Plus difficile à trancher est la question des veillées (2) permises par l'article 4 de la loi de 1892 jusqu'à 11 heures du soir, pourvu que la durée totale du travail ne dépasse pas douze heures (3). Les veillées sont plus nuisibles à la santé que les travaux de nuit proprement dits. Tandis que ceux-ci sont exécutés par des femmes spécialement embauchées à cet effet, qui savent à quoi elles s'engagent quand elles franchissent le seuil de l'atelier de nuit après s'être reposées le jour, les veillées au contraire s'ajoutent à une journée de travail déjà surchargée; elles se superposent à un travail de jour jusqu'à 11 heures du soir, si la loi est respectée, mais très souvent jusqu'au lendemain matin. Fréquemment l'ouvrière ne prévoit pas cette surcharge inattendue; il lui faut doubler la consommation de ses forces

(1) Musée social. *Annales*, octobre 1902, p. 340.

(2) Elles sont surtout usitées dans les industries de la mode, de la confection et de la lingerie.

(3) Le projet Doumergue de juillet dernier porte que la limite de prolongation du travail n'excédera pas 10 heures du soir et que la durée du travail effectif ne dépassera pas onze heures.

sans pouvoir en même temps doubler sa réparation nutritive. Au moment où elle croit sa tâche terminée, le patron la prévient qu'on veillera. Ne pouvant aller chez elle prendre son repas, elle court chercher un morceau de pain et de la charcuterie qu'elle mange sur le pouce et à la hâte; l'ouvrière doit attendre le retour à la maison vers minuit ou 1 heure du matin (sinon plus tard) pour prendre un dîner substantiel.

Trop souvent, grâce à la faculté de veiller jusqu'à 11 heures, la femme fournit plus des douze heures de travail permises par l'article 4 § 4 de la loi de 1892; parfois même, elle passe une nuit presque blanche à l'ouvrage puis retourne à la besogne, après quelques heures de repos, les yeux rouges, courbaturée, malade. Comment s'étonner, après cela, si « en fin de saison, les trois quarts des ouvrières des ateliers de Paris sont atteintes de chlorose et anémiées? » (1). Le problème de la dépopulation, qui préoccupe tant les économistes, serait en partie résolu dans la classe ouvrière si on limitait étroitement les veillées (2).

Et pendant que la mère de famille tire l'aiguille une partie de la nuit, que deviennent les enfants, que devient le mari? Quand elle rentre à la maison après l'heure habituelle « le feu n'est pas allumé ou il est éteint, le dîner est froid... la fatigue de l'estomac a fait passer l'appétit. On aime mieux ne pas dîner. Et pendant ce

(1) *J. O. Chambre. Déb. parl. Discours Sibille. Séance du 29 octobre 1892, p. 1370.*

(2) « Le résultat de la veillée pour la femme, à n'importe quel âge, dit un inspecteur, est la déchéance physique quand elle n'amène pas la déchéance morale ». (Rapport des inspecteurs pour 1897, p. 28.)

temps là, pour celles qui sont mariées, que fait le mari ? Il est lassé d'attendre, il est allé au cabaret : il y reste un peu d'abord, davantage ensuite ; peu à peu il en a pris l'habitude, il a déserté le foyer désert » (1). M. de Mun en traçant ce tableau des funestes effets de la veillée ne faisait pas une peinture poussée au noir. Il n'exagérait rien lorsqu'il constatait encore en termes émus : « A minuit on s'en va. Les ouvrières habitent à Montmartre, à Batignolles, à Clichy, à Levallois-Perret. Les ateliers sont au centre de Paris dans les quartiers riches et élégants. Il y en a qui préfèrent ne pas s'en aller du tout. Y a-t-il des matelas par terre ? Non, elles sont libres de passer la nuit sur une chaise... Pour celles qui partent, comment s'en vont-elles ? L'omnibus ne passe plus : il faut prendre une voiture et la payer car il est fort rare que la maison la paie. Quand on n'en trouve pas, il faut d'en aller à pied, faire une heure ou deux de chemin. Ce sont souvent des jeunes filles de dix-huit ans, de dix-sept ans, de seize ans même. Savez-vous ce qu'elles nous ont dit ? Nous ne pouvons pas invoquer la protection des gardiens de la paix ; ils nous répondent que les filles honnêtes ne courent pas la rue à cette heure-là » (2).

La veillée offre des dangers moraux considérables pour la jeune ouvrière ; la surveillance des parents est rendue difficile pour ne pas dire impossible. Celles qui se conduisent mal invoquent, quand elles rentrent tard, ce prétexte : on nous fait veiller. Voici un fait entre mille : un journal rapportait, il y a quelques années, que

(1) *J. O. Chambre. Déb. parl. Discours de Mun, séance du 2 février 1891, p. 188.*

(2) Discours de Mun, *loc. cit.*, p. 187.

deux jeunes ouvrières avaient été victimes d'une agression nocturne, en sortant de la veillée; l'enquête révéla que les jeunes filles avaient passé leur soirée dans un bal de barrière (1).

Pour peu qu'on y réfléchisse, on voit que la veillée est incompatible avec l'interdiction, portée à l'article 4 de la loi de 1892, de travailler plus de douze heures par jour. Si l'atelier, comme c'est l'usage, ouvre à 7 ou 8 heures du matin, les ouvrières, lorsqu'elles s'en vont à 11 heures du soir, ont fourni en règle générale treize ou quatorze heures de travail (2). La loi est sur ce point l'objet de violations continuelles; pour qu'il en soit autrement, il faudrait que le travail commençât vers 10 heures du matin, ce qui est contraire aux habitudes des ateliers.

D'autre part, l'injonction de fermer l'atelier à 11 heures du soir est transgressée avec la complicité des ouvrières désireuses de gagner des salaires plus élevés. Tous les moyens sont employés pour déjouer la surveillance des inspecteurs; ceux-ci sont unanimes à se plaindre des difficultés qu'ils ont à constater les infractions. Certaines maisons ont plusieurs ateliers; les femmes se déplacent et vont de l'un à l'autre faire les soixante veillées auxquelles la loi leur donne droit. Elles arrivent ainsi à veiller presque toute l'année, en paraissant respecter les règlements (3). Certaines fraudes sont com-

(1) Cité par M. Germain Martin. *Rev. d'écon. polit.*, août 1902, p. 703.

(2) Il n'y a pas besoin de veiller pour trouver les douze heures; elles peuvent se placer entre 7 heures du matin et 9 heures du soir.

(3) Il serait nécessaire d'interdire le cumul de l'exception de l'article 4 § 4 de la loi de 1892 et de la tolérance de l'article 7 de

munément usitées. Les inspecteurs, ont grand'peine à se faire ouvrir la porte des ateliers et lorsqu'ils y parviennent, l'industriel a eu le temps de faire disparaître ses ouvrières par une autre porte. En 1897, une inspectrice parisienne écrivait : « Les industriels sont très aidés dans leurs fraudes par la disposition de leurs ateliers. Les maisons de couture un peu importantes ont généralement plusieurs ateliers, des escaliers un peu partout, des concierges complaisants, des domestiques faisant le guet et donnant le signal assez à temps pour que la maison soit plongée instantanément dans l'obscurité. Pendant que l'inspectrice s'aventure dans un escalier sombre, les ouvrières partent par les autres issues. Elles se prêtent très volontiers à ces supercheries qui leur procurent un moment de gaieté. Dans ces circonstances, elles prêteront toute assistance au patron pour le plaisir de faire une niche à l'inspection, quitte à nous le dénoncer le lendemain par une lettre anonyme » (1).

Il est à remarquer que ce sont les industries ayant le plus obtenu de dérogations à l'interdiction du travail de nuit qui fournissent le nombre le plus élevé de contraventions à la loi. Ainsi en 1905, les modes, la confection et la lingerie, tout en bénéficiant de fréquentes autorisations, ont donné prise à 566 contraventions sur un total de 1.009 pour l'ensemble des industries (2).

La tâche déjà si pénible des inspecteurs est contrariée

cette même loi, pour empêcher certaines maisons de confection de veiller pendant 60 jours en vertu de l'article 4 § 4, puis, pendant 160 autres jours, de prolonger la durée du travail par application de l'article 7 (comme cela s'est passé en 1899); ce qui porte la journée de travail à 12 heures pendant 220 jours par an.

(1) Rapports des inspecteurs pour 1897, p. 28.

(2) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1905.

par une jurisprudence récente de la Cour de cassation. Le 12 juillet 1902 (1), la Cour suprême décida que les inspecteurs ne doivent pas pénétrer la nuit dans les établissements où le travail n'est organisé que pendant le jour, « attendu que ces établissements sont placés, la nuit, sous la sauvegarde et l'inviolabilité du domicile ». Ils n'ont entrée dans ces établissements, pendant la nuit, que « lorsqu'ils auront recueilli des indices leur permettant de croire à une contravention du travail ». Il résulte de cet arrêt que les inspecteurs ne peuvent, après six heures du soir (du 1^{er} octobre au 31 mars) ou après neuf heures (du 1^{er} avril au 30 septembre), pénétrer dans les ateliers que s'ils ont des indices de fraude tels que « de la lumière, un bruit de machines, ou des allées et venues d'ouvrières ». Mais le plus souvent, les ateliers donnant sur des cours, et la veillée s'y faisant sans bruit au moyen de petits moteurs dont le fonctionnement ne se révèle pas au dehors, l'inspecteur pourra rarement relever les contraventions ; en fait c'est l'impunité assurée. Il est désirable, comme le demande la Commission de codification des lois ouvrières (2), de permettre à l'inspection d'avoir accès de nuit comme de jour dans les établissements soumis à son contrôle.

Fréquemment les veillées proviennent d'une mauvaise organisation ; elles pourraient alors être supprimées avec plus de savoir-faire, ou moins d'insouciance. C'est ainsi que dans les maisons de mode et de confection, elles résultent dans bien des cas d'engagements pris à la légère à l'égard d'une cliente pressée ; la première, sans se préoccuper de l'abondance des commandes,

(1) *Bulletin de l'office du travail*, novembre 1902, p. 787.

(2) Code du travail, liv. II, tit. II, article 83.

accepte un *ultimatum* ; les ouvrières sont alors obligées de veiller parce qu'il a été pris plus de besogne qu'on en pouvait terminer. D'autres fois l'ouvrage est mal distribué ; les heures du commencement de la journée sont gaspillées et l'atelier doit donner un formidable coup de collier de 4 heures de l'après-midi à 10 ou 11 heures du soir ; le *coup de feu* pourrait encore ici être évité. M. de Mun déclarait à la tribune de la Chambre que dans un atelier les ouvrières avaient travaillé vingt-huit heures de suite. « Il s'agissait de confectionner un corsage qui devait être livré le lendemain matin à 9 heures ; c'était le *coup de feu* qui légitimait ce travail excessif ? Eh bien ! le lendemain à 7 heures 1/2 du soir, le corsage était encore sur la table de l'atelier, ni expédié, ni même enveloppé » (1). Certaines maisons font veiller, paraît-il, en manière de réclame, pour que les passants se disent en voyant la lumière filtrer aux fenêtres : « Voilà une maison qui a de l'ouvrage ! »

Pour légitimer le travail de la veillée, les patrons allèguent le caractère *saisonnier* que toutes les branches d'industrie tendent de plus en plus à revêtir (2) ; ce caractère résulte autant de la concurrence et de l'influence des saisons que de l'exigence parfois excessive des acheteurs. Mais, une répartition plus judicieuse du travail pourrait parfois empêcher les brusques soubresauts de la production. Il est facile de prévoir les demandes qui reparaissent avec régularité à certaines époques de l'année. Le fabricant de chapeaux pour hommes, par

(1) Discours de Mun, *loc. cit.*, p. 188.

(2) Les blanchisseuses elles-mêmes réclament la faculté de veiller la nuit qui précède le moment où le linge doit être remis aux clients.

exemple, sait très bien qu'il doit tenir prêt un certain nombre de chapeaux de paille à l'entrée de l'été. Mais les fabricants aiment mieux réduire le plus possible le stock de leurs marchandises pour économiser le capital roulant ; brusquement les rayons se trouvent épuisés, il faut les renouveler dans un temps très court, d'où travail de nuit et veillées.

S'il est des industries où la veillée est beaucoup plus un prétexte qu'une nécessité, il en est d'autres où elle subsistera toujours par suite des *coups de feu* et des imprévus. Ce sont les industries de la mode et de la confection, principalement de la confection pour femmes. Les patrons ont à faire face à l'afflux de commandes motivées par le retour des saisons ; de septembre à janvier, de mars à juin, à Paris la veille du Grand-Prix, le travail est précipité ; puis l'accalmie survient, l'activité fiévreuse de l'atelier fait place à la monotonie, c'est la morte-saison (*season-trades*). Cet état de choses ne peut être changé ; les couturiers et couturières, les modistes, ne peuvent devancer l'époque des modèles et éviter les moments de presse correspondant à l'alternance des saisons. Une loi serait impuissante, ou bien il faudrait réformer les mœurs et les habitudes. Les élégantes ne se résigneront pas à commander les robes d'été au mois de janvier et les chapeaux d'hiver au mois de juin ; elles attendent que la mode soit définitivement fixée. Et puis, remarquons-le, celle-ci nous vient souvent de l'étranger ; les dames américaines ou anglaises qui donnent le ton et les commerçants qui les fournissent ne vont assurément pas tenir conseil pour échelonner les commandes et éviter les veillées en France. La mode, ce tyran domestique que tout le monde censure mais contre lequel

personne ne voudrait s'insurger, est plus forte que la volonté ; elle est aussi plus forte que la loi. Il y a d'ailleurs des événements imprévus qui nécessitent les veillées, les commandes n'ayant pu être faites à l'avance ; ainsi des chaleurs ou des froids prématurés, une fête, un bal, un mariage et surtout un deuil. Indépendamment de ces circonstances de force majeure venant de la clientèle, il en est d'autres qui résultent du métier : « Dans bien des cas, il faut que la même couturière *bâtisse* sans interruption son ouvrage, sinon le lendemain matin elle doit refaire tout le travail interrompu la veille » (1).

Le mal ne peut être guéri, mais il pourrait être considérablement réduit, si les acheteurs s'habituait à faire leurs commandes plus régulièrement et à ne pas attendre au dernier moment pour demander un chapeau ou une robe. C'est qu'en effet, à côté des résistances de certains patrons, de la complicité des ouvrières et de l'influence des saisons, ou des cas de force majeure, intervient dans l'organisation des veillées un quatrième facteur : la clientèle, c'est le plus difficile à éliminer ; contre ses exigences se brisera souvent toute interdiction légale de veiller. Ce n'est pas de gaieté de cœur que la majorité des industriels de la mode et de la confection, pratiquent la veillée en veillant eux-mêmes et en consommant de l'éclairage. Ils ont les mains liées et subissent les caprices d'une clientèle féminine implacable qui veut être servie sur le champ. « Le sort de la femme qui travaille, écrit M. Charles Benoist, est dans les mains de celle qui fait travailler... Vous cherchez, mesdames,

(1) Germain Martin, *loc. cit.*, p. 700.

une bonne œuvre à faire. Voici la plus urgente. Faites aux ouvrières le sacrifice d'un caprice; vous leur ferez l'aumône de la santé. Tuez ce qui les tue : la veillée » (1).

Les caprices de la clientèle sont parfois poussés jusqu'à l'inhumanité. Une inspectrice du travail déclarait que, passant un soir, à minuit, sur la place Vendôme, elle remarqua les fenêtres d'un atelier encore éclairées à cette heure tardive. Elle monta et trouva des essayeuses attendant les clientes qui devaient venir au sortir de l'Opéra. Mondaines et demi-mondaines ont à l'envi de redoutables exigences; elles veulent recevoir leurs commandes le lendemain ou le surlendemain du jour où elles les font; « qu'on fasse veiller, s'il le faut », est un de leurs mots favoris. Pareilles fantaisies coûtent cher à la classe ouvrière.

Ne pourrait-on pas limiter le nombre vraiment excessif des industries autorisées à veiller et le nombre des jours pendant lesquels le travail de nuit est permis jusqu'à 11 heures (2)? Soixante jours par an peuvent paraître, à bon droit, une trop large dérogation. Une limitation plus stricte permettrait d'atteindre des infractions qui se commettent sous le couvert des veillées. Assurément, cette mesure porterait ombrage aux clientes habituées à ne jamais attendre; mais la santé et la moralité de milliers d'ouvrières sont plus précieuses que les caprices irréfléchis de quelques névrosées. Avec M. Charles Benoist, nous remarquons que « pour un

(1) Charles Benoist, *op. cit.*, p. 43.

(2) On ne peut pas songer à établir des équipes; que deviendrait la seconde équipe, une fois le moment de presse terminé? Au surplus il n'y a souvent que l'ouvrière qui a commencé un travail qui puisse le terminer de façon satisfaisante.

caprice qui traverse une tête folle, il faut faire souffrir une créature humaine et plusieurs autres créatures qui lui sont attachées par un lien étroit (mari et enfants) ». Le jour où les élégantes, sauront que les veillées sont plus limitées et que les inspecteurs tiennent sérieusement la main à l'observation de la loi, au lieu de commander leurs toilettes huit jours avant le Grand-Prix, elles les commanderont trois semaines avant. Ce ne sera pas la première fois que l'on verrait la clientèle s'assouplir à des habitudes nouvelles : la loi anglaise sur les fabriques de 1876 ayant supprimé la faculté des heures supplémentaires, les commissaires, institués pour en observer les effets, déclarèrent que la majeure partie des commandes, autrefois gardées pour la dernière minute, étaient échelonnées de façon très satisfaisante. Les patrons seraient les derniers à se plaindre d'une réglementation plus étroite des veillées; ils les conservent, le plus souvent, parce qu'ils ne voient pas la possibilité de les supprimer sans faire le jeu de leurs concurrents moins scrupuleux.

Cependant, une limitation légale trop stricte pourrait avoir pour effet de faire passer à l'étranger une partie des commandes des clientes pressées ou de donner une funeste extension à l'industrie à domicile, centre principal des travaux de nuit. Nous aurions plus de confiance (bien que ce ne soit encore là qu'un pis-aller) dans les *ligues sociales d'acheteurs* destinées à éveiller la conscience du public ordinairement indifférente aux misères sociales, à en faire, en quelque sorte, l'éducation en lui montrant que c'est un devoir de ne pas poursuivre la satisfaction d'un désir au prix du surmenage et des souffrances de l'ouvrière. Beaucoup de

femmes attendent le dernier moment pour s'occuper de leurs toilettes, parce qu'elles se disent que toutes les autres en faisant autant, ce n'est pas la peine de s'imposer quelque contrainte dont ne profiterait pas la masse des ouvrières; aussi donnent-elles libre cours à leur fantaisie. Mais, du jour où se sera créée une de ces ligues dont nous parlons, beaucoup d'acheteuses réfléchiront sans doute, elles reconnaîtront leurs torts, elles entreront dans la ligue et espaceront davantage leurs commandes, sachant cette fois que leur généreux mouvement ne sera pas isolé et stérile.

Les dames de New-York ont organisé les premières *ligues de consommateurs* en 1891. En novembre 1902, M^{me} Jean Brunhes en a créé une à Paris sur le même modèle; les adhérents ont pour précepte de ne jamais faire de commandes sans se demander si elles ne risquent pas d'entraîner le travail de la veillée et surtout de ne jamais les faire aux périodes de presse (Noël, le premier de l'an, le Grand-Prix).

D'autre part, les *ligues sociales d'acheteurs* s'engagent à ne faire travailler que les maisons qui renvoient leurs ouvrières avant 9 heures du soir, sans leur donner jamais de travail à terminer chez elles (1). Ces maisons sont inscrites sur une *liste blanche*; la première liste, parue à Paris en mars 1903, comprenait sept couturières et deux modistes; la seconde, publiée en novembre 1904, portait le nom de onze couturières, deux tailleurs pour dames, six modistes et deux corsetières.

(1) Ces ligues favorisent aussi la limitation des heures de travail dans les magasins en ne donnant leur pratique qu'à ceux qui prennent l'engagement de fermer à 7 heures du soir au plus tard.

SECTION III

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

En dehors des nations qui limitent, ainsi que nous l'avons vu, la durée de travail des employés de commerce, les États qui suivent ont réglementé la journée des femmes occupées aux travaux industriels, par les mêmes lois qui ont fixé un maximum au travail des enfants.

Allemagne. — La journée des femmes ne peut excéder onze heures pendant cinq jours et dix heures le samedi. Le travail de nuit est interdit.

Angleterre. — La femme ne doit pas travailler plus de cinquante-cinq heures et demie par semaine, ni plus de douze heures par jour.

Australie. — Le maximum hebdomadaire pour les ouvrières est fixé quarante-huit heures et le maximum quotidien à huit heures.

Autriche. — Le travail des femmes est limité à onze heures par jour et le travail de nuit leur est prohibé.

États-Unis. — Les femmes y sont généralement assimilées aux filles mineures ; par conséquent le maximum quotidien est de dix heures et le maximum hebdomadaire de cinquante-cinq à soixante heures.

Italie. — La journée-limite de la femme est de douze heures et elle ne peut travailler plus de six heures de suite ; le travail nocturne est interdit.

Pays-Bas. — Limitation du travail quotidien à onze heures et interdiction du travail de nuit.

Russie. — Le travail de nuit des femmes est prohibé.

Suisse. — L'ouvrière ne doit pas travailler plus de onze heures, ni plus de dix heures le samedi ; le travail de nuit lui est interdit.

CHAPITRE III

TRAVAIL DES HOMMES ADULTES

SECTION I

LA LOI NE DOIT PAS LIMITER LE TRAVAIL DES HOMMES ADULTES

C'est au sujet du rôle de l'État vis-à-vis de l'ouvrier adulte que les économistes se sont nettement partagés en deux camps : interventionnistes et non interventionnistes. En dehors du parti socialiste qui fait de l'intervention absolue de l'État le pivot de toutes ses doctrines, nous nous trouvons en présence de deux opinions : les partisans de la première demandent à la loi de réglementer la durée de travail de l'homme adulte, les partisans de la seconde repoussent au contraire la limitation légale. Nous n'hésitons pas à passer dans le camp des non interventionnistes et à déclarer que, dans les circonstances économiques actuelles, l'État ne doit plus rien à l'ouvrier lorsqu'il a protégé jusqu'à dix-huit ans ses premières années de travail à l'atelier. Quand il s'agit de la femme et de l'enfant, la loi doit s'interposer pour empêcher une exploitation contre laquelle ces êtres faibles seraient impuissants à se défendre. Mais l'homme adulte, au contraire de l'enfant, est parvenu à la plénitude de son développement ; à l'inverse de la femme, il possède l'énergie nécessaire pour faire respecter ses

droits; nous ne voyons pas au nom de quel principe on l'empêcherait de disposer de son temps et de ses bras au mieux d'intérêts dont il est le meilleur juge.

Nous comprenons qu'en 1848 on ait légiféré pour la protection des hommes; c'était une compensation aux inégalités qui pesaient sur les ouvriers, à une époque où l'action syndicale était nulle et le droit de coalition inexistant. Il fallait en outre, apaiser les soulèvements populaires. Mais de nos jours, l'intervention de l'État est illégitime; elle ne doit se manifester que lorsque l'initiative privée est ou se déclare impuissante à agir, ce n'est pas le cas pour les hommes adultes. Dans l'état moderne des habitudes industrielles, la loi de 1848 compromettrait peu le principe de la liberté du travail. Le maximum qu'elle fixait et les exceptions qu'elle admettait étaient assez larges pour permettre le développement de l'initiative individuelle sans léser gravement les intérêts de l'ouvrier (1). Le législateur pouvait donc maintenir cette loi dont le principe était, il est vrai, contestable à l'heure actuelle, mais dont l'application n'offrait pas grand danger, le maximum de douze heures étant rarement atteint. Mais l'article 2 de la loi de 1900, en abaissant la limite à dix heures pour la majeure partie des hommes adultes, est en réalité inexplicable autrement que par le désir de flatter les foules et de suivre le courant qui semble emporter les peuples vers le socialisme d'État (2). La nouvelle loi est d'autant plus

(1) Un de ceux qui avaient voté la loi de 1848, M. Fresneau, disait en février 1882 au Sénat : « Elle a été votée parce que n'offrant pas par elle-même un grand danger en raison de ce chiffre élevé de douze heures, elle nous permettait de donner une satisfaction platonique à des passions surexcitées ».

(2) Sans doute le législateur se proposait d'assurer une protec-

grave qu'elle constitue un acheminement vers la limitation générale de la journée des hommes, limitation dont la législature qui vient de s'ouvrir verra très certainement le vote. Le principe est déjà engagé par des propositions en ce sens, notamment par le récent projet déposé à la Chambre le 10 juillet 1906 au nom du gouvernement par M. Doumergue, Ministre du Commerce.

L'article 1^{er} de ce projet pose le principe de la journée de dix heures dans l'industrie, pour tous les ouvriers employés dans un des établissements mentionnés par l'article 1^{er} de la loi de 1892 (à l'exception des mines soumises à la loi du 29 juin 1903). Cette généralisation s'expliquerait, d'après l'exposé des motifs (qui fait allusion à la loi de 1900), parce qu'il est préférable d'accorder la journée de dix heures à tous les adultes « sans détours et de l'inscrire dans la loi pour tous les établissements industriels » (1). Le texte projeté laisse en dehors de son action les industries de transports (pour lesquelles un projet spécial est en ce moment soumis au Parlement) et, au moins provisoirement, les petites industries de l'alimentation (boucheries, pâtisseries, charcuteries, boulangeries). Quant aux adultes occupés

tion plus efficace aux femmes et aux enfants, mais, nous le verrons, point n'était besoin pour cela de limiter la journée de l'ouvrier adulte. Pour beaucoup d'interventionnistes ce n'était qu'un prétexte commode à réglementation générale ; sous une apparence de nécessité c'était le premier pas dans la voie de *l'État providence*. M. Doumergue le reconnaît dans l'exposé des motifs du projet de la loi qu'il déposait le 10 juillet 1906 ; on voulait, dit-il, « introduire la journée de dix heures pour les adultes dans la grande majorité des établissements industriels » et rendre l'usage des dix heures « presque général ». (Chambre. Doc. parl. S. O. de 1906. Annexe n° 236, p. 912.)

(1) Chambre. Doc. parl. de 1906. Annexe n° 236, p. 912.

dans les magasins, boutiques et bureaux, le projet se borne à leur imposer, après le travail journalier, un repos ininterrompu dont la durée ne peut être inférieure à dix heures; « il paraît difficile, déclare M. Doumergue, d'appliquer aux établissements commerciaux toutes les prescriptions légales qui sont imposées à l'industrie où le travail est continu et ne dépend point des heures où se présente la clientèle » (1). Le texte déposé par le Ministre du Commerce prévoyait l'application de la loi de dix heures (en deux étapes) dans un délai de 4 ans « aux ouvriers adultes occupés en dehors des locaux où travaillent des femmes ou des enfants ». La Commission du travail, en novembre dernier, a proposé une distinction : le délai de 4 ans (en deux paliers) serait applicable aux seuls établissements qui ne sont pas encore assujettis à la limitation du travail; quant aux établissements actuellement soumis au décret-loi de 1848, la journée y serait ramenée à dix heures dans un délai de 2 ans. L'article 3 du projet prévoit des dérogations : la journée de travail effectif pourra être portée à douze heures pendant soixante jours par an (quatre-vingt-dix jours dans les industries de plein air); un règlement d'administration publique déterminera d'autres exceptions analogues à celles prévues au décret du 28 mars 1902.

Après cet aperçu du projet Doumergue, nous sommes fondés à dénoncer la loi de 1900 comme un grave précédent et à prédire à brève échéance l'unification de la journée légale industrielle sur la base de dix heures (2).

(1) Exposé des motifs, *loc. cit.*, p. 913.

(2) Au Sénat, le 16 novembre dernier, M. Viviani, Ministre du

Et cependant, quand il s'agit des hommes adultes l'intervention de la loi n'est pas nécessaire, bien plus elle est dangereuse (1).

§ 1. — La réglementation légale n'est pas nécessaire.

Nous disons d'abord que la nécessité d'une limitation légale ne se fait pas sentir pour les hommes ; la durée de leur travail se réduit d'elle-même par les lois naturelles de l'évolution et du progrès. A la veille de la loi de 1900, les inspecteurs signalaient que la journée des adultes atteignait rarement le maximum de douze heures et oscillait entre dix et onze heures (2). En 1899, sur 33.953 établissements parisiens visités : 1.194 soit 2,90 0/0 faisaient douze heures ; 21 soit 0,04 0/0, onze heures et demie ; 19.502 soit 48,80 0/0, onze heures ; 898 soit 2,20 0/0, dix heures et demie ; 18.340 soit 44,75 0/0, dix heures et moins. Au total 97 0/0 ne faisaient pas plus de onze heures. L'enquête de l'*Office du travail* a révélé, il y a une dizaine d'années, qu'en moyenne la longueur de la journée était de dix heures et demie et que, dans plus de la moitié des établissements, les heures supplémentaires n'étaient jamais pratiquées (3). Suivant une autre enquête, ordonnée le

Travail, a déclaré que le gouvernement était décidé à poursuivre la réduction légale des heures de travail.

(1) M. Cauwès, bien que partisan de l'intervention, laisse entendre qu'une réduction de la durée du travail plus forte que celle de la loi de 1848 est « l'immixtion arbitraire de l'État non commandée par un intérêt d'humanité ». (*Cours d'économie politique*, t. IV, p. 117.)

(2) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1900, p. XLIII.

(3) Office du travail. *Salaires et durée du travail dans l'industrie française*, t. IV, p. 14 et 15.

30 mai 1890 par la commission parlementaire du travail de la Chambre, la journée de dix heures était, il y a une quinzaine d'années, mise en usage par 66,8 0/0 des ouvriers métallurgistes, 83,3 0/0 des ouvriers du bâtiment, 66,9 0/0 des ouvriers de l'ameublement; dans le département de la Seine, 70 0/0 des ouvriers travaillaient dix heures et moins (1).

Nous trouvons chez nos adversaires d'irréfutables arguments à l'appui de la théorie non interventionniste que nous soutenons. M. Waddington, cependant partisan déterminé du principe de la réglementation du travail des adultes, déclarait le 7 juillet 1899 à la tribune de la Chambre : « On remarque que partout où l'élément masculin domine, partout où les hommes adultes sont en majorité et représentent un contingent beaucoup plus considérable que celui des femmes et des enfants, la durée des heures de travail est la plus réduite ». D'autre part, l'inspecteur divisionnaire de Lyon rapporte : « C'est dans les industries qui emploient principalement des hommes adultes que la journée n'atteint pas la limite assignée par le législateur ». Ces déclarations prouvent l'inutilité de la loi.

Avec les progrès des mœurs, beaucoup d'industriels mus par des sentiments d'humanité et de philanthropie, comprenant d'ailleurs qu'il n'est pas de leur intérêt d'exténuer par un surcroît de travail les ouvriers qu'ils emploient, ont réduit spontanément la journée dans leurs ateliers. Les interventionnistes prétendant néanmoins que les patrons charitables, placés entre leur conscience et leur intérêt, ne peuvent donner libre cours

(1) Enquête annexée au rapport Dron, 1893. Annexe n° 2874, p. 283-285.

à leur générosité par suite de la concurrence (appelée en Allemagne d'un mot énergique *Schmultzkonkurrenz* « la concurrence crasseuse ») faite par les industriels moins scrupuleux. Il est du devoir du législateur, dit M. Roosevelt, d'écarter « le désavantage que le patron subit quand on le compare avec des compétiteurs sans scrupules qui n'agissent bien que par peur de la punition » (1). C'est là une erreur; l'unification des heures de travail dans une contrée tend à s'établir sur la base la moins élevée. Les ouvriers quitteront l'usine où l'on travaille davantage pour celle où l'on travaille moins (nous supposons, bien entendu, que le salaire est le même dans les deux établissements); ou bien leur syndicat imposera par la grève, s'il en est besoin, au patron plus exigeant les conditions de travail en usage chez ses confrères plus humains.

Malgré les réductions de travail consenties en dehors de toute contrainte légale, les partisans de la réglementation n'ont pas confiance dans l'initiative privée, individuelle ou collective. Il reste des abus, dit M. Raoul Jay le porte-paroles de l'interventionnisme, il y a des excès « que seule aujourd'hui l'intervention de la loi est capable de faire disparaître » (2). L'ouvrier n'est pas libre, prétend-on, il est sans avances et n'a à sa disposition que la force productive de ses bras dont il doit trouver immédiatement l'emploi, tandis que le patron, disposant de capitaux, peut attendre et se passer de l'ouvrier. Celui-ci doit, pour ne pas mourir de faim, livrer son activité aux conditions que lui dicte l'industriel; ces conditions l'ouvrier les subit, il ne les consent

(1) Th. Roosevelt. *La vie intense*, p. 233.

(2) Jay, *op. cit.*, p. 49.

pas. Les interventionnistes objectent encore que, dans une usine, les heures d'entrée et de sortie sont fixées par un règlement, et que l'ouvrier ne peut dire à son patron : « Vous faites travailler onze heures, mais je ne resterai dans vos ateliers que dix heures » (1). Ils en concluent que la liberté des conventions est purement nominale; elle disparaît devant la règle commune de l'atelier et « l'ouvrier n'est qu'un rouage du vaste outillage qu'il est appelé à mettre en mouvement » (2).

Il y a dans ces raisonnements plus de déclamation que de vérité; ils pouvaient être produits il y a cinquante ans, ils n'ont plus valeur aujourd'hui que la condition morale de la classe ouvrière est complètement différente. Sans doute le travailleur isolé est moins fort que le patron; mais cent ou mille ouvriers peuvent imposer leur volonté à l'industriel et lui tenir tête en disant : « Nous ne voulons travailler que dix heures au lieu de onze ». L'ouvrier n'est plus seul en face de son patron; il y a deux forces en présence : d'un côté le

(1) C'était déjà le raisonnement de Stuart Mill : seule la loi pouvait avoir un effet utile, disait-il, car l'ouvrier qui ne voudrait travailler que dix heures, les autres travaillant douze heures, ne serait pas employé ou subirait une réduction d'un sixième de son salaire. (Stuart Mill, *loc. cit.*, p. 569 et 570.)

L'économiste anglais ajoutait qu'en supposant même tous les ouvriers d'accord sur un règlement privé, l'intérêt de chacun serait de le violer pour obtenir le salaire de dix heures, plus celui de deux heures supplémentaires. Cette réflexion de Stuart Mill nous prouve que le désir des ouvriers est bien moins la diminution des heures de travail que la hausse du salaire et que la prohibition des heures supplémentaires (ordinairement payées double) en empêchant cette hausse du salaire serait très préjudiciable aux intérêts de la classe ouvrière.

(2) Discours de M. Guesde, *J. O. Chambre. Déb. parl.* Séance du 25 juin 1896, p. 1072.

Capital représenté par un industriel, de l'autre le *Travail* représenté par un syndicat. Les ouvriers traitent avec les patrons par des intermédiaires, non plus comme s'il y avait 500 contrats séparés, mais comme s'il n'y avait plus qu'un seul contrat : « Le travail considéré abstraitement et dans l'ensemble, écrit M. Villey, est tout aussi fort que le capital considéré abstraitement et dans l'ensemble » (1).

La diffusion de l'instruction a donné à l'ouvrier la notion de ses droits. Par sa nature préparé à la lutte, il ne laisse pas rouiller entre ses mains les armes, que la loi du 25 mai 1864 et celle du 21 mars 1884 y ont placées. Il use et abuse du droit de coalition et de grève pour appuyer ses revendications, il se sert des syndicats professionnels pour faire prévaloir ses intérêts. Grâce à ces moyens de résistance, grâce aussi aux sympathies hautement avouées des corps élus, de la presse et de l'opinion publique, qui ne manquent jamais de faire pencher la balance du côté du Travail, les ouvriers opposent une puissance à la puissance patronale et peuvent traiter d'égal à égal avec l'industriel le plus riche, avec la compagnie la plus puissante.

On ne comprendrait pas d'ailleurs à quoi servirait d'autoriser et d'organiser les syndicats si l'État, par ses intrusions propres, ne devait rien leur laisser à faire.

Les associations fédératives corrigent suffisamment l'inégalité économique qui existait autrefois entre l'employé et l'employeur, en solidarissant tous les travailleurs d'une même industrie. Parfois même il serait plus opportun de protéger les ouvriers contre la tyrannie syndicale

(1) Villey, *op. cit.*, p. 377.

que contre l'oppression patronale, car « souvent les syndicats ouvriers sont plus maîtres que le patron dans son propre atelier » (1).

Le mouvement syndicaliste, il est vrai, n'est pas encore général. Les partisans de l'intervention légale font remarquer que la majorité des hommes adultes reste en dehors des groupements professionnels, et qu'en 1903, par exemple, le nombre des syndicats ouvriers n'était que de 3.934, comprenant 643.757 adhérents sur quatre millions et demi de travailleurs industriels. Nous ne prétendons pas que l'organisation ouvrière soit complète, mais, tels qu'ils sont, les syndicats ont une influence considérable sur les conditions du travail. « Il n'est guère d'agent plus énergique qu'une union professionnelle bien organisée » (2). Dans un mouvement ouvrier les non syndiqués font cause commune avec les syndiqués; les troubles qui, en avril dernier, ont désolé la région du Nord de la France en sont la preuve. Un publiciste socialiste, M. Hamelin, constate avec joie « qu'en cas de conflit entre le Travail et le Capital, il y a lieu de compter sur un grand nombre de travailleurs non groupés en temps ordinaire; des exemples récents nous l'ont prouvé surabondamment » (3). Le 15 septembre 1898, 15.000 ouvriers terrassiers parisiens quittèrent le travail pour appuyer les revendications formulées par leur syndicat dont l'effectif comprenait à peine 200 membres (4).

(1) Hubert-Valleroux. *Bulletin de législation comparée* de mars 1901.

(2) Brants. *La Petite industrie*, p. 172.

(3) *Revue socialiste* d'octobre 1905, p. 442.

(4) Office du travail. *Les associations professionnelles*, p. 277.

Les nombreuses grèves qui, en ce moment, mettent les centres ouvriers en ébullition ne sont-elles pas un éclatant démenti à cette assertion que l'ouvrier n'est pas libre. Sans doute la grève ne doit être que l'*ultima ratio*, mais sa possibilité suffit à faire réfléchir les patrons. Au dessus de leur tête, cette épée de Damoclès est perpétuellement suspendue, menace d'autant plus terrible que les grévistes entraînent presque toujours tout le personnel de l'usine à leur suite. On parle du quasi-servage de l'ouvrier ! Mais le patron est-il libre lui qui, pressé par la concurrence intérieure et extérieure, a ses frais généraux, ses échéances auxquelles il doit faire face et qui se voit menacé par la grève d'un chômage rendant improductif le capital considérable représenté par les bâtiments et le matériel ? « Le courant démocratique coule à pleins bords, dirons-nous avec M. Cheysson. L'ouvrier n'est plus cet être opprimé, ce fellah qu'on se plaît à représenter. Les patrons sont presque tentés de dire que les rôles sont renversés, qu'ils sont devenus beaucoup plus vulnérables par l'importance même de leur outillage qui ne peut plus chômer sans ruine pour eux » (1).

Nous reconnaissons cependant que l'égalité n'est pas toujours complète entre l'industriel et ses employés. Il y a dans tout contrat une partie qui a plus d'intérêt à acheter ou à vendre que l'autre et chacun fait une affaire plus ou moins bonne suivant les circonstances. L'avantage et tantôt pour l'un, tantôt pour l'autre et il suffit, en bonne justice, qu'il ne soit pas constamment du même côté. Assurément, remarque M. Villey, l'égalité absolue

(1) Rapport de M. Cheysson au congrès international du commerce et de l'industrie, p. 14.

n'est d'aucun contrat ; le cultivateur a un plus impérieux besoin d'un coin de terre pour y gagner sa vie que le propriétaire foncier qui possède d'autres capitaux n'a besoin de louer cette terre ; le domestique sans avances a un plus impérieux besoin de trouver une place que le maître n'a besoin de ce domestique, etc. « Si l'État peut intervenir dans toutes les transactions sous prétexte que les besoins des contractants n'ont pas la même intensité, dans quelle transaction n'interviendra-t-il pas ? » (1). Il ne restera plus rien de la liberté individuelle, et il faudra une législation à la Lycurgue.

N'est-il pas contradictoire de mettre entre les mains de l'ouvrier un bulletin de vote et de lui retirer le droit de régler comme il l'entend la durée de son travail sous prétexte qu'il n'est pas libre ? Comment serait-il apte à participer à la conduite des affaires publiques s'il n'est pas capable de s'occuper utilement des siennes ? Cet électeur, ses élus le veulent mettre en tutelle ! « Mineur pour se conduire lui-même, majeur pour conduire les affaires publiques, voilà ce que le législateur ferait de l'ouvrier » (2). En réalité, celui-ci, avec cette manie de tout réglementer, est présumé incapable et se voit frappé d'une sorte de *capitis deminutio*.

Enfin, s'il nous fallait d'autres preuves plus convaincantes, s'il est possible, de l'inutilité d'une réglementation légale de la journée de travail de l'ouvrier adulte, nous citerions l'exemple très significatif de l'Angleterre. Dans ce pays industriel par excellence, la journée des hommes n'est pas réglementée ; l'effort individuel et

(1) Villey. *Le Socialisme contemporain*, p. 6. — *Du rôle de l'État dans l'ordre économique*, p. 289.

(2) Paul Leroy-Beaulieu. *L'État moderne et ses fonctions*, p. 344.

collectif des ouvriers a suffi pour faire accepter aux patrons des journées plus courtes qu'en France. « C'est grâce à l'action lente, prudente et persistante des *Trades-Unions* que la classe ouvrière est arrivée, sans l'appui du gouvernement et du législateur, à la réduction des heures de travail à cinquante-quatre par semaine, ou en moyenne neuf heures par jour. Dans certaines industries, la moyenne est même descendue à cinquante-trois heures et quarante-huit heures et demie. Quelques établissements ou manufactures ont adopté la journée de huit heures de travail » (1). N'est-il pas frappant de voir qu'à une époque où il est fait un appel incessant à l'intervention du pouvoir, l'Angleterre, berceau de l'interventionnisme, s'est toujours refusée à réglementer légalement la journée des hommes adultes ? Et cependant c'est un des pays où ils travaillent le moins longtemps ; c'est là un enseignement dont les interventionnistes font trop facilement litière. Grâce aux *Trades-Unions*, les ouvriers anglais se sont assurés une protection efficace. En effet, de 1896 à 1901 leur journée a été réduite de 863.038 heures par semaine pour 260.895 ouvriers, ce qui représente en moyenne trois heures vingt par semaine et par ouvrier. C'est là un fait concluant surtout si l'on considère que les deux tiers des travailleurs anglais ne sont encore pas *Trades-Unionistes*. Remarquons encore que de 1893 à 1896, 56.000 ouvriers ont obtenu la journée de huit heures et que 21.000 autres ont été, en fait, placés sous le même régime ; M. John Raë, en analysant ce mouvement avec une pénétrante acuité, considère que les *Trades-Unions* constituent un moyen d'action d'une

(1) Rapports consulaires sur la condition du travail à l'étranger. Grande-Bretagne, 1891, p. 97.

très grande puissance « qui a rendu la journée de huit heures presque universelle à Victoria (Australie), et qui a pu en Angleterre obtenir la diminution de la journée de travail dans la majorité des industries » (1). La grande majorité des États du *Commonwealth* australien (2) comme aussi de l'Union américaine n'ont pas demandé à la loi de fixer de maximum à la journée des ouvriers adultes, ce qui n'empêche pas celle-ci d'être en général plus réduite qu'en France,

Que les ouvriers français, à l'exemple de ceux d'Angleterre, de l'Australie et des États-Unis, n'attendent donc la réglementation des heures de travail que de l'accord entre industriels et groupements professionnels, au lieu de se laisser égarer par des politiciens qui les exploitent et de rechercher dans la guerre aux patrons les satisfactions que l'entente mutuelle peut seule leur donner. La loi n'est efficace, avoue M. Gide, un interventionniste convaincu, « qu'autant que la limite fixée par elle reste en arrière des limites obtenues par les syndicats » (3); c'est le cas pour la loi de 1848.

Les partisans de la réglementation légale se retranchent derrière les enquêtes faites dans les centres ou-

(1) John Raë, *La journée de huit heures*, p. 229. M. Raë signale que le mouvement en faveur de la réduction des heures de travail s'accuse surtout dans la construction des machines, industrie où l'organisation corporative est des plus vigoureuses.

(2) En Australie, tandis que des lois récentes réglementent strictement la durée du travail des enfants et des femmes, « la journée de huit heures pour l'ouvrier adulte a été établie et maintenue par accords entre syndicats et patrons sans l'intervention de la loi ». (Office du travail; A. Métin. *Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande*, p. 74 et 89.)

(3) Ch. Gide. *Les institutions du progrès social au début du XX^e siècle*, p. 138.

vriers et formulent cette conclusion que la majorité des travailleurs industriels accueillerait avec joie une limitation légale de la durée du travail à dix heures. On cite souvent les résultats de l'enquête annexée au rapport de M. Dron (1893); on fait valoir que sur les 16.284 ouvriers parisiens ayant répondu aux questionnaires, 4.470 seulement se sont prononcés contre toute limitation, que sur les 68 dépositions d'ouvriers recueillies en province, 3 seulement sont hostiles à la réglementation légale, enfin que 359 syndicats ouvriers sur 397 se sont déclarés partisans de l'intervention de l'État (1). Il ne faut pas attacher trop de créance aux enquêtes; ainsi que le remarque M. Villey, « on n'entend pas la masse des ouvriers isolés » (2). Lors même que ces consultations seraient favorables à la limitation légale, elles ne devraient pas être d'un grand poids dans la détermination à prendre. Elles ne recueillent, en effet, que l'avis des meneurs et des chefs de syndicats persuadés qu'ils expriment l'opinion de la classe ouvrière tout entière. La majorité des ouvriers entendus dans les enquêtes forme en réalité la minorité des travailleurs de l'industrie et elle n'a pas qualité pour parler au nom de tous ceux qui n'ont pas été entendus.

La limitation légale de la journée des ouvriers adultes est un des articles du programme de l'école catholique sociale dont M. de Mun et l'abbé Winterer sont les chefs. Cette école produit les arguments que nous avons exposés et réfutés, mais elle invoque encore l'autorité pontificale et discute les termes de la célèbre Encyclique

(1) Rist. *La journée de travail de l'ouvrier adulte en France*, p. 133 et 136.

(2) Villey. *Principes d'économie politique*, p. 380.

« *rerum novarum* » sur la condition des ouvriers. Elle veut y voir la certitude que l'Église est d'accord avec l'école interventionniste pour demander un maximum légal à la durée du labeur quotidien.

Nous ne croyons pas que l'encyclique de 1891 aille contre la théorie que nous soutenons. Il faut remarquer la prudence du pape et la mesure de ses paroles. Léon XIII, après avoir proclamé que le nombre des heures de travail ne doit « pas excéder la mesure des forces des travailleurs », recommande l'intervention légale uniquement dans le cas où des spéculateurs « ne faisant pas de différence entre un homme et une machine abusent sans mesure de leurs personnes pour satisfaire d'insatiables cupidités » (1). Avec les syndicats et le droit de grève, ces excès ne se rencontrent plus aujourd'hui dans les pays civilisés qu'à l'état exceptionnel. D'ailleurs, le Souverain Pontife ajoute : « De peur que dans ces cas et dans d'autres analogues... les pouvoirs publics n'interviennent pas importunément, vu surtout la variété des circonstances et des lieux, il sera préférable qu'en principe la solution soit réservée aux corporations et aux syndicats » (2).

On le voit, Léon XIII n'assigne pas au législateur le rôle de limiter la journée de travail des hommes, il se rend compte que c'est un système dangereux par suite des situations essentiellement variables et contingentes. Il n'accepte la réglementation légale qu'au cas où des spéculateurs éhontés peuvent impunément abuser des forces de leurs ouvriers ; l'intervention de l'État se comprend en effet dans les pays arriérés tels que la

(1) *Lettre encyclique* « de la condition des ouvriers », p. 41.

(2) *Encyclique*, p. 45.

Bohême ou la Moravie où, l'organisation ouvrière faisant complètement défaut, les excès de travail ne sauraient être autrement réprimés. Le pape n'a pas fixé la journée *normale*, ni même la journée *maximale*, il ne parle pas d'un maximum de huit ou de dix heures ; il sait que la contrainte légale risque trop souvent d'envenimer les plaies qu'elle prétend fermer. Nous ne doutons pas que telle ait été la pensée de Léon XIII, lorsque nous lisons cette déclaration très catégorique : « L'État doit favoriser (il ne dit pas : entreprendre) tout ce qui, de près ou de loin, paraît de nature à améliorer le sort des ouvriers », mais la loi « ne doit rien entreprendre au-delà de ce qui est nécessaire pour repousser les abus et écarter les dangers » (1).

L'école catholique sociale tire surtout argument de cette phrase : « Que l'État se fasse donc, à un titre tout particulier, la providence des travailleurs... » (2). C'est ici le cas de rappeler le proverbe italien : *traduttore traditore*. Le pape s'étant exprimé en latin, il faut donner aux termes qu'il emploie « *curâ providentiâque* » leur sens véritable. « Providentia » ne signifie pas « providence » ; Léon XIII a simplement exprimé le vœu, très naturel, que l'État entoure les faibles et les indigents de sa sollicitude ; la « providence des travailleurs », cela sent évidemment l'« État providence » de l'école historique allemande et des socialistes d'État. Nous devons signaler cette erreur de traduction qui dénature la portée des paroles de Léon XIII.

En 1893, M. Descurtins, député démocrate catholique de la Suisse, recevait au congrès de Brienne une lettre

(1) *Encyclique*, p. 35 et 37.

(2) *Encyclique*, p. 37.

très explicite du pape. Les congressistes, y disait-il, doivent appliquer leurs efforts à ce que partout des lois « protègent la faiblesse des enfants et des femmes (il ne parlait pas des hommes) qui travaillent, et fassent passer dans la pratique les conseils que Nous avons donnés dans Notre lettre (encyclique) » (1).

§ 2. — La réglementation légale est dangereuse.

L'État doit s'abstenir d'intervenir bien qu'il puisse subsister çà et là quelques abus. Nous ne les excusons pas; nous les déplorons, au contraire, tout aussi vivement que les plus ardents interventionnistes et nous en souhaitons la disparition. Comme eux nous voulons guérir le mal, mais nous différons sur le choix du remède. Nous pensons que la réglementation serait nuisible bien plus souvent qu'elle ne serait utile. « Un mal particulier, écrit M. Rambaud, doit souvent être toléré dans la crainte que sa répression ne trouble un bien général » (2). La loi trop souvent meurtrit et ne guérit pas; ce n'est pas en limitant à l'excès la liberté qu'on supprimera les abus. Selon la juste observation de Bastiat, il y a dans les phénomènes économiques ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas; on voit les maux positifs qu'entraîne parfois la liberté, mais on ne voit pas les maux plus considérables que l'abstention légale empêche, précisément parce qu'elle les empêche.

Tel maximum légal, par exemple onze heures, serait dans bien des cas inutile, n'étant pas atteint, mais pourrait devenir très préjudiciable aux intérêts de

(1) Grégoire. *Le pape, les catholiques et la question sociale*, p. 277.

(2) Rambaud. *Économie politique*, p. 558.

l'homme adulte en lui interdisant de faire des heures supplémentaires payées le plus souvent à double tarif. C'est une souffrance pour le travailleur besogneux de manquer du travail nécessaire pour lui assurer une existence convenable. Si le loisir volontaire est un bien, le chômage forcé est un mal ; l'ouvrier n'a comme capital que ses bras ; c'est son droit d'en tirer parti autant que ses forces le lui permettent. Pourquoi la loi viendrait-elle lui enlever la possibilité de s'élever au-dessus de sa situation par ses économies et de gravir un échelon de l'échelle sociale ? Pourquoi surtout l'empêcherait-elle de pourvoir aux besoins d'une famille nombreuse ? Le législateur dirait donc à cet ouvrier : « Tu n'es pas libre et pour te rendre tel, nous te défendons de travailler au-delà d'un temps donné. Tu voudrais regagner le temps perdu par le chômage, ta femme ou tes enfants gémissent sur un lit de douleur, peut-être manquent-ils de pain, tu voudrais adoucir leurs souffrances, tu es le chef de la famille et tu as la noble ambition d'améliorer ton sort ? Eh bien non, tu ne resteras à l'atelier que le temps que nous jugerons utile, parce que tu n'es pas libre et que nous avons légiféré pour te donner la liberté ». Il faut, comme le déclarait M. Fleury au Congrès de Bruxelles en 1897, « reconnaître à chaque homme le droit de se livrer à un grand effort individuel, dans la pensée de l'avenir de ses fils... L'homme a le droit de trop se fatiguer, s'il veut que dans l'avenir ses enfants soient moins fatigués ».

N'est-il pas naturel que l'homme fait puisse travailler plus longtemps que le vieillard, l'ouvrier valide plus longtemps que le travailleur débile ? Ne doit-on pas permettre à l'ouvrier moins adroit de compenser par un

surcroît de travail, qu'il se sent en état d'effectuer, la supériorité qu'a sur lui l'ouvrier plus habile? Interdire à l'homme robuste et diligent de profiter de ses forces ou de son habileté pour fournir de plus longues journées, c'est le spolier de sa propriété, lui arracher le pain de la main. Quelle indemnité va-t-on lui donner pour cette sorte d'expropriation? « L'indemnité est impossible, tellement elle serait vaste et l'expropriation sans indemnité serait un acte monstrueux » (1). L'ouvrier économe met de côté de l'argent pour les jours de maladie et pour la vieillesse; avec une limitation légale, cet acte de prévoyance lui devient difficile.

Les interventionnistes et les socialistes disent avec M. Guesde : « Il ne saurait être question de restreindre la liberté du travail, mais seulement la liberté de ceux qui exploitent le travail des autres... Pour que les ouvriers soient libres, il faut que les patrons cessent de l'être » (2). « Nous intervenons en libérateurs et non en limitateurs » (3). Quel sophisme! Diminuer la faculté de faire travailler et d'employer en maintenant intacte celle de travailler et de s'employer! A une heure déterminée, on fermerait tous les ateliers en disant à l'homme adulte : « Tu es libre de travailler autant que tu le voudras »! En réalité, il y a là une atteinte très nette et très caractérisée à la liberté du travail, *sans nécessité* puisque, nous l'avons démontré, les ouvriers sont capables de régler eux-mêmes, d'accord avec les patrons, la durée de leur journée.

La réglementation est surtout funeste, à une époque

(1) Paul Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 343.

(2) J. O. Chambre. Déb. parl. Séance du 25 juin 1896, p. 1072.

(3) Rapport Dron, *loc. cit.*, p. 375.

où s'enracine de plus en plus, dans les classes ouvrières, ce préjugé que l'État a le pouvoir de tout changer et que les conditions économiques peuvent être complètement modifiées par le fait qu'une loi est parue au *Journal officiel*. C'est là un des résultats de la politique interventionniste; elle a fini par persuader aux masses que l'action de l'autorité était indispensable en toute chose et que leurs intérêts seraient bien mieux réglés par le législateur que par l'accord des volontés ou le jeu naturel des lois économiques (1). Une réglementation en appelle une autre; c'est la pierre jetée dans l'eau et traçant des cercles concentriques qui naissent l'un de l'autre en s'agrandissant toujours. Il est mauvais que l'ouvrier s'habitue à porter sans cesse ses regards vers l'État et à compter sur lui en tout et pour tout, en s'abandonnant aux « doctrines décevantes d'un paternalisme émollient » (2). L'intervention légale engendre l'apathie et l'inertie, tandis que ce qu'on appelle aux États-Unis la « politique passive », c'est-à-dire la non-intervention, contribue dans une large mesure au développement de l'énergie individuelle, du *self-help* qui fait la force des peuples. La réglementation légale de la durée du travail des hommes marque une étape dans la voie qui s'écarte du *laissez-faire* et du libéralisme exagéré pour aboutir à l'excès opposé du socialisme d'État. Elle meuble l'arsenal des lois inutiles et tracassières en entra-

(1) M. Boilley fait cette remarque humoristique : « Le travailleur est comme la femme de Sganarelle qui voulait être battue; il veut, lui, être réglementé ». (*La législation internationale du travail*, p. 23.)

(2) Pierre Leroy-Beaulieu. *Économiste français* du 24 juin 1905, p. 907.

vant l'épanouissement des facultés individuelles dont le libre exercice accélère le développement.

Le caractère quasi-immuable de la loi la rend très dangereuse. Il est toujours possible de changer les dispositions d'un contrat privé; les syndicats peuvent facilement s'entendre avec les patrons pour modifier la durée du travail, lorsque les limites sur lesquelles on était tombé d'accord ne conviennent plus. Au contraire, les erreurs de la loi ne sont pas rapidement réparables. Si, à force de réclamations, on parvient à émouvoir le législateur, chacun sait combien est longue à se mettre en mouvement la machine législative « aux rouages lents, inutilement compliqués, qui pour le plus petit travail exige une dépense considérable de combustible et de main-d'œuvre » (1). Au congrès tenu à Bruxelles en 1897, M. Hubert-Valleroux assignait plaisamment une gestation moyenne de huit ans aux lois de son pays. Bien des intérêts seront compromis avant que la disposition légale néfaste soit abrogée ou du moins révisée.

En limitant la journée des hommes adultes la loi, même si elle constitue l'enregistrement d'un état de choses existant, est encore oppressive et perturbatrice. Elle n'a jamais la souplesse inhérente aux arrangements privés; elle pose « des règles inflexibles et ne connaît pas de tempéraments; les hommes qui l'appliquent cèdent à des mots d'ordre qui peuvent, à un moment donné, faire d'eux les plus tyranniques des surveillants ou les plus faciles des complaisants » (2). Le caractère général de la loi la rend plus ou moins draconienne

(1) Anatole Leroy-Beaulieu. *Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier 1892, p. 371.

(2) Lavollée. *Les classes ouvrières en Europe*, t. I, p. 24.

en imposant la même durée de travail, sans tenir compte de la capacité, des forces, de l'âge de l'ouvrier. Ses dispositions sont nécessairement aveugles et ne peuvent se plier aux milles complications de la vie de fabrique. Aussi voyons-nous beaucoup d'inspecteurs demander des « atténuations en face des nécessités industrielles » (1). Il n'est pas possible de faire rentrer dans un cadre rigide et uniforme toutes les industries dont les dissemblances sont profondes; le comble de l'uniformité serait le comble de l'iniquité. Il faut alors apporter au principe qu'on vient de poser dans une loi une multitude d'exceptions qui risquent de devenir bientôt plus nombreuses que la règle générale. Sans parler de ce qu'un pareil fait a de fâcheux au point de vue du respect de la loi, c'est là un vaste champ de faveurs et de vexations; les uns bénéficient de dérogations qui sont refusées aux autres. On tombe dans l'arbitraire et la réglementation dégénère promptement en une tyrannie capricieuse. Le concert de réclamations, provoqué par la loi de 1900, souligne la vérité de ces observations. Ne voyons-nous pas chaque année, des industriels se plaindre de ne pouvoir toujours avec la même facilité obtenir l'autorisation de prolonger la durée du travail, lors même que leurs demandes sont basées sur les mêmes motifs?

Ce n'est pas d'ailleurs en multipliant les dérogations, qu'on pallie le rigorisme de la loi; on évite ainsi un inconvénient pour tomber dans un autre. En effet, l'octroi de dérogations est très souvent une source de difficultés, en France, du moins, où tout est compliqué à l'excès. Voici, par exemple, l'article 7 de la loi de 1892 qui permet

(1) Rapports des inspecteurs pour 1902, p. 139.

à l'inspecteur divisionnaire de lever temporairement les restrictions relatives à la durée du travail. D'après le décret du 28 mars 1902, nous le savons, cet article est applicable aux ouvriers adultes travaillant dans les mêmes locaux que les femmes et les enfants. Un industriel, dont l'établissement se trouve mentionné dans la nomenclature de l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 comme ayant droit à la dérogation prévue à l'article 7, reçoit une commande imprévue et urgente ; s'il veut la livrer à temps, il doit faire travailler son personnel onze heures pendant huit jours. Supposons l'usine située à Cholet (nous nous abstenons de la placer, comme il arrivera souvent, dans un coin perdu non desservi par une voie ferrée, afin de ne pas pousser les choses trop au noir) ; notre industriel va donc adresser sa demande à l'inspecteur départemental à Angers. Au moment où la demande arrive celui-ci peut être en tournée ; quand il en a connaissance il doit, d'après la circulaire du 17 mai 1900, se transporter sur place et se livrer « à une enquête attestant que la dérogation est justifiée ». Cette enquête terminée, l'inspecteur d'Angers enverra le dossier avec son avis motivé à l'inspecteur divisionnaire de Nantes, son supérieur, qui a seul qualité pour accorder l'autorisation sollicitée. Ce dernier, ayant plusieurs départements à inspecter dans sa circonscription, ne sera pas vraisemblablement à son bureau quand la demande y parviendra. A son retour il s'en rapportera, supposons-le, à son subordonné et accordera la tolérance (nous écartons l'hypothèse où l'inspecteur divisionnaire, insuffisamment renseigné sur le bien-fondé de la demande, exigera un supplément d'enquête, ce qui nécessitera des retards par le renvoi de l'affaire à l'inspecteur d'Angers,

l'instruction supplémentaire et le retour du dossier à Nantes). Les deux inspecteurs, si dévoués qu'on les suppose, sacrifieront toujours un peu aux traditions administratives qui exigent, comme le demandait Horace, qu'on se hâte lentement. Notre industriel, dont la demande aura été transmise de Cholet à Angers, puis d'Angers à Nantes, enfin de Nantes à Cholet, ne recevra qu'au bout de huit jours (c'est-à-dire au moment où elle ne lui sera plus utile) l'autorisation sollicitée, si nous admettons que les deux inspecteurs se sont précisément trouvés dans leur cabinet pour recevoir la demande et qu'ils ont, toute affaire cessante, fait grande diligence. Dans l'exemple ci-dessus, nous avons supposé la requête portée devant l'inspecteur départemental d'Angers ; souvent l'industriel, sachant que la prolongation qu'il sollicite dépend du bon vouloir de l'inspecteur divisionnaire de Nantes, lui adressera directement son placet. Loin de simplifier les choses, cette procédure les compliquera. En effet, l'inspecteur de Nantes ne pouvant établir lui-même l'enquête, en chargera son subalterne d'Angers qui connaît mieux que lui le département et les usines qui y sont situées. C'est donc un voyage supplémentaire de la demande de Nantes à Angers, et cette complication amènera un nouveau retard (1).

(1) Qu'on ne croie pas que nous exagérons. Un industriel parisien ayant demandé, en fin septembre 1900, l'autorisation de prolonger la durée du travail et ayant fait porter sa demande par exprès à l'inspecteur divisionnaire de Paris, ne vit sa sollicitation suivie d'effet qu'au bout de neuf jours. Dans l'espèce il s'agissait d'un fabricant de sacs de cuir pour écoliers et sa demande était motivée par une recrudescence de commandes à la veille de la rentrée des classes ; quand l'autorisation lui parvint, la rentrée avait eu lieu et la clientèle, ne pouvant se faire servir, s'était approvisionnée ailleurs, probablement chez un industriel moins scrupuleux.

De pareils faits sont fréquents et prouvent combien est profonde l'erreur de ceux qui pensent éviter les dangers de la réglementation légale de la journée de travail en multipliant les dérogations. La situation se trouve même aggravée par le spectacle d'une loi constamment violée. En effet, les industriels qui ont connu une première fois l'épreuve se gardent bien de la renouveler. Lorsqu'ils ont besoin de prolonger la journée, ils n'attendent pas que l'autorisation leur soit revenue pour commencer à faire des heures supplémentaires, ou même ils ne sollicitent aucune autorisation. Dans les deux cas, la loi est transgressée. Les fabricants supputent l'intérêt qu'ils peuvent avoir à encourir l'amende plutôt que de mécontenter leur clientèle. Ne vaudrait-il pas mieux, au lieu d'édicter une multitude d'exceptions dont le résultat le plus clair est l'inutilité ou la violation de la loi, établir une complète et franche liberté pour les hommes adultes?

L'empressement avec lequel les patrons soustraient leurs ouvriers à l'action de la loi de 1900, est une preuve de l'entrave que l'article 2 de cette loi apporte à l'industrie (1). Alors que les établissements soumis au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi de 1848, comme n'employant que des hommes adultes, n'étaient en 1900 qu'au nombre de 29.622, on en comptait 34.531 en 1901 (on remarquera la brusque élévation après la promulgation de la loi), 33.617 en 1902, 35.247 en 1903, 36.481 en

(1) « Tous les inspecteurs signalent le fait de la formation de plus en plus fréquente de locaux séparés où la durée du travail peut être portée à dix heures et demie, onze heures et même douze heures pour les hommes adultes ». Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1905. *J. O.* du 27 août 1906, Annexe.

1904 et 36.563 en 1905. Le personnel de ces établissements est passé de 245.277 en 1902, à 268.571 en 1903 et à 324.383 en 1904. Par contre on ne trouvait en 1905 que 158.438 établissements soumis à la loi de 1900, contre 164.786 l'année de la promulgation de cette loi (1). Ces deux mouvements concordants sont très significatifs; on y trouve la traduction statistique d'un état de chose signalé dans les rapports d'inspection depuis l'application de la loi du 30 mars 1900. Il est cependant à remarquer (autre inconvénient indirect de la loi de 1900) que les petits patrons ne peuvent facilement, comme les grands industriels, séparer les locaux et constituer des ateliers distincts d'hommes adultes; ils sont, de ce chef, placés dans un état d'infériorité manifeste et destinés à disparaître, laissant une sorte de féodalité commerciale et industrielle se constituer et s'établir à leur place. Les ouvriers quittent les ateliers mixtes pour ceux où l'on travaille encore douze heures (2).

Partout où la limitation à dix heures de la journée des hommes n'a pu être évitée par le moyen légal de la séparation des locaux, on a vu la fraude (3) éluder une réglementation d'où seraient nées de graves perturbations si elle avait été obéie servilement (4). « Aussitôt

(1) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1905.

(2) Rapports des inspecteurs pour 1902, p. 44.

(3) Le nombre des contraventions pour excès de durée du travail des adultes qui était de 2.273 en 1903 s'est élevé à 2.670 en 1904 et à 4.121 en 1905. (Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1905.)

(4) « Les lois, disait Montesquieu, sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses ». Quand, par une vaine recherche de popularité, le législateur oublie cette maxime, son œuvre est chancelante et ses dispositions perpétuellement transgressées.

qu'un patron a découvert et appliqué le moyen d'éluder les prescriptions légales, tous ses confrères s'empressent de l'imiter » (1). M. Millerand constatait à la tribune de la Chambre, en février 1906, que les inspecteurs sont tellement surchargés de besogne qu'ils sont impuissants à réprimer les infractions (2). Interdire à un ouvrier dans la force de l'âge de faire plus de dix heures de travail, c'est l'inciter à enfreindre la réglementation ou bien à aller finir sa journée dans un autre atelier. Déjà sous l'empire de la loi de 1848, M. Guesde avouait que « la journée de travail n'était respectée nulle part » (3), à plus forte raison en est-il ainsi aujourd'hui. Or « rien n'énerve plus un pays, a dit Jules Simon, que d'avoir des lois et de leur désobéir ».

Les violations de la loi de 1900 sont d'autant plus fréquentes que les dispositions ayant trait à la durée du travail des hommes adultes sont moins nettes. Quel étrange et incohérent tableau présente aujourd'hui, en cette matière, la législation française dont les interprétations contradictoires aggravent encore les dispositions ! « Comment peut-on admettre, s'écrie M. Campredon inspecteur du travail, qu'un ouvrier adulte ait le droit de ne faire que dix heures de travail s'il est employé avec un enfant de moins de dix-huit ans, que douze heures s'il est dans une usine ou manufacture et n'importe quelle durée s'il est dans un atelier sans enfants ? La plus grande partie des ouvriers ne comprennent rien à ces distinctions subtiles et beaucoup m'en ont souvent demandé la raison au cours de mes visites. Je n'ai pu leur

(1) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1904.

(2) *J. O. Chambre. Déb. parl.* Séance du 26 février 1906, p. 806.

(3) *J. O. Chambre. Déb. parl.* Séance du 15 juin 1896, p. 934.

donner aucune raison logique et je n'ai pu que leur dire :
« C'est la loi » (1).

Le résultat le plus funeste peut-être de la réglementation par connexité, inaugurée par la loi de 1900, a été le renvoi des femmes et des enfants des établissements où sont employés les hommes adultes. Dans les ateliers mixtes où la main d'œuvre féminine et infantine n'est que l'accessoire, la question s'est trop souvent résolue par l'exclusion pure et simple du personnel protégé. Malgré les autorisations nombreuses de dérogations (en 1905, 4.368.893 journées d'adultes ont été prolongées avec l'assentissement de l'inspection), les inspecteurs sont unanimes à signaler le renvoi des jeunes ouvriers et à déplorer cet état de choses qui compromet gravement l'apprentissage, élimine progressivement le nombre des bons ouvriers spécialistes et prive une partie très intéressante de la population ouvrière de son gagne-pain (2). L'industriel préfère exclure l'enfant plutôt que de réduire la journée; il est encouragé dans ce choix par les ouvriers adultes dont le salaire diminue avec la durée du travail. Les hôtes du Palais-Bourbon et du Luxembourg n'ont pas songé à la répercussion de leur loi sur la production; cette préoccupation l'industriel, talonné par la concurrence intérieure et extérieure, est

(1) Publications de l'Association nationale française. *La durée du travail*, p. 295.

(2) La diminution du nombre des enfants et des femmes et par contre l'augmentation du nombre des hommes adultes dans l'industrie est sensible d'une année à l'autre. En 1905 on a compté 565.638 mineurs âgés de moins de dix-huit ans contre 567.405 en 1904; 797.483 femmes adultes contre 801.037 en 1904, et 3.726.578 hommes adultes contre 3.662.167 l'année précédente. (Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1905.)

obligé de l'avoir; aussi, il n'hésite pas à congédier un personnel dont la seule présence lui interdit, pour toute l'année, la moindre prolongation de travail. « A Vierzon, sur quatre maisons de constructions métalliques, trois n'ont plus que des adultes » (1). A Saint-Nazaire, un entrepreneur de travaux publics occupant 400 ouvriers a renvoyé 30 garçons au-dessous de dix-huit ans. Nous pourrions citer une foule d'exemples semblables. En 1902, il y a eu 5.724 renvois de plus qu'en 1901 (2). Rien que dans le ressort de l'inspecteur de Dijon, il y a eu 2.000 renvois de 1900 à 1904. « Dans la grande industrie, on est surpris de trouver des hommes à des métiers où jadis on voyait le personnel protégé » (3). Les renvois sont définitifs ou temporaires, selon que l'industriel veut faire travailler plus de dix heures d'une façon habituelle ou seulement à certaines époques. Dans ce dernier cas, le patron congédie les enfants pendant les jours de presse et les reprend quand le surtravail est passé. Très souvent les chefs d'établissements, sans renvoyer les enfants qu'ils emploient, ont déclaré qu'ils n'en embaucheraient plus, surtout quand les jeunes ouvriers sont en petit nombre et ne constituent pas un rouage indispensable. Nombreux sont ceux qui ont déjà mis cette menace à exécution. A Angers, dans 47 ateliers qui employaient encore des enfants en 1902, on n'admettait plus en 1904 que des adultes; en 1905, cette pratique s'est étendue à 32 autres établissements. Un cas malheu-

(1) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1903, p. xxxiii.

(2) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1902, p. xlv.

(3) Rapports des inspecteurs pour 1901, p. 212.

reusement fréquent est celui-ci : à la suite de procès-verbaux pour emploi d'adultes pendant plus de dix heures dans un atelier mixte, tous les enfants sont renvoyés. Le patron est ainsi libéré pour l'avenir de la sujétion créée par la loi de 1900 et des amendes qu'elle lui attire. Le fait s'est passé en 1905 dans une papeterie de paille de la Haute-Loire et a entraîné le renvoi de tous les jeunes ouvriers employés par la Société générale des papeteries du Limousin (1). Les inspecteurs avouent qu'ils sont souvent arrêtés dans leur action répressive par la menace du renvoi des enfants là où ils sont appelés à constater des contraventions à la durée du travail des adultes. L'apprentissage compromis, c'est l'habileté professionnelle amoindrie; l'ouvrier y perd une partie de son salaire et l'industrie la réputation de ses produits. Est-ce là ce qu'a voulu le législateur?

En présence de ces fâcheux résultats de la loi de 1900, il est à remarquer que le malencontreux article 2 a orienté cette loi dans une direction opposée au but poursuivi. On voulait protéger plus efficacement les femmes et les enfants; on a abouti à leur renvoi (2). On désirait imposer indirectement le maximum de dix heures aux hommes adultes; dans bien des cas leur journée continue à n'avoir d'autre limite légale que celle de 1848. Souvent même, les patrons ont trouvé le moyen d'éluder la disposition de l'article 2 de la loi de 1900 en faisant travailler à domicile les ouvriers qu'ils occupaient au-

(1) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1905.

(2) Le piquant de l'affaire c'est que, dans sa circulaire du 17 mai 1900, M. Millerand invoquait, comme l'un des motifs à l'appui de la nouvelle réglementation, la nécessité de mettre fin aux renvois de femmes et d'enfants qu'on avait constatés pendant le régime de la loi de 1892.

trefois dans leurs ateliers ; de cette façon ils se soustraient à toute réglementation, se procurent la main-d'œuvre à plus bas prix et diminuent leurs frais généraux. Alors au lieu de la journée normale de dix à douze heures, ce sont les longues heures de surmenage inhérentes à l'atelier de famille. Les inspecteurs signalent cette fâcheuse conséquence de la loi dont l'un des effets incontestables a été d'établir des ateliers de famille en état de concurrence organisée à l'industrie réglementée qui subit ainsi un réel préjudice par le fait du législateur. A Dijon, par exemple, plus de 300 ouvriers sont employés à domicile par une fabrique de casquettes et, aux environs, un fabricant de limes fait travailler 250 ouvriers hors de ses ateliers (1).

Avant même que la loi de 1900 ait atteint le dernier palier de 1904, ses rédacteurs s'aperçurent qu'elle était dangereuse pour l'industrie et pour l'ouvrier. C'est alors que MM. Waddington et Lecomte déposèrent et firent voter (au mois de mars 1904) la proposition, dont nous avons parlé, tendant à donner à la législation « trop rigide dans ses détails, l'élasticité qui lui fait défaut et qui devient chaque jour plus indispensable, si l'on veut satisfaire aux exigences de la consommation ». Cette proposition innovait, nous l'avons dit, une limite hebdomadaire de soixante heures avec un maximum quotidien de onze heures. Sans doute, le régime hebdomadaire, ainsi que l'écrit M. Cabouat, permettrait « de faire sur l'ensemble de la semaine une répartition des heures de travail à la fois plus conforme aux exigences

(1) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1905.
J. O. du 27 août 1905. Annexe.

de la production et aux convenances des travailleurs (1) ». Mais nous ne croyons pas qu'il suffise, pour éviter tous les dangers d'une réglementation du travail des ouvriers adultes, de permettre aux industriels de faire travailler onze heures pendant cinq jours. La proposition votée par le Sénat prévoit, il est vrai, de larges dérogations en cas de chômage et à la suite d'accidents ou de cas de force majeure. Mais au-delà de deux semaines de dérogations, les autorisations de prolonger le travail doivent être demandées à l'inspection du travail et nous venons de voir à quelles lenteurs et quelles complications ce système donnait lieu. Quant au récent projet présenté par M. Doumergue, il constitue évidemment une aggravation de la loi de 1900 ; les prolongations de la durée du travail qu'il permet, pendant soixante ou quatre-vingt-dix jours, ne suffiraient pas à corriger le très réel danger qu'il présente en pliant sous le même joug légal de la journée de dix heures tous les ouvriers adultes dans l'industrie. Les deux textes de 1904 et de 1906, malgré les dérogations prévues, présenteraient encore, en ce qui concerne les hommes adultes, les dangers inhérents à toute réglementation qui ne peut se baser sur la faiblesse et l'incapacité des intéressés ou sur les nécessités sociales.

Au lieu d'envisager la revision de la loi de 1900 (art. 2), il serait préférable de parler d'annulation. Le mieux serait d'admettre la proposition de M. Congy, demandant l'abrogation de l'article 2 de la loi de 1900. Aussi bien, n'y a-t-il pas besoin de disposition légale pour unifier la durée du travail, lorsque les hommes

(1) J. Cabouat. *Revue critique de législation et de jurisprudence* de 1904, p. 437.

adultes, les femmes et les enfants collaborent à une œuvre commune. M. Sibille avait, dans la séance du 29 octobre 1892, exprimé l'espoir que la limitation à dix heures adoptée pour les enfants aboutirait par degrés successifs à la journée de dix heures pour tous les travailleurs industriels. Ce n'était pas là un vain raisonnement. Si la pratique n'a pas répondu à l'attente, cela tient à la complication du régime de la loi de 1892. L'unification se produisit bien, comme on l'avait espéré, mais elle se fit sur la base de onze heures parce que c'était le maximum imposé aux femmes. Aujourd'hui que ce maximum est abaissé à dix heures, les hommes employés dans les établissements mixtes ne travailleront eux aussi que dix heures, dans la majorité des cas. Il suffira à l'inspection de tenir rigoureusement la main à ce que les femmes et les enfants ne restent pas plus de temps à l'atelier que ne le permet la loi et les ouvriers adultes, privés de leurs aides, ne pourront plus, en règle générale, continuer le travail. Les inspecteurs divisionnaires ne reculeraient vraisemblablement pas devant la tâche car, si nous consultons les rapports de 1898, 1899 et 1900, nous voyons que, dans huit circonscriptions (sur onze) représentant cinquante-neuf départements, les inspecteurs divisionnaires, pour des raisons diverses, se sont prononcés contre la limitation légale à dix heures. Un seul admet la réglementation à dix heures, à condition que cette limite puisse fléchir et être dépassée en tant que de besoin. Et deux seulement, dont les circonscriptions réunies comptent dix-sept départements, approuvent, sans réserve, l'unification à dix heures (1).

(1) Certaines industries ne se prêtent à aucune limitation légale. Dans l'industrie du bâtiment par exemple, le travail est considéré

En terminant l'examen des inconvénients économiques et sociaux que présente l'intervention légale dans la durée du travail des hommes adultes, nous devons faire remarquer que jusqu'ici nous n'avons supposé qu'une limitation modérée. Mais combien plus dangereuse la loi ne serait-elle pas, si elle abaissait la journée de l'ouvrier à huit heures, comme on le demande aujourd'hui. Nous le verrons au chapitre V, l'État aurait alors à supporter la responsabilité des funestes répercussions des trop courtes journées sur la production, les salaires et la concurrence étrangère (1).

rablement ralenti pendant les mois d'hiver et, quand la température n'est pas trop basse, il se poursuit pendant une durée qui est parcimonieusement mesurée par la lumière du soleil. En été par contre les travaux reprennent une animation nouvelle; il est alors nécessaire que les maçons, charpentiers, couvreurs, puissent récupérer le temps perdu pendant la mauvaise saison, sans quoi ce serait pour eux la misère irrémédiable. *Tous* les ouvriers du bâtiment entendus dans l'enquête ordonnée en 1890 ont repoussé toute limitation légale. (Rapport Dron, *loc. cit.*, p. 41 et 206-207.)

Il en est de même dans l'agriculture dont le travail est réglé par le froid et la chaleur, par le soleil et la pluie. A part quelques intransigeants (Rapport Dron, p. 374), les interventionnistes eux-mêmes reculent devant une réglementation que la diversité des facteurs du travail agricole rend impossible.

Quant au travail en chambre, nous avons vu au chapitre précédent qu'on ne peut en réglementer directement la durée. Et cependant, nous le savons, un des effets de la loi de 1900 a été d'accroître dans de notables proportions le nombre des hommes travaillant en chambre.

(1) Dès maintenant nous insistons particulièrement sur ce dernier point; en fixant à la journée des hommes adultes une limite trop basse le législateur, non seulement imposerait une contrainte inutile, non seulement nuirait à l'individu (patron et ouvrier), mais il risquerait encore, en restreignant la production, de compromettre les intérêts de la nation tout en faisant le jeu des États moins scrupuleux (au dire des interventionnistes) et surtout (à notre avis) moins imprévoyants.

SECTION II

**Y A-T-IL LIEU A QUELQUES RÉGLEMENTATIONS
SPÉCIALES ?**

§ 1. — Mines.

Au lendemain de la loi du 29 juin 1903, qui crée dans la classe ouvrière une catégorie de privilégiés, il est intéressant de se demander, si la situation des ouvriers mineurs exige l'intervention légale, surtout quand cette intervention se manifeste par un régime de faveur.

Les interventionnistes prétendent que les mines étant l'objet de concessions de l'État, celui-ci a le pouvoir de mettre à l'octroi de ses concessions telles conditions qu'il juge convenable. « Nous avons à l'égard des mineurs des devoirs plus étroits qu'à l'égard des autres, disait en 1902, M. Baudin, Ministre des Travaux publics. Les mines que nous concédons, nous les concédons en vertu d'un droit régalien ; nous créons une richesse, nous la donnons en exploitation à ceux qui ont assez de capitaux pour la faire fructifier » (1). C'est là un raisonnement erroné. L'État ne concède que la puissance de créer une richesse. Comme le remarque M. Aymard, il ne donne qu'un titre nu, un titre souvent dangereux (2) ; beaucoup de sondages entraînant des dépenses considérables sont faits sans résultats.

Il y a-t-il dans les mines exagération de la durée du travail, nécessitant la réglementation légale ? Nullement. M. Cotte, secrétaire de la *Fédération des mineurs*, déclara-

(1) *J. O. Chambre. Déb. parl.* Séance du 29 janvier 1902, p. 288.

(2) *J. O. Chambre. Déb. parl.* Séance du 5 février 1902, p. 449.

rait dans une lettre adressée en 1902 au groupe socialiste de la Chambre : « La durée de la journée moyenne de travail, descente et montée comprise, dans le Pas-de-Calais est de neuf heures douze minutes, de neuf heures vingt à dix heures dans tout le Midi; 41.000 mineurs demeurent moins de neuf heures dans les fosses, 41.000 y séjournent de neuf heures à neuf heures trente, 14.000 mineurs seulement de dix à douze heures. En somme, la moyenne générale, dans tout le pays, ne dépasse pas neuf heures vingt-sept ». D'après l'enquête de l'*Office du travail*, la durée moyenne du travail général dans les mines était de neuf heures quatorze en 1897; 12 entreprises minières comprenant 8.860 ouvriers travaillaient huit heures ou moins de huit heures; 34 entreprises avec 53.593 ouvriers de huit à neuf heures; 17 avec 11.672 de neuf à dix heures; 2 avec 2.448 ouvriers de dix à onze heures; aucune au-dessus de onze heures et plus de la moitié des établissements ignoraient complètement les heures supplémentaires (1).

Les statistiques prouvent donc que le régime de faveur de la loi de 1903 n'était nullement désirable; dans la majorité des cas, il n'a fait que consacrer une organisation établie par les habitudes industrielles. La moyenne de la journée de travail dans les mines était suffisamment basse pour qu'aucun excès ne fût à craindre. C'est d'ailleurs dans les travaux souterrains qu'on trouve le plus de syndiqués; on y compte 71 syndicats et 79.277 adhérents, soit 50 0/0 des ouvriers mineurs.

Les partisans de l'intervention de l'État ne manquent

(1) Office du travail. *Salaires et durée du travail*, t. IV, tableau IV, p. 38-39 et IX, p. 64-65.

V. aussi le rapport Odilon-Barrot, *loc. cit.*, p. 38 et s., et 58.

pas, pour légitimer la réglementation légale de la durée de travail dans les houillères, de tracer un sombre tableau de la situation de l'ouvrier mineur qu'ils représentent « dans une atmosphère viciée, exposé tour à tour à une humidité glaciale, ou à une température étouffante, obligé fréquemment de travailler courbé ou couché à demi » (1). Ce sont là des peintures destinées à frapper l'imagination portée à voir dans les mines l'enfer du Dante. Il faut faire le départ entre la vérité et l'exagération. Sans doute les travaux souterrains sont pénibles mais ils ne sont plus aujourd'hui ce qu'ils étaient il y a 50 ans. Il s'est opéré un salubre et radical changement et les perfectionnements de l'hygiène ont été considérables ; dans la plupart des exploitations, les galeries ont été élargies, éclairées à l'électricité et suffisamment aérées par de puissants ventilateurs ; des pompes élévatrices amènent au jour l'eau suintée aux parois et suppriment à peu près complètement l'humidité. M. Lozé affirme que dans les mines le travail s'effectue « à de meilleures conditions que dans la plupart des ateliers des autres industries », si bien que dans les régions minières, les ouvriers agricoles désertent les champs pour les travaux souterrains ; il ajoute : « Il faudrait en finir, une bonne fois avec ces exagérations établies sur un passé heureusement disparu » (2).

La mine n'est ni un éden ni une géhenne. Tout travail est fatigant, mais le mineur ne dépense pas plus de force musculaire que la moyenne des ouvriers. Les *piqueurs*, pour lesquels le législateur de 1905 s'est senti pris d'une sollicitude étrange, commencent leur travail

(1) Pic, *op. cit.*, p. 607.

(2) E. Lozé, *Economiste français* du 13 janvier 1906, p. 42.

vers 4 heures 1/2 du matin, mais sont libres vers 2 heures de l'après-midi. Ils sont parmi les ouvriers qui jouissent des plus longs loisirs. Ceux qui visitent les corons pour la première fois sont frappés de voir dans l'après-midi les hommes accroupis sur le seuil de leurs maisons.

Quant aux conditions sanitaires, elles ne sont pas dans la mine pires qu'ailleurs et ne motivent pas la réduction de la journée de travail. Elles sont plutôt excellentes. La tuberculose, la plus meurtrière de toutes les maladies, est excessivement rare chez les mineurs, de nombreux médecins l'affirment et tous les spécialistes s'accordent à proclamer cette immunité; on a même prétendu que le séjour dans les mines était le meilleur remède contre la phthisie pulmonaire. La statistique des conseils de revision et les tables de mortalité font preuve que le travail des mines est un des plus sains. Voici des chiffres éloquentes extraits des registres des conseils de revision du Pas-de-Calais et cités par M. Guillaïn à la tribune de la Chambre (1).

	Centres miniers.	Centres industriels.
Exemptés	7,77 0/0	9,72 0/0
Réformés pour phthisie . .	0,74 0/0	1,66 0/0
Rachitiques	1,78 0/0	2,60 0/0
Conscrits de plus de 1 ^m ,67.	47 0/0	40 0/0
Hommes de 45 à 64 ans .	6,11 0/0	4,85 0/0

Une statistique de 1896 constatait que sur 100 ouvriers mineurs on en compte 20,75 âgés de 45 à 65 ans; cette proportion est de 20,58 dans les autres industries, de 14,81 dans le commerce, de 10,67 dans l'agriculture.

(1) J. O. Chamb. Déb. parl. Séance du 29 janvier 1902, p. 279. V. aussi Rapport Odilon-Barrot, *loc. cit.*, p. 88 et 89.

Représentons par 1.000 la mortalité moyenne de l'ensemble de la population, celle des mineurs est de 925 seulement. D'après le comité central des houillères de France (1), il est remarquable de constater que le nombre des ouvriers de :

	55 à 64 ans.	45 à 54 ans.
Est dans les mines de	6,11 0/0	et de 13,64 0/0
Alors qu'il n'est dans le commerce que de	4,85 0/0	et de 9,96 0/0
Dans l'agriculture que de . . .	4,43 0/0	et de 6,24 0/0
Et dans l'ensemble des industries que de	7,04 0/0	et de 13,54 0/0

D'un autre côté, au lendemain de la terrible catastrophe de Courrières, peut-on espérer que les courtes journées empêcheront le retour de pareils cataclysmes. Hélas non ! c'est la cruelle et formidable revanche de la nature sur l'homme, comme si elle voulait se venger des efforts de celui-ci pour la dompter. Grâce aux précautions prises les accidents sont plus rares qu'autrefois, mais il faut compter avec l'imprévu, et ce n'est pas la réduction du temps de travail qui le fera disparaître.

Si la réglementation spéciale de la durée du travail dans les mines de combustible était justifiée (2), elle le

(1) Rapport Odilon-Barrot, *loc. cit.*, p. 90.

(2) On invoque l'exemple de l'Angleterre pour introduire la journée de huit heures dans les mines; mais le parlement anglais n'a pas légiféré pour les y établir, il n'a encore adopté que de simples motions et a repoussé tous les bills déposés en ce sens. La France est le premier État qui légalement ait institué les huit heures dans les travaux souterrains.

En 1906 un nouveau bill dit *Coal Mines (eight hours)* « Bill des houillères (huit heures) » a été présenté à la Chambre des communes; il paraît inspiré de notre loi de 1905. D'après ce bill, la journée de neuf heures devrait être mise en vigueur le 1^{er} janvier

serait aussi dans les mines de fer, de pyrite. Les ouvriers de la métallurgie, des verreries, des faïenceries, pourraient avec plus de raison que les mineurs, leur travail étant plus pénible, réclamer la protection du législateur. N'y a-t-il pas à craindre maintenant que le mouvement est lancé, que ces ouvriers, pris d'une jalousie bien naturelle contre cette infime minorité de privilégiés qui accapare la sollicitude des pouvoirs publics, n'assaillent le parlement de réclamations en demandant l'égalité de traitement. Les ouvriers agricoles pourront lui dire : vous avez écouté les doléances de 60.000 mineurs (c'est le chiffre du personnel protégé par la loi de 1905), vous ne pourrez refuser d'écouter 4 millions de travailleurs des champs. Et alors où allons-nous ?

Nous ne trouvons donc pas de raison valable au régime d'exception dont jouissent les ouvriers des mines de combustible. Il faut voir le point de départ de la loi de 1905 dans les grèves de Montceau-les-Mines, au cours desquelles s'affirma la revendication de la journée de huit heures. Les *leaders* des ouvriers mineurs n'ont depuis ce moment cessé d'agiter le spectre de la grève générale, pour obtenir la réduction légale de la durée du travail et le parlement a cédé devant leurs menaces. C'est en effet à la suite des congrès tenus à Saint-Étienne, en février 1900 et à Sens, le 11 avril suivant, que le gouvernement obéissant aux injonctions des meneurs réunit une commission extra-parlementaire chargée d'étudier la question. Le congrès de Sens avait imparti

1907, celle de huit heures et demie le 1^{er} janvier 1908 et celle de huit heures le 1^{er} janvier 1909. Le bill serait applicable à tous les ouvriers du fond et la durée du travail se compterait *du jour au jour*.

au législateur un délai de six mois pour voter la loi, passé ce délai la grève générale devait être déclarée; les six mois s'écoulèrent sans que le projet ait vu le jour et tous les yeux se tournaient anxieux vers le comité fédéral de Saint-Étienne, lorsque M. Basly déposa sa proposition reproduisant exactement les revendications de Sens. La Chambre vota l'urgence, alors que la question méritait d'être mûrement examinée. Le législateur a fait preuve ici de complaisance coupable et de défaillance. La grève générale n'était qu'un épouvantail et, si la loi de 1905 n'avait pas été votée, elle ne se serait pas plus déclarée qu'au 1^{er} mai 1906. Les passions satisfaites ne vont-elles pas arracher de nouvelles concessions au législateur? Dès le 3 juillet 1905, M. Basly déposait une proposition limitant à huit heures « la journée des ouvriers occupés dans les travaux souterrains et de ceux travaillant à la surface à la manipulation des charbons; des ouvriers des mines métalliques, des ardoisières, des salines, des carrières à ciel ouvert ou des carrières souterraines » (1). Ce serait la réglementation générale à huit heures dans les mines en attendant qu'elle soit introduite dans toutes les branches d'industries.

En définitive, rien ne motivait le régime exceptionnel de la loi de 1905, ni les conditions, ni la durée du travail; pourquoi donner un privilège à un ouvrier par cela seul qu'il touche du charbon? Seules les menaces pesèrent dans la balance. Si la loi de huit heures a été limitée aux mineurs de combustible, c'est, comme le disait M. Aynard le 29 janvier 1902 à la Chambre, que seuls

(1) *J. O. Chambre. Doc. parl. 1905. Annexe n° 2547.*

ces ouvriers inquiétaient par leur turbulence les pouvoirs publics. Le rapporteur au Sénat, M. Boudenoot, avouait au cours de la séance du 8 novembre 1904 que beaucoup de mineurs travaillaient à peine huit heures, mais que ce serait « pour les ouvriers une grande satisfaction morale que de voir le Parlement s'intéresser à leurs revendications » (1). Cette phrase résume la seule raison d'être de la loi du 29 juin 1905. Qu'arriverait-il si chaque corporation ouvrière, s'avisant qu'il n'y a qu'à demander pour obtenir, réclamait à son tour?

§ 2. — Chemins de fer.

La journée de travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains n'est encore pas réglementée par la loi et des arrêtés ou des circulaires seuls en déterminent la durée; mais une loi est sur le chantier depuis 1897. Ce projet se justifie-t-il? Nous ne le croyons pas. Avant d'exposer les raisons pour ou contre la réglementation légale, voyons rapidement l'état de la question.

C'est M. Yves Guyot qui le premier, comme Ministre des Travaux publics, s'occupa de la journée de travail des mécaniciens et chauffeurs en établissant le maximum quotidien à douze heures. Le 4 mai 1894, M. Jonnart substitua la réglementation par décade à la limitation journalière et décida que la durée du travail ne devrait pas excéder, dans une période de dix jours, dix heures par jour. M. Baudin, pendant son passage au ministère des Travaux publics, prit deux arrêtés encore en vigueur. D'après le premier, en date du 4 novembre 1899 (modifié le 20 mai 1902), le travail des mécaniciens et chauffeurs

(1) *J. O. Sénat. Déb. parl. Séance du 8 novembre 1904*, p. 1896.

est limité à cent heures par décade avec un maximum de douze heures par jour; le temps pendant lequel ils sont tenus de rester sur leur machine est compté comme temps de travail. Le second arrêté, en date du 23 novembre 1899, porte que la journée des agents des trains doit contenir en moyenne (comptée sur quinze jours) dix heures de service effectif au plus. Ces deux arrêtés réglementent aujourd'hui la durée du travail dans les chemins de fer, avec l'arrêté du 19 octobre 1901 limitant à douze heures le travail effectif des agents chargés de la surveillance et de l'entretien des voies.

Les essais de réglementation légale remontent à une proposition de M. Delattre, déposée le 1^{er} avril 1889 et tendant à limiter à dix heures sur vingt-quatre le travail des mécaniciens et chauffeurs et à douze heures sur vingt-quatre celui des agents des trains. Le 28 juillet 1894, la Chambre fut saisie d'une proposition de M. Descubes qui fut discutée le 17 décembre 1897. Au cours de cette séance, MM. Berteaux et Rabier présentèrent un amendement étendant le bénéfice de la loi à tous les agents de la traction et fixant à dix heures, non plus la moyenne, mais le maximum quotidien. C'est cet amendement qui prit corps dans le texte voté et transmis au Sénat. Le 7 juin 1901, la Chambre Haute ouvrit la discussion et, rejetant le projet qui lui était soumis, fixa la durée moyenne du travail à quatre-vingt-dix heures par décade pour les mécaniciens et chauffeurs et à cent-quarante heures par quinzaine pour les agents de trains. Le texte ainsi modifié revint à la Chambre où il fut discuté le 14 novembre suivant; les dispositions du Sénat furent repoussées pour l'adoption du contre-projet Berteaux tel qu'il avait été voté en 1897. Depuis

1901, la future loi est restée dans les dossiers du Sénat. Des ordres du jour ont été votés à la Chambre, les 30 novembre 1905 et le 29 mars 1906, invitant le gouvernement à faire aboutir la limitation légale dans le plus bref délai.

La réglementation se heurte à des difficultés particulières, quand il s'agit des chemins de fer. « Dans une usine, remarquait M. Godin rapporteur au Sénat, le travail a une régularité, une uniformité qui permettent d'en déterminer la durée d'une façon précise. Il n'en est pas de même en ce qui concerne les chemins de fer. Dans ce cas, il s'agit non pas d'un travail fixe et déterminé, mais d'un travail intermittent qui consiste à conduire un train d'un endroit à un autre » (1). Il ne saurait être question pour cette raison de fixer un maximum quotidien et de faire accomplir aux mécaniciens et aux chauffeurs un travail identique tous les jours, tant au point de vue du parcours que de la durée. En général, ces agents conduisent leur train d'un dépôt à l'autre, puis reviennent au point de départ. C'est ce qu'on appelle un *roulement*. Celui-ci est établi sur un certain nombre de jours et les arrêtés ministériels sont obligés de tabler sur des moyennes. Aussi, indépendamment de son opportunité, critiquons-nous le contre-projet Berteaux qui ne comporte pas de moyennes ; les horaires ne se prêtent pas à un calcul aussi rigoureux. D'autre part, lorsque les dix heures du mécanicien et du chauffeur s'achèvent alors qu'ils ont encore 25 kilomètres à parcourir pour rentrer chez eux, va-t-on leur imposer l'obligation de prendre leur repos à l'endroit où

(1) J. O. Sénat. Déb. parl. Séance du 30 mai 1901, p. 703.

ils se trouvent loin de leur femme et de leurs enfants?

Pour justifier la réglementation légale de la journée des agents de la traction, on invoque le caractère pénible de leur profession. M. Descubes alléguait, à l'appui de sa proposition que les employés des chemins de fer sont fatigués après 10 ans, souffrants après 18 ans, et rarement capables après 20 ans de fournir un travail utile. Cette assertion est évidemment empreinte d'exagération. L'enquête faite par l'*Office du travail* révélait, en 1895, que dans une compagnie 267 mécaniciens sur 1172, soit 24 0/0 et 211 chauffeurs sur 1184, soit 19 0/0 étaient âgés de plus de quarante-cinq ans. Comme ces agents sont astreints à une limite d'âge pour leur entrée en fonctions, les chiffres que nous venons de citer visent un personnel en service depuis 15 à 20 ans.

Les interventionnistes prennent encore pour prétexte la sécurité des voyageurs compromise par le travail excessif des agents dont l'attention doit toujours être en éveil; aussi l'opinion publique accepterait-elle favorablement la réglementation légale. On est frappé des accidents de chemin de fer, parce que tout le monde y est exposé; mais en réalité ils se produisent, toute proportion gardée, moins fréquemment que dans les autres industries dont certaines sont sans contredit bien plus meurtrières. Les statistiques allemandes sur l'assurance obligatoire classent la profession de mécanicien et de chauffeur au 18^e rang dans l'ordre des risques, c'est-à-dire dans les professions moyennement dangereuses. Les accidents sont le plus souvent dus à des cas fortuits ou à une insuffisance de personnel. D'ailleurs, le travail n'est pas excessif; la journée moyenne d'un mécanicien et d'un chauffeur n'est que huit heures trois quarts, or

« conduire une locomotive n'est pas plus fatigant que conduire une machine fixe » (1).

C'est à tort que M. Descubes invoquait la fréquence des prescriptions ministérielles comme un témoignage de la nécessité d'une loi; c'est au contraire une preuve qu'il faut laisser la place aux arrêtés et que la réglementation sans cesse perfectible se prêterait mal au cadre rigide d'un texte législatif.

Au surplus, toutes les mesures légales se traduiraient par un accroissement considérable de dépenses. En novembre 1901, M. Caillaux, Ministre des Finances, s'était opposé au projet Berteaux en déclarant que le budget en subirait le contre-coup fâcheux : « Aujourd'hui, disait-il, il s'agit d'une première catégorie, mais demain on vous demandera d'étendre la loi aux autres catégories » (2). M. Maruéjols, Ministre des Travaux publics, évaluait le supplément de dépenses de 45 à 125 millions; son successeur, M. Barthou, l'estimait à 97 millions. Les compagnies avaient fourni déjà à M. Godin, rapporteur au Sénat, le chiffre de 49.842.000 francs. Par le jeu de la garantie d'intérêts, cet excédent de dépenses retomberait à la charge de l'État dont les finances sont déjà suffisamment obérées.

SECTION III

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

La durée du travail des hommes n'est pas réglementée

(1) Office du travail. *Salaires et durée du travail dans l'industrie française*, tome III, p. 543 et 544.

(2) J. O. Chambre. Déb. parl. Séance du 14 novembre 1901, p. 2176.

dans la plupart des pays industriels; seuls ceux qui suivent ont légiféré sur ce point. En retard quand il s'agit de protéger l'enfant, la France est à l'avant-garde en ce qui concerne l'ouvrier adulte dont la journée n'est nulle part ailleurs limitée à dix heures par la loi, dans la généralité des industries, comme elle l'est chez nous depuis 1900.

Allemagne. — La législation allemande n'a pas admis en principe de réglementation du travail des hommes; toutefois le *Bundesrath* a le droit (loi de 1891) de limiter la durée de leur travail, pour des motifs de salubrité; il a usé de ce droit pour la boulangerie, les forges, les verreries, les auberges, les carrières, créant ainsi ce qu'on appelle la *journée maxima sanitaire*.

Autriche. — Pour les majeurs de quatorze ans, la durée du travail ne doit pas dépasser onze heures, mais le ministre peut accorder des dérogations à la règle. Le travail de nuit n'est pas interdit pourvu qu'on n'excède pas les onze heures permises.

États-Unis. — Certains États de l'Union imposent le maximum de huit heures ou de neuf heures dans les travaux publics exécutés pour le compte de l'État ou des municipalités. D'autres ont déterminé une journée légale pour tous les ouvriers. Mais ce qui caractérise surtout cette législation américaine, c'est qu'elle n'a pas interdit aux patrons de prolonger le travail au delà des limites assignées; celles-ci ne sont valables qu'autant qu'il n'intervient aucune convention contraire.

Russie. — Sauf dérogations le maximum est de onze heures et demie pour les adultes: le samedi le maximum est abaissé à dix heures. Si les ouvriers travaillent la

nuit, ils ne doivent pas fournir plus de dix heures par vingt-quatre heures.

Suisse. — La loi de 1877 impose aux hommes la journée maxima de onze heures ou de dix heures le samedi et la veille des fêtes; en principe le travail de nuit leur est interdit. Les autorités fédérales ou cantonales peuvent accorder des dérogations.

CHAPITRE IV

MOUVEMENT

en FAVEUR de la RÉDUCTION

des HEURES de TRAVAIL

Nous avons jusqu'ici délimité le rôle du législateur en matière de durée du travail ; en complément aux discussions sur le domaine de la loi nous allons étudier le mouvement, en faveur de la réduction qui s'est dessiné au milieu du siècle dernier pour s'accroître de jour en jour depuis une vingtaine d'années. A quels mobiles obéissent ceux qui le dirigent ? Quels sont les effets économiques et sociaux des courtes journées ? L'étude de ces questions fera l'objet du chapitre suivant. Nous nous efforcerons pour le moment d'établir l'importance de ce mouvement, surtout en observant l'évolution de la journée de huit heures et en suivant les progrès de l'idée dans l'opinion. Nous parlerons d'abord de la journée qui répond le mieux aux circonstances économiques actuelles.

SECTION I

LA JOURNÉE NORMALE ET LE RÉGIME

HEBDOMADAIRE

« Tout le mouvement de la civilisation moderne nous porte à la réduction progressive de la journée de tra-

vail », remarque M. Bourguin (1). Depuis la loi de 1848, la durée du travail n'a pas cessé de diminuer en France, tandis que le salaire doublait dans le même temps. Nous sommes loin des longues journées de quinze et seize heures signalées par Villermé. La réduction peut être évaluée aujourd'hui à 25 ou 30 0/0. Les pays qui pratiquent encore les longues journées sont ceux où l'organisation ouvrière est peu avancée. Par contre c'est en Angleterre, aux États-Unis, en Australie que les ouvriers, puissamment organisés, travaillent le moins longtemps. En 1905 le *board of labor* publiait des chiffres surprenants ; de 1893 à 1901, 471.000 ouvriers anglais avaient bénéficié d'une réduction de 1.266.645 heures par semaine, soit deux heures trois quarts par semaine et par ouvrier.

Grâce à l'enquête de l'*Office du travail*, nous sommes en mesure de donner sur la longueur de la journée en France des renseignements généraux et précis. Les résultats de cette enquête sont extrêmement précieux autant par les chiffres cités que par les données accessoires qui les vivifient. Ne pouvant ici reproduire les intéressants tableaux dressés par l'*Office du travail*, nous nous bornerons à en donner le résumé en indiquant quelle est la durée normale du travail c'est-à-dire « la durée la plus habituelle du travail (repos déduit) dans un établissement pour la majeure partie du personnel qui le compose » (2). Elle est de dix heures à dix heures et demie et ce n'est que dans 3 0/0 des établissements (ce sont de petits ateliers) que la journée dépasse

(1) Bourguin. *Rev. d'écon. polit.*, avril 1901, p. 344.

(2) Office du travail. *Enquête sur les salaires et la durée du travail*, tome I, p. 447.

douze heures. La durée normale du travail est un peu plus longue en province que dans le département de la Seine. Voici un tableau d'ensemble d'où ces observations sont déduites (1).

	0/0 des établissements		0/0 des ouvriers	
	Dép. Seine	Autres dép.	Dép. Seine	Autres dép.
8 h. et moins....	2,5	1	2	3,5
8 h. 1/2 à 9 h....	3	5	1	16
9 h. 1/2 à 10 h...	57	30	59	29
10 h. 1/2 à 11 h.	31	37	30	31
12 h.....	6,5	24	8	20
Plus de 12 h....	0	3	0	0,5

Le travail de nuit a été rarement observé, sauf dans les usines à feu continu où nécessairement les équipes se succèdent sans interruption. Dans le département de la Seine, dix-neuf établissements et cinquante-sept en province ont seuls, parmi ceux visités par l'*Office du travail*, fait travailler la nuit tout ou partie de leur personnel (2).

En présence de ces chiffres, il est facile de voir combien était fausse la déclaration de Stuart Mill prétendant que les machines n'allègeraient pas la peine d'un seul être humain (3). Il est vrai que l'économiste anglais exprimait cette idée dans la « période chaotique de l'in-

(1) Office du travail. *Salaires et durée du travail*, tome IV, p. 62.

(2) Il ne s'agit ici toutefois, remarquons-le, que des établissements industriels ordinaires et non des petits ateliers et de la petite industrie où, nous le savons, le travail nocturne est fréquemment usité.

(3) Benoist Malon formule la même opinion. *Socialisme intégral*, p. 73.

dustrie », à une époque où le mouvement pour la réduction des heures de travail n'était encore qu'ébauché.

Actuellement ce mouvement se traduit par des grèves fréquentes. Tandis que de 1874 à 1885 on ne compte que 46 grèves ayant pour objet la limitation plus étroite de la durée du travail, on en trouve 46 en 1890, 21 en 1891, 17 en 1892, 111 en 1893 (1), 30 en 1894, 49 en 1895, 43 en 1896, 27 en 1897, 28 en 1898, 101 en 1899, 100 en 1900, 69 en 1901, 38 en 1902, 57 en 1903. Sur les 317 grèves qui eurent lieu de 1890 à 1897, 145 (soit près de la moitié) furent suivies d'une réduction du temps de travail. L'importance du mouvement doit se calculer moins d'après le nombre de grèves que d'après celui des grévistes. C'est ainsi qu'en 1893, il n'y avait que 25.855 grévistes pour 111 grèves, tandis qu'en 1902 134.025 ouvriers ont cessé le travail dans 38 grèves. Après les questions de salaire, la réduction de la durée du travail vient en tête des causes de l'effervescence ouvrière. Si maintenant nous nous demandons quelle était la limitation réclamée dans ces conflits entre le capital et le travail, nous voyons que jusqu'en 1898 les ouvriers revendiquaient surtout la journée de dix heures et que depuis quelques années des journées de neuf heures ou de huit heures sont l'objet de leurs *desiderata*.

La durée normale du travail actuelle, la journée de dix heures, nous paraît la plus apte à concilier les intérêts industriels et ouvriers. Nous verrons au chapitre

(1) Le grand nombre de grèves en 1893 tient à la mise en vigueur de la loi de 1892 à la suite de laquelle ces grèves éclatèrent soit pour réclamer l'application de la loi, soit pour faire bénéficier les ouvriers adultes des avantages obtenus par les femmes et les enfants.

suivant qu'elle est à peu de chose près aussi productive qu'une journée de douze heures mais qu'une réduction plus forte serait de nature à compromettre la prospérité de notre industrie et à diminuer les salaires. Sans parler des enfants pour lesquels le *demî-temps* peut remédier aux dangers que constituerait pour eux une présence de dix heures dans les ateliers, nous avons dit que l'hygiène et l'intérêt social demandent que cette limite ne soit pas dépassée par la femme. C'est enfin la journée de dix heures ou de dix heures et demie qui, pour les hommes eux-mêmes, correspond le mieux à ce que Léon XIII appelle la « mesure des forces des travailleurs » (1).

Nul ne conteste que les exagérations de travail dont les manufactures étaient le théâtre pendant la première moitié du xix^e siècle n'aient eu une influence détestable sur l'hygiène, la morale et l'intelligence des classes ouvrières. Comme le remarquait le ministre Sénard à l'Assemblée nationale de 1848, « les manufactures où le travail n'offre aucun inconvénient pendant un temps raisonnable deviennent des ateliers insalubres quand l'ouvrier y reste enfermé treize, quatorze et quinze heures ». Les journées excessives transforment la vie en une existence monotone et pénible dont toute jouissance est bannie et où les ressorts supérieurs de l'activité sont brisés. Avec la journée de dix heures l'harmonie est parfaite entre le travail et la somme de loisirs nécessaires pour les distractions, la vie familiale, les affaires personnelles (2); beaucoup d'ouvriers pensent qu'elle est la

(1) *Encyclique* de 1891, p. 41.

(2) Les dix heures nécessairement ne sont pas continues. Faut-il multiplier les petits repos? Nous croyons qu'il vaut mieux

mieux appropriée à leurs forces (1). Si l'on considère qu'il y a, en 12 mois, 80 jours de chômage en moyenne, la journée de dix heures représente 2.850 heures de travail sur les 8.760 heures de l'année, soit un tiers de la vie; c'est une très juste proportion. Nous concluons donc avec M. Paul Leroy-Beaulieu que cette journée normale « permet un déploiement efficace suffisamment intense et prolongé de la force humaine, sans excès ni dans le sens de l'intensité, ni dans celui de la prolongation,... elle paraît pour les peuples du continent européen la mesure qui concilie le plus tous les besoins physiques et moraux et de l'homme et de la société » (2).

Nous ne prétendons pas cependant que la journée de dix heures constitue la bonne moyenne dans toutes les industries. Nous ne sommes pas ici dans le domaine des mathématiques. En économie politique le raisonnement par équations n'est pas possible; les solutions peuvent être justes, mais leur application demande à être faite avec discernement. Exceptionnellement, le temps de travail pourra durer moins de dix heures par suite du caractère particulièrement pénible que revêtent certains travaux; exceptionnellement aussi, certaines industries réclament momentanément de longues journées, ce sont

accorder un repos plus long entre le travail du matin et celui du soir. Les petits repos fréquents auraient l'inconvénient de retenir l'ouvrier douze heures à l'usine pour le faire travailler dix heures. De plus chacun sait que les repos sont une cause de perte de temps car, au moment de la reprise du travail, le premier quart d'heure est moins productif, l'ouvrier n'étant pas encore entraîné à l'ouvrage.

(1) Rapport Dron, *loc. cit.*, p. 23.

(2) Paul Leroy-Beaulieu. *Traité d'économie politique*, tome IV, d, 305 et 310.

les industries saisonnières et surtout l'agriculture. On ne peut donc établir de règles fixes ; tout dépend des circonstances économiques essentiellement contingentes et variables.

N'y aurait-il pas intérêt à calculer la durée du travail par semaine, selon la mode anglaise et comme le fait le projet voté en 1904 par le Sénat ? Les présidents des des Chambres de commerce réunis en assemblée générale à Paris, le 5 mai 1902, ayant émis en vœu en faveur de la substitution d'une limite hebdomadaire à la limite journalière, le Ministre du Commerce prescrivit le 23 décembre suivant aux inspecteurs d'ouvrir une enquête pour savoir s'il y aurait lieu d'adopter le régime hebdomadaire. Les résultats de cette enquête furent douteux (1). A Paris, les industriels se prononcèrent en grande majorité contre la réforme ; dans les départements, les avis furent partagés mais dans l'ensemble défavorables, sauf dans la région lyonnaise et de l'Est. « Quant aux ouvriers, ils redoutent une diminution de salaire et voient plutôt un piège du patronat » (2) ; toutes les Bourses du travail se sont montrées hostiles au projet.

M. Waddington déclarait à la tribune du Sénat le 18 mars 1904 que le régime hebdomadaire mettrait la loi d'accord avec les habitudes locales dans certaines contrées où le travail cesse déjà plus tôt le samedi que les autres jours. Ce régime n'est cependant pas encore entré dans nos mœurs ; il est presque exclusivement limité, ainsi que l'a révélé l'enquête de 1903, à quelques établissements parisiens ou normands où travaillent moins de

(1) V. *Bulletin de l'office du travail*, mars 1903, p. 204.

(2) Béchaux. *Réglementation du travail*, p. 89.

15.000 ouvriers, à 40 fabriques de cotonnades de la région roannaise occupant environ 10.000 personnes et à 394 tissages ou moulinages de la vallée du Rhône et de la Haute-Loire employant 22.069 ouvriers. Dans ce dernier cas, remarque M. Pic, le régime hebdomadaire « s'explique tant par la topographie des usines situées en rase campagne à plusieurs kilomètres de tout centre de population que par le mode de recrutement du personnel. Ces établissements emploient de préférence des femmes et des enfants qui couchent pendant la semaine dans des dortoirs annexés à l'usine ou dans des garnis situés à proximité et qui, tous les samedis, vont retrouver leurs familles afin de passer avec elles la journée du dimanche » (1).

Pour que le régime hebdomadaire fût facilement adopté, les industriels devraient souvent se résigner à perdre cinq heures par semaine, à ne pas augmenter la durée quotidienne du travail tout en se passant des services de leurs ouvriers pendant la demi-journée du samedi. Nous ne pensons pas en effet que le repos complet d'une après-midi par semaine soit suffisant pour effacer les funestes effets que pourrait avoir la prolongation du travail des femmes et des enfants (si on n'organise pas le *demi-temps*) au-delà de dix heures. Une journée de onze heures serait manifestement excessive pour les jeunes ouvriers, dût-elle être compensée par une demi-journée de liberté. Le projet voté par le Sénat interdit, il est vrai, aux patrons qui adopteraient la limitation à soixante heures par semaine d'imposer plus de dix heures de travail quotidien aux enfants. Mais si une pareille réglementation

(1) Pic. *Rev. d'écon. polit.*, janvier 1905, p. 29.

était votée définitivement, on verrait se reproduire les difficultés du régime légal de 1892 ; en pratique tout le monde ne tarderait pas à travailler onze heures. En supposant la loi respectée, nous avons vu quels seraient les dangers de renvoyer les enfants avant leurs parents ; quant à leur donner des repos supplémentaires à l'intérieur de l'usine, nous le savons, c'est impraticable.

Si l'industrie française pouvait s'accommoder du système anglais, c'est-à-dire de cinquante-cinq heures de travail par semaine (dix heures par jour et cinq heures le samedi), la question serait en partie résolue et l'on pourrait songer à introduire en France une coutume considérée de l'autre côté du détroit « comme une des meilleures de la vie domestique et sociale » (1). La durée normale actuelle ne serait pas augmentée et l'ouvrier bénéficierait d'une après-midi entière qui, s'ajoutant au repos dominical dont il serait la préface, contribuerait à assurer quarante-deux heures de repos ininterrompu. La femme profiterait de cet après-midi pour faire ses achats (les magasins ne seraient plus obligés de rester ouverts une partie du dimanche pour satisfaire leur clientèle ouvrière) ; elle entreprendrait les travaux du ménage tels que lessives et nettoyages qui ne peuvent s'exécuter que lorsqu'on dispose de quelques heures libres ; elle se livrerait, à la lumière du jour, aux différents travaux d'aiguille auxquels actuellement elle consacre les heures dérobées à son repos en s'usant les yeux à la lueur fumeuse d'une lampe. Pendant ce temps le mari pourrait faire du jardinage, préparer la provision de bois pour la semaine ou s'occuper à quelque travail

(1) Béchaux, *op. cit.*, p. 59.

utile à la maison. Peut-être le repos de la demi-journée du samedi ferait-il disparaître, en le remplaçant avantageusement, celui que les ouvriers s'octroient quelquefois au commencement de la semaine quand « ils font le lundi ». Ces quelques heures de liberté rendraient donc à la population ouvrière les plus utiles services.

Profitable à l'ouvrier le régime hebdomadaire le serait encore aux industriels qui n'employant que des hommes adultes pourraient leur demander onze heures de travail quotidien de façon à atteindre, comme aujourd'hui, le total de soixante heures par semaine. La dépense de combustible est négligeable pour maintenir l'usine en marche une heure de plus par jour (1), tandis que l'arrêt du moteur pendant une demi-journée entière permettrait de réaliser sur le charbon une économie considérable. De plus il y aurait dans la semaine une mise en train de moins, or la reprise du travail se traduit toujours par une infériorité de rendement. Enfin les nettoyages pourraient être effectués le samedi après le départ des ouvriers, tandis qu'actuellement ils se font le soir ou le dimanche et sont par là même payés plus cher.

En résumé, le régime hebdomadaire serait de toute façon avantageux. Mais il exigerait une réduction de cinq heures de travail sur le total de la semaine si l'on voulait respecter les raisons d'hygiène et d'intérêt social qui militent en faveur d'une rigoureuse limitation des heures de travail des femmes et des enfants. Il faudrait

(1) D'après M. Strohl, une usine peut être comparée à un train de marchandises lourdement chargé que la locomotive est obligée de faire démarrer; personne n'ignore quelle somme d'efforts est nécessaire pour mettre en mouvement un train, alors que, une fois celui-ci en marche, la question n'est pour ainsi dire plus qu'un jeu d'enfant.

en outre que cette réduction de travail ne soit pas suivie d'une réduction correspondante de salaire. Ces conditions sont-elles possibles dans l'état actuel de notre industrie? Il est permis d'en douter. C'est là sans doute la pierre d'achoppement qui, pour le moment du moins, empêchera le système d'être praticable dans les établissements mixtes; c'est sans doute aussi la raison du caractère plutôt défavorable et hostile de l'enquête de 1903. « La réforme, conclut M. Pic, ne paraît pas encore mûre en France » (1).

SECTION II

LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

§ 1. — Progrès du mouvement en faveur des huit heures.

Aujourd'hui on ne se contente pas des progrès réalisés dans la réduction du temps de travail. L'école socialiste mène grand bruit autour de la journée de huit heures, mot d'ordre de toutes ses manifestations. Huit heures de travail, huit heures de loisirs, huit heures de repos, tel est dans sa concision l'idéal des *Trois-Huit* poursuivi par la fraction turbulente de la classe ouvrière, conformément au refrain de la chanson anglaise :

*Eight hours to work, eight hours to play,
Eight hours to sleep, eight schillings a day* (2).

(1) Pic, *op. cit.*, p. 29.

(2) Dans l'espèce il s'agissait de *Quatre-Huit*. A la suite de la catastrophe de Courrières, les mineurs du Nord ont réclamé, eux aussi, 8 heures de travail, 8 heures de loisirs, 8 heures de repos et 8 francs par jour. Les *Quatre-Huit* paraissent devoir se substituer dans un avenir prochain dans le programme socialiste à la revendication des *Trois-Huit*.

Les *Trois-Huit*, c'est une formule nette, frappante, qui a la force d'un programme et l'affirmation d'un axiome. C'est le cri de ralliement attachant tous les travailleurs industriels à une même revendication; c'est pour eux comme l'*alpha* et l'*oméga* de toutes les questions qui touchent à la réforme sociale.

Depuis que le socialisme est entré dans la voie parlementaire, ses élus ont mis en avant une série de mesures dont la principale est la réduction de la journée de travail. De leur côté, les *leaders* ont persuadé aux ouvriers qu'ils ne pourraient plus vivre s'ils ne faisaient triompher leurs « revendications ». Avec la cohésion de la classe ouvrière, l'idée fit de rapides progrès dans les masses; que les conditions du travail des uns fussent satisfaisantes, que celles des autres fussent médiocres, tous à la fois les déclarèrent insupportables par une sorte de suggestion réciproque rendue plus efficace par les communications et les propagandes de toute nature.

C'est en 1866 que la revendication des huit heures fut la première fois formulée en Europe par le Congrès de l'Internationale réuni à Genève. Presque en même temps le Congrès des ouvriers américains à Baltimore décida de mettre tout en œuvre pour obtenir les *Trois-Huit*. C'est à ce moment que la fameuse société de *Chevaliers du travail* (*Knights of labor*) commença à faire parler d'elle et inscrivit sur son drapeau la journée de huit heures. Enfin, en juillet 1889, le Congrès de Paris la proclama comme une nécessité sociale. Depuis ce moment les *Trois-Huit* ont conquis du terrain. Beaucoup d'hommes politiques en tous les pays en sont devenus les partisans convaincus; beaucoup d'autres entraînés par le mouvement et n'osant rompre en visière avec une théorie qui

plaît au peuple (la politique a ses exigences) se sont mis à la suite des partis avancés sans savoir exactement où on veut les mener.

La journée de huit heures est apparue en Australie il y a 50 ans, le 22 avril 1856. Depuis, tous les ans, le 21 avril a lieu une fête commémorative dans la colonie de Victoria. Les métiers qui ont obtenu la journée de huit heures parcourent Melbourne en procession portant le vieux drapeau de 1856 sur lequel on lit cette inscription : *Eight hours work, eight hours recreation, eight hours rest* (huit heures de travail, huit heures d'agrément, huit heures de repos). Des meetings ont lieu en plein air. C'est jour de fête officielle, pour célébrer l'anniversaire du moment où, par l'effet de sa propagande et de son organisation, la classe ouvrière obtint pratiquement, sinon légalement, la journée de huit heures. Celle-ci est actuellement usitée par les trois quarts de la population ouvrière et l'opinion lui est acquise.

En Angleterre, les *Trois-Huit* ont trouvé aussi beaucoup de faveur. Jusqu'ici le législateur n'est pas intervenu pour en imposer la pratique, mais la masse des ouvriers employés à un travail vulgaire (*unskilled labor*) semble orienter le *Trade-Unionisme* vers le socialisme d'État en demandant une loi de huit heures dans le pays où régnait naguère l'école de Manchester et de la liberté. Il est cependant à remarquer que ceux qui préconisent l'intervention légale ne la demandent qu'avec condition d'option permettant à chaque corporation de se placer sous le régime des huit heures ou de s'y soustraire à sa volonté; ce système atténuerait dans une très large mesure le rigorisme légal. Nous empruntons à l'ouvrage de M. John Raë le passage suivant qui dévoile la nature

du mouvement en Angleterre. « L'idée d'une loi générale uniforme et obligatoire de huit heures ne trouve faveur nulle part, si ce n'est auprès d'une poignée de socialistes peu pratiques ; l'opinion de la grande masse de la classe ouvrière, comme le montrent les congrès de *Trades-Unions*, n'est divisée qu'entre trois formes de législation optative. Elle demande : 1° une loi de huit heures qui ne s'appliquerait dans chaque industrie que sur la demande de la majorité de ses membres, ou bien des membres organisés dans tout le pays ; ou 2° une loi de huit heures qui permettrait à toutes les industries de s'en exempter suivant le vote de la majorité de ses membres ou des membres organisés du pays ; c'est ce que l'on appelle le principe d'exemption par industries (*trade exemption principle*) ; ou 3° une loi de huit heures qui ne serait applicable qu'à telle ou telle industrie d'une localité que si la majorité des membres de cette industrie dans cette localité l'accepte, ou si elle n'a pas demandé à en être exempte ; M. Gladstone s'est prononcé pour ce système qui est connu sous le nom de principe d'option locale par industrie (*local trade option principle*) » (1). Cet expédient de l'option locale ou de l'option par industrie a vaincu la résistance de ceux qui s'opposaient à une loi de huit heures ; on le comprend aisément puisque les dispositions légales perdraient tout caractère coercitif (2). Ceux qui en France préconisent la journée de huit heures, en invoquant l'exemple de l'Angleterre, oublient ou feignent d'oublier cette particularité importante.

(1) Raë. *La journée de huit heures*, p. 303 et 304.

(2) Quelques États de l'Union américaine ont également inscrit dans leur loi les huit heures, quand il n'y a pas convention contraire. Cette condition enlève pratiquement toute portée à la loi.

On ne peut d'ailleurs pas conclure du particulier au général. L'Angleterre, grâce à l'énergie native et au tempérament particulier de la race et l'Australie dont la population est presque exclusivement anglaise et où le développement économique a progressé avec une rapidité merveilleuse, peuvent s'accomoder d'une journée de huit heures sans que pour cela le système doive être généralisé. Chaque peuple a ses habitudes, son climat, ses aptitudes, ses besoins, sa vigueur corporelle, son énergie morale et tel régime de travail qui réussit dans un pays échouera dans un autre. La journée de huit heures n'est pas une commune mesure comme le mètre pour les longueurs, le gramme pour les poids : « Il n'est pas de dynamomètre de la force humaine, remarque M. Bouge, prétendre avoir trouvé avec la loi de huit heures la limite scientifique et moyenne de la capacité de travail de l'homme est tout simplement puéril » (1). Un écrivain socialiste, M. E. Buisson, parlant des ouvriers américains qui, en 1866, obtinrent les *Trois-Huit* après une courte campagne, avoue que « ce précédent ne peut être invoqué ici, car les conditions économiques de la France en 1905 sont loin d'être celles de l'Amérique il y a 20 ans... L'industrie en général était très productive et les patrons pouvaient faire des concessions importantes pour maintenir à l'atelier les ouvriers qui les menaçaient de la grève sans porter une atteinte sensible à leurs bénéfices » (2). L'Angleterre depuis longtemps pratique la journée de neuf heures, c'est donc une question pour elle d'une heure et qui se résume à décider si l'on doit

(1) Bouge. *Rev. polit. et parl.*, août 1896, p. 268.

(2) *Revue socialiste* de juin 1905, p. 654.

statuer légalement et obligatoirement ou si les corporations ouvrières réaliseront la réforme.

En France, plusieurs tentatives de réglementation légale à huit heures ont été faites sans succès jusqu'en 1905; en 1890 M. Ferroul, en 1894 puis en 1896 MM. Vaillant et Guesde essayèrent vainement de faire voter le principe. La proposition de M. Vaillant en 1894 se bornait à limiter à huit heures la durée du travail dans les travaux communaux. Mais depuis, le socialisme enhardi a brisé ce cadre trop étroit et demande les *Trois-Huit* dans l'industrie d'une façon générale. La loi du 29 juin 1905 lui a donné en partie satisfaction; nous avons déjà signalé la gravité de cette loi qui, tout en ne visant qu'un petit nombre d'ouvriers, « s'établit comme une pierre d'attente pour toutes les autres industries et crée le préjugé d'une journée normale de huit heures » (1). Les idées mènent le monde et dans l'engrenage collectiviste le corps social passera tout entier si la main se laisse prendre. Le 27 novembre 1905, M. Vaillant a déposé une nouvelle proposition conçue dans les termes les plus généraux (2); elle demande le repos de l'après-midi du samedi et la journée de huit heures pendant cinq jours « dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers et ateliers et leurs dépendances de quelque nature que ce soit publics et privés, domestiques et de famille, laïques ou religieux, docks, entrepôts, voies ferrées, forêts, grande culture, entreprises de commerce, magasins, bureaux et tous autres établissements et lieux de travail, de production, de commerce et d'échange ».

(1) Discours de M. Aynard. *J. O. Chambre. Déb. parl. Séance* du 29 janvier 1902, p. 291.

(2) *J. O. Chambre. Doc. parl. S. E.* 1905, Annexe n° 2787.

Comme on le voit, M. Vaillant introduit la réglementation dans les travaux agricoles et dans les ateliers de famille sans tenir compte des difficultés inhérentes à pareille innovation.

Les partisans de la journée de huit heures ne manquent pas d'invoquer le résultat des enquêtes pour affirmer que la réforme est impatiemment attendue par tout le prolétariat. Mais, dans le chapitre précédent, nous avons dit ce qu'il faut penser de ces consultations ouvrières dans lesquelles ne sont entendus que les fractions turbulentes et les meneurs. En outre, les syndicats ont aujourd'hui en France un caractère politique très accentué et il est à penser qu'en exprimant le vœu d'une loi de huit heures, ils ont obéi à une préoccupation politique plutôt que traduit les désirs véritables de leurs membres. Si nous consultons d'ailleurs l'enquête de 1890-1893 nous remarquons que sur 24.003 réponses d'ouvriers, 5.419 seulement sont favorables à la journée de huit heures sans heures supplémentaires. Dans une enquête de 1884, sur 68 chambres syndicales d'ouvriers, il n'y en avait que 12 à réclamer la limitation à huit heures et sur 16.284 ouvriers, 4.757 (1). Il est encore à noter que « beaucoup de syndicats se sont prononcés pour la journée de huit heures afin d'obtenir dix heures, ils ont demandé beaucoup pour avoir ce qui est raisonnable » (2). « Nous demandons la journée de huit heures, disaient les chambres syndicales de Boulogne-sur-Mer, espérant obtenir la réduction à dix heures; il faut beaucoup demander pour avoir peu » (3).

(1) Rist, *op. cit.*, p. 132 et 133.

(2) Rapport Dron, *loc. cit.*, p. 22.

(3) Rapport Dron, *loc. cit.*, p. 146.

C'est pour faire aboutir les *Trois-Huit* que la manifestation du 1^{er} mai a été organisée par les ouvriers des deux mondes. Comment expliquer que le 1^{er} mai, qui à travers les siècles a marqué le retour de la nature à la vie, soit devenu le symbole d'une échéance redoutable? Lorsque les ouvriers américains choisirent en 1886 le 1^{er} mai comme jour de la « Fête du travail », ils prétendaient simplement marquer ainsi leur « espoir en des moissons et des récoltes prochaines ». L'idée de faire du 1^{er} mai une journée de revendication pour le travail de huit heures ne tarda pas à préoccuper les chefs de partis et elle fut importée immédiatement d'Amérique en Europe. Cette idée reçut l'estampille socialiste au Congrès ouvrier international tenu à Paris du 14 au 21 juillet 1889. Celui-ci décida, sur la proposition d'un délégué américain, d'organiser à l'avenir, le 1^{er} mai, « une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail » (1). Le 7 décembre suivant, paraissait le premier numéro du journal international *La journée de huit heures* qui a servi à entraîner les masses vers la manifestation de 1890. Ses organisateurs fondaient sur cette manifestation les plus belles espérances; le choix du 1^{er} mai était dicté, disaient-ils, par une décision semblable antérieurement prise en 1888 au Congrès de Saint-Louis (Missouri) par l'*American Federation of labor*.

(1) Au Congrès tenu à Zurich en août 1893, les socialistes anglais et allemands qui jusque-là faisaient leur manifestation le premier dimanche de mai résolurent de la reporter au 1^{er} mai.

Au mois d'avril 1890, le journal *Le Combat* organe du mouvement indiquait comme mode d'action : la suspension du travail, le pétitionnement, les réunions publiques, les délégations aux Chambres. Le 1^{er} mai 1890, « cette première manifestation pacifique qui n'exclut pas la violence, » comme le disait l'appel du *Combat*, se termina par quelques horions et bousculades. Dans le département de la Seine, à peine 20.000 ouvriers chôchèrent, mais l'effet moral fut cependant considérable. L'opinion publique, un moment effrayée par la perspective d'un soulèvement ouvrier international, se calma et la question de la limitation des heures de travail fut ardemment discutée dans les conversations, dans les journaux et dans les revues.

Depuis 1890, la manifestation du 1^{er} mai « circonscrite aux foyers anarchistes ou collectivistes les plus remuants » (1) et réduite aux manifestants inconnus à l'atelier (les travailleurs véritables s'étant tenus à l'écart) est allée en décroissant chaque année; elle n'a donné lieu à aucun incident sérieux et, à part le sanglant conflit de Fourmies en 1891 entre la troupe et les manifestants, l'ordre ne fut pas gravement troublé.

Émue de ce ralentissement dans le mouvement ouvrier, la *Confédération générale du Travail* avait préparé de longue date la manifestation du 1^{er} mai 1906. Au Congrès de Bourges en septembre 1904, s'était élaboré le plan de campagne; des discours, des affiches répandues à profusion, avaient averti les ouvriers qu'à partir du 1^{er} mai 1906, tous les travailleurs devraient quitter l'atelier après y être restés huit heures (2).

(1) Cauwès, *op. cit.*, p. 113.

(2) Il est assez piquant de constater qu'aujourd'hui on demande

Depuis plusieurs mois, à la Bourse du Travail de Paris, flottait une banderole sur laquelle on pouvait lire ces mots : « Au 1^{er} mai 1906, nous ne travaillerons plus que huit heures par jour ». Une agitation intense était prévue et, après les grèves du Nord, on put craindre, sinon la grève générale, du moins des troubles importants. Il n'en a rien été, nous le savons, peut-être grâce aux importantes mesures d'ordre qui furent prises dans les principaux centres ouvriers, peut-être surtout parce que, comme nous le disons précédemment, le mouvement en faveur des huit heures n'est qu'une agitation de surface qui n'atteint pas les couches profondes et paisibles de la population ouvrière.

Les propagateurs des *Trois-Huit* n'y veulent pas voir la journée *normale* mais la journée *maximale*. « Les huit heures réclamées par nous, disait M. Vaillant en 1894, constituent une limite extrême en deçà de laquelle auront à se diversifier les journées de travail d'après la nature même des travaux » (1). M. Guesde déclarait que, dans les métiers pénibles, l'ouvrier ne restera que six heures, cinq heures ou quatre heures à l'ouvrage. Ainsi, jamais on ne devra fournir plus de huit heures, et souvent on travaillera moins.

Un partisan de l'intervention légale en faveur des hommes adultes, M. Cauvès, n'hésite pas à reprocher aux *Trois-Huit* « de ne pas laisser à la liberté une latitude suffisante, car il n'est pas douteux que les forces

huit heures pour les hommes adultes alors qu'en 1900 on a voté la journée de dix heures et même de onze heures pour des enfants. Il est cependant à remarquer que M. Vaillant s'était élevé avec vigueur contre la disposition portant à onze heures la journée des enfants.

(1) J. O. Chambre. Déb. parl. Séance du 22 mai 1894, p. 851.

moyennes de l'adulte lui permettent sans qu'il en souffre de supporter une durée de travail plus longue » (1). D'autre part si la journée de huit heures était introduite dans l'industrie, comment empêcher les travailleurs agricoles d'émigrer vers les villes dont l'attraction est déjà si forte? Ce serait l'*absentéisme* à l'état aigu. Enfin la propagande effrénée, les discours, les comités, les réunions fréquentes en faveur des huit heures, font germer dans le cerveau des ouvriers des espérances qui se traduisent par des désirs impérieux et irréalisables, par des idées fausses et ignorantes des obstacles accumulés devant une telle réforme; parfois même ce sont des excitations à la conflagration sociale, aux troubles, au soulèvement des masses, d'où résultent ces désordres qui ressemblent plus à des convulsions révolutionnaires qu'à des mouvements ouvriers.

Supposons la journée de huit heures obtenue, s'arrêterait-on en si beau chemin? Il est bien à croire que non, il n'y aurait plus alors de raison pour ne pas réclamer une réduction nouvelle. On a remarqué dans les enquêtes que « la proportion des ouvriers qui demandent huit heures est d'autant plus forte que la durée actuelle du travail est moindre » (2).

Les socialistes marxistes exigeraient vraisemblablement la journée de six heures. En effet, d'après Karl Marx, une partie seulement du travail de l'ouvrier est représentée par le salaire; tout le surplus « la corvée » con-

(1) Cauwès, *op. cit.*, p. 111.

En 1868 la Californie et en 1891 le Nébraska ayant voté la loi de huit heures, la Cour suprême des États-Unis la déclara inconstitutionnelle comme portant atteinte à la liberté des conventions.

(2) Bry. *Législation industrielle*, p. 358.

stitue le profit du capitaliste et doit être supprimé, c'est du travail impayé, une spoliation, un vol. Karl Marx, par des calculs hypothétiques, évalue à six heures le temps de travail « nécessaire pour produire la somme moyenne des subsistances nécessaires à l'entretien quotidien du travailleur » ; c'est ce qu'il nomme le « travail nécessaire » (1). L'ouvrier consacre le surplus de son temps de travail à créer une « *plus-value supplémentaire* (*Mehwerth*) » au profit de l'entrepreneur qui en réalité paye le prix de six heures de travail pour une journée de douze heures. Plus mathématique encore M. Guesde de déduction en déduction formule cette conclusion : le capitaliste extorque au travailleur six heures six minutes de travail qu'il ne lui paie pas ; la journée doit être diminuée de tout le temps non payé.

Paul Lafargue a du moins le mérite de la franchise. Ce que d'autres appellent le droit au loisir, il l'appelle résolument le « droit à la paresse ». Dans un pamphlet ainsi intitulé il promet aux ouvriers qu'après le triomphe de l'Internationale ils n'auront plus à travailler que trois heures par jour et pourront « fainéanter et bombancer le reste de la journée et de la nuit » (2). Reindsdorff estime que deux heures par jour seront suffisantes quand on aura exproprié les propriétaires privés. Le docteur Joynes se contente d'une heure et demie. Quant au statisticien anglais William Heyle, il calcule qu'une heure et quart de travail pourvoit à tous les besoins de l'ouvrier comme suit : alimentation, une demi-heure ; vêtement, un quart d'heure ; logement, instruction et le reste, une demi-heure. Une surenchère ne se fera sans doute pas

(1) V. *le Capital*. Deuxième partie, chap. VII.

(2) Lafargue. *Droit à la paresse*. Brochure, p. 25.

attendre, le but étant le doux *farniente* napolitain (1). Si toutes ces prédictions se réalisaient, « le socialisme pourrait se glorifier d'avoir biffé victorieusement celui des versets de la Genèse qu'il trouve le plus humiliant : *in sudoribus vultus tui vesceris pane* ».

En réalité les huit heures servent souvent de tremplin permettant aux agitateurs de s'élever à la poursuite de leur idéal, le bouleversement de la société, en agitant la formule trompeuse des *Trois-Huit* au nom de l'émancipation sociale. « La conquête de la journée de huit heures n'est qu'un acheminement vers un but plus grandiose, proclamait le placard apposé par la *Confédération du travail* au commencement de 1906 dans les villes industrielles ou manufacturières pour préparer la manifestation du 1^{er} mai. Ce que nous poursuivons c'est l'abolition de l'exploitation humaine. La bataille sociale ne peut finir que lorsque, l'expropriation capitaliste accomplie, le peuple sera maître de ses destinées ». En 1896 M. Guesde déclarait sans ambages : « Les courtes journées, voilà ce qui fait les socialistes et j'ajouterai les révolutionnaires » (2). Les *Trois-Huit* sont donc avant tout une arme de combat et un moyen d'agitation pour tenir le « prolétariat » en haleine et prêt à marcher à l'assaut des « privilèges capitalistes ».

(1) Quand on y réfléchit, on s'aperçoit que la journée de huit heures, amorce de réduction plus radicales, n'est au fond qu'une manifestation du vieil instinct humain qui invite à jouir le plus possible en travaillant le moins possible. C'est en quelque sorte le *panem et circenses* de la tourbe romaine, seule la forme a été changée et rajeunie.

(2) J. O. Chambre. Déb. parl. Séance du 16 juin 1896, p. 966.

§ 2. — La journée de huit heures dans les établissements de l'État.

Les socialistes sachant qu'ils n'emporteraient pas la place d'assaut se livrent à des approches fort habiles, en cherchant à réglementer à huit heures la durée du travail dans les établissements de l'État et pour les travaux publics, avec l'espoir d'arriver plus facilement à imposer le même maximum dans les travaux privés. Ils produisent comme argument que l'État, le département, la commune, doivent être considérés comme des patrons et comme tels sont libres d'instituer telle condition qu'il leur plaît aux travaux qu'ils font exécuter. Ce raisonnement est spécieux et inexact. Les patrons font travailler avec des capitaux leur appartenant, tandis que les pouvoirs publics disposent de fonds prélevés sur les contribuables qu'ils ont en dépôt mais dont ils sont très généreux.

La journée de huit heures a été introduite au cours de ces dernières années dans plusieurs des établissements de l'État. Elle fut d'abord essayée, le 16 septembre 1894, par le Ministre du Commerce dans les ateliers des postes du boulevard Brune à Paris. L'expérience fut ensuite étendue au magasin général des postes puis, le 1^{er} juillet 1900, à l'atelier d'électricité du poste central de Paris. Enfin, le 9 février 1901, M. Millerand rendit la réforme définitive dans les établissements du boulevard Brune. La journée de huit heures fut appliquée, le 1^{er} mars suivant, au personnel ouvrier des services d'installation et d'entretien des appareils téléphoniques parisiens; le 16 juillet 1901, au personnel de l'atelier de force motrice; enfin, le 24 septembre 1901, à l'atelier d'électricité du poste central.

La voie était ouverte. Le Ministre de la Marine, M. Pelletan, mit à l'essai les huit heures, le 1^{er} novembre 1902, dans les ateliers de la petite chaudronnerie de Toulon et à la direction de l'artillerie navale de Lorient. Une circulaire du 7 janvier 1903 introduisit définitivement la journée de huit heures dans tous les arsenaux et établissements des ports (1).

Le 28 février 1905, M. Rouvier, Ministre des Finances, prenait l'engagement de déposer, par voie de crédit, un projet de loi diminuant le travail dans les manufactures de l'État, ce qui fut fait en juillet suivant par son successeur, M. Merlou.

Le gouvernement français a suivi l'exemple donné par l'Angleterre et par les États-Unis. De l'autre côté de la Manche, la journée de huit heures est en usage depuis 1894 dans les ateliers d'équipement de Pimlico et dans les arsenaux de la marine, depuis 1895 dans certains ateliers télégraphiques et depuis 1899 dans la fabrique d'armes de Wolwich. En 1901, la statistique du Ministre du Commerce anglais évaluait à 47.019 le nombre des ouvriers de l'État bénéficiant de la journée de huit heures. C'est l'Union américaine qui la première a appliqué le principe de l'*État patron modèle*. Dès 1840 le travail était fixé à dix heures dans les arsenaux tandis que les douze heures étaient usitées sur tout le territoire. Les statuts revisés de 1878 portent que « huit heures constituent la journée de travail pour tous les journaliers et ouvriers qui peuvent être employés par le

(1) De son côté, le Ministre de la Guerre, général André, en février 1904, réduisit à neuf heures la durée du travail dans les arsenaux de Bourges et de Toulon et dans les magasins centraux de Toulon.

gouvernement ou pour le compte du gouvernement des États-Unis ».

De semblables expériences ne sont pas à encourager. Si l'État ne fait pas exécuter les clauses qu'il a établies, il donne le spectacle regrettable de règlements perpétuellement violés. S'il tient sévèrement la main à ce que les huit heures ne soient jamais dépassées, le régime spécial dont jouissent ses employés n'est pas sans présenter de grands dangers par la suggestion revendicatrice que le régime de faveur fait germer dans l'esprit des ouvriers des industries privées. Pourquoi ici dix heures et là huit ? Cette différence de traitement accroît dans toutes les classes de la société le goût pour les emplois publics et le fonctionnarisme.

Les *Trois-Huit* dans les établissements de l'État c'est un précédent qu'on n'oubliera pas d'invoquer pour justifier les empiétements sur la liberté individuelle ; on promettra bien encore cette fois de ne pas aller plus loin, mais d'autres réformateurs viendront, affranchis de ces scrupules tardifs, qui feront bon marché de cette promesse. En février 1906, dans la discussion d'une loi relative à la marine marchande, M. Cadenat demandait de n'accorder les primes de construction de navires qu'aux constructeurs qui auraient réduit à huit heures la journée de travail dans leurs ateliers. Ainsi que le remarquait M. Thierry, cet amendement était inspiré par la circulaire de M. Pelletan en 1903 (1). C'est en arguant de la limitation à huit heures dans les services de l'État et dans les travaux publics, en Angleterre, aux États-Unis et, dans une moindre mesure, en France, que M. Vail-

(1) *J. O. Chambre, Déb. parl. Séance du 2 février 1906, p. 802.*

lant a déposé, en novembre 1905, sa dernière proposition de la journée de huit heures.

Les courtes journées dans les établissements de l'État ont encore le grave inconvénient de laisser croire que les pouvoirs publics sont tout prêts à souscrire à toute demande quand elle est émise sur le ton de la menace. C'est à la suite d'une pétition des ouvriers des arsenaux au Ministre de la Marine que M. Pelletan accorda les huit heures exigées par les agitateurs des ouvriers de la marine qui voulaient diminuer le labeur sans diminuer le salaire. Ils se félicitaient d'arriver ainsi à procurer de l'ouvrage à un plus grand nombre d'ouvriers. Cette espérance ne pouvait cependant être réalisée qu'en supprimant toute incitation à un travail rapide et toute faculté de travail supplémentaire. Le Ministre s'est rendu à ces nouvelles exigences et, par une circulaire du 10 juillet, a substitué le salaire à la journée au salaire à la tâche cependant plus productif. Ces concessions successives sont d'un effet moral désastreux en encourageant les prétentions les plus injustifiées.

La journée de huit heures pour les ouvriers de l'État risque aussi de créer un état de chose funeste à l'industrie privée. A Lorient et à Brest, les ouvriers des arsenaux font une redoutable concurrence à la population civile; « ils disposent matin et soir surtout pendant la belle saison d'un nombre d'heures assez élevé qu'ils emploient à des travaux de toute sorte » (1).

On ne peut rien conclure des expériences faites. L'État n'a pas le frein de la concurrence qui guide l'industrie privée dans de sages réformes; il introduit

(1) Rapports des inspecteurs pour 1902, p. 175.

inconsidérément les huit heures dans ses ateliers d'autant plus facilement qu'il jouit d'un monopole. Voilà pourquoi M. Pelletan pouvait parler, dans sa circulaire du 7 janvier 1903, des « résultats très satisfaisants obtenus par l'essai de la journée de huit heures ». Sans doute les travaux exécutés dans les arsenaux n'avaient pas périclité, personne autre que l'État ne pouvant s'en charger, mais le Ministre de la Marine omettait de mentionner l'excédent de dépenses occasionné par cette innovation.

C'est encore là un des mauvais côtés de ces expériences, les déficits sont comblés par l'argent des contribuables; l'industrie privée n'a pas à sa disposition pareil moyen d'action. M. Antonin Dubost, rapporteur du budget de 1906 au Sénat, parlant dans son rapport des crédits supplémentaires (508.200 francs) demandés par le gouvernement pour faire face aux dépenses nécessitées par la réduction du travail dans les établissements de l'État, sans diminution correspondante du salaire, s'exprimait ainsi le 10 novembre 1905 : « Toutes les mesures de ce genre ont conduit dans les administrations où elles ont été prises à des majorations considérables se chiffrant par plusieurs millions (1)... On a parfois prétendu que la diminution de la durée du travail pouvait, dans certains cas, ne pas correspondre à une diminution de production. L'expérience qui en a été faite dans les établissements de l'État est radicalement con-

(1) Le 31 décembre 1903, le conseil municipal de Paris invitait l'administration à essayer les huit heures, mais le préfet de la Seine représenta dans un mémoire que « l'application de la journée de huit heures entraînerait pour le budget ordinaire un supplément de charges annuelles de 5.800.000 francs et pour les travaux en cours un accroissement de dépenses de 28.600.000 francs ».

traire à cette supposition... » Il résulte de cette déclaration que les ouvriers de l'État dans les établissements où se pratique la journée de huit heures sont des privilégiés subventionnés aux frais du public. Ces surcharges budgétaires ont une grande importance surtout étant donnée notre pénurie financière.

SECTION III

LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Ce que les ouvriers désirent ce n'est pas tant la diminution des heures de travail que la hausse des salaires. Ceux qui demandent avec le plus d'énergie les *Trois-Huit*, si la réforme était adoptée, seraient les premiers à faire des heures supplémentaires. Celles-ci sont d'autant plus payées en effet que la journée normale est plus courte et que par conséquent le taux de l'heure ressortit à un plus haut chiffre. Ils fourniraient donc huit heures de travail plus deux heures supplémentaires, et en définitive ce serait encore la journée de dix heures; peu importe qu'on la désigne nominalement comme une journée de huit heures (1). Nous avons vu un peu plus haut que les ouvriers des arsenaux de Lorient et de Brest s'empressent, une fois la journée terminée, d'aller chercher de l'ouvrage dans d'autres ateliers; on a calculé

(1) M. Guesde permet à l'ouvrier d'accomplir, après ses huit heures, un autre travail qui serait comme la distraction du premier. La distinction est subtile. Nous ne voyons pas en quoi huit heures de travail ordinaire plus deux heures supplémentaires dans un autre atelier sont moins funestes à la santé que dix heures de travail normales.

que dans les établissements de l'État 1/7 seulement des ouvriers ne fait pas d'heures supplémentaires. Au mois de mai dernier (moins d'un an après la loi de huit heures dans les mines), le gouvernement était avisé qu'à Lens les Compagnies minières, d'accord avec les ouvriers, avaient rétabli les heures en supplément.

Les ouvriers sont souvent disposés à flâner pendant la durée de travail ordinaire afin d'ajourner l'ouvrage aux heures supplémentaires mieux rétribuées. Un manufacturier anglais, M. Spill, déclarait devant une Commission d'enquête que ses ouvriers traînaient sur leur travail afin de toucher la rémunération plus forte des heures supplémentaires; « cela nuit à l'honnêteté du travail » (1). M. John Raë, partisan des huit heures, reconnaît que dans la Grande-Bretagne « il serait pratiquement impossible de passer d'un seul coup de la journée de neuf heures, auxquelles s'ajoutent des heures supplémentaires, à la journée de huit heures sans suppléments » (2). Les ouvriers syndiqués en Australie tiennent aussi absolument à garder le droit de faire des heures supplémentaires payées plus cher que les autres (3). Voici enfin une déclaration très nette de Miss Jeans; elle devrait être méditée par ceux qui invoquent l'exemple d'Outre-Manche à l'appui des *Trois-Huit* : « Aujourd'hui, déclare l'économiste anglaise, il y a une foule d'industries où les heures supplémentaires sont la règle au lieu d'être l'exception et si demain par exemple on promulguait une loi de huit heures... le seul résultat c'est que les heures supplémentaires payées

(1) J. Raë, *op. cit.*, p. 115.

(2) J. Raë, *op. cit.*, p. 61.

(3) Métin, *op. cit.*, p. 88.

à part commenceraient une heure ou deux plus tôt. La grande majorité de la classe ouvrière désire, non pas plus de loisirs, mais *plus d'argent* » (1).

Un ouvrier à qui nous demandions ce qu'il pensait des courtes journées nous répondait : « Le principal pour nous est de gagner de quoi vivre et de quoi nous procurer plus de bien-être. J'aimerais mieux travailler douze heures pour gagner 5 francs (il gagnait 3 fr. 50 pour dix heures de travail) que de ne travailler que huit heures pour 3 francs ». En réalité toute la psychologie ouvrière est dans cette phrase. Le travailleur industriel accepte la réduction de la journée de travail si elle n'est pas suivie d'une réduction de salaire, parce qu'il espère qu'un labeur supplémentaire élèvera son gain quotidien (2). La limitation manque donc son but. On veut que l'ouvrier se repose ; c'est très bien, mais il est fort possible qu'il préfère un travail rémunérateur ; l'intérêt lui apprendra à faire le tour de la loi sans se faire prendre à ses mailles.

(1) *Rev. d'écon. polit.* de 1892, p. 59.

(2) Dans l'enquête de 1884, pour 180 syndicats demandant la journée de huit heures sans supplément, 192 n'acceptaient les *Trois-Huit* qu'à condition qu'on autorise les heures supplémentaires, ce qui est la négation du principe.

Dans l'enquête de 1890 annexée au rapport de M. Dron, nous avons relevé, pour 13 dépositions réclamant la suppression des heures supplémentaires, 3 demandant la liberté entière et 34 exigeant la possibilité du travail supplémentaire.

CHAPITRE V

LA RÉDUCTION des HEURES de TRAVAIL ENVISAGÉE DANS SES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Quel est le but poursuivi par la majorité de ceux qui réclament les courtes journées de travail et particulièrement par les propagateurs de l'idée des *Trois-Huit*? En dehors du relèvement physique et moral dont l'augmentation des loisirs doit être l'occasion, on fait entrevoir à l'ouvrier l'embauchage des chômeurs, l'augmentation des salaires sans majoration des prix de revient; en un mot, l'ouvrier plus libre, plus heureux, plus instruit, mieux payé, pourra se procurer à moindres frais ce dont il a besoin. « Si ce n'est pas la terre promise collectiviste, c'en est bien près et déjà du sommet de la réforme le peuple des croyants peut l'apercevoir » (1). Cet avenir enchanteur n'est-il pas un mirage né de l'imagination des uns et de la cupidité des autres? La réalité brutale précipite à terre ceux qui rêvent aux étoiles avec d'autant plus de heurts et de souffrances qu'ils s'étaient élevés plus haut dans les nuages. Au cours de ce chapitre, nous verrons que les trop courtes journées ne sont avantageuses ni pour l'industrie ni pour l'ouvrier.

(1) Bouge, *loc. cit.*, p. 241.

SECTION I

LES COURTES JOURNÉES ET LES LOISIRS

La réduction de la durée du travail permettra aux ouvriers, dit-on, de reconstituer leurs forces, de consacrer un certain nombre d'heures à la vie familiale, au délassement, à la culture de l'esprit, à la lutte syndicale et politique ; l'homme-cerveau cessera d'être absorbé par l'homme-machine. La journée de huit heures, c'est plus de repos, plus de liberté, plus de santé, plus de bonheur. Rien n'est plus exact, et en poursuivant le raisonnement on pourrait dire que la journée de six heures c'est encore plus de liberté et plus de bonheur. Mais la question est de savoir si la journée de huit heures n'est pas de nature à porter un coup funeste à l'industrie et indirectement au salaire de l'ouvrier, et si d'autre part elle est seule capable d'éviter ce que M. Vaillant appelle la « banqueroute physiologique » en laissant aux loisirs le temps indispensable pour vivre « intellectuellement, familialement et civiquement » (1).

Le docteur Jules Félix calcule que les *Trois-Huit* constituent la mesure la plus juste et qu'après avoir réservé un tiers pour le sommeil et un tiers pour le travail, il n'est pas de trop de ménager un tiers pour les récréations physiques et intellectuelles. Le minimum de sommeil, dit-il, est de sept heures par jour, mais pour cela il faut être huit heures au lit. Sur ce point nous sommes d'accord. Le docteur Jules Félix ajoute :

(1) J. O. Chambre, Déb. parl. Séance du 22 mai 1894, p. 849 et 850.

une heure pour trois repas c'est le minimum nécessaire. C'est aussi notre avis. Mais voici qu'apparaît l'exagération : d'après M. Jules Félix, il faudrait compter une heure pour les soins de propreté et quatre heures pour « la vie sociale et intellectuelle », les « échanges mutuels des affections », les « sentiments de famille », les « relations réciproques » ; enfin sur les dix heures qui restent, huit seront consacrées au travail et deux à l'aller à l'usine, au retour à la maison et à la mise en train (1). Nous ne croyons pas être trop exigeant en retranchant une demi-heure sur les soins de propreté, une demi-heure sur la mise en train et une heure sur les loisirs (il en restera encore trois, sans compter le temps pour aller à l'atelier et en revenir, ce qui est bien suffisant). Nous arrivons ainsi à la journée normale de dix heures qui, nous l'avons dit au chapitre précédent, respecte parfaitement la dignité humaine et ne compromet pas la santé de l'ouvrier.

La multiplication des loisirs n'est pas un bien sans mélange ; il est à craindre que les longues heures de repos ne soient gaspillées. « Rien ne demande plus de force de caractère que le bon emploi des loisirs » (2). Les partisans des courtes journées prenant leurs désirs pour des réalités prétendent, il est vrai, que les travailleurs industriels profiteront de leur repos plus prolongé pour perfectionner leur instruction, aller aux cours du soir, fré-

(1) Dr Jules Félix. *Les Trois-Huit*. Brochure, p. 15 et 17. Il est à remarquer que le docteur Jules Félix repousse la limitation légale qu'il trouve « dangereuse pour la liberté, l'initiative individuelle et la conscience humaine » (p. 18).

(2) Paul Leroy-Beaulieu. *Économiste français* du 3 mai 1890, p. 546.

quenter les bibliothèques (1). Il est certain que les ouvriers d'élite sauront tirer utilement parti de leurs instants de liberté pour développer leurs connaissances par la lecture et par l'étude. Mais combien rares seront ceux-là ! En 1849 Blanqui déclarait que les loisirs accordés aux populations ouvrières n'avaient « profité qu'à leur intempérance physique et morale, aux cabarets et aux clubs » (2); et cependant il ne s'agissait alors que d'une limitation très modérée, puisque le maximum de travail était fixé à douze heures.

« Il serait à craindre, écrit M. Paul Leroy-Beaulieu, que le cabaret, le jeu et autres distractions nuisibles ne prissent dans beaucoup de cas les heures réduites sur le travail professionnel. Bien loin dès lors d'y gagner en santé et en force productive, l'ouvrier y perdrait de même que la famille » (3). Ce n'est pas là une vaine crainte. Avec la journée de huit heures, les repos seraient trop courts pour que l'ouvrier puisse s'occuper

(1) M. John Raë cite dans son ouvrage (p. 287) l'exemple de Melbourne en Australie. Cette ville possède une bibliothèque publique dont les lecteurs sont surtout des ouvriers. On y compta un jour 605 personnes. Mais il n'y a là rien de très probant. En effet, Melbourne est une ville de près de 500.000 habitants où se trouvent plus de 20.000 hommes ouvriers adultes. Le fait cité est encore moins concluant si l'on songe que le chiffre a été relevé dans une après-midi de samedi; or cette demi-journée est chômée comme en Angleterre. Les ouvriers qui disposent d'une après-midi entière ne vont évidemment pas la passer au cabaret, à moins d'être des ivrognes habituels (c'est pour cela que nous ne sommes pas opposés, en principe, au régime hebdomadaire), mais il en va différemment quand il reste deux ou trois heures de libres avant le repas du soir.

(2) Blanqui, *Des classes ouvrières en France pendant l'année 1848*, p. 60.

(3) *Économiste français*, loc. cit.

utilement chez lui, mais trop longs pour qu'il ne songe pas à aller finir sa journée chez le marchand de vins (à moins qu'il n'aille s'embaucher pour faire des heures supplémentaires, mais alors ce n'est plus la journée de huit heures). Le désœuvrement pousse à l'alcoolisme. On a remarqué que l'effrayant développement de cette gangrène sociale a coïncidé avec l'augmentation des salaires et la réduction de la journée de travail. Alors que la consommation d'alcool n'était en 1889 que de 4 litres et en 1864 que de 2 litres 30 par an et par tête d'habitant, elle est aujourd'hui de 6 litres auxquels il faut ajouter 250 litres de vin. Quant à prétendre que cette consommation regrettable à tous égards soit le fait des classes aisées, il n'y faut pas songer. Le phénomène tient à l'accroissement des loisirs. Dans les houillères du Pas-de-Calais, le mineur cessant le travail à 2 heures de l'après-midi va au cabaret et « y dépense de 60 à 70 centimes par jour d'après les évaluations les plus modérées » (1). Lorsque la journée de huit heures a été introduite dans les mines anglaises du South Yorkshire, les ouvriers sans instruction passèrent leur temps à boire (2). Dans la colonie de Victoria, où les courtes journées sont à l'état habituel, il y a, remarque M. John Raë, une regrettable et frappante augmentation des cas d'ivrognerie depuis 1885. En effet, en 1880 on n'arrêtait annuellement pour ivresse qu'une personne par 85 habitants, tandis qu'en 1890 il y avait une arrestation par 60 habitants (3). En Angleterre, depuis que les huit

(1) Maron. *Réforme sociale*, 1^{er} février 1894, p. 204.

(2) J. Raë, *op. cit.*, p. 119.

(3) Raë, *op. cit.*, p. 292 et 293.

heures sont fréquentes, la clientèle des cabarets s'est notablement accrue.

Certainement c'est une louable intention que de vouloir augmenter les loisirs de l'ouvrier en empêchant les excès de travail. Mais pourquoi tomber dans l'exagération? A entendre les fractions turbulentes de la population ouvrière, on pourrait croire que le travail est un mal qui doit être, sinon éliminé, du moins restreint le plus possible et dont il faut se garder. N'est-il pas la loi commune sur terre où tout homme doit gagner son pain à la sueur de son front? L'idéal n'est pas, comme l'ont promis certains rêveurs, que l'homme ne travaille que trois ou quatre heures par jour; si pareil état de choses pouvait se réaliser, l'humanité ne résisterait pas à la plus effroyable corruption; « l'idéal consiste d'une part à ce que le travail soit proportionné aux forces de l'homme et lui laisse le temps normal de remplir ses devoirs et de développer ses facultés intellectuelles, et d'autre part à ce que dans ces limites, il acquière la plus grande productivité possible » (1). Le travail est un bienfait, lorsqu'il n'est pas trop prolongé; c'est le mauvais emploi des loisirs qui constitue un danger physique et moral de la plus haute gravité.

Dans la ruche ouvrière il y a trop souvent moins d'abeilles que de frelons qui ne demandent qu'à bien vivre et peu travailler. C'est pour leur donner satisfaction qu'on établirait une règle unique assimilant le laborieux au fainéant, l'habile à l'incapable, le prévoyant au dissipateur? Si l'on compte les fêtes, les chômages et les dimanches, l'homme adulte, en ne restant que huit heures

(1) Villey, *op. cit.*, p. 238 et 239.

à l'atelier, passerait tout au plus le quart de sa vie au travail. « Ainsi l'élément le plus flâneur de l'humanité irait imposer ses goûts de nonchalance à l'humanité tout entière. Les trainards régleraient le pas de tous ceux qui sont plus alertes, plus dispos, plus courageux » (1).

SECTION II

LES COURTES JOURNÉES ET LES CHÔMAGES

Entre autres dons de joyeux avènement la journée de huit heures apportera avec elle, paraît-il, la solution des chômages (2). C'est l'argument le plus populaire de ceux qui sont donnés en faveur de la réduction des heures de travail (3). Les socialistes reconnaissent que la production diminuera, mais loin de redouter cette diminution ils l'appellent de leurs vœux; elle figure à l'actif et non au passif des *Trois-Huit*. « C'est sur elle que nous comptons, disait M. Vaillant en 1894, pour multiplier les bras occupés, pour faire place dans l'atelier à quantité de ceux qui de plus en plus nombreux se pressent à la porte, l'estomac vide » (4).

D'après les huit-heuristes (c'est ainsi qu'on désigne parfois les partisans de la journée de huit heures), l'armée active du travail se double actuellement d'une

(1) Paul Leroy-Beaulieu. *L'État moderne et ses fonctions*, p. 345.

(2) « Nous demandons la journée de neuf heures, disaient les métallurgistes du Havre entendus dans l'enquête de 1890, non parce que la journée de dix heures excède les forces de l'ouvrier, mais parce qu'un grand nombre de nos camarades, 30 o/o environ, ne trouvent pas de travail. » (Rapport Dron, p. 66.)

(3) C'était déjà l'argument mis en avant par Louis Blanc. *Organisation du travail*, p. 226.

(4) *J. O. Chambre. Déb. parl.* Séance du 22 mai 1894, p. 849.

armée de réserve. Celle-ci fait une concurrence acharnée aux travailleurs en exercice d'autant moins rétribués qu'ils peuvent être plus facilement remplacés; comme résultat, le chômage cause le fléchissement des salaires de ceux qui ont pu y échapper. La journée de huit heures, au contraire, mettra fin à la concurrence au rabais que leur font les ouvriers inoccupés; elle ouvrira de nouveaux débouchés, fera surgir de nouveaux ateliers. La restriction du travail, dit-on, tendra à le faire répartir entre un plus grand nombre d'ouvriers; c'est une simple question d'arithmétique. Si 15.000 ouvriers ne font plus que le travail exécuté autrefois par 10.000, grâce à la réduction de la journée, il faudra embaucher 5.000 ouvriers supplémentaires. Par des calculs semblables, M. Gunton, président de l'*Institut d'économie politique* de New-York, dans un ouvrage intitulé : *Wealth and Progress* (Richesse et Progrès), en arrive à dire que « l'effet direct et immédiat » de l'adoption des huit heures, dans les manufactures des États-Unis, sera d'absorber non seulement tous les bras actuellement sans emploi dans le pays, mais encore tous ceux disponibles en Angleterre, en France et en Allemagne. D'après ses prévisions les *Trois-Huit* nécessiteront l'emploi de 3.552.059 adultes supplémentaires; or il n'y a qu'un million de sans-travail adultes aux États-Unis, il sera donc nécessaire de recourir à l'Europe pour le surplus.

Enfin, ajoutent les partisans des courtes journées, non seulement les sans-travail seront embauchés et cesseront d'être à la charge de l'Assistance publique, mais encore ils dépenseront le gain qu'ils auront pu se procurer à l'usine, ils consommeront des produits qui sans cela seraient restés sur le marché.

Cette argumentation est habilement construite, mais elle pêche par la base ; la journée de huit heures ne fera pas disparaître les chômeurs. C'est, dit l'économiste Brentano, une fallacieuse espérance que d'y croire : « Tout aussi erronée que l'idée que la masse des ouvriers sans-travail augmente en conséquence des progrès de la technique est celle qui en attend la disparition de la réduction de la journée » (1).

Jetons les yeux sur les pays à courtes journées et nous y verrons le chômage à l'état aussi aigu qu'en France ; M. John Raë, qui cependant ne peut être suspecté d'hostilité au régime de huit heures, n'hésite pas à le reconnaître. « On prêche habituellement avec la plus grande ferveur et avec le plus grand succès la journée de huit heures comme l'évangile des sans-travail... Eh bien, dit-il, tout cela est absolument illusoire. C'est en contradiction formelle avec les nombreuses expériences que nous avons déjà faites des effets réels de la diminution des heures de travail et avec le fonctionnement naturel des forces économiques » (2). Prenant exemple de la loi des dix heures en Angleterre, M. Raë ajoute que, d'après les calculs, cette diminution de la durée du travail aurait dû procurer un emploi à 90.000 travailleurs nouveaux, or les statistiques formulent cette « conclusion surprenante mais irréfutable qu'au lieu de faire place à 90.000 producteurs nouveaux la loi de dix heures n'a pas en tout fait entré 1.000 nouveaux ouvriers dans les manufactures et que très probablement elle n'y en a pas fait entrer même une vingtaine » (3). Voici un fait

(1) Brentano. *Rev. d'écon. polit.*, 1893, p. 321.

(2) J. Raë, *op. cit.*, p. 169-171.

(3) J. Raë, *op. cit.*, p. 171-172.

concluant : en 1875 la journée fut réduite de soixante heures à cinquante-six heures et demie par semaine dans les manufactures anglaises et cependant, alors qu'il y avait en Angleterre 1.005.685 ouvriers de fabrique en 1874, on n'en comptait plus en 1878 que 975.546. Les promenades des sans-travail si fréquentes à Londres sont de nature à montrer la justesse de ces observations. En Australie, les trois quarts de la population ne travaillent que huit heures et néanmoins on y observe une pléthore de sans-travail prolongée et inquiétante. En juillet 1890, sir Bryon O'Loghlan affirmait à l'Assemblée législative que 3.000 hommes chômaient à Melbourne ; en novembre 1891, le *Trades Hall Council* (Chambre de Commerce) déclarait qu'il y avait alors 5.000 hommes inoccupés et que jamais la marche du travail n'avait été si mauvaise. En France, il n'y a pas eu moins de chômeurs après la loi de 1900 qu'avant la limitation à dix heures.

Que conclure de ces exemples, sinon que la réduction de la journée à huit heures ne peut avoir aucune influence sur le nombre des ouvriers inoccupés ? Ainsi que l'observe M. John Raë, si parfois quelques expériences semblent prouver le contraire, « ce faux espoir provient pour la plus grande part de ce que l'on se contente d'étudier l'effet d'une limitation générale de la production dans une seule industrie, tandis que les autres continuent à produire en aussi grande quantité que précédemment et de ce qu'on se hasarde ensuite à conclure que le même résultat se ferait sentir, si toutes les autres branches de travail réduisaient également leur production » (1). Dans ce dernier cas il y aurait moins de tra-

(1) J. Raë, *op. cit.*, p. 203.

vail à répartir et au lieu de procurer de l'ouvrage aux chômeurs, on enlèverait à une grande partie des ouvriers actuellement occupés le travail qui les fait vivre.

Si le chômage n'est pas éliminé par la réduction de la durée du travail, cela tient à plusieurs causes. Il est d'abord à remarquer que souvent le manque d'ouvrage est volontaire ou du moins qu'il n'est rien fait pour l'éviter. Nombre de gens vagabondent de côté et d'autre à la recherche de travail et préfèrent ne pas en trouver ; la limitation de la journée ne saurait remédier à cette plaie. M. Maurice Block cite le fait suivant qui s'est passé en décembre 1897 à Stuttgart : lors du dénombrement de la population, on trouva 1.295 ouvriers inoccupés et se disant incapables de se procurer du travail ; or sur les 1.295 chômeurs, 1.068 c'est-à-dire 82,5 0/0 ne s'étaient pas présentés au bureau du travail municipal très populaire à Stuttgart qui gratuitement s'entremet pour fournir de l'occupation aux personnes en quête d'ouvrage (1). On se rend encore compte de l'état d'esprit de beaucoup de chômeurs en consultant les statistiques des établissements d'assistance par le travail. Voici en quoi l'œuvre consiste : au lieu de donner quelque menue monnaie aux mendiants en état de gagner leur vie ou aux ouvriers sans ouvrage, la personne charitable qui adhère à l'œuvre d'assistance par le travail met dans la main de ces solliciteurs un ou plusieurs bons portant son nom. Ces bons représentent quelques heures de travail dans un établissement déterminé ; la dépense supportée par l'œuvre est remboursée par l'adhérent sur présentation du bon utilisé. C'est un moyen de faire la

(1) *Économiste français* du 7 nov. 1896, p. 603.

charité en n'obligeant que des personnes qui le méritent. Le travail offert est facile, à la portée de tous et le salaire, sans être élevé, est du moins suffisant pour éviter la misère noire faute d'ouvrage. Néanmoins on a constaté que plus des trois quarts des bons délivrés ne sont pas utilisés, ce qui prouve que beaucoup d'inoccupés sont peu empressés de trouver de l'occupation.

A supposer même que tous les sans-travail soient prêts à s'embaucher dès que l'occasion s'en présente, la limitation de la journée ouvrière n'aurait pas pour effet de faire disparaître les chômeurs parce que les vides créés dans leurs rangs seraient aussitôt comblés par l'immigration d'ouvriers venus de pays où la main-d'œuvre est moins rémunérée et la journée plus prolongée. La réduction de la durée du travail à huit heures amènerait sur le marché une affluence considérable de travailleurs venus des centres agricoles et de l'étranger (1). En voici un exemple : après la guerre franco-allemande, les mineurs anglais de Durham et du Northumberland profitèrent de la recrudescence des demandes de charbon pour exiger la journée de sept heures et même de six heures et demie ; on fit appel aux bras inoccupés mais bientôt arrivèrent plusieurs milliers d'ouvriers attirés par la perspective des courtes journées. Quand la réaction vint avec le ralentissement des demandes de houille, plus de 40 0/0 des mineurs durent être congédiés, l'armée de réserve compta alors plusieurs milliers de chômeurs de plus qu'avant 1870 ; le salaire fut

(1) Cette affluence ne pourrait être évitée que par une limitation internationale établissant partout les courtes journées ; or nous verrons que c'est impossible.

réduit de 50 0/0 et la journée de travail reprit sa durée antérieure (1).

L'afflux des bras dans les régions où s'implantera la journée de huit heures est de nature à porter un coup funeste aux ouvriers médiocres et à augmenter le nombre de leurs jours de chômage. Le patron n'aura qu'à choisir et son choix se portera évidemment sur l'ouvrier dont l'habileté professionnelle plus grande comporte un travail plus producteur. Les travailleurs âgés, infirmes, inhabiles ou inférieurs d'une façon quelconque seraient impitoyablement éliminés ou ne recevraient qu'un salaire réduit. « Vous ne pouvez faire que le patron qui a à choisir un bon ouvrier et un mauvais prenne le mauvais et laisse le bon sur le pavé », disait M. Poupard, président de la Chambre syndicale de couverture de plomberie, entendu dans l'enquête ordonnée en 1890. L'industriel n'embauchera plus que des ouvriers de premier choix et la réduction des heures de travail profitera surtout à ce qu'on appelle le « noyau ». Les non-valeurs iront grossir le nombre des sans-travail attendant de la charité publique ou privée le morceau de pain qui les empêche de mourir de faim. Est-ce là le résultat rêvé par les huit-heuristes? Assurément non, mais c'est celui qu'ils atteindront.

En comptant sur une diminution de rendement pour faire entrer les chômeurs à l'usine on oublie que les produits s'échangent contre les produits. Le manufactu-

(1) Nul doute que des faits semblables se produiraient en France avec les *Trois-Huit*. On verrait croître le nombre des ouvriers flottants qui vont de ville en ville à l'affût des places vacantes, embauchés dans les moments de presse et renvoyés en cas de ralentissement dans la production.

rier dont la production se réduit restreint lui-même ses demandes; il achète en moins grande quantité les objets fournis par ses confrères et enlève ainsi du travail aux ouvriers qu'ils employaient. Chaque industriel est en effet le client de tous les autres industriels et l'étendue de ses achats est déterminée par sa propre production; en sorte que si toutes les industries produisaient moins, chacune d'elle étant obligée de modérer sa demande affaiblirait la main-d'œuvre de toutes les autres. D'autre part, avec l'élévation des prix de revient et de vente conséquence nécessaire du ralentissement dans la production, l'écoulement des produits diminuerait et ce serait encore une diminution correspondante du nombre d'ouvriers occupés. La réduction des heures de travail, loin de détruire le chômage, occasionnerait donc la perte de leur emploi pour beaucoup d'ouvriers.

Les déficits de production risquent même de ruiner les petits patrons incapables, faute de capitaux, d'y remédier en partie par le perfectionnement de l'outillage ou de faire construire de nouveaux ateliers et de salarier de nouveaux ouvriers. De ce fait, leurs ateliers se fermentaient et bon nombre de modestes travailleurs sans ressources seraient jetés sur le pavé et ne trouveraient pas à s'embaucher dans la grande industrie. A la suite du décret du 2 mars 1848, plusieurs usines préférèrent renvoyer leurs ouvriers plutôt que de travailler à perte; Charles Dupin révélait à l'Assemblée nationale qu'il y avait en août 300.000 chômeurs à Paris alors qu'on en comptait à peine 12.000 en février (1).

Si nous supposons, au contraire, le patron en état

(1) Discours du 31 août 1848. *Moniteur*, p. 2248.

d'améliorer son outillage, le résultat sera sensiblement le même dans bien des cas. L'industriel achètera des machines plus perfectionnées qui lui permettront de se passer d'une partie de ses ouvriers remplacés par d'ingénieuses combinaisons de mécanismes. La loi Millerand a déjà suscité çà et là le phénomène contraire à celui que l'école socialiste se plaît à prédire. C'est ainsi que les industriels de Saint-Quentin ayant vu s'élever le prix de la matière première, les frais généraux et la main-d'œuvre avec la réduction des heures de travail, contraints par la concurrence nationale et internationale ont réduit leur personnel en améliorant l'outillage ; ils ont mis en pratique les méthodes anglo-saxonnes : confier un plus grand nombre de machines à un plus petit nombre d'ouvriers.

Ainsi le chômage sous une double forme, soit par suite de la ruine de l'industrie, soit par la substitution du travail de la machine à la main-d'œuvre, voilà ce que les trop courtes journées réservent à l'ouvrier.

Les huit-heuristes sont encore victimes d'une illusion provenant de ce qu'ils négligent d'observer le changement que la diminution des heures de travail provoque dans la force productive de la main-d'œuvre. Nous verrons à la section suivante que la production est certainement moins forte en huit heures qu'en dix ou douze, mais que la diminution n'est cependant pas proportionnelle à la réduction de la journée. Or les socialistes argumentent comme si en huit heures, il fallait nécessairement récupérer deux heures ou quatre heures, selon qu'on travaillait auparavant dix ou douze heures ; ils raisonnent comme MM. Coriolan et Mortair : « S'il ne faut que dix hommes pendant douze heures, il en faudra

quinze pendant huit heures » (1). C'est là un faux espoir qui repose sur une double erreur. D'abord on admet à tort la proportionnalité absolue entre le temps de travail et la production. Cette prévision est rendue vaine par la multiplicité des hypothèses qui peuvent se présenter; suivant les cas l'industriel augmentera son personnel ou ses frais généraux, ou même acquerra de nouvelles machines; ces diverses solutions dépendent de son capital disponible, du taux de ses profits, de la nature de sa clientèle, de la possibilité ou de l'impossibilité d'élever son prix de vente. En second lieu le nombre des chômeurs dans chaque industrie n'est pas exactement proportionnel au déficit de production; ce tiers d'ouvriers qu'il faut en plus (supposons-le), on n'est pas sûr de l'avoir sous la main tout prêt à entrer en ligne (2). Il peut il y avoir beaucoup d'ouvriers sans travail, mais tous n'ont pas les aptitudes nécessaires pour occuper l'emploi vacant; on ne s'improvise pas mécanicien, ni même cordonnier; pour faire un bon ouvrier il faut un apprentissage assez long.

Enfin, la réduction de la journée ouvrière ne réalisera pas l'absorption des sans-travail, parce que le chômage a sa source avant tout dans la fluctuation causée par l'extension et le ralentissement économique; dans certaines industries, dites *de saison*, il est occasionné par la

(1) Coriolan et Mortair, *Le 1^{er} mai et la journée de huit heures*. Brochure, p. 12.

(2) Karl Marx, il est vrai, prétend que le machiavélisme bourgeois tient systématiquement en chômage une réserve de travailleurs destinée à combler les vides qui surviennent dans les rangs des ouvriers actifs; mais c'est là un paradoxe prétexte à déclamations.

variabilité des conditions d'écoulement des produits qui entraîne ce qu'on appelle en Allemagne « une sorte d'alternance périodique entre le travail excessif et le chômage (Ueberarbeit und Arbeitslosigkeit) ». Les *Trois-Huit* empêcheront-ils les industries, qui de près ou de loin sont influencées par la mode, d'en subir les caprices? « Il est difficile de comprendre comment un remède qui n'agit pas sur la cause du mal, devrait en entraîner la disparition » (1).

Les seules industries dans lesquelles le problème du chômage est susceptible d'une solution partielle par suite de la réduction de la durée du travail, sont celles où il est impossible de faire la même besogne en un temps plus court et où on ne peut réduire la durée du travail sans augmenter proportionnellement le nombre des employés. Il est certain, par exemple, que si l'on réduit de deux heures le travail des employés de chemins de fer, il faudra des ouvriers supplémentaires. Toutefois, remarquons-le, même dans l'industrie des transports la journée de huit heures ne sera pas le salut des chômeurs; ceux-ci seront aussi nombreux par suite de l'afflux des bras attirés précisément par l'embauchage de nouveaux ouvriers.

SECTION III

LES COURTES JOURNÉES ET LA PRODUCTION

§ 1. — Le juste milieu.

Nous devons maintenant examiner jusqu'à quel point il est possible de limiter les heures de travail sans com-

(1) Brentano, *Rév. d'écon. polit.*, 1893, p. 321.

promettre les légitimes intérêts de l'industrie et de la production nationales.

L'école socialiste prétend qu'on peut, sans danger pour la production, réduire à huit heures le labeur de l'ouvrier qui, retrempé par un repos plus prolongé, exécutera dans cette journée réduite le travail de dix et même de douze heures. Karl Marx disait que la productivité est en raison inverse de la durée du travail.

Avant d'examiner l'exagération contenue dans ce paradoxe étrange, nous ferons remarquer combien est contradictoire la théorie des collectivistes au sujet de l'influence de la journée de huit heures et des courtes journées en général sur le chômage et sur la production. Ils pensent que la diminution des heures de travail aura pour effet l'absorption des chômeurs et par suite une augmentation des salaires et cependant ils admettent que, malgré les *Trois-Huit*, la production restera constante. MM. Coriolan et Mortair prétendent à la page 12 de leur brochure : *Le 1^{er} mai et la journée de huit heures* que là où dix hommes travaillent douze heures, grâce à la journée de huit heures il en faudra quinze; puis ils assurent à la page 17 que la production augmentera avec les heures de travail. Il est difficile de relever une plus forte contradiction. Il est cependant bien évident que s'il est nécessaire de faire appel à des ouvriers sans-travail c'est que la production journalière a diminué par suite de la réduction de la durée du travail. Il faut choisir entre la diminution du chômage ou l'identité du rendement; les deux théories ne peuvent se concilier. En effet : ou bien la journée de huit heures augmente le nombre de bras embauchés et alors diminue la production; ou bien le travail devient plus intensif, la produc-

tion antérieure est maintenue, mais il n'y a pas restriction des chômages. C'est l'un ou l'autre, peut-être ni l'un ni l'autre; mais à coup sûr ce n'est pas les deux à la fois. Cela n'empêche pas M. Vaillant de déclarer, dans un même discours, d'une part qu'après l'établissement de la journée de huit heures il y aura « moins de bras inoccupés sur le marché du travail faisant concurrence aux bras occupés », et d'autre part que la réduction de la durée du travail s'opérera « sans abaissement de la force productive et de la production » (1).

Nous relevons une autre contradiction dans le raisonnement de l'école socialiste. Elle affirme ne pas entraver l'essor de l'industrie et ne pas amoindrir la productivité de l'ouvrier et cependant elle préconise la journée de huit heures comme le meilleur moyen d'empêcher la surproduction. Les marxistes demandent l'établissement des courtes journées pour limiter la surabondance productive et supprimer les bénéfices illicites des patrons qui, disent-ils, exigent du plus petit nombre d'hommes possible le maximum de rendement possible. Comment se fait-il qu'en restreignant à huit heures l'effet utile du travail individuel on puisse songer à rendre la production plus régulière et néanmoins la surexciter en développant l'intensité du travail? « Une productivité qui augmente est inconciliable avec une surproduction qui diminue » (2). Si, comme le disent les marxistes, la production est en raison inverse de la durée du travail, on surproduira autant après la journée de huit heures qu'avant, seulement le travail sera devenu plus intensif en prenant une allure plus vive. La réduction de la jour-

(1) *J. O. Chambre. Déb. parl. Séance du 27 juin 1896*, p. 1076.

(2) *Bouge. Rev. polit. et parl.*, août 1896, p. 275.

née ouvrière est en définitive impuissante à éviter les crises de surproduction, celles-ci proviennent d'un ralentissement dans la consommation; c'est là le motif de l'encombrement à certaines époques des produits sur le marché, faute de circulation et d'emploi.

Il faut se garder des formules mathématiques. On ne peut poser le problème en ces termes : si 12 heures produisent 100, combien produiront 10 heures ou 8 heures? et répondre : $1/5$ ou $1/3$ de moins. C'est un préjugé que dans une industrie donnée une heure quelconque de travail offre une valeur immuable et identique qu'on la prenne au commencement, au milieu ou à la fin d'une même journée, après un jour de repos ou le lendemain d'une longue journée de travail. L'intensité de la production dépend de beaucoup d'éléments et la durée du travail n'est qu'un de ces éléments. La rigueur abstraite des syllogismes se prête mal à l'infinie complexité des phénomènes économiques. Si les socialistes faussent la vérité en affirmant qu'une journée de huit heures est au moins aussi productive qu'une de dix, il est cependant certain qu'un travail modéré est *proportionnellement* (mais « proportionnellement » seulement) plus productif qu'un travail prolongé. Le temps n'est pas le seul facteur de la production, il faut compter avec l'organisation, le progrès de l'outillage, et surtout l'intensité du travail. Calculer mathématiquement la valeur de chacun de ces éléments est impossible. Quant au prétendu aphorisme : la production est en raison inverse de la durée du travail, il n'est vrai qu'exceptionnellement au-delà d'une limite très élevée (variant entre douze et quinze heures) qu'on ne peut déterminer exactement; c'est affaire d'application particulière dans chaque indus-

trie, chaque usine et même pour chaque ouvrier. Selon la juste remarque de M. Ansiaux : « Tout se ramène donc à une question de mesure et l'on doit poser cette règle qu'il faut donner au travail non point la plus longue durée possible, mais au contraire celle qui fait ressortir ce travail à son plus haut degré de productivité régulière et constante » (1). C'est autour de dix heures qu'oscille aujourd'hui cette durée dans la plupart des industries (2).

Il y a un maximum d'efforts physiques et intellectuels qu'un homme ne peut dépasser sans amoindrir sa force de travail. Lorsque le labeur demandé est exagéré, les ouvriers « ressemblent un peu à la machine à vapeur qui commence à manquer de charbon » (3), ils perdent toute énergie, leur attention est moins éveillée. Une bonne moyenne, au contraire, met en pleine valeur leurs facultés intellectuelles et leur vigueur physique. Il est plus avantageux pour le patron (toute question d'humanité mise à part) que le travail soit suffisamment intensif pendant un nombre d'heures modéré que languissant pendant de trop longues heures au cours desquelles le cerveau s'affaiblit, les nerfs s'émoussent, les muscles se relâchent.

Quand le travail est exécuté la nuit, sa production est loin d'être aussi élevée que lorsqu'il est effectué pendant le jour. Les salaires supplémentaires, les frais d'éclairage, la défectuosité des produits manufacturés

(1) Ansiaux. *Heures de travail et salaires*, p. 112.

(2) « Nous estimons, dit un inspecteur, que, dans l'état actuel de notre industrie, il y a intérêt à s'en tenir à la limite de dix heures ». (Rapports des inspecteurs pour 1902, p. 235.)

(3) Cauwès, *op. cit.*, p. 115.

à la lumière artificielle, l'usure plus rapide des machines, la surveillance plus difficile, les fatigues considérables du travail nocturne, la fréquence des accidents (la loi du 9 avril 1898 a mis les risques professionnels à la charge du patron), tout concourt à rendre le travail de nuit peu avantageux, comme le déclarait en 1902 au congrès de Cologne un industriel M. Strohl (1); aussi beaucoup de patrons l'ont-ils supprimé sauf dans les usines à feu continu.

En définitive, on ne peut faire de réponse absolue à cette question : dans quelle proportion la production diminue-t-elle quand on réduit le temps de travail ? Mais il est certain que lorsque la durée du labeur approche des limites des forces humaines, une réduction se traduit par une augmentation de rendement qui est d'autant plus proportionnelle que la journée était plus excessive. Si nous supposons une journée de quinze heures réduite à douze heures, la production ne faiblira pas dans la généralité des cas, parfois même elle augmentera; l'ouvrier intelligent qui fait bon emploi des loisirs et reçoit une alimentation suffisante compensera par une intensité plus grande (qu'il était incapable de fournir auparavant) le temps de travail supprimé. On peut tenir pour assuré que souvent une journée de onze heures est à peu près aussi productive qu'une de douze et que dans bien des cas une journée de dix heures donne un rendement peu inférieur à celui obtenu en onze heures. Voilà pourquoi nous avons dit précédemment que c'est la journée de dix heures qui actuellement concilie le mieux les intérêts de l'industrie et ceux de l'ouvrier.

(1) *Rev. d'écon. polit.*, juillet 1903, p. 644.

Elle laisse à celui-ci suffisamment de loisirs sans nuire sensiblement à la productivité de son travail. A l'appui de ce que nous avançons nous pourrions citer de multiples exemples. M. Dolfus, industriel à Mulhouse, réduisit en 1869 de douze heures à onze heures la durée du travail dans ses ateliers et la productivité loin de diminuer augmenta de 5 0/0. Au lendemain de la loi de 1877, les patrons suisses reconnurent qu'ils obtenaient à peu près la même production en onze heures qu'autrefois en douze et plus; un inspecteur, M. Schuler, disait que le déficit n'était que de 3 0/0 dans les fabriques ordinaires et de 1 1/2 à 2 0/0 dans les manufactures bien organisées. M. Jay ayant étudié spécialement la législation suisse conclut que l'introduction de la journée de onze heures n'a eu aucun effet sensible sur la production (1). Les mêmes constatations ont été faites en France. Un inspecteur, qui fut industriel avant d'entrer dans l'inspection, réduisit de onze à dix heures la durée du travail de son personnel et constata que la production était restée constante (2). Au lendemain de la loi de 1900, la Commission supérieure déclarait que la production n'avait pas diminué dans les industries où la journée excédait onze heures (3).

(1) R. Jay. *Études sur la question ouvrière en Suisse*, p. 88 et s.

(2) Rapports des inspecteurs pour 1897, p. 353.

(3) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1900, p. 45. Il est à remarquer cependant à ce propos que l'optimisme de la Commission supérieure ne cadre guère avec de nombreux passages des rapports des inspecteurs. Ceux-ci ont des appréhensions sur les résultats du rigorisme légal en ce qui concerne les hommes. Tout en trouvant la journée de dix heures intrinsèquement bonne, certains ne cachent pas que ses effets sont parfois funestes au point de vue de la production, lorsqu'elle est imposée par une loi aux ouvriers adultes.

Toutefois il ne faut rien exagérer et l'on doit éviter les généralisations imprudentes. Ce serait une erreur de prétendre que toute réduction de travail est compensée par une productivité plus grande. M. Waddington, industriel lui-même qu'une longue expérience dote d'une haute autorité en pareille matière, déclarait à la tribune du Sénat, en 1900, que l'augmentation de productivité due à la réduction du temps de travail a des limites. « J'ai constaté, dit-il, que la production à l'heure croît lorsque la journée de travail diminue, mais que le total de la production obtenue est cependant *moins élevé* à la fin de la journée. Supposez un instant que la production soit de 10 grammes par heure, pendant toute la durée de onze heures; si la durée est réduite à dix heures, il se peut que l'on obtienne par heure une quantité supérieure aux 10 grammes produits autrefois, mais le poids total de 110 grammes ne sera plus obtenu pendant les dix heures de travail. La production totale sera certainement moindre » (1).

Après ces observations nous devons conclure avec certitude que la journée de huit heures ne pourrait convenir que dans les périodes de ralentissement de la production, mais qu'en temps ordinaire celle-ci en subirait un contre-coup fâcheux et serait réduite, sinon proportionnellement à la réduction de travail opérée, du moins dans une notable mesure. Mettons en présence deux ouvriers également actifs et de santé robuste travaillant, l'un huit heures, l'autre dix; même en les supposant payés aux pièces, au bout d'une année celui

(1) J. O. Sénat. Déb. parl. Séance du 26 mars 1900, p. 169.

qui a travaillé dix heures aura incontestablement produit plus que son compagnon (1).

Ce n'est pas le moment de restreindre notre production, à une époque où les besoins de toutes les classes, et notamment de la classe ouvrière, se sont diversifiés et accrus considérablement. La journée de dix heures est en général une journée-limite au delà de laquelle il y a une mauvaise utilisation de l'ouvrier et en deçà de laquelle il y a insuffisance de travail (2).

Dans certaines industries, il est d'ores et déjà avéré que toute réduction nouvelle de la journée se traduirait par une diminution proportionnelle de rendement. M. Bourguin, disait en 1901 (alors que la durée du travail venait d'être réduite de douze à onze heures) que dans les tissages, malgré le perfectionnement de l'outillage, le déficit de la production était juste d'un douzième. Il ajoutait : « s'il est déjà malaisé de retrouver le produit de la douzième heure, il le sera plus encore de retrouver celui de la onzième alors que la vitesse des broches et l'intensité du travail ont été portées à peu près à leur maximum » (3). Que serait-ce si on décrétait la journée de huit heures ? « Dans la filature moderne, dit un inspecteur, l'outillage comporte les derniers perfectionne-

(1) Si l'on produisait autant en huit heures qu'en dix heures, il n'y aurait pas de raison pour ne pas produire autant en six heures qu'en huit heures. Le but de la fraction turbulente ouvrière ne serait d'ailleurs pas atteint, ainsi que le remarque M. Villey ; « il suffirait, dit-il, qu'il fût démontré que la journée de huit heures est avantageuse aux patrons autant qu'aux ouvriers pour que les meneurs eussent bientôt relégué cette réforme au rang des duperies bourgeoises. » (*Rev. d'écon. polit.* de 1894, p. 384.)

(2) Nous parlons, bien entendu, de la majorité des cas puisque, nous l'avons dit, on ne saurait ici formuler de règle absolue.

(3) *Rev. d'écon. polit.*, avril 1901, p. 315 et 321.

ments, la production sera toujours, quoiqu'on fasse, en proportion presque mathématique avec la durée de marche des métiers » (1). Il en est de même dans les peignages de laine où « toute réduction nouvelle de la durée du travail aura incontestablement pour conséquence une diminution correspondante du produit obtenu » (2).

La loi du 29 juin 1903 réduira certainement (lors de son application intégrale en 1910) le rendement des mines de houille. M. Motte calculait, en janvier 1902, que la moins-value serait de 6 0/0 dans les mines riches et de 12 0/0 dans les autres. M. Aynard, évaluait à 7 millions de tonnes le déficit de production et faisait remarquer qu'en supposant qu'il pût être comblé par une meilleure organisation, « le maintien du *statu quo* dans une industrie que tout le monde, que tous les consommateurs surtout ont intérêt à voir progresser, apporterait un dommage immense » (3). M. Guillaïn, estimait, le 29 janvier 1902, que même avec le système des paliers et de réduction graduée, la loi de huit heures dans les mines occasionnerait une diminution globale de 4 millions de tonnes avec une majoration dans les frais généraux de 1 fr. 50 à 2 francs par tonne. C'était aussi l'avis de M. Baudin, Ministre des Travaux publics. En résumé, d'après les évaluations les plus modérées, il y aura une diminution de 13 0/0 sur la production

(1) Rapport des inspecteurs pour 1902, p. 71. Il est vrai que « c'est dans la filature qu'il est le plus difficile d'obtenir la même production dans une durée réduite », disait M. Jay au Congrès international de Paris en 1900.

(2) Rapports des inspecteurs pour 1901, p. 162.

(3) J. O. Chambre. Déb. parl. Séance du 5 février 1902, p. 450.

totale et celle-ci descendra de 32 millions de tonnes à 28, c'est-à-dire au taux où elle se trouvait il y a une dizaine d'années. Des expériences récentes le prouvent surabondamment. En novembre 1900, la direction des houillères de Bruay consentit une diminution d'une demi-heure de travail; la production subit une baisse de 7,50 0/0. A Anzin, la durée de présence ayant été reportée en 1901 de dix heures quinze à neuf heures quinze; le rendement fut réduit de 12,50 0/0. En 1890, à Beauchamps, la journée de travail effectif fut abaissée de huit heures un quart à sept heures un quart; on constata alors un déficit de 14 0/0. Ces exemples accusent des moins-values presque proportionnelles à la réduction du temps de travail et suffisent à condamner la loi de 1905 (1).

Tout se tient dans l'ordre économique et chaque incident y a de lointaines répercussions. La réduction de la production houillère et l'élévation du prix de revient du charbon, qui en sera la conséquence, n'intéressera pas seulement les mineurs, elle intéressera encore la métallurgie, l'industrie du gaz et de l'électricité, les chemins de fer, les arsenaux, les manufactures et toutes les industries dont le charbon est le pain. Ce sera un renchérissement général sur leurs produits. Ainsi on a calculé qu'une élévation de 2 fr. à 2 fr. 50 dans le prix de la houille ferait monter le prix de revient de la fonte de 4 fr. 50, celui de l'acier de 7 fr., celui des tôles de 10 fr., celui des produits finis et des machines de 15 à

(1) On cite souvent, pour démontrer que la journée de huit heures ne réduira pas la production minière, l'exemple de la « mine aux mineurs » de Monthieux. Mais, outre le stimulant créé par la copropriété de la mine, il est à remarquer que les galeries sont à une faible distance du sol et que les ouvriers peuvent ainsi faire des journées de huit heures de travail *effectif*.

30 fr. Les plus petits comme les plus grands ateliers éprouveraient d'inquiétantes surcharges qui auraient leur répercussion sur le bien-être général, allégeant les petites bourses et surtout les maigres budgets des ouvriers dans des proportions bien faites pour les inquiéter.

Les huit-heuristes invoquent l'exemple de l'Angleterre et des États-Unis pour assurer que les courtes durées de travail n'auront aucune influence sur la production nationale. Ils disent avec M. Millerand : « Les pays où la journée de travail est la plus courte sont aussi ceux où le labeur de l'ouvrier atteint son plus haut degré de productivité » (1). Les partisans de la réduction des heures de travail appuient encore leurs théories sur l'ouvrage de M. J. Raë dans lequel il est fait mention de nombreuses expériences anglaises ou australiennes de la journée de huit heures ayant donné des résultats satisfaisants.

On ne peut tirer argument pour tous les pays de faits qui se sont passés dans une ou deux nations, ce serait rééditer le sophisme *ab uno disce omnes*. La race anglo-saxonne est plus énergique ; l'ouvrier anglais peut fournir un travail intensif qu'on ne peut demander à l'ouvrier français. Ce dernier est « moins réputé pour son énergie et son endurance que pour son bon goût, or le bon goût est ennemi de la précipitation et ne dédaigne pas une aimable flânerie » (2). L'éminent économiste, Michel Chevallier, qui avait une connaissance parfaite de l'ouvrier anglais, proclamait que celui-ci, doué de muscles plus vigoureux que le français, travail-

(1) Circulaire du 17 mai 1900.

(2) L. Bour. *La Quinzaine*, 1^{er} août 1902, p. 383.

lait avec plus de persévérance et de méthode. « S'il rencontre un obstacle dans l'exécution de sa tâche, il l'attaque avec un acharnement qu'un Français ne montre qu'en présence d'un adversaire en chair et en os » (1). Si les Anglais, les Américains, les Australiens produisent beaucoup en peu de temps, cela tient à leur nature (2); ce n'est pas *parce que* chez eux la journée est réduite, mais *quoique* la journée soit réduite. Au surplus il convient de remarquer avec M. John Raë (3) que la différence entre la journée de huit heures et la journée de dix heures en Australie n'est pas de deux heures, mais de trois quarts d'heure seulement; les dix heures dans la colonie de Victoria ne sont en réalité que huit heures trois quarts, en déduisant le temps des repos. D'autre part en Angleterre, nous le savons, la journée ordinaire est de neuf heures. On s'explique ainsi plus facilement le peu d'influence de la journée de huit heures, dans ces deux pays, sur la production antérieure. Enfin nous attirons l'attention sur ce fait, signalé au chapitre précédent; que très souvent, de l'autre côté du détroit, la journée de huit heures se prolonge par des heures supplémentaires.

Les expériences citées par M. John Raë sont inapplicables au continent; la leçon de choses c'est dans nos ateliers qu'il faut aller la chercher, puisque les conditions économiques n'y sont pas les mêmes. L'auteur de « *la*

(1) M. Chevallier. *The United-States*, p. 280.

(2) « Donnez deux métiers de même valeur à deux ouvriers, l'un anglais, l'autre français. L'ouvrier anglais donnera au minimum, avec le même métier pendant le même temps, 10 0/0 en plus de travail. » (Rapport Dron, *loc. cit.*, p. 324).

(3) J. Raë, *op. cit.*, p. 283.

journée de huit heures » nous paraît d'ailleurs avoir eu beaucoup trop la préoccupation de justifier scientifiquement une idée populaire. Ses exemples sont choisis avec soin ; nous allons en juger par l'expérience que cite M. Raë et qui fut faite dans les établissements de construction de machines de MM. Mather (1). L'école socialiste se plaît à considérer cette expérience comme une preuve irréfragable de l'excellence de la journée de huit heures. En 1893, MM. Mather et Platt, de Salford, réduisirent la durée du travail de cinquante-trois à quarante-huit heures par semaine pour leurs 1.200 ouvriers. Après une année d'essai, M. Mather examina les résultats de l'expérience et les déclara satisfaisants : la production était plus grande, l'éclairage économisé, l'usure des machines amoindrie.

Les huit-heuristes de pousser aussitôt des hourras en l'honneur des *Trois-Huit*. Mais ils oublient que montrer n'est pas démontrer ; il convient de ne pas trop vite s'enthousiasmer. « Cette expérience est intéressante, remarque M. Georges Michel, en ce sens qu'elle met en relief l'une des manières de faire produire en une usine le maximum d'effet utile dans un minimum de temps avec un maximum d'efforts. Elle prouve qu'à nombre égal d'hommes, avec une meilleure répartition du travail, la production peut augmenter » (2). Ne nous hâtons pas pour cela d'en tirer argument en faveur des courtes journées. Il faut, en effet, tenir compte des conditions de l'expérience. Or l'essai était isolé ; tout autour de l'usine de MM. Mather et Platt, les autres établissements occupaient leur personnel pendant dix heures. Les ouvriers

(1) J. Raë, *op. cit.* p. III-vi.

(2) G. Michel. *Économiste français* du 26 mai 1894, p. 661.

de cette usine désiraient vivement assurer le succès de l'expérience pour qu'elle fut continuée définitivement, étant donné qu'ils n'auraient pu aller travailler huit heures dans d'autres ateliers. Ils ont tous mis une ardeur aussi exceptionnelle qu'intéressée et se sont montrés pleins d'une bonne volonté dont, en temps ordinaire, les ouvriers ne sont pas prodigues, peu soucieux qu'ils sont le plus souvent des intérêts du patron. En second lieu, les ateliers de construction mécanique de MM. Mather et Platt contenaient beaucoup de machines-outils très délicates pour la conduite desquelles l'attention joue un grand rôle; les ouvriers incités à un travail plus attentif obtinrent le maximum de production. D'autre part, « la proportion des absences sans autorisation au temps total de travail était de 2,46 0/0 sous le régime des cinquante-trois heures par semaine; elle n'a plus été que de 0,46 0/0 sous le régime de quarante-huit heures (1) ». M. Mather attribue à ce fait une grande partie du succès de son expérience.

Les conditions de réussite de cet essai demeuré célèbre dans les annales collectivistes ne se rencontrent pas dans les autres industries et M. Mather lui-même l'a reconnu en combattant l'intervention légale pour limiter le travail des ouvriers adultes. « L'essai aurait-il donné les mêmes résultats s'il avait été fait sous la pression d'une mesure législative? C'est douteux » (2). Pourquoi, s'il était absolument convaincant, ne fut-il pas continué? C'est sans doute qu'on avait des motifs de croire qu'après l'obtention des huit heures à titre définitif, les ouvriers perdraient autant de temps qu'avant l'expérience. Enfin,

(1) J. Raë, *op. cit.*, p. v.

(2) G. Michel, *oc. cit.*, p. 662.

nous ferons remarquer que dans l'usine de M. Mather il ne s'agissait que d'une réduction d'une heure au plus par jour, puisque les ouvriers ne travaillaient avant 1893 que cinquante-trois heures par semaine (1). En France, au contraire, la journée de huit heures enlèverait au moins deux heures à la durée du travail quotidien et, si on l'introduisait dans la législation protectrice des ouvriers, ce serait faire un saut dans l'inconnu.

Un essai des *Trois-Huit* fut tenté en France, en 1894, par un fabricant de chaussures du quartier du Jardin des Plantes à Paris, M. Cornevot. Cet industriel réduisit la journée de ses 250 ouvriers de onze heures à huit heures en leur permettant de maintenir leur salaire pendant tout le temps de l'expérience quelle qu'en fût l'issue et d'adopter la journée de huit heures à l'avenir, si l'essai était concluant. Celui-ci se présentait donc dans de bonnes conditions. Les ouvriers essayèrent de produire autant en huit heures qu'en onze mais ne purent y parvenir. Malgré toute leur bonne volonté, ils ne purent fournir qu'un effort équivalent à celui de neuf heures et demie du travail antérieur (2). D'un commun accord l'expérience fut abandonnée. M. Cornevot esti-

(1) Dans beaucoup d'expériences citées par M. J. Raë, il s'agit de légères diminutions de la durée du travail. Ainsi M. Johson de Stratford, M. Allan de Sunderland purent réduire la durée du travail hebdomadaire de cinquante à quarante-huit heures et de cinquante-trois à quarante-huit heures, sans que la production antérieure eût diminué. (J. Raë, *p. cit.*, p. 53 à 56.)

(2) Si le déficit de production était d'une heure et demie dans les premiers temps de l'expérience, alors que les ouvriers n'étaient pas encore épuisés par un travail intensif et se trouvaient dans un état de surexcitation facile à comprendre, on peut juger de ce qu'aurait été annuellement la baisse de productivité, si l'essai était devenu définitif.

mais que si elle s'était poursuivie pendant un an, sans réduction des salaires, il aurait subi un préjudice de 70.000 francs.

Jusqu'à plus ample informé, il faut se garder d'accepter comme probants les faits et les chiffres produits par les collectivistes à l'appui de leur théorie des courtes journées. Voici par exemple M. Delahaye, un des délégués français à la Conférence de Berlin, qui nous présente un tableau suggestif des heureux effets en Amérique de la réduction de la durée du travail sur la production.

Ateliers	Nombre d'heures par jour	Valeur vénale de la production par ouvrier et par an
Anciens établissements		
Cail et C ^{ie}	12	4.000
Société générale des téléphones.....	10	5.695
Ateliers de Massachu- setts	9	9.136
Ateliers du New-Jersey.	8 1/2	13.505

De ce tableau ressort une progression surprenante qui assigne une valeur de 4.000 francs au travail de l'ouvrier des douze heures, tandis que son confrère des huit heures en produit pour 13.505 francs, soit mieux que trois fois plus. Voilà n'est-il pas vrai une graduation concluante? Elle est invraisemblable. Nous ne doutons point de la véracité des chiffres fournis par M. Delahaye, mais c'est l'ingéniosité spécieuse de leur groupement qui conduit à des conclusions absolument erronées. D'abord, ces chiffres ont été recueillis à des étapes différentes; la notice des établissements Cail est de 1882, tandis que celle du Massachusetts est de 1875; or les

conditions du marché peuvent changer beaucoup d'une année à l'autre surtout en Amérique et les prix peuvent subir des écarts considérables. En outre, aucune similitude d'industrie n'est à invoquer; les établissements Cail faisaient à l'époque indiquée de la grosse construction avec un outillage défectueux, tandis que la Société des téléphones avait un outillage parfait et jouissait d'un monopole qui la mettait à l'abri des soucis de la concurrence. Toute comparaison entre deux industries différentes sera forcément stérile; deux proportions n'exigent-elles pas une commune mesure? Enfin M. Delahaye ne nous dit pas s'il a établi ses chiffres sur des moyennes et quel était le mode de salaire employé dans les divers établissements cités; ces données avaient cependant une grande importance.

§ 2. — Amélioration de l'outillage, meilleure organisation et intensité compensatrice.

Les partisans des courtes journées font valoir que pour regagner les déficits de production on peut perfectionner l'outillage, augmenter la vitesse des métiers, améliorer la matière première. Nous doutons que ce soient là des remèdes efficaces. « L'outillage mécanique, généralement approprié aujourd'hui à une production maximum, ne semble plus pouvoir se transformer en vue d'une réduction de la main-d'œuvre » (1). Nous avons vu que dans les filatures il n'est pas possible d'accélérer la marche des métiers. En supposant même l'augmentation de vitesse toujours possible, la thèse collectiviste serait encore erronée; elle ne tient pas assez compte de

(1) Rapports des inspecteurs pour 1900, p. 232.

l'expansibilité infinie des besoins de l'homme nécessitant une production de plus en plus grande. En outre, les huit-heuristes ne calculent pas l'augmentation des frais généraux, l'achat des machines, les loyers des locaux qui les abritent, les dépenses d'entretien qu'elles nécessitent, l'amortissement du capital qu'elles immobilisent. Si une machine devait dans un avenir prochain produire deux fois plus qu'aujourd'hui, il ne s'en suivrait nullement que la journée de l'ouvrier qui la sert pourrait être réduite.

Quand on parle d'amélioration de l'outillage, on oublie toujours le petit patron qui ne peut songer à acheter des machines supplémentaires ou de nouveaux modèles. « C'est très bien, écrit M. Béchaux, de protéger l'ouvrier, mais lorsque le même ouvrier s'élève au rang de patron il est digne lui aussi d'égards et de bienveillance » (1). Les petits industriels possédant peu d'avances ne pourront introduire des perfectionnements dans leur atelier, et si la journée de huit heures n'est praticable qu'à condition de renouveler le matériel, ce sera pour eux la stagnation des affaires.

Nous ferons encore remarquer la singularité de l'argument produit par ceux qui veulent réduire la journée de travail. L'outillage, admettons-le, va être tellement perfectionné qu'on produira en huit heures autant qu'autrefois en dix ; mais alors l'industriel qui fait travailler dix heures produira autant qu'en douze, s'il réalise les mêmes perfectionnements dans son usine. Il reste donc vrai que le déficit de production est équivalent à deux heures ; les améliorations ne sont pas l'apanage de

(1) *Correspondant* du 10 janvier 1903, p. 164.

la journée de huit heures; rien n'empêche le patron, quelle que soit la durée du travail, d'introduire dans sa machinerie telle transformation qu'il jugera utile. Nous en dirons autant de la meilleure organisation à l'intérieur de l'atelier. Sans doute les industriels pourront, comme cela s'est produit à la suite de la loi de 1900, astreindre leur personnel à une discipline plus rigoureuse, exiger l'exactitude la plus absolue pour les entrées et les sorties et les sorties, réduire au strict minimum le nombre et la durée des repos, exiger du personnel le silence à l'intérieur des ateliers, interdire aux hommes de fumer, aux femmes de commencer à s'habiller avant l'heure du départ; on peut encore substituer le salaire aux pièces au salaire à la journée pour surexciter le zèle de l'ouvrier, établir des primes à la production pour fouetter son énergie. Mais la meilleure organisation, tout comme le perfectionnement de l'outillage, peut aussi bien se réaliser aujourd'hui avec la journée de dix heures que demain avec celle de huit heures. On nous objectera peut être que la réduction du temps de travail est un stimulant faute duquel le patron s'endormira dans la routine et n'introduira dans ses ateliers aucune amélioration? Nous pouvons tenir pour certain que la concurrence intérieure et extérieure suffit à aiguillonner les industriels et à ne leur faire négliger aucun des perfectionnements qu'ils sont à même de réaliser; bon gré, mal gré, ils doivent suivre la loi du progrès.

Les courtes journées, affirment leurs partisans et c'est surtout cet argument qu'ils donnent, ne causeront aucun préjudice à la production parce que l'ouvrier se livrera avec plus d'ardeur au travail; au lieu de se contenter

de « remplir sa journée », il aura à cœur d' « abattre de l'ouvrage » ; ses forces plus ménagées seront susceptibles d'une meilleure utilisation. Il y a dans le travail une certaine élasticité qui, suivant l'expression usitée, le rend compressible, grâce à l'intensité compensatrice. « En lui-même, le travail est compressible, remarque M. Brants, il peut s'accumuler en une durée moindre par un effort plus serré, plus énergique » (1).

Le raisonnement est très juste mais il ne faut pas en exagérer la portée. L'intensité compensatrice est surtout possible aux industries telles que la construction mécanique, l'ameublement, dans lesquelles la vigueur et l'habileté de l'ouvrier sont les facteurs les plus importants de la production ; l'ouvrier pourra manier le marteau et pousser le rabot plus rapidement, donner à ses muscles leur maximum d'effort, à ses doigts leur maximum d'adresse et de souplesse. Il est certain d'autre part que la tension d'esprit ne peut être maintenue pendant douze heures au même degré que pendant huit ou dix ; l'ouvrier exécutera plus vivement une tâche qui dure moins longtemps ; son travail plus attentif comportera moins de déchets. Mais le travail est inégalement, compressible suivant les pays et suivant les industries (2). Il y a une limite, objective dans la nature du travail et subjective dans l'habileté de l'ouvrier, au-delà de laquelle l'intensité ne peut compenser le déficit de production. Compter sur la compression du travail pour faire produire à l'ouvrier français autant en huit heures qu'en

(1) Brants. *La journée de huit heures dans le travail industriel*. Brochure, p. 6.

(2) « Rien ne diffère plus d'une journée de travail, qu'une autre journée de travail », disait l'économiste américain Walker.

onze, c'est se leurrer d'un vain espoir; nous en avons fourni la preuve en rapportant l'expérience malheureuse de M. Cornevot.

Il faut une énergie peu commune, et qu'il est impossible de soutenir pendant longtemps, pour regagner deux ou trois heures sur huit de travail. M. John Raë attribue le redoublement d'activité en proportion de la réduction de la journée chez les Australiens à ce fait qu'ils se nourrissent principalement de viande et qu'ils en mangent plus qu'aucun autre peuple du monde (1). Aussi s'est-on demandé parfois si une nourriture plus fortifiante ne permettrait pas à l'ouvrier français d'atteindre la même intensité de travail. Nous devons répondre par la négative; l'alimentation, il est vrai, a une influence sur la productivité, mais, bien que l'élément physique ne soit pas négligeable, l'élément moral est le plus important. « S'il y a dans l'ouvrier un estomac, dit M. Cheysson, il y a aussi une âme... Deux consommateurs identiques peuvent être des travailleurs dissemblables » (2).

Quel sera l'aiguillon qui incitera les travailleurs industriels à intensifier leur labeur dans les courtes journées? Sera-ce le souci des intérêts du patron? Les huit-heuristes ne sont pas assez naïfs pour le prétendre, d'autant plus que si l'ouvrier a obtenu la limitation du temps de travail par la force syndicale ou légale, il ne doit aucune espèce d'obligation à son patron. Pour faire naître l'intensité compensatrice on compte sur la substitution du salaire aux pièces au salaire au temps; l'ouvrier étant payé d'après l'ouvrage accompli fera tous ses ef-

(1) J. Raë, *op. cit.*, p. 281.

(2) *Bulletin de l'Institut international de statistique*, 1890, t. V, p. 34.

forts pour produire autant en huit heures qu'en dix. Mais il y a là un fait individuel qu'on ne peut garantir et que les collectivistes ne peuvent escompter que dans la discussion et pour les besoins de la cause. Peut-être les choses se passeront-elles comme ils le disent, lorsque l'ouvrier est dans le dénuement, mais assez souvent le travailleur manuel ne cherche qu'à obtenir le salaire qu'il regarde comme nécessaire à ses besoins et ne se préoccupe pas d'améliorer sa situation. Il préfère un petit train de travail avec salaire normal à un développement intense d'énergie avec salaire plus élevé. Les ouvriers aux pièces obéissent encore, quand la rémunération s'élève suffisamment, à une impulsion altruiste en limitant volontairement la production, par esprit de solidarité, pour fournir de l'ouvrage aux chômeurs (1). « Souvent aussi ils craignent, non sans raison, que les patrons, en voyant le salaire augmenter avec les produits, ne diminuent les tarifs » (2) et ils redoutent d'avoir ainsi fourni un travail intensif pour le seul bénéfice du patron.

La compression du travail, quand elle est possible, n'est pas sans inconvénients. La production perd souvent en qualité ce qu'elle gagne en quantité, lorsque

(1) Dans les procès-verbaux de l'enquête de 1884 sur la situation des ouvriers dans l'industrie, nous trouvons cité un fait bien caractéristique. M. Pichot, membre de la Chambre syndicale des imprimeurs, s'étant plaint à ses ouvriers payés aux pièces de ce qu'ils ne mettaient pas beaucoup d'ardeur au travail, reçut cette réponse : « Vous avez raison, mais mettez-vous à notre place. Vous avez actuellement du travail pour dix machines à condition que vos machines ne produisent que 1.500 de tirage par jour. Le jour où elles produiront 3.000, la moitié du personnel sera à pied. Par conséquent nous ne pouvons faire ce que vous demandez ».

(2) Bourguin. *Rev. d'écon. polit.*, avril 1901, p. 318.

l'intensité est trop grande. Les produits hâtivement manufacturés sont défectueux, les matières premières sont gaspillées, les machines moins surveillées s'usent plus vite.

L'intensité compensatrice très prononcée n'est pas seulement désavantageuse pour l'industriel, elle est encore nuisible à l'ouvrier dont elle ruine la santé (1). On peut donner un « coup de collier » pendant quelque temps sans en être incommodé, mais le même effort ne saurait être fourni sans dommage physique et intellectuel pendant toute l'année. Un gymnaste ne pourrait produire toute une journée les efforts considérables qu'il fournit pendant quelques instants; un cheval au trot parcourt une longue route, mais au galop il est bien vite fatigué. Il en est de même dans l'industrie; dix ou onze heures de travail modéré sont parfois moins épuisantes que huit heures nécessitant une intense concentration d'esprit et le déploiement d'une activité fiévreuse. Dans ce dernier cas, l'ouvrier, selon une expression populaire, « se dévore à l'ouvrage »; c'est ce qu'en Angleterre on appelle le *pushing system*.

L'intensité compensatrice n'est pas souhaitable si elle doit amener une prompte déchéance de l'ouvrier surmené et si, au lieu d'améliorer la capacité productive de la race, elle en cause la dégénérescence. Plusieurs écrivains ont signalé cet écueil. M. Paul Leroy-Beaulieu s'exprime ainsi à ce sujet : « Les machines vont

(1) Nous pourrions ajouter que la compression du travail variant avec l'habileté du travailleur, les courtes journées qui la provoquent, loin de constituer une mesure favorable à la masse ouvrière, accentuent encore les inégalités naturelles en profitant aux ouvriers d'élite seuls capables d'opérer une compression suffisante.

d'un mouvement de plus en plus accéléré. Si le développement de force musculaire est moindre, celui de la force nerveuse est prodigieuse. L'attention doit toujours se tenir en éveil. Dans sa vélocité surhumaine l'implacable machine ne permet pas de sommeiller un instant... C'est une lutte terrible de l'ouvrier et de la machine où le premier s'épuise » (1). Avec le fils de l'éminent économiste nous ajouterons : « Chacun sait qu'une série de coups de colliers très brefs use beaucoup plus le tempérament qu'un travail prolongé mais modéré » (2). Aussi critiquons-nous la formule de Mundella : « Le mieux est de concentrer le travail dans le moins d'heures possible ». Si l'ouvrier devait être plus épuisé par un travail de huit heures que par un travail de dix, « l'avantage de l'addition de deux heures de loisirs pourrait être contrebalancé par la diminution de la valeur attachée à chaque heure de loisir » (3). M. Vaillant, un des promoteurs en France des *Trois-Huit*, avoue que la journée de huit heures, dans les conditions économiques actuelles, ne lui donnerait pas toute satisfaction ; « nous voudrions, dit-il, limiter en même temps que la durée de la journée de travail l'intensité même du travail » (4) ; c'est là un désir irréalisable puisque, prétend l'école socialiste, la production ne doit pas diminuer. Karl Marx a lui aussi fait remarquer les funestes effets de la compression croissante du travail.

Dès maintenant l'intensité est considérable ; c'est un

(1) Paul Leroy-Beaulieu. *Le collectivisme*, p. 293-294.

(2) Pierre Leroy-Beaulieu. *Économiste français* du 9 juillet 1904, p. 43.

(3) Ansiaux, *op. cit.*, p. 131.

(4) J. O. Chambre. Déb. parl. Séance du 21 déc. 1899, p. 2299.

des traits caractéristiques du travail moderne et si l'on pouvait mesurer à l'aide d'un dynamomètre la consommation de la substance cérébrale, on s'apercevrait que l'ouvrier en dépense souvent plus aujourd'hui qu'autrefois, alors que la moyenne de la journée était plus élevée. « Un tisseur à la main, dit M. Schultze-Gœvernitz, peut travailler treize heures par jour ; il est physiquement impossible au tisseur actuel qui dirige six métiers à la fois de travailler treize heures. La nature du travail a complètement changé. La surveillance de la machine, c'est-à-dire un effort intellectuel a remplacé l'effort musculaire. Ceux qui ont observé le fileur d'Oldham au milieu du brouhaha de 2.500 broches, ou l'ouvrière de Burnley, entourée de quatre à six métiers travaillant à une vitesse de 200 coups à la minute, savent quel haut degré d'attention est ici nécessaire » (1). Il en est de la machine humaine comme de la machine industrielle ; elle perd en force ce qu'elle gagne en vitesse. Il faut deux fois plus de charbon pour maintenir un navire à la vitesse de quinze nœuds à l'heure qu'à la vitesse de douze ; la locomotive de train express est plus vite usée que celle de train de marchandises qui cependant remorque un plus lourd convoi. De même la compression intense du travail épuise plus rapidement l'ouvrier pendant de courtes journées qu'un travail normal pendant un temps plus long.

Enfin, malheureusement pour la thèse collectiviste, lors même que l'intensité n'aurait aucun effet pernicieux, elle ne serait encore pas le palladium des *Trois-Huit*. Dans bien des cas, en effet, il ne saurait être question d'intensité compensatrice.

(1) Schultze-Gœvernitz, *La grande industrie*, p. 180.

Il y a d'abord certaines occupations pour lesquelles le travail ne peut être resserré dans un temps plus court, si intelligent et si diligent qu'on suppose l'ouvrier. Dans cette catégorie rentrent toutes les entreprises où le travailleur rend des services plutôt qu'il ne crée des produits. C'est ainsi qu'un mécanicien conduira son train d'une façon égale pendant huit, dix, douze heures; le travail est ici quantitativement proportionnel au nombre des heures, si qualitativement il peut être plus avantageux. Il est évident qu'on ne peut augmenter le rendement lorsque le temps est un facteur immuable. Que la journée soit de huit heures ou de douze, il faudra toujours le même temps pour faire une réaction chimique, une fusion de minerai; ici la volonté de l'ouvrier n'a aucune part dans l'achèvement plus ou moins rapide de l'opération, seules les lois physiques et chimiques entrent en scène et la réduction de la journée les laisse indifférentes.

En second lieu, où l'ouvrier n'est que le simple servant ou surveillant d'une machine, le travail ne peut être intensifié puisque les qualités personnelles n'ont presque aucune part à la production (1). La Commission supérieure du Travail constatait en 1904 qu'il y avait eu diminution de production à la suite de la loi de 1900 « dans les établissements où la participation de l'ouvrier à la production est purement mécanique. Dans ces industries la production est intimement liée au rendement des métiers ou machines-outils auxquels est subordon-

(1) On peut poser en principe que, dans les cas de réduction du travail, l'augmentation de l'unité de production est en raison directe de l'intervention active de l'ouvrier dans le travail.

née la main-d'œuvre » (1). Les trop courtes journées diminueraient donc considérablement la productivité de l'ouvrier, lorsque le rôle de celui-ci se borne à répéter un geste pour ainsi dire automatique et que l'outillage ne peut être amélioré. Il en est ainsi dans les briqueteries, dans la céramique du bâtiment, dans les filatures, où les qualités personnelles concourent pour une faible part à l'intensité de la production et où l'outillage est tenu au courant des derniers perfectionnements. L'inspecteur de Dijon constatait, en 1901, dans les filatures de sa région des diminutions de 5, 4, 3, 2 1/2 et 2 0/0.

Les machines sont habituellement construites pour donner le maximum d'effort utile et l'ouvrier ne peut accélérer des rouages qui tournent aveuglément avec une rapidité inconcevable. Il ne dépend pas de lui que la machine qui bat trois cents coups à la minute en batte quatre cents. Il est impossible, par exemple, de demander à l'équipe d'ouvriers qui conduit une presse rotative Marinoni de doubler dans un temps donné le tirage d'un journal. Un des chefs du parti socialiste, Benoît Malon, reconnaissait que « la journée de huit heures n'est pas la solution de la question sociale » parce que « pour les travaux mécaniques, la vivacité de la main ne saurait faire tourner plus vite la machine à moteur » (2).

Il est vrai que si perfectionnée que soit la machinerie, elle exige une mise en train, des arrêts qui sont autant

(1) Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1904.

(2) *Revue socialiste* de décembre 1890, p. 673. Nous ferons aussi remarquer qu'il y a un excès de vitesse au delà duquel le travail est de mauvaise qualité et détériore la machine. Dans les filatures, par exemple, lorsque les broches font plus de 6.000 tours à la minute les métiers s'usent rapidement et les gros fils deviennent cassants.

d'occasions pour l'ouvrier de manifester son habileté ou son impéritie; il doit éviter de laisser tourner la machine « à blanc ». Voici un ouvrier préposé à la conduite d'un métier à tisser mécanique ou d'une machine à fabriquer le papier; sans doute lorsqu'un fil vient à casser ou lorsque la trame du papier se rompt, il dépendra de son adresse et de sa bonne volonté de réparer cet accident dans le moindre temps; mais pendant les longues heures où le rôle de cet ouvrier sera réduit à une surveillance inactive, pendant tout l'intervalle de temps où la machine fonctionne normalement, sans menace d'arrêt et à son maximum de vitesse, son débit reste le même. Dans une journée de huit heures, l'ouvrier pourra gagner tout au plus une demi-heure par un soin plus attentif du métier qu'il doit surveiller, encore faut-il supposer un ouvrier d'une habileté consommée et très soucieux des intérêts de son patron.

SECTION IV

LES COURTES JOURNÉES ET LE SALAIRE

Qui supportera la diminution de production? sera-ce l'entrepreneur, le salarié, le consommateur? Nous n'hésitons pas à répondre : tous les trois à la fois, mais c'est surtout le salarié qui paiera les frais de l'expérience. La réduction du labeur, lorsqu'elle est trop forte, crée un état de crise dont les effets se font sentir sur la population ouvrière sous forme soit de diminution de travail, soit d'abaissement des salaires. La journée de travail et le salaire sont deux choses unies par des liens très étroits; on ne peut toucher à la quantité de travail sans toucher indirectement, dans la majorité des cas, à la

rémunération du travailleur. Le travail, est, en effet un instrument de production et sa valeur (le taux du salaire), comme celle de tous les instruments de production, dépend de la productivité. Or celle-ci diminue, nous l'avons vu, avec les trop courtes journées; il en résulte d'une manière inévitable la diminution du gain de l'ouvrier.

La journée de dix heures n'a pas grande influence sur son budget mais les Trois-Huit risquent fort de l'amoinvrir (1). Le patron n'obtenant plus en huit heures qu'une production égale à 85, alors qu'en dix heures il atteignait le chiffre de 100, réduira le salaire de son personnel de façon à le proportionner au travail accompli. Le fileur, qui actuellement fait produire 15 kilogs à sa broche, ne pourra en obtenir en huit heures que 12, et comme il est payé au kilog, recevra une rémunération plus faible. Désabusé des journées réduites l'ouvrier s'apercevra alors à ses dépens de la justesse de la maxime anglaise : *time is money*. M. Gladstone, à qui on demandait en 1894 son avis sur la limitation légale du travail, répondait : « Avant de donner mon assentiment à ce principe, je voudrais être assuré, par une démonstration topique, que tel ouvrier qui actuellement reçoit un petit salaire pour un grand nombre d'heures de travail, recevra au moins le même petit salaire quand on aura réduit le nombre des heures ». C'est en effet le côté le plus intéressant de la question (2).

(1) Villermé, tout en déplorant l'abus des journées excessives, avait prévu ce résultat. « Réduire la journée de l'ouvrier, disait-il, c'est réduire son salaire, c'est souvent lui ôter le moyen de vivre. » (Villermé, *op. cit.*, t. II, p. 100.)

(2) Au lendemain de la loi de 1900, il y eut 41 grèves, dans

Sans doute le gain de l'ouvrier ne sera pas restreint dans la même proportion que la durée de la journée puisque, nous l'avons dit, la production ne diminue pas exactement dans la mesure du travail et que le salaire est en raison directe de la productivité (hormis les temps de crise). Mais l'ouvrier qui ne reçoit plus que 4 fr. 25 pour huit heures de travail, au lieu de 5 francs pour dix heures, supportera de ce fait un préjudice de 4 fr. 50 par semaine et de 225 francs par an ; c'est là un déficit appréciable dans le budget d'un ménage ouvrier, surtout s'il est répété pour plusieurs membres de la famille.

Accordons à l'école socialiste que la production ne diminuera pas grâce au perfectionnement de l'outillage ; mais l'achat de nouvelles machines, les dépenses d'entretien et de locaux, augmenteront les frais généraux ; le patron opprimé par la concurrence, sous peine de travailler à perte, devra, même dans cette hypothèse, réduire le chiffre des salaires. Le problème qui se posera pour lui consistera à payer huit heures de travail au même taux que dix, alors que ses frais se seront accrus.

Que la production diminue ou qu'elle se maintienne au même taux grâce à l'amélioration du matériel, si les industriels ne baissent pas les salaires, il ne reste que deux hypothèses :

1° Ou bien les patrons majoreront les prix de vente

931 établissements avec 20.000 grévistes, motivées par l'intention des patrons de faire subir une réduction aux salaires en proportion de la diminution du temps de travail. Le mouvement gréviste aboutit à la longue grève des 2.300 tullistes de Calais. On peut juger par là de ce qu'aurait été l'agitation ouvrière à propos des salaires, avec une journée de huit heures.

pour compenser les prix de revient et retrouver leur rémunération économique sous forme de profits. Dans ce premier parti, l'écoulement des produits diminuera et une partie des ouvriers n'ayant plus de travail sera renvoyée. En outre, une pareille mesure fera le jeu de la concurrence étrangère ; nos rivaux sur le marché international, salariant moins leurs employés proportionnellement au temps de travail, pourront offrir leurs produits à plus bas prix. Les ouvriers eux-mêmes seront concurrencés par la main-d'œuvre étrangère qui viendra s'offrir au rabais (1). Enfin, dans cette première conjoncture, le salaire *nominal* sera bien encore le même que sous le régime des plus longues journées, mais le salaire *réel* sera réduit, les objet manufacturés ayant augmenté de prix. Pour prendre un exemple : l'ouvrier qui pouvait autrefois avec six francs se procurer trois paires de sabots ne pourra plus en acheter que deux, parce que le fabricant de sabots, continuant à verser la même rémunération à ses employés bien que la production ait diminué, sera obligé, pour ne pas se ruiner, d'augmenter le prix de ses produits. Sous l'influence de la réduction des heures de travail, le prix de vente du fer, des tissus, du charbon, de la soie, des objets enfin que toute le monde consomme haussera considérablement (2). Presque tout le budget de la classe ouvrière sera employé aux dépenses *nécessaires* ; les dépenses *utiles* lui deviendront difficiles ;

(1) M. Vaillant pressentant le danger propose de réduire à 10 o/o la faculté d'emploi des ouvriers étrangers ; cette conclusion suffit à condamner le système.

(2) L'élévation des prix retombera principalement sur les ouvriers agricoles qui, sans avoir la compensation de travailler moins longtemps, devront payer tout plus cher.

quant aux légères dépenses *voluptuaires* qu'elle se permettait, elles lui seront refusées. Pour l'ouvrier le résultat sera absolument le même que si le salaire avait été réduit ; avec la même rémunération il sera moins riche, il restreindra ses achats et le petit commerce perdra une partie de la clientèle dont il vit.

2° Ou bien les industriels se contenteront de profits dérisoires, ou même les abandonneront complètement ; dans ce cas, c'est la ruine à brève échéance ; aussi ne s'arrêteront-ils pas à ce second expédient. Les affaires de nos jours comportent trop de risques et traversent des heures trop critiques pour qu'une pareille générosité soit fréquente. « Il se peut, dit M. Ansiaux, que dans certains cas le patron trouve préférable de ne rejeter la perte ni sur l'acheteur ni sur l'ouvrier et qu'il se l'impute à soi-même, mais tout porte à croire que cette exception sera fort rare » (1). Les ouvriers s'imaginent trop souvent qu'ils peuvent faire un appel incessant à la bourse du patron et que ses fonds disponibles, à l'inverse du tonneau des Danaïdes qui ne pouvait se remplir, constituent une réserve qui ne peut s'épuiser (2). C'est là une hallucination de gens en appétit ; on se fait illusion en représentant l'industriel comme faisant toujours de gros bénéfices dont il laisse, selon son gré, tomber dédaigneusement quelques miettes pour les gens qu'il emploie. Il

(1) Ansiaux, *op. cit.*, p. 94.

(2) M. Guesde déclarait en 1894 : « L'accroissement des frais de production qui pourra résulter du plus grand nombre de prolétaires (il visait la restriction du chômage par les courtes journées) sera, immédiatement au moins, pris sur les profits capitalistes appelés à faire, dans une certaine mesure, les frais de cette amélioration des conditions ouvrières » (*J. O. Chambre. Déb. parl.* Séance du 12 mai 1894).

n'y a qu'à consulter les tables statistiques des faillites et liquidations judiciaires pour se convaincre que beaucoup d'entreprises ne réussissent pas et que beaucoup d'autres végètent. Il y a d'ailleurs la foule des petits patrons qui vivent au jour le jour avec très peu d'avances; leur demander de céder une part de leurs bénéfices pour ne pas réduire les salaires avec la journée de travail, c'est exiger d'eux la cessation des affaires.

Ce qu'il y a de surprenant c'est que les industriels, acculés à une situation qu'ils n'ont pas créée, sont dès maintenant rendus responsables des pertes de salaires, corollaire des réductions de temps de travail; les ouvriers se révoltent contre eux sous prétexte que d'autres patrons ont pu se dispenser de baisser les salaires même avec des moins-values dans la production. Si ces derniers continuent à distribuer une aussi forte rémunération, c'est simplement que les conditions économiques ne sont pas les mêmes partout, mais cela ne prouve pas que tous les industriels puissent en faire autant.

L'école socialiste a parfois prétendu empêcher le gain de l'ouvrier de faiblir en substituant le salaire à la journée au salaire à la pièce. « Nous croyons qu'étant donnée la manière dont le travail tend à s'organiser, disait M. Prudent-Dervillers dans l'enquête de 1890-1893, le travail à la journée se substituera au travail à la tâche » (1). Les huit-heuristes se rendent compte que dans une journée réduite l'ouvrier produira moins et que s'il est payé au kilog, à la pièce, ou au mètre, son salaire risque fort de diminuer (2); si, au contraire, on le

(1) Rapport Dron, *loc. cit.*, p. 386.

(2) Dès la loi de 1900, les inspecteurs ont constaté que « les ouvriers actifs et laborieux payés à la pièce, qui produisaient déjà

paye à la journée, le taux de sa rémunération est fixé une fois pour toutes, espèrent-ils, et ne suivra pas les oscillations de la production. La question revient à se demander si le patron peut maintenir le même salaire avec un rendement moins élevé; nous avons répondu par la négative. La suppression du salaire aux pièces ne pourrait d'ailleurs que nuire à la thèse des *Trois-Huit*; ce mode de paiement est en effet un stimulant qui met en jeu l'intérêt personnel, le plus puissant mobile des actes humains. En établissant le salaire à la journée, les huit-heuristes iraient à l'encontre de leur but indirect qui est le maintien de la production antérieure (1).

De quelque façon qu'on envisage la réduction des heures de travail au delà de la moyenne raisonnable, on s'aperçoit donc que les courtes journées auraient un contre-coup fâcheux sur les salaires. Il est vrai que les ouvriers auraient la ressource de se promener plus longtemps, de développer leur organisation, d'aller aux clubs, dans les réunions ouvrières écouter les orateurs du prolétariat. Mais le peuple « vit de bonne soupe et non de beau langage ». Il est très bien sans doute d'inscrire dans une loi ouvrière des pensées généreuses; encore faudrait-il qu'elles ne se bornent pas à une phi-

tout ce qu'ils pouvaient, ont vu en général les gains fléchir avec la réduction de la journée de travail ». (Rapports des inspecteurs pour 1902, p. 72. V. aussi Rapports pour 1900, p. 108 et 109.)

Nous avons dit *suprà* que dans les arsenaux de la marine, M. Pelletan a substitué le salaire à la journée au salaire à la tâche.

(1) Nous avons vu précédemment que les partisans des courtes journées espéraient combler le déficit de production en fouettant l'énergie de l'ouvrier par l'établissement du salaire aux pièces; après cette déclaration ils se contredisent en réclamant la disparition du salaire à la tâche.

lanthropie de façade. Voilà une sollicitude légale dont le but est de permettre au travailleur industriel d'épargner ses forces, mais qui ne lui permet plus de les entretenir ! « Une heure de moins, c'est une livre de pain... deux heures de moins, c'est une demi-livre de viande qu'il faudra retrancher » (1).

Sous prétexte de protéger l'ouvrier, on diminuera ses ressources et il sera la première victime des mesures tutélaires dont on veut le couvrir. On lui impose l'expropriation d'une partie de son travail et, en droit, il serait fondé à en demander l'indemnité. Il y a, en effet, dans le Code civil un article 545 ainsi conçu : « Nul ne peut être contraint d'abandonner sa propriété, si ce n'est moyennant une juste et préalable indemnité ». Cette indemnité aboutirait au minimum de salaires, une des plus dangereuses utopies que puissent rêver les réformateurs de l'ordre social. Et de fait l'école socialiste, malgré sa confiance apparente dans les *Trois-Huit*, réclame l'établissement du minimum de salaire comme le complément logique de la journée de huit heures. M. Basly le déclare : « La journée de huit heures et le salaire minimum sont deux questions absolument connexes qui ne peuvent marcher séparément ». En 1898, M. Vaillant proposait comme suite à la journée de huit heures l'adoption de cette disposition : « Le salaire de tout employé ne pourra jamais descendre au-dessous de 5 francs par jour et de 35 francs par semaine » (2) ; sa proposition présentée en novembre 1905 établit de nouveau une sorte de salaire minimum en décidant que les patrons devront payer le

(1) D'Avenel. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} avril 1891, p. 568.

(2) Proposition Vaillant. *J. O. Chambre. Doc. parl. S. O.* de 1898, p. 1302.

salaire établi par le tarif syndical ou par des délégués ouvriers en délibération avec les industriels (1).

L'État ne peut garantir un minimum de salaire à l'ouvrier, car alors il devrait garantir un minimum de bénéfices au patron et par voie de conséquence un minimum de prix de vente, en déterminant les frais de production et la valeur vénale des marchandises fabriquées (2). L'État deviendrait ainsi le subventionneur des patrons après avoir été le pourvoyeur des ouvriers; or si grande que soit la confiance des interventionnistes dans le législateur, ils reconnaissent que ces derniers termes du problème échappent absolument à son action (3). Si l'État ne peut établir un minimum de salaire, écrit M. Villey, « ceux qui réclament la réglementation de la journée de travail trompent les ouvriers sur leurs propres intérêts et engagent l'État dans une voie sans issue par des promesses qu'il est incapable de tenir » (4).

En demandant que le gain de l'ouvrier ne puisse descendre au-dessous d'un certain chiffre, les collectivistes avouent implicitement que, sans cette disposition, le salaire baisserait avec les courtes journées. Chose étrange ils prétendent cependant qu'elles doivent avoir

(1) J. O. Chambre. Doc. parl. S. E. de 1905. Annexe n° 2787.

(2) Certains socialistes reconnaissent que l'État ne peut édicter de minimum de salaire; « il doit être imposé par la classe ouvrière elle-même, proclame M. Buisson, il ne peut l'être par le Parlement ». (*Revue socialiste* de janvier 1905.)

(3) Stuart Mill disait que si l'État fixait un minimum de salaire, il devrait dès lors restreindre le nombre des naissances, car « tout homme a le droit de vivre, mais personne n'a le droit de mettre au monde des êtres destinés à rester à la charge d'autrui ». (*Principes d'économie politique*, t. II, p. 417.) Ce raisonnement empreint de malthusianisme montre cependant l'absurdité du système.

(4) Villey. *Principes d'économie politique*, p. 381.

pour conséquence une hausse du salaire, tant il est vrai que la journée de huit heures n'est étayée que sur des contradictions. M. Guesde prétendait, en 1896, que l'ouvrier gagnerait plus sous le régime des journées réduites, qu'il pourrait conséquemment multiplier ses achats; « la réduction de la journée de travail à huit heures, disait-il, vaudrait pour notre industrie toutes les colonies présentes et futures » (1). Pour une tâche moindre, l'ouvrier recevrait un plus fort salaire ! « Comment résoudre ce problème en apparence insoluble ? Comment demander à des industriels dont la production est réduite par la diminution de la journée de travail, qui voient leurs frais généraux augmenter dans la même proportion que cette diminution, de relever encore les salaires » (2) ?

La preuve, dit-on, que les salaires augmenteront c'est que les pays à courtes journées sont aussi les pays à hauts salaires. Nous avons déjà fait justice de ce raisonnement en disant que les conditions du marché et surtout les qualités naturelles des ouvriers, en Angleterre, en Australie et aux États-Unis, permettaient à la production de se maintenir et conséquemment aux salaires de ne pas faiblir avec les courtes journées, alors surtout que les *Trois-Huit*, nous l'avons signalé, représentaient dans ces pays une réduction d'une heure tout au plus sur la durée de travail antérieure. Nous ajouterons avec M. Levasseur : « On fait miroiter aux yeux du peuple des statistiques montrant que les salaires n'ont pas diminué dans les États où la journée a été réduite ; mais

(1) *J. O. Chambre. Déb. parl. Séance du 25 juin 1896, p. 1070.*

(2) Discours Méline. *J. O. Sénat. Déb. parl. Séance du 18 mars 1904, p. 346.*

s'il n'y avait pas eu réduction, ces mêmes salaires auraient peut-être été augmentés, parce qu'on a mis aux mains des ouvriers des machines plus productives » (1).

Le parti socialiste compte surtout sur l'embauchage des sans-travail pour faire élever le taux des salaires. Schæfle, Max Hirsch, Seidel, Symes et beaucoup de huit-heuristes font le raisonnement suivant : la productivité individuelle baissera et alors l'offre des bras diminuera aussi par l'absorption des chômeurs ; la compétition sera moins ardente, les ouvriers faméliques ayant trouvé une place cesseront de s'offrir au rabais et d'exercer leur action déprimante sur le salaire, par conséquent celui-ci haussera. L'offre de travail ne surpassera plus la demande, c'est au contraire la demande qui surpassera l'offre ; en vertu de la loi de l'offre et de la demande (qui veut que la valeur des produits soit en raison directe de la demande et en raison inverse de l'offre) le salaire, valeur du travail, augmentera. « Réduire la journée de travail, proclame M. Vaillant, c'est en réduisant cette armée de réserve affameuse parce qu'affamée, faire hausser le prix de la force travail soumise à la loi de toutes les marchandises et d'autant plus payée qu'elle est plus demandée » (2). Benoît Malon écrivait, en 1890, que la journée de huit heures, en réduisant les chômages, « fait hausser le prix du travail, le salaire, qui, comme le prix de toute marchandise, est d'autant plus élevé que la marchandise est plus rare » (3).

Le point de départ de ce raisonnement étant faux, la

(1) Levasseur. *L'ouvrier américain*, p. 189.

(2) J. O. Chambre. Déb. parl. Séance du 22 mars 1894, p. 849.

(3) *Revue socialiste* de décembre 1890, p. 670. V. aussi Coriolan et Mortair, *op. cit.*, p. 15 et 16.

conclusion ne peut être qu'inexacte. Nous savons que dans la plupart des cas, même en supposant l'embau-chage de quelques nouveaux ouvriers, la journée de huit heures ne fermera pas la plaie sociale du chômage; il y aura toujours des sans-travail faisant concurrence aux ouvriers occupés, surtout dans l'hypothèse d'une courte journée sans diminution de salaire. La loi de l'offre et de la demande ne pourra donc pas, comme on le déclare, accomplir son jeu de bascule.

Admettons cependant que les *Trois-Huit* fourniront de l'ouvrage à tous les ouvriers en quête d'emploi. En pareil cas il n'en résulterait encore nullement une hausse de salaire. M. John Raë, dont les partisans des courtes journées ne mettront point en doute les affirmations attendu qu'il est lui-même un huit-heuriste convaincu, après avoir rappelé « que dans les principaux exemples de réduction de la journée de travail, il n'y avait eu aucune absorption des sans-travail », ajoute : « mais même dans les cas où cette absorption s'est produite, celle-ci n'a jamais entraîné, à ce que je sais, la moindre augmentation des salaires » (1). M. Raë cite un exemple typique puisqu'il s'agit de l'industrie des transports où, l'intensité compensatrice n'étant pas possible, toute réduction dans la durée du travail nécessite un appel à des ouvriers nouveaux : les employés des tramways d'Huddersfield ayant obtenu la journée de huit heures, le nombre des employés fut augmenté de 50 0/0, mais les salaires diminuèrent au lieu d'augmenter.

Le raisonnement des huit-heuristes repose sur la théorie erronée du *travail-marchandise*. Le salaire, avons

(1) J. Raë, *op. cit.*, p. 217.

nous dit, est établi avant tout par la *productivité*. Le travail n'est pas une marchandise, un produit; c'est au contraire un instrument de production dont la valeur n'est pas réglée d'une manière rigoureuse par la loi de l'offre et de la demande.

L'industriel qui, pour ne pas restreindre sa production avec la diminution des heures de travail, augmente son personnel devra, s'il ne veut pas élever ses prix de vente ou travailler à perte, distribuer la même somme de salaire entre ses ouvriers; plus ceux-ci seront nombreux, plus la part de chacun sera faible. Loin d'augmenter par l'absorption des chômeurs, la rémunération des travailleurs industriels sera moins élevée. Supposons qu'un patron ne puisse, pour une production donnée, distribuer par jour que 4.000 francs de salaires; avant la journée de huit heures, il obtenait cette production avec 200 ouvriers, chacun avait donc en moyenne 5 francs; du fait de la réduction des heures de travail, il doit occuper 225 ouvriers pour donner à ses ateliers le même rendement; le nombre des co-partageants ayant augmenté, sans que la somme à partager ait grossi, chaque ouvrier n'aura plus que 4 fr. 45 (1).

(1) Si les socialistes étaient logiques avec eux-mêmes, ils n'affirmeraient pas que le salaire hausse par l'embauchage des sans-travail. Partisans de la théorie de la *loi d'airain*, ils admettent en effet que, quoi qu'on puisse faire, les ouvriers seront toujours réduits à un salaire de famine et que la somme globale à partager entre eux, à titre de rémunération, restera toujours la même (théorie du *fonds des salaires*). En conséquence, dans leur système, non seulement l'absorption des chômeurs ne devrait pas élever le taux des salaires, mais elle devrait au contraire le diminuer, puisqu'il y a plus d'ouvriers à se partager une somme qui, disent-ils, est *par nature* invariable.

Pour faire la part très belle à la contradiction, admettons avec les collectivistes que l'embauchage des chômeurs permettra l'élévation des salaires. Mais dans cette hypothèse les patrons devront compenser l'excédent des sommes distribuées à leurs employés par une augmentation des prix; ils vendront 110 francs ce qu'ils vendaient précédemment 100 francs. L'ouvrier perdra alors comme consommateur ce qu'il aura gagné comme producteur; il recevra 6 francs au lieu de 5, mais paiera les denrées 6 francs au lieu de 5. Pour apprécier sa situation, il ne suffit pas d'examiner le salaire *nominal*, il faut considérer la somme de jouissances que celui-ci peut lui procurer c'est-à-dire le salaire *réel*.

SECTION V

LES COURTES JOURNÉES ET LA CONCURRENCE ÉTRANGÈRE

Les courtes journées ont une répercussion sur la prospérité nationale qu'elles compromettent en mettant les industriels dans une situation d'infériorité manifeste vis-à-vis de leurs concurrents étrangers. Il y a témérité pour un État isolé à imposer à la durée du travail une limite légale trop basse. En France particulièrement où les patrons sont déjà débordés par la concurrence des bras étrangers, nous ne devons pas désirer voir s'implanter les courtes journées. « L'industriel français combattu souvent sur son propre territoire par les importations étrangères, soutient difficilement la lutte pour conserver ses débouchés à l'extérieur » (1). Ce n'est pas

(1) Rapport Waddington. *J. O. Chambre. Doc. parl. Annexe* n° 649 à la séance du 10 juin 1890, p. 1086.

le moment de restreindre sa production en l'encerclant dans des réglementations trop étroites, d'autant plus que « l'industrie française n'a point à lutter seulement contre des rivaux européens, mais encore contre la production de plus en plus intense des pays neufs » (1). Le péril jaune n'est plus un mythe tant au point de vue économique qu'au point de vue militaire; pendant que nous réduisons la durée du travail, les hommes de l'Extrême-Orient donnent de l'expansion à leur industrie et réservent de poignantes surprises aux Occidentaux.

Qu'on ne dise pas, comme certains socialistes, que les nations concurrentes prendront exemple sur nous. Cet espoir serait déçu; nous n'avons aucune garantie que nous serons suivi dans notre marche en avant (2). Nous ferions ainsi les frais de l'expérience. On ne peut jeter ses armes en face d'un adversaire qui garde les siennes. Les Français sont connus pour leur esprit chevaleresque, mais sur le terrain économique la chevalerie risque fort d'aboutir au désastre. Peut-être, en prenant l'initiative

(1) Rapport Waddington. *J. O. Sénat. Doc. parl. Annexe* à la séance du 29 décembre 1903.

(2) M. Maxime Lecomte a prétendu dans son rapport de 1900 que « l'exemple donné sur le continent par la France, exemple généreux dans un but d'humanité, de moralisation et de pacification sociale sera, dans un temps très prochain, suivi par les pays voisins qui modifieront à leur tour leur législation industrielle » (*J. O. Sénat. Doc. parl. Annexe* n° 67 à la séance du 15 mars 1900, p. 63). Cette prédiction s'est-elle réalisée? Nullement, et, à la veille de voir la journée de dix heures imposée en France à tous les hommes, il convient de remarquer qu'aucune autre nation n'a limité à dix heures le travail de ses ouvriers adultes. Il y aurait encore moins de chance qu'une journée *légale* de huit heures soit adoptée par nos concurrents.

des courtes journées, la France se sera-t-elle « montrée digne de sa grande mission dans le monde », comme le disait M. Maxime Lecomte, mais c'est là un bien périlleux honneur. Suivant une frappante expression, nous ne pouvons, dans une question de vie et de mort de notre puissance industrielle, jouer le rôle de « don Quichotte de la réduction du travail ». Aussi beaucoup d'interventionnistes conseillent-ils la prudence. Il serait dangereux, lisons-nous dans l'ouvrage de législation industrielle de M. Pic, « de décréter aujourd'hui l'extension aux adultes du principe de la prohibition même tempérée par des restrictions nombreuses, sans s'être assuré au préalable que des mesures analogues seront prises dans les États industriels concurrents » (1).

Avec la journée de huit heures les producteurs nationaux, enserrés dans un réseau de règlements oppressifs, se débattraient vainement contre les atteintes de leurs rivaux étrangers sans que le législateur puisse les protéger. Quelques résultats de la loi de 1900 ne sont pas faits pour encourager les réformateurs. Au congrès des *Jaunes* de mars 1906, M. Pierre Biétry déclarait qu'une commande de 300.000 francs avait dû être refusée, faute de temps pour l'exécuter, par un industriel, M. Japy. Les 300.000 francs de commande, disait-il, sont alors passés en Belgique, détournant du même coup un important courant d'affaires de notre pays (2). Certaines industries, par exemple l'industrie métallurgique, qui doit fournir le matériel de guerre et le matériel des chemins de fer, sont acculées à des délais de

(1) Pic. *Traité de législation industrielle*, p. 605.

(2) V. *l'Éclair* du 10 mars 1906.

livraison très courts. Si elles ne peuvent satisfaire aux commandes pressées, celles-ci sont données à l'étranger et une fois que la clientèle a pris l'habitude de se fournir dans un endroit, elle ne change plus.

Non seulement le temps ferait défaut aux industriels soumis aux journées de travail trop réduites, mais, ainsi que nous le savons, leurs prix de revient et de vente augmenteraient par suite de la diminution de production. Par conséquent les chefs d'établissement se verraient évincés sur les marchés extérieurs et même intérieurs où ils se présentent en concurrence avec des producteurs étrangers dont les journées sont plus longues et les dépenses moins élevées. Ces derniers pourraient établir les produits d'exportation moyennant de moindres frais. Il en résulterait la mévente des nôtres et le marasme de l'industrie française; les capitaux qu'elle fait fructifier, ne recevant plus d'intérêt suffisant, émigreraient à l'étranger et il serait à craindre de voir un jour notre commerce anéanti. Comment les industriels, privés des fonds retirés de leur entreprise par les capitalistes inquiets, obligés en outre de hausser leurs prix, pourraient-ils lutter sur le marché du monde? Et si les patrons, trouvant devant eux des rivaux étrangers mieux armés pour la lutte et voyant leurs bénéfices disparaître, sont obligés de fermer les portes de leurs usines, qui donnera du travail aux ouvriers mis désormais en disponibilité? La journée de huit heures ferait succomber l'industrie française de la soie devant l'industrie italienne et suisse, celle du coton devant l'industrie anglaise. En Belgique, en Allemagne, où nos concurrents sont déjà favorisés par le bas prix du combustible, par la réduction des frais de transport et

le taux réduit des salaires, nos courtes journées les avantageraient bien vite considérablement.

L'État irait donc bénévolement nous placer dans une situation d'artificielles inégalités vis-à-vis de nos voisins auxquels d'imprudentes réductions de travail assureraient ainsi une facile prépondérance industrielle ? En réalité ce que l'école socialiste demande c'est le désarmement industriel ; mais dans cette guerre pacifique sans doute mais acharnée que les nations se livrent pour la conquête des marchés du monde, il ne faut rien négliger de ce qui peut nous assurer une bonne position. En matière militaire, nul n'ose prendre l'initiative du désarmement dans la crainte de se mettre à la merci de l'étranger ; il doit en être de même dans l'ordre économique ; il faut redouter, même lorsqu'on est animé des meilleures intentions, d'affaiblir les forces de résistance de l'industrie nationale. En définitive, c'est de la force productive de l'ouvrier, non pas surmenée mais suffisamment mise en valeur, que dépend la victoire.

Ces considérations nous font redouter que le charbon français ne subisse un ralentissement fâcheux par suite de l'envahissement du marché par les houilles étrangères, lorsque le dernier palier de la loi du 29 juin 1903 sera franchi. Le Comité central des houillères estime que « l'adoption de la journée de huit heures, ce sera pour les mineurs d'une partie de la France la suppression du travail » (1). Au lieu de chercher à surexciter notre production houillère déjà faible par rapport à nos besoins, le législateur lui a imposé un horaire inférieur à celui en usage dans les pays possédant de plus riches

(1) Enquête annexée au rapport Odilon-Barrot, p. 102.

charbonnages que la France. Aujourd'hui que ces pays cherchent à écouler au loin le trop-plein de leur production est-il bien opportun de restreindre la nôtre? Qu'est notre modeste production de 32 millions de tonnes de charbon à côté des 80 millions de l'Allemagne, des 175 millions des États-Unis et des 200 millions de l'Angleterre? La France dont le rendement est peu considérable n'est pas désignée pour précéder les peuples dans la voie de la réglementation. En janvier 1902, M. Motte démontrait à la tribune de la Chambre que nous étions tributaires de l'étranger pour 13 millions de tonnes de houille à raison de 18 francs la tonne, soit pour 234 millions de francs; ce tribut, disait-il, sera majoré par la loi de huit heures (qu'il appelait un « barbarisme économique ») de 48 à 64 millions de fr., suivant que le déficit sera de trois ou quatre millions de tonnes. Le charbon constitue une denrée de première nécessité et tous les Français se verront à la merci de la moindre complication mondiale pour subir la surélévation de prix de la houille (1). La seule raréfaction du charbon en France occasionnera une hausse annuelle que M. Motte évaluait à 215 millions et dont les ménages ouvriers seront les premières victimes; « c'est établir un régime économique contraire au bon sens, concluait-il, que de s'arranger à faire payer les objets de première nécessité le plus cher possible » (2).

Nous retrouvons ici l'argument que les huit-heuristes mettent en avant à propos de la production et des salaires. Ils invoquent l'exemple des pays à courtes jour-

(1) La France a déjà vu le prix du charbon s'élever à la suite du conflit anglo-boër et après la guerre russo-japonaise.

(2) J. O. Chambre. Séance du 5 janvier 1902, p. 458.

nées et visent surtout l'Angleterre pour affirmer que les *Trois-Huit* ne mettront pas notre industrie en mauvaise posture. Nous ne reviendrons pas sur cette question déjà tranchée; nous ajouterons simplement aux observations que nous avons déjà fournies à ce sujet que l'Angleterre occupe dans le monde industriel une situation privilégiée au point de vue des matières premières et de sa clientèle européenne; dans l'industrie du coton principalement, des conditions matérielles excellentes (proximité du charbon et des marchés cotonniers, concentration de l'industrie, bonne division du travail) lui assurent une suprématie incontestable.

Les partisans des courtes journées ne sont pas trop effrayés de la perspective de la concurrence étrangère qu'ils ne jugent pas inéluctable; ils estiment qu'un système protecteur savamment combiné suffira à écarter le péril en empêchant les produits étrangers de venir chez nous faire concurrence aux nôtres. Il faudrait surélever les barrières de douanes et entourer le pays d'une sorte de muraille de Chine.

Il est étrange qu'après avoir invoqué l'intérêt de l'ouvrier pour lui éviter tout travail prolongé, on méconnaisse ce même intérêt en faisant payer aux classes inférieures les frais de la guerre par la surélévation des prix des objets fabriqués à l'étranger et dont elles ont un besoin constant. L'élévation des tarifs protecteurs renchérirait toutes choses et les ouvriers qu'on veut protéger seraient les plus atteints par cette politique douanière; c'est un cercle vicieux. Les droits prohibitifs constituent un remède pire que le mal, ils amèneraient une guerre de tarifs; les États contre lesquels on se protégerait répondraient par des mesures analogues à titre

de représailles et nos produits ne trouveraient plus de débouchés. L'industrie étrangère ne viendrait pas il est vrai concurrencer notre marché intérieur, mais elle nous fermerait son propre marché. Seule la nation possédant chez elle tout ce dont elle a besoin pourrait sans danger élaborer un système protecteur rigoureux; mais nul pays ne peut se flatter de posséder sur son territoire tout ce qui lui est nécessaire en quantité suffisante; toutes les nations sont tributaires les unes des autres. Voilà pourquoi la surélévation des douanes ne constitue pas un remède efficace contre la concurrence étrangère suscitée par la réduction de la durée du travail.

APPENDICE

RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE de la DURÉE du TRAVAIL

« La protection internationale est l'impératif catégorique de notre siècle ». Ainsi s'exprimait dans son rapport au congrès de Zurich, en 1897, M. Th. Curti conseiller national suisse. Cette pensée est aujourd'hui celle de beaucoup de personnes qui demandent une réglementation internationale de la durée du travail craignant que les mesures prises dans une nation isolée ne lui soient plus nuisibles qu'utiles. Depuis une vingtaine d'années, le mouvement d'opinion en faveur d'une réglementation uniforme de la durée du travail dans tous les États industriels s'est très accentuée.

L'idée de la limitation internationale de la journée ouvrière n'est pas la propriété exclusive d'une doctrine. Présentée avec art comme le remède aux maux de l'industrialisme et le seul moyen d'aplanir les difficultés, comme la garantie de la paix sociale par l'entretien de bons rapports entre les peuples, la théorie de la réglementation de la durée du travail par voie d'accords internationaux a séduit des cœurs généreux et s'est développée parallèlement parmi les socialistes et parmi les catholiques. Dans la séance du 25 janvier 1884, M. de Mun, M^{sr} Freppel et plusieurs députés de la droite invitaient le gouvernement à « préparer l'adoption d'une

législation internationale qui permette à chaque État de protéger l'ouvrier, sa femme et ses enfants contre les excès de travail sans danger pour l'industrie nationale » (1). C'est exactement ce que moins de deux ans plus tard le parti socialiste de la gauche réclamait par l'organe de M. Camélinat qui, en décembre 1885, proposait « d'entamer le plus tôt possible avec les gouvernements étrangers les négociations nécessaires en vue d'une législation internationale » (2). L'abbé Winterer, député protestataire d'Alsace-Lorraine au parlement allemand, un des fondateurs du socialisme chrétien, déclare : « La situation créée par la production capitaliste a un caractère international, l'alliance des partis socialistes est internationale, il faut que les mesures prises pour la protection de la société soient internationales » (3). L'école socialiste a lancé le mouvement (4), puis des publicistes, des hommes politiques, des philanthropes l'ont suivi sans en mesurer exactement ni la possibilité ni les conséquences. Enfin beaucoup d'industriels redoutant de se voir supplantés sur le marché du monde se retranchent derrière la nécessité d'un accord international.

Avec une limitation unique de la journée de travail, dit-on, les États n'auront plus à craindre d'écraser

(1) De Mun. *Questions politiques*, t. II, p. 136. V. aussi le discours de M. de Mun lors de la discussion de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892.

(2) *J. O.*, Chambre. Doc. parl. 1885. Annexe n° 194, p. 678.

(3) Winterer. *Le socialisme international*, p. 299.

(4) Depuis 1870, le parti socialiste n'organise pas un congrès sans rappeler à ses adhérents la nécessité d'une législation internationale du travail ; c'est, dit-il, la conséquence d'un état économique nouveau, le produit d'une évolution nécessaire et la suite logique des *Trois-Huit*.

leurs nationaux sous la concurrence étrangère ; la lutte sera égalisée et les pays industriels pourront consentir des sacrifices qui, s'ils étaient le fait d'une nation isolée, risqueraient de fausser la balance à son préjudice quand elle se rencontre sur un marché avec des nations moins généreuses dont les ouvriers travaillent plus longtemps (1).

Reste à savoir si la réglementation internationale pourra vivre autrement que sur le papier. C'est ce que nous allons examiner après avoir rapidement parlé des essais tentés en ce sens.

SECTION I

ENTENTES INTERNATIONALES POUR LA LIMITATION DES HEURES DE TRAVAIL

Les précurseurs de la limitation internationale. — D'après le docteur Adler, de Fribourg, c'est un Français Daniel Legrand qui, en 1841, souleva la question de la réglementation internationale du travail. Toutefois le docteur Adler fait erreur ; en effet, en 1818, Robert Owen dans une pétition adressée aux souverains réunis à Aix-la-Chapelle demanda le premier la limitation légale de la

(1) C'est le même raisonnement, remarquons-le, pour la réglementation internationale que pour la réglementation intérieure. Nous rappelons, en effet, que les interventionnistes, sous prétexte d'éviter aux patrons soucieux de leur personnel d'être placés dans des conditions d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents, préconisent la limitation légale pour tous les ouvriers à l'intérieur d'un même pays. Une fois ce principe admis pour l'équilibre du marché national, ils l'étendent au marché international ; il est nécessaire, disent-ils, de protéger les Etats généreux contre les Etats retardataires de la même façon qu'on protège les industriels philanthropes contre les industriels moins humains.

durée du travail par voie internationale. En 1838, Blanqui préconisait à son tour dans son Cours d'économie politique industrielle l'adoption d'une réglementation universelle du travail dont les bases seraient jetées par accord entre les nations (1). En 1857, Daniel Legrand fit une nouvelle sommation aux cabinets européens; il leur adressa une circulaire portant comme épigraphe la pensée suivante : « Une loi internationale sur le travail industriel est l'unique solution possible du grand problème social, l'unique moyen de dispenser à la classe ouvrière les bienfaits moraux et matériels désirables sans que les industries en souffrent et sans que la concurrence entre les industries des divers pays en reçoive la moindre atteinte ». En 1866, les desiderata de Legrand étaient formulés avec vigueur dans les décisions du congrès de Genève de l'*Association internationale des travailleurs*; ce congrès adopta un ensemble de résolutions qui, depuis lors, sont devenues le thème habituel des grandes assemblées socialistes; au nombre de ses vœux figurait la réduction du travail à six heures pour les enfants et à huit heures pour les adultes. L'idée commençait à se répandre. Le 22 juin 1867, le Ministre de l'Instruction publique émit un vœu en faveur de la limitation internationale du travail des enfants et des femmes.

Conférence de Berlin. — En 1876, le colonel Frey, président du conseil fédéral suisse, fit adopter une motion invitant le gouvernement helvétique à entrer en négociations avec les principaux États industriels dans le but de provoquer la création d'une législation internationale sur les fabriques. Plusieurs grandes puissances

(1) *Journal des Économistes*, 1848, p. 169.

ayant été pressenties officieusement accueillirent peu favorablement ces ouvertures. Neuf ans après, la motion du colonel Frey fut reprise par le Conseil fédéral; en son nom M. Descurtins adressa, en février 1889, un mémoire aux gouvernements en leur proposant de sanctionner par un congrès une « législation internationale sur la protection des travailleurs ». Ces nouvelles négociations reçurent un accueil moins froid. Le principe de la conférence fut admis et celle-ci ajournée au printemps de 1890. Le 28 janvier 1890, le conseil fédéral convia tous les États déjà consultés à une conférence qui devait s'ouvrir à Berne le 5 mai suivant.

Le gouvernement helvétique touchait au but de ses efforts, lorsque la fantaisie de l'empereur d'Allemagne, Guillaume II, ne tenant aucun compte des démarches déjà faites, lui fit intervenir de façon inopinée en confisquant à son profit l'idée de la conférence internationale. Le jeune souverain, espérant se concilier les bonnes grâces du socialisme, fit publier à Berlin dans le *Moniteur de l'Empire* deux rescrits restés fameux, en date du 4 février 1890. Dans le premier adressé à M. de Berlepsch successeur de Bismarck au ministère du Commerce, l'empereur prétendait qu'« il appartient au gouvernement de régler la durée et la nature du travail, de telle sorte que la santé des ouvriers, leurs intérêts moraux, leurs exigences économiques et leurs aspirations vers l'égalité devant la loi, soient sauvegardées ». Dans le second rescrit adressé au Chancelier de l'Empire, Guillaume II déclarait : « Je suis décidé à concourir à l'amélioration de la situation des ouvriers allemands dans les limites qui sont fixées à ma sollicitude par les nécessités de maintenir l'industrie allemande dans un

état tel qu'elle puisse soutenir la concurrence sur le marché international... Les difficultés provenant de la concurrence internationale et qui s'opposent à l'amélioration du sort de nos ouvriers peuvent, sinon disparaître complètement, du moins être atténuées à la seule condition d'ententes à réaliser avec les pays qui sont en possession du marché international » (1).

La préoccupation politique de l'empereur se montrait ainsi avec une naïveté étonnante. Il voulait améliorer le sort des ouvriers allemands, réduire la durée de leur travail; mais les autres nations, ne partageant pas ses préoccupations, l'empêchaient de réaliser ces beaux projets; il fallait les amener à entrer dans ses vues. Pour cela il se substituait avec une surprenante désinvolture au gouvernement suisse pour jeter les bases d'une conférence internationale au cours de laquelle on devrait examiner la limitation des heures de travail. Les représentants des Puissances étaient dans ce but conviés à Berlin. En changeant le lieu de la Conférence, l'Empereur d'Allemagne avait l'intention d'en modifier le programme et d'étendre le débat d'une façon générale à « la protection à accorder aux ouvriers contre l'exploitation arbitraire et illimitée »; mais la chancellerie impériale

(1) Les disciples de Marx et de Lassalle exultèrent de joie en lisant les rescrits qui causèrent en Europe et en Suisse un vif étonnement. Benoît Malon y reconnaissait « le socialisme sous sa forme la plus édulcorée il est vrai ». L'Europe étonnée crut que l'empereur allemand allait prendre en main la solution de la question sociale. Le *Daily News* salua Guillaume II du nom d'« empereur des ouvriers du monde entier », cependant que lord Salisbury qualifiait la question des adultes ainsi soulevée de « charlatanisme socialiste »;

reconnut que le mieux était de s'en tenir au projet élaboré par la Suisse.

La Conférence s'ouvrit à Berlin le 5 mai 1890 sous la présidence du baron de Berlepsch; quatorze États étaient représentés : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suède et Norvège, Suisse (1).

Dès le début des négociations, il fut convenu que la Conférence aurait un caractère purement théorique, les décisions à intervenir ne devant pas engager les gouvernements qui n'en recevraient communication que sous forme de simples propositions. Le gouvernement français (représenté par MM. Jules Simon, Delahaye, Burdeau, Linder, Tolain) formula des réserves en ce qui concernait la journée de travail des ouvriers adultes. « Il est une question qui moins que toute autre paraîtrait pouvoir être l'objet d'une entente internationale, écrivait le Ministre des Affaires étrangères à notre ambassadeur à Berlin. C'est celle de la limitation de la journée de travail : elle se rattache si étroitement, au moins en ce qui concerne les adultes, d'une part aux principes sur lesquels reposent les législations politiques des différents États, et, d'autre part, aux conditions générales de la production industrielle, qu'elle doit être considérée comme étant exclusivement d'ordre intérieur et parle-

(1) La Russie ne crut pas devoir prendre part aux travaux de la conférence; elle invoqua cette raison que les conditions du travail n'étant pas les mêmes dans les différentes parties de l'Empire ne pouvaient se plier au cadre uniforme d'une réglementation internationale.

mentaire, et ne saurait, dès lors, être utilement soumise à une discussion diplomatique » (1).

Trois groupes se dessinèrent au sein de la Conférence : le groupe libéral confiant dans l'initiative privée, représenté par la Grande-Bretagne, la Belgique et la France ; le groupe interventionniste réclamant une intervention étendue et énergique du législateur, ce parti était surtout représenté par l'Allemagne et la Suisse ; enfin les pays méridionaux l'Italie, l'Espagne et le Portugal déclaraient que leur organisation économique ne leur permettait pas de consentir des mesures dont l'application constituerait pour eux des sacrifices sans compensation.

La Conférence de Berlin n'a été qu'une sorte d'enquête internationale, un échange de vues, elle a formulé des vœux à la manière de nos conseils généraux. Les résolutions débutent invariablement par ces mots : « Il est désirable que... » Quant à l'exécution des décisions prises, elle était soumise à une condition protestative formellement exprimée : « Pour le cas où les gouvernements participants donneraient suite aux travaux de la Conférence... » (2). Parmi les vœux exprimés voici ceux qui ont trait à la limitation du travail : il est désirable, disait le protocole final, que le travail de nuit soit interdit aux femmes, que leur journée n'excède pas onze heures ; quant à la question du travail des jeunes ouvriers, on ne put arriver à une entente sur le maximum à fixer, on se borna à demander qu'une protection fût assurée aux jeunes garçons en ce qui concerne une

(1) Livre jaune. Publication du ministère des affaires étrangères ; *Conférence de Berlin*, p. 13.

(2) *Conférence de Berlin*, *loc. cit.*, p. 127 et 128.

journée maxima de travail. En définitive, la Conférence se sépara le 29 mars sans avoir abouti à aucun résultat pratique.

Congrès de Bienne. — En 1893, l'*Arbeiter Bund* tenant à Bienne son congrès triennal, M. Descurtins y reprit l'idée d'une limitation internationale de la journée de travail. Ce congrès était ouvert à tous les représentants de sociétés ouvrières « à condition que ces représentants considéreraient l'intervention de l'État en faveur de la classe ouvrière comme justifiée, nécessaire, urgente ». On discuta la limitation du travail des enfants, des femmes et des hommes, ainsi que l'interdiction du travail de nuit.

Congrès de Zurich et de Bruxelles. — Après l'échec relatif de la Conférence de Berlin, on put croire que la réglementation internationale de la durée du travail allait être abandonnée. Mais ses partisans, forts de ce fait d'avoir pu déjà amener les États à se poser la question en commun, jugèrent plus opportun que jamais de se remettre en campagne. Les promoteurs du mouvement international se réunirent en deux congrès presque simultanés à Zurich, en août 1897, et à Bruxelles, en septembre 1897.

Au congrès de Zurich, toutes les écoles sociales étaient représentées, car on avait invité tous ceux qui considèrent l'intervention de l'État en faveur des ouvriers comme nécessaire. On remarqua cependant l'absence presque totale de délégués du parti socialiste français; par contre les socialistes allemands Bebel, Libknecht et Wilmn s'y distinguèrent.

Au cours de la discussion, on demanda la journée de huit heures avec le maximum de quarante-quatre heures

par semaine pour toutes les ouvrières et employées de la grande et de la petite industrie, du commerce, etc. La question de la limitation du travail des femmes fut combattue par M^{mes} Braun et Zettin qui, au nom d'une égalité mal comprise, réclamèrent l'émancipation intégrale et l'absence de toute protection. C'est à ce congrès que le docteur Erismann fit un rapport si remarqué sur le travail de nuit, dont nous avons eu occasion de parler; il concluait à sa suppression absolue et n'autorisait pas le travail supplémentaire pour les enfants au-dessous de dix-huit ans et pour les femmes.

A défaut de législation internationale, M. Th. Curti, conseiller d'État du canton de Saint-Gall, demanda la création d'un office international « chargé des publications officielles ayant trait à la protection ouvrière et jouant le rôle de bureau de statistique sociale ». A l'unanimité les congressistes approuvèrent cette motion.

Du 27 au 30 septembre, se tint à Bruxelles, à l'occasion de l'exposition universelle de 1897, un autre congrès international sous la présidence du duc d'Ursel président du Sénat belge. Sa composition n'était plus celle du congrès de Zurich; au lieu de l'élément ouvrier prédominant c'était le monde universitaire qui formait la majorité. La situation n'était plus la même qu'à la précédente assemblée où on avait exigé des participants une profession de foi nettement interventionniste. A Bruxelles, les économistes de toutes nuances étaient représentés. Le libéralisme le plus orthodoxe y coudoyait l'interventionnisme le plus déclaré; seul l'élément socialiste faisait un peu défaut.

On délibéra sur le point de savoir si les hommes adultes devaient se voir imposer un maximum de tra-

vail, mais on ne parvint à se mettre d'accord que sur l'impossibilité d'une réglementation internationale.

Congrès de Paris et de Bâle. — L'exposition universelle de Paris en 1900 avec son cortège inévitable de congrès fut le prétexte choisi pour reprendre les études en faveur de la limitation internationale de la durée du travail. L'impulsion du mouvement venait cette fois de l'initiative privée tout à fait en dehors de l'initiative gouvernementale. Un comité d'organisation à la tête duquel étaient MM. Cauwès, Jay et Souchon, professeurs à la Faculté de Droit, lança une circulaire, le 25 février 1900, conviant les partisans d'une protection légale à venir à un congrès qui devait être pour ses membres « une occasion de se rencontrer, le moyen de mettre en commun le fruit de leurs observations et de leurs travaux, la possibilité enfin de s'entendre sur quelques points précis ». Il s'agissait de mesurer le chemin parcouru depuis 1890 et surtout depuis 1897 ; on voulait aussi amener la création d'une Association internationale.

Le congrès s'ouvrit au *Musée social* le 25 juillet sous la présidence de M. Millerand et dura trois jours. Les professeurs et les inspecteurs du travail étaient nombreux ainsi que les représentants d'associations ouvrières et patronales ; on y voyait aussi les délégués officiels de plusieurs gouvernements. Des rapports furent présentés par ces derniers sur la réglementation légale du travail et particulièrement sur la limitation de la journée et l'interdiction du travail de nuit dans leur pays. Le Congrès s'occupa ensuite de compléter l'œuvre ébauchée par le congrès de Bruxelles en fondant l'*Association internationale pour la protection légale des travailleurs*

chargée « de servir de lien entre ceux qui, dans les différents pays industriels, considèrent la législation protectrice des travailleurs comme nécessaire » et de « provoquer la réunion de congrès internationaux ». Enfin on prévoyait la création à Bâle d'un *Office international du travail* ayant pour mission de prendre l'initiative d'études sociales, de publier un recueil périodique de législation du travail dans toutes les nations et d'entretenir entre les différents pays une communication permanente.

Le congrès de Bâle (27-28 septembre 1901) adopta les statuts définitifs de l'*Association internationale* et résolut de mettre à l'étude la question fondamentale de l'interdiction du travail de nuit des femmes dont le principe est admis dans la plupart des législations. On se demanda s'il ne serait pas opportun de supprimer les exceptions qui jusque-là subsistaient. Après discussion, on tomba d'accord sur l'interdiction absolue et on adopta le plan suivant : d'abord amener les pays où la réglementation n'existe pas à interdire le travail nocturne aux ouvrières, puis faire disparaître les exceptions tolérées.

Conférences de Cologne et de Bâle. — Le 23 septembre 1902, l'*Association internationale pour la protection légale des travailleurs* se réunit en congrès à Cologne et, selon le programme élaboré l'année précédente à Bâle, s'occupa de la prohibition du travail de nuit des femmes; elle nomma une commission chargée d'examiner de quelle façon elle pourrait être opérée et s'il y avait lieu de maintenir les dérogations au principe. Les gouvernements représentés (Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique, Italie, Luxembourg, Norvège, Suède, Suisse,

Saint-Siège) accordèrent à la commission d'enquête un délai de deux ans pour mener à bien sa tâche. Dès le mois d'août 1903, elle publia son rapport.

Une nouvelle réunion eut lieu à Bâle les 26, 27 et 28 septembre 1904. Il y avait là des délégués allemands, autrichiens, belges, français, hongrois, italiens, luxembourgeois, norvégiens, hollandais et suisses. Quelques congressistes demandèrent l'étude de la question du travail de nuit des jeunes ouvriers, mais l'*Association internationale*, craignant de paraître improviser une solution dont elle n'avait pas préparé les éléments, renvoya la question à un autre moment pour s'en tenir à l'examen du labeur exécuté par les femmes pendant la nuit. Elle décida toutefois de faire aboutir l'interdiction du travail nocturne des adolescents dans chaque pays isolément par voie de réglementation légale. Enfin, on prit la résolution d'ouvrir simultanément dans tous les pays une enquête sur ce point pour le mettre à l'ordre du jour des prochains congrès.

Conférence de Berne. — Les représentants de la Suisse avaient accepté de provoquer la réunion d'une conférence internationale. Ils lancèrent des invitations aux gouvernements européens et reçurent, en septembre 1904 (au moment du congrès de Bâle), les adhésions à la réunion projetée. Celle-ci tint ses assises à Berne du 8 au 15 mai 1905; la France y était représentée par MM. Millerand, Waddington, Sévène et Keufer; les autres délégués appartenaient à la Suisse, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède. « En réalité, c'était une réunion de délégués officiels de gou-

vernements mais non une Assemblée de plénipotentiaires. Les membres étaient chargés d'étudier les questions, d'exprimer l'avis de leur État, de préparer le terrain et même les termes d'une entente, mais ils n'étaient pas investis des pouvoirs d'engager les gouvernements dans une convention internationale proprement dite » (1). Cependant il y a eu vraiment délibération et non seulement conjonctures de mandats irréductiblement impératifs, tandis que la Conférence de Berlin s'était bornée à des vœux auxquels la plupart des États n'ont pas donné suite.

La question du travail de nuit des femmes fut, cette fois encore, mise à l'ordre du jour. La convention qui fut adoptée interdit le travail de nuit entre 10 heures du soir et 5 heures du matin aux femmes employées « dans les entreprises industrielles » (chacune des parties contractantes donnera à cette expression telle signification qu'il lui plaira). Il doit être accordé aux ouvrières un repos ininterrompu de onze heures. L'interdiction de travailler la nuit peut être suspendue dans le cas de force majeure et dans le cas où le travail s'applique à des matières sujettes à altération rapide. On a limité strictement les exceptions : les industries saisonnières ne peuvent qu'abaisser à dix heures et pendant soixante jours seulement la durée du repos ininterrompu ; en aucun cas le travail de nuit proprement dit n'est toléré. Sur dix-sept États congressistes, ces dispositions furent votées par treize y compris la Belgique sur la conduite de laquelle les délégués étaient anxieux à cause de l'opposition des industriels de Verviers.

(1) Brants. *Réforme sociale* du 1^{er} octobre 1905, p. 466.

Le système du congrès de Berne est assez ingénieux. On a établi la différence entre la nuit légale (de 10 heures du soir à 5 heures du matin) et le repos ininterrompu (onze heures). C'est réglementer indirectement la journée de travail. En effet, si on oblige à donner un repos de onze heures à l'ouvrière qui a terminé sa tâche à 10 heures du soir, on décide par là même qu'elle ne pourra pas, le lendemain matin, recommencer à travailler avant 8 heures. Le travail de jour ne sera pas limité dans l'hypothèse où la femme quitte l'atelier à 6 heures du soir au plus tard, auquel cas il lui sera loisible de reprendre son ouvrage dès 5 heures du matin. En réalité, tout se passe comme si le repos de nuit était fixé à onze heures, mais par la combinaison de la nuit légale et du repos ininterrompu, on donne au principe de la prohibition du travail nocturne une plus grande souplesse.

Il n'y a pas eu à Berne de réglementation internationale à proprement parler; les dispositions, dont nous venons de parler, ne furent votées qu'à titre de « bases de conventions internationales ». On ne s'est pas toutefois borné à des vœux platoniques, on a établi un modèle d'entente destiné à servir d'assise aux conventions que concluront entre eux les États participants. A ce titre la conférence de Berne marque une date dans l'histoire de l'économie sociale et des rapports internationaux.

Dans les derniers jours du mois de septembre dernier, les délégués de la France, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suède et de la Suisse ont tenu de nouvelles réunions à Berne et à Genève; ils se sont occupés du travail de nuit des femmes et des jeunes ouvriers employés dans l'industrie ainsi que de la durée maxima

du travail à domicile. Les délégués ont signé un vœu suivant lequel les questions laissées dans le doute par la convention pourraient être soumises à l'appréciation d'une commission où chaque État serait représenté. Cette commission aurait une mission purement consultative et ses avis ne seraient transformés en convention qu'après avoir reçu l'adhésion de tous les États signataires.

SECTION II

LA RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE DE LA DURÉE DU TRAVAIL N'EST PAS POSSIBLE

Les conférences et congrès tenus jusqu'à ce jour ont donné lieu à des échanges de vues très intéressants mais n'ont pas abouti à la réglementation internationale des heures de travail uniforme pour tous les États industriels et il ne paraît pas que la réforme puisse s'accomplir un jour. Au congrès de Bruxelles, M. Raffalovich constatait qu'on n'avait pu se mettre d'accord que sur une négation : l'impossibilité d'une réglementation internationale. N'eût-il produit que ce résultat négatif, ce congrès aurait été encore instructif. Sur les questions les moins controversées, par exemple sur l'interdiction du travail de nuit des ouvrières, il pourra il y avoir des ententes partielles (la conférence de Berne les a facilitées), mais une entente générale ne semble pas devoir aboutir. « Il est très désirable qu'une convention s'établisse entre toutes les nations industrielles pour supprimer le travail de nuit des femmes, remarque M. Laporte inspecteur divisionnaire à Paris. Mais un accord international

sur ce point pourra-t-il se réaliser? J'en doute » (1). M. Paul Leroy-Beaulieu ne craint pas d'affirmer qu'« une des prétentions les plus antiscientifiques des socialistes et de nombre de philanthropes est de vouloir ramener tous les ouvriers, sans distinction de race, de climat et de profession, à un type unique » (2). M. Hubert-Valleroux partage pleinement cette opinion : « Il n'y a pas d'homme ayant réfléchi, dit-il, qui ne sache à quoi s'en tenir sur cette utopie d'une législation internationale du travail » (3). En effet, les inégalités de productivité, d'une part, les difficultés de contrôle et de sanction, d'autre part, s'opposent à la réalisation de ce projet. En théorie l'internationalisme législatif est faux, en fait il est impraticable.

§ 1. — Inégalités de production.

Si l'on conçoit fort bien que la limitation légale du travail rencontre de sérieuses difficultés dans une nation déterminée en raison de la variété de production et des conditions économiques différentes ici et là, à plus forte raison voit-on s'accumuler les obstacles lorsqu'il s'agit de réglementer uniformément le travail dans quelque pays que ce soit et sans tenir compte ni des nécessités si divergentes de la production, ni des contingences, ni des milieux.

Il n'y a pas une commune mesure des travaux sur toute la planète; la réglementation internationale est impuissante à niveler les conditions du travail. En

(1) *Revue d'écon. polit.*, août 1902; p. 696 (en note).

(2) Paul Leroy-Beaulieu. *Traité d'économie politique*, tome IV, p. 308.

(3) *Revue cath. des inst. et du droit*, décembre 1895, p. 529.

Angleterre, par exemple, les mines de houille sont d'une exploitation facile par la nature de leur gisement; dans le Nord de la France, au contraire, on ne dispose que de couches minces d'une extraction difficile et coûteuse; un accord international ne changerait rien à l'état des houillères des deux pays. La productivité subit l'influence du milieu; elle varie de nation à nation avec la constitution physique, les mœurs, les tempéraments, le climat (1), la situation géographique, l'alimentation (2), l'organisation politique, le taux des profits, la quotité des salaires, les douanes, les monnaies, les impôts, le développement des transports, etc. Quel utopiste se flattera jamais d'égaliser tous les éléments du développement social, en tant surtout qu'ils se manifestent dans la diversité de faculté de travail! Il y a des qualités inhérentes aux races et sur lesquelles la réglementation n'a pas prise. C'est ainsi que l'ouvrier anglais est plus habile que l'ouvrier du continent. D'une enquête faite par le D^r Schulze-Gœvernitz il résulte que, pour

(1) Dans un climat tempéré un homme, quelle que soit sa race, peut fournir un effort plus considérable en un temps donné que s'il se trouvait placé dans un pays chaud.

(2) Herbert Spencer a dit : « L'empire industriel appartient au peuple le mieux nourri »; c'est exagéré, mais il y a du vrai dans cette maxime; l'alimentation, tout en ne constituant pas le ressort principal de l'énergie, joue un grand rôle dans la productivité du travail. Or l'alimentation n'est pas partout la même. Le statisticien Malhall a établi que la consommation de viande est aux États-Unis de 120 livres par tête d'habitant, de 105 dans la Grande-Bretagne, de 74 en France, de 69 en Allemagne et en Belgique, de 67 dans les États scandinaves, de 64 en Autriche, de 49 en Espagne, de 48 en Russie, de 23 en Italie. « On a expérimenté depuis longtemps, remarque Spencer, qu'un terrassier anglais nourri de viande fait plus de travail qu'un ouvrier du continent nourri de farineux ».

faire marcher mille broches, il ne faut que 2,4 ouvriers à Oldham, tandis qu'il en faut 5,8 à Mulhouse, 8,9 en Alsace, 6,2 en Suisse, 7,2 en Saxe, et 25 à Bombay » (1). « Les questions du travail sont essentiellement nationales ; dans la grande famille humaine, chaque État forme une famille spéciale » (2). L'inégalité de productivité est l'obstacle contre lequel viendra se briser toute tentative de réglementation internationale de la journée ouvrière.

Les statisticiens nous apprennent que tous les peuples ne sont pas coulés dans un moule unique. Il est avéré que l'Hindou travaillant dans une filature de Bombay produit beaucoup moins à l'heure que l'ardent Yankee ou que l'Anglais âpre à la besogne. Un homme du Nord déploie une plus grande intensité au travail qu'un habitant du Midi. Enfin, à climat égal, certaines races sont beaucoup plus productives. D'après M. Lavollée, la navette qui bat 100 coups dans les mains de l'ouvrier hollandais, en bat 140 dans les mains de l'ouvrier anglais. Il n'y a aucune analogie entre l'industriel japonais et l'ouvrier allemand « travailleur patient mais lent, infatigable » (3). M. Harze, délégué belge à la conférence de Berlin, disait : pendant que l'Angleterre extrait 410 tonnes de houille, la Prusse n'en extrait que 352, la France 297, la Belgique 252. Lord Thomas Brassey, qui a construit des chemins de fer dans toutes les parties du monde et a eu à son service des ouvriers de tous les pays, nous donne de très intéressantes indications au sujet de la productivité respective des hommes qu'il employait. Il nous rapporte, par exemple, que 4.000

(1) Schulze-Gævernitz, *op. cit.*, p. 121.

(2) Béchaux, *Les revendications ouvrières en France*, p. 77.

(3) Lavollée, *Les classes ouvrières en Europe*, t. I, p. 157.

Anglais et 6.000 Français ayant été occupés simultanément à la construction de la voie ferrée de Paris à Rouen, les Anglais ne travaillaient que de 6 heures du matin à 5 heures et demie du soir et avançaient plus en besogne que les Français travaillant de 5 heures du matin à 7 heures du soir. Trois Anglais faisaient par semaine autant d'ouvrage que quatre Français dans les travaux de terrassement ordinaires et autant que six Français dans les travaux plus durs (1). Brassey certifiait qu'un ouvrier anglais fait en dix heures ce que deux ouvriers russes font en seize (2). D'après Carroll Wright commissaire du travail aux États-Unis, les principales nations industrielles doivent être classées dans cet ordre : États-Unis, Grande-Bretagne, Belgique, France, Allemagne. Enfin, Miss Jeans, en prenant pour unité la somme de travail fournie en un temps donné par l'ouvrier anglais, assigne aux autres nations les coefficients suivants :

Français, Allemands, Belges	0,75 à 0,90
Autres peuples de l'Europe	0,60 à 0,85
Hottentots métis.	0,50 à 0,80
Cafres, Zoulous et Indiens de forte race . .	0,40 à 0,70
Indiens de race inférieure.	0,25 à 0,40

L'égalité internationale dans la durée du labeur aurait pour résultat de ruiner l'industrie dans les pays où l'infériorité économique et sociale ne peut être compensée que par un surcroît de travail. Les pays pauvres qui luttent péniblement pour la vie ne soutiennent la concur-

(1) Brassey. *Work and Wages*, 2^e éd. 1872, p. 30 et 146.

(2) Tous ces chiffres confirment ce que nous avons dit au chapitre précédent : il ne faut pas prendre exemple de l'Angleterre pour préconiser la journée de huit heures.

rence de leurs antagonistes plus favorisés qu'en suppléant par la durée du travail à la nonchalance ou à l'impéritie de leurs ouvriers. Si on les met dans l'impossibilité d'user de cette ressource, leur industrie se trouve annihilée. L'inégalité dans les aptitudes physiques et traditionnelles s'atténue par des inégalités d'efforts et il serait absolument inique d'imposer partout le même maximum au travail industriel. A la suite de l'introduction du *factory act* anglais de 1878 (loi de dix heures) dans les filatures de Bombay à la demande des fabricants anglais menacés de la concurrence indienne, on a calculé que la force active de l'Indien étant à celle de l'Anglais comme 23,2 est à 56, il était impossible d'égaliser ainsi le traitement; des plaintes justifiées s'élevèrent alors : « Donnez-nous votre climat, disaient les industriels de Bombay à ceux de Manchester, et nous prendrons votre législation de fabrique, dans notre pays il est impossible de travailler avec autant d'intensité que chez vous » (1).

La réglementation internationale de la durée du travail aurait pour effet d'expulser du marché du monde les nations qui ne sont qu'au début de leur développement ou dont les capitaux ne sont pas en quantité suffisante pour s'accommoder d'une réduction de profits. Sous prétexte d'uniformité, certains États seraient condamnés à une constante infériorité. « Le patrimoine des pauvres, a dit A. Smith, est dans la force et l'adresse de leurs mains ». Le régime des huit heures de travail intensif, inoffensif chez l'Anglo-Saxon, répugne à l'Italien et à plus forte raison à l'Hindou; pour ceux-ci

(1) *The Economist*, janvier 1889.

deux ou trois heures de labeur de plus, mais avec moins de tension physique et intellectuelle, sont de beaucoup préférables. Une loi internationale, loin d'établir le nivellement, assurerait une réelle supériorité à l'Angleterre ; dans les limites fixées elle produirait plus que les nations concurrentes et jouirait ainsi d'un monopole, malgré le surmenage que cette mesure ne manquerait pas d'imposer aux pays moins productifs.

Aucune nation ne consentira à déchoir du rang industriel qu'elle occupe et, pour en arriver à s'entendre sur une réglementation internationale, il faudra que celle-ci ne soit ni une cause de recul, ni même un léger obstacle aux développements économiques en cours. Cette obligation, dont la justesse ne peut être contestée, rend l'uniformité des heures de travail impossible à accepter. Enfin, nous remarquerons avec plusieurs économistes que, dans une entreprise, tous les éléments se combinent les uns avec les autres ; l'égalité de la journée de travail ne ferait qu'accroître l'action des autres inégalités.

On a parfois répondu à l'objection de l'inégalité de productivité dans les différents pays industriels en disant qu'il s'agissait d'établir, non pas une uniformité absolue, mais une équivalence des heures de travail. Une limitation internationale, pense M. Cauvès, devrait « respecter les diversités nécessaires » (1). On échelonnerait les nations de telle façon qu'elles aient autant de chances les unes que les autres de soutenir la lutte industrielle ; on déciderait, par exemple, que neuf heures du travail anglais valent dix heures de travail français et

(1) Cauvès, *op. cit.*, p. 127.

douze heures de travail italien. Ce système, au premier abord séduisant, serait dangereux; s'il était praticable; il aboutirait à l'arbitraire complet sur le coefficient de ces inégalités. Comment se mettre d'accord dans ce handicap d'un nouveau genre sur les poids différentiels dont on obligerait les plus favorisés à se charger ou sur l'avance qu'on donnerait aux moins favorisés; aucune nation ne voudrait jouer le rôle de *scratch*. D'ailleurs ce ne serait plus une réglementation internationale, ce serait une série de réglementations nationales faites avec l'assentiment des autres États.

Les partisans de la limitation de la durée du travail par voie d'accords internationaux prennent texte des ententes réglant chez les peuples civilisés la propriété littéraire ou industrielle, les marques de fabrique, les monnaies, les extraditions, pour demander qu'on en use de même avec la journée ouvrière. « Ceux qui admettent, disait M. Deschanel, qu'une nation aliène sa liberté par des traités de commerce ne doivent-ils pas admettre également qu'il puisse l'aliéner par des conventions de travail? » (1). C'est là un raisonnement entaché d'erreur. On ne peut tabler sur ces accords concernant la propriété, les monnaies, etc., pour justifier une limitation uniforme de la durée du travail d'une nature bien différente. « L'homme et une monnaie, écrit M. Paul Leroy-Beaulieu, l'homme et un poids et une mesure, l'homme et une lettre de change, il y a entre ces termes toute la différence qui existe entre une chose et un être intellectuel et moral » (2). Il ne s'agirait plus, dans la question du travail, de grouper en une union des services ne

(1) *Rev. polit. et parl.*, octobre 1896, p. 12.

(2) *Économiste français* du 4 mai 1889, p. 546.

portant aucune atteinte à l'homme même, et d'identifier des contrats où les États traitent comme de particulier à particulier sans contrôle de l'un chez l'autre, il faudrait faire violence à la tradition des peuples, s'immiscer dans les occupations les plus intimes des ouvriers, régler leur liberté en réglant l'emploi de leurs forces suivant un mode uniforme, unifier le régime légal de toute la production du monde. En un mot : la matière est partout identique, rien ne s'oppose à ce qu'une lettre (qu'elle soit française, allemande ou suisse) circule dans les divers pays avec la même taxe ; l'homme, au contraire, est « ondoyant et divers », il reste en dehors de l'action des congrès. C'est une conception qui tient de la chimère de se figurer l'homme partout le même, ni Français, ni Allemand, ni Suisse, ni Espagnol, ni Russe, « l'homme en soi » type concret capable de se soumettre à la législation internationale des heures de travail. L'espèce humaine est une, mais les variétés en sont multiples et le problème est plus complexe que celui de la protection littéraire ou des traités d'extradition, parce qu'il varie avec chaque région et chaque individu. A notre avis, il est insoluble, lors même qu'il ne s'agirait que d'une union européenne et non universelle (1).

§ 2. — Difficultés de contrôle et de sanction

Supposons qu'on puisse amener tous les États à adopter une réglementation internationale (2), le contrat

(1) La concurrence des états américains ou asiatiques n'est pas à dédaigner et l'industrie européenne aurait encore, dans l'hypothèse, fort à redouter l'industrie des peuples d'Outre-mer et d'Extrême-Orient.

(2) Ce n'est là qu'une supposition ; en admettant même tous les obstacles aplanis, il y aura toujours des États dissidents, dans

ainsi passé entre les nations serait perpétuellement transgressé. Comment faire respecter une telle convention « aujourd'hui que les peuples songent à se séparer le plus possible les uns des autres par des barrières infranchissables, que la théorie protectionniste est en pleine floraison, qu'on ne peut faire voter un traité de commerce précis par deux nations importantes, que le sentiment de l'indépendance nationale et législative est devenu chez les peuples si étroit et si jaloux ! » (1).

Les internationalistes législatifs pensent que « plus les ententes internationales entreront dans nos mœurs, moins la mauvaise foi est à craindre » (2). C'est là une illusion ; il ne suffirait pas de promulguer une limitation uniforme de la journée de travail pour qu'elle fût observée. La convention serait exécutée par chacune des parties contractantes tant qu'elle n'aurait pas intérêt à la violer ; mais le jour où cette convention deviendrait gênante, on s'en affranchirait aussitôt. Est-ce que l'industrie anglaise s'inquiéterait d'un traité passé avec les États européens si elle trouvait avantage à augmenter momentanément la durée du travail ? De pareils traités peuvent s'écrire, autre chose est qu'ils puissent s'exécuter. « Il nous est assez difficile actuellement de supprimer le travail supplémentaire illicite (*crib time*), dans nos propres fabriques, avoue M. John Raë, et comment pourrions-nous le supprimer dans les fabriques de nos

toute convention de ce genre, qui suivront l'exemple de la Russie, lors de la Conférence de Berlin. Quel moyen y aurait-il en pareil cas de contraindre un Etat à entrer dans la voie internationale ? D'ailleurs, qui dit traité dit liberté des conventions.

(1) Paul Leroy-Beaulieu. *L'État moderne et ses fonctions*, p. 350 et 351.

(2) Pic. *Rev. d'écon. polit.* de janvier 1905, p. 23.

rivaux étrangers, s'ils estiment qu'il les fortifie dans la concurrence contre nous » (1)? Il faudrait supposer chez les États en rivalité sur le marché international un désintéressement qui ne peut être demandé à une nation alors qu'un homme en est souvent incapable. « Une entente internationale, s'écrie M. Bouge, quelle chimère? Une nation disposée à ne plus se prévaloir sur le marché du monde de l'infériorité de prix de revient de ses produits obtenue à grande peine grâce à la vigueur, l'habileté ou l'endurance de ses ouvriers et sacrifiant dans un tel élan d'altruisme universel une suprématie si durement acquise! » (2).

Pour assurer dans tous les pays contractants l'exécution loyale du pacte, sous peine de posséder des règlements internationaux de pure façade, les États devront-ils organiser une mutuelle surintendance? Au congrès de La Haye, en 1889, le parti socialiste réclamait la création d'inspecteurs internationaux investis des mêmes pouvoirs que nos inspecteurs du travail et dont la nomination serait notifiée par voie diplomatique. Semblable proposition fut faite à la Conférence de Berlin par les délégués allemands. C'est là un système contre lequel se révolterait l'indépendance de chaque nation. Peut-on espérer voir un jour des Allemands inspecter les manufactures françaises et des Français visiter les usines allemandes, pour s'assurer que le travail n'excède pas les limites fixées par la Conférence internationale? La fierté des gouvernements et le patriotisme des citoyens s'opposera à toute intervention étrangère à une époque où triomphe la politique de l'isolement économique et

(1) J. Raë, *op. cit.*, p. 309.

(2) Bouge. *Rev. polit. et parl.*, sept. 1896, p. 553.

l'esprit d'exclusivisme (1). Aux dangers de l'ingérence administrative se superposerait le péril de l'immixtion des chancelleries diplomatiques. « Si la législation de fabrique a été constamment violée dans les territoires économiques protégés par des règlements entièrement identiques, écrit M. Brentano, à combien plus forte raison ces violations ne seraient-elles pas à craindre si, par suite de circonstances relatives à la concurrence internationale, elles venaient à se présenter sous l'apparence d'actes patriotiques » (2). Ce serait une source de récriminations incessantes; chaque État serait porté à se relâcher de toute surveillance vis-à-vis de ses nationaux dans le but de les favoriser.

Une fois les infractions dénoncées (nous supposons la chose possible) par une commission de surveillance, quel sera le tribunal devant lequel seront traduits les États délinquants. Qui jouera le rôle d'arbitre? Si c'est une nation concurrente elle sera juge et partie dans sa propre cause et profitera de l'occasion pour étendre abusivement sa domination au détriment de sa rivale.

Enfin quelle sera la sanction? La dénonciation du traité et la mise de l'État en faute au ban des nations? Ce serait un moyen de coercition bien platonique surtout si l'on suppose, comme cela serait probable, la majorité des États contractants dans le même cas. Imposera-t-on le paiement d'une amende? Mais l'État refusera de la payer et on en arriverait à la répression armée. Ce serait la seule sanction possible. On aboutirait

(1) Les délégués de la Grande-Bretagne à la Conférence de Berlin refusèrent de « mettre leurs lois industrielles à la discrétion d'un pouvoir étranger ».

(2) Brentano, *Rev. d'écon. polit.*, de 1890, p. 123.

ainsi à ce résultat singulier d'allumer de sanglants conflits entre les nations et de provoquer l'écrasement des États les uns par les autres, pour maintenir entre eux l'équilibre industriel et social. En réalité, les États s'engageraient par un traité pour se dégager par une déclaration de guerre de ces obligations bilatérales. La seule garantie de l'exécution de la convention se trouverait dans l'intérêt des contractants à en respecter la teneur et dans la force dont ils disposent pour s'en affranchir ou pour en imposer l'observation.

SECTION III

CE QU'ON PEUT ESPÉRER DES ENTENTES INTERNATIONALES

Si une réglementation internationale de la durée du travail ne peut s'exécuter ni même se conclure, les ententes entre nations peuvent cependant donner de bons résultats en permettant aux États d'échanger leurs vues sur les mesures les plus propres à assurer une protection efficace aux femmes et aux enfants et en promouvant les législations nationales dans de justes limites. La Conférence de Berlin, par exemple, a mis en lumière la nécessité de limiter le travail des enfants et des femmes et a activé le mouvement de protection en leur faveur ; en France notamment elle paraît avoir hâté la réforme de la loi de 1874 par le vote de la loi de 1892.

Ainsi que le remarque M. Anatole Leroy-Beaulieu, pour que les États « marchent simultanément dans la voie du progrès, est-il bien nécessaire que les divers États soient liés par des conventions?... Il suffit qu'ils soient

animés d'un même esprit et qu'ils obéissent à une impulsion commune » (1). C'est un des buts de l'*Association internationale pour la protection des travailleurs* qui groupe dans un généreux effort commun des hommes appartenant à tous les partis et à tous les milieux et poursuit l'amélioration et la concordance des législations protectrices (2). C'est ainsi que l'*Association internationale* a mis à l'étude la question du travail de nuit des femmes et des jeunes ouvriers, nous l'avons vu plus haut; elle a ouvert à ce sujet des enquêtes et s'efforce de développer cette législation spéciale dans les pays où elle en est encore à ses débuts tout en achevant l'œuvre dans les pays plus avancés. Il est hors de doute que la conformité des lois, dans la mesure où la diversité des lieux le permet, est de nature à amener la question vers un dénouement équitable. Ainsi posé le problème se simplifie et on peut en envisager avec plus d'assurance la solution.

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 15 janvier 1892, p. 381.

(2) Il convient toutefois de remarquer que l'*Association internationale* suit le courant actuel et qu'elle est nettement interventionniste.

CONCLUSION

Parvenu au terme de notre étude, jetons un regard sur le chemin parcouru pour en dégager une impression d'ensemble.

Si la journée de travail était autrefois excessive, depuis une cinquantaine d'années elle a sensiblement diminué ; il ne faudrait pas en conclure que tout abus a disparu, mais, sauf dans les petites industries à domicile, ils deviendront de plus en plus rares avec la protection légale d'une part et l'organisation ouvrière d'autre part. Une limitation légale de la durée du travail, nous l'avons démontré, est nécessaire pour les enfants et pour les femmes qui, impuissants à faire respecter eux-mêmes leurs droits, doivent en remettre la sauvegarde aux mains du législateur. Pour l'enfant, le régime le mieux approprié à ses forces, avons-nous dit, est le système du *demi-temps* favorisant le développement intellectuel sans entraver le développement physique. Pour l'ouvrière, la journée de dix heures nous paraît être le maximum d'effort qu'on puisse raisonnablement lui demander, surtout si on lui impose la veillée cette calamité des ménages ouvriers dont nous souhaitons sinon la disparition (elle n'est pas possible présentement) du moins la rigoureuse restriction. Quant aux ouvriers adultes, nous sommes d'avis que législateur (dont le rôle est d'intervenir lorsque l'initiative privée, individuelle ou collective, ne peut ou ne veut pas agir)

s'abstienne de légiférer en leur faveur ; ils possèdent à un assez haut degré le sentiment de la liberté et savent suffisamment mettre en action les moyens d'en assurer l'exercice pour que, dans les conditions économiques actuelles, on puisse les laisser maîtres de disposer à leur guise de leurs bras.

Le pouvoir législatif se montrerait particulièrement imprudent si, désireux de flatter les foules et de faire droit à leurs réclamations inconsiderées, il venait à introduire dans notre législation sociale la journée de huit heures. Elle livrerait notre industrie à la concurrence étrangère et nuirait à la fois aux industriels en paralysant la production dans leurs ateliers et aux ouvriers qui verraient leurs salaires diminuer. Assurément les *Trois-Huit* ne seraient pas la panacée universelle pour les ouvriers (1) pas plus que les longues journées du commencement du xix^e siècle n'étaient l'âge d'or pour les patrons ; ici comme partout il faut savoir garder un juste milieu.

Est-ce à dire que la limitation des heures de travail, opérée avec discernement et prudence par la loi pour les femmes et les enfants, par les associations syndicales pour les hommes adultes, apportera avec elle la solution de la question sociale ? Nullement. Moins on a à faire et moins on veut faire, c'est la loi du *moindre effort* ; quand les ouvriers travaillaient douze heures, ils demandaient

(1) Les délégués ouvriers des syndicats de Paris, qui sont allés à l'exposition de Chicago, en ont rapporté une impression pessimiste : « Notre pensée, disent-ils, est que dans peu d'années les ouvriers du Nouveau-Monde seront aussi malheureux et plus même que les ouvriers français ». (Rapport de la délégation des syndicats ouvriers de Paris à l'exposition de Chicago, p. 457.) C'est donc que la journée de huit heures ne fait pas le bonheur.

la journée de dix heures, maintenant qu'ils l'ont obtenue ils aspirent au moment où ils ne travailleront plus que huit heures. L'ouvrier gagne aujourd'hui au bas mot 50 0/0 de plus qu'autrefois, il a à sa disposition un nombre suffisant d'heures soustraites à la vie professionnelle et mécanique, mais en définitive est-il plus heureux? La misère physique est moins prononcée; la misère morale ne nous paraît pas être en décroissance. Les statistiques ne nous donnent pas la mesure exacte du bonheur. On peut apprécier l'élément économique et les progrès matériels démontrés par de chiffres irrécusables; mais on ne peut noter d'un coefficient l'incalculable, l'impondérable, l'élément psychologique. Un désir exaucé en amène un autre; les besoins ont de perpétuels retours, satisfaits aujourd'hui, ils renaissent demain avec de nouvelles exigences parce qu'ils sont extensibles à l'infini (1). La limitation des heures de travail ne peut avoir pour effet de réfréner les passions, de modérer les désirs et d'éteindre les convoitises. Tel pays, qui offre aux yeux de l'observateur des salaires élevés, un travail de courte durée, est souvent adonné à l'immoralité, miné par l'alcoolisme et mille besoins factices qui rendent tout progrès matériel sans influence sur le bonheur des individus. C'est qu'en effet à toutes les périodes de l'histoire, que les peuples soient rudimentaires ou policés, la nature humaine est invariable; les mêmes causes de souffrance produisent les mêmes effets.

(1) Il y a cinquante ans, un ouvrier se serait trouvé on ne peut plus content si, pour une journée de dix heures, il avait touché un salaire égal à celui que reçoit aujourd'hui un ouvrier du même métier, toute compensation établie dans la différence de valeur de l'argent. Cela ne signifie pas que l'ouvrier était plus sage il y a cinquante ans, mais il avait moins de besoins.

Ce n'est pas à coup de lois et de décrets qu'on peut espérer fermer les plaies sociales si, comme nous le croyons, le bonheur est surtout d'ordre moral et la question sociale une question morale. C'est le cas de rappeler le vieil adage : *Quid leges sine moribus ?* « La cause sinon unique, du moins la plus active du mal contemporain, n'est autre, en effet, que l'absence de toute solidarité, de toute sympathie, de tout commerce entre l'artisan et celui qui l'emploie » (1). Jamais la lutte entre les classes de la société n'a atteint le paroxysme que nous pouvons constater actuellement ; il suffit pour s'en convaincre de se mêler à la population industrielle des grands centres manufacturiers, d'assister à des réunions ouvrières et de lire les journaux. Que tous ceux que préoccupe l'avenir de la Société portent donc leurs efforts vers sa moralisation et empêchent une lutte fratricide en comblant le fossé qui sépare les patrons et les ouvriers et en dissipant les malentendus qui les divisent.

L'augmentation des loisirs n'est pas l'idéal vers lequel on doit tendre. La cause du mal étant d'ordre moral, c'est dans l'ordre moral qu'on doit chercher le remède en donnant aux efforts de l'humanité une orientation utile avec la réconciliation pour but et la fraternité comme moyen. L'antagonisme est la plaie vive de notre état social ; il ne suffit pas d'y mettre du baume, il faut la guérir. La tâche est délicate, elle n'est pas impossible et avec M. Lavollée nous pouvons affirmer : « L'ouvrier et surtout l'ouvrier français peut être égaré, aigri, parfois exaspéré, au fond il n'est pas irréconciliable ; il

(1) Martin Saint-Léon. *Histoire des corporations de métiers*, p. 645.

n'est qu'à moitié dupe des utopies insensées dont le repaissent les agitateurs » (1). Ayons pour lui de la sympathie, mais abstenons-nous des flagorneries (telle la promesse des *Trois-Huit*) auxquelles on se livre aujourd'hui à son endroit et qui n'ont d'autre effet que d'exciter au désordre. L'ami le plus sincère n'est pas celui qui, dans un aveugle optimisme, cherche à faire illusion à lui-même et aux autres en prêchant la course aux jouissances, mais plutôt celui qui, s'alarmant de tout ce qui peut compromettre le bonheur, conseille la modération et prétend que la raison doit être placée au-dessus des appétits.

C'est un devoir pour les classes dirigeantes d'entretenir avec les ouvriers des rapports plus fréquents, de leur témoigner de la bienveillance, de leur montrer que le monde industriel n'est pas si noir qu'ils se l'imaginent. Moins de convoitises, plus d'ordre et d'épargne, dans le bas de l'échelle sociale ; plus d'humanité et de dévouement, dans le haut ; ici et là, moins d'égoïsme jaloux ; ce sont les réformes, difficiles peut-être car elles exigent des concessions réciproques, mais seules capables de produire l'apaisement qu'on ne peut attendre de la limitation des heures de travail. L'important n'est pas de flatter les foules par des promesses plus ou moins irréalisables, comme on le fait trop souvent de nos jours en noyant la pénurie des arguments sous des flots de paroles retentissantes ; il faut indiquer à chacun ses devoirs moraux et hâter la concorde. Les intérêts des maîtres et des ouvriers, on ne saurait trop le répéter, sont essentiellement les mêmes ;

(1) Lavollée. *Les classes ouvrières en Europe*, t. I, p. 29.

établir entre le *Capital* et le *Travail* l'harmonie indispensable à la paix sociale, tel est le problème dont la solution s'impose et dont personne n'a le droit de se désintéresser.

Vu :

Le Président de la thèse,
JULES CABOUAT.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Introduction.	I
Historique de la durée du travail	9
SECTION I. <i>Antiquité grecque et romaine</i>	9
SECTION II. <i>Période gallo-romaine et franque.</i>	11
SECTION III. <i>Régime corporatif</i>	14
§ 1. — <i>La journée de travail</i>	15
§ 2. — <i>Le travail de nuit</i>	30
§ 3. — <i>Motifs de la réglementation par les statuts corporatifs de la durée du travail.</i>	35
SECTION IV. <i>La journée ouvrière de 1791 à 1848</i> . . .	40
§ 1. — <i>Période révolutionnaire</i>	40
§ 2. — <i>Régime du Code civil</i>	42
§ 3. — <i>Loi du 22 mars 1841</i>	52
 PREMIÈRE PARTIE. RÉGLEMENTATION LÉGALE DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL.	 61
Chapitre I. Loi du 9 septembre 1848	62
SECTION I. <i>Décret du 2 mars et travaux préparatoires.</i> .	62
SECTION II. <i>Dispositions de la loi.</i>	68
§ 1. — <i>Durée du travail et personnes protégées.</i> . .	68
§ 2. — <i>Etablissements visés par la loi</i>	70
SECTION III. <i>Mise à exécution de la loi.</i>	73
§ 1. — <i>Exceptions prévues par les décrets d'administration publique</i>	73
§ 2. — <i>Difficultés d'application</i>	76
 Chapitre II. Loi du 2 novembre 1892.	 79
SECTION I. <i>Lois de 1851, de 1874 et travaux préparatoires.</i>	79

	Pages.
SECTION II. <i>Dispositions relatives à la réglementation du travail journalier.</i>	85
§ 1. — Établissements visés par la loi	85
§ 2. — Travaux auxquels s'applique la loi	89
§ 3. — Personnes protégées	91
§ 4. — Durée du travail, Travail de nuit	94
SECTION III. <i>Mise à exécution de la loi.</i>	99
§ 1. — Exceptions prévues par la loi de 1892 et spécifiées par les règlements d'administration publique.	99
§ 2. — Difficultés d'application	112
Chapitre III. <i>Loi du 30 mars 1900.</i>	121
SECTION I. <i>Travaux préparatoires</i>	121
SECTION II. <i>Dispositions de la loi.</i>	127
§ 1. — Article 1. Modifications de la loi de 1892.	128
§ 2. — Article 2. Addition à la loi de 1848	134
SECTION III. <i>Mise à exécution de la loi.</i>	135
§ 1. — Difficultés d'interprétation	135
§ 2. — Efficacité de la loi et difficultés d'application.	161
§ 3. — Décret du 28 mars 1902	164
Chapitre IV. <i>Loi du 29 juin 1905</i>	169
SECTION I. <i>Travaux préparatoires</i>	169
SECTION II. <i>Dispositions de la loi</i>	173
§ 1. — Personnes protégées	173
§ 2. — Durée du travail	175
§ 3. — Dérogations prévues	182
DEUXIÈME PARTIE. DISCUSSION DU PRIN- CIPÉ DE LA LIMITATION DES HEURES DE TRAVAIL.	185
Chapitre I. <i>Travail des enfants.</i>	186
SECTION I. <i>La loi doit limiter la journée de travail des enfants</i>	186
§ 1. — Faiblesse de l'enfant	186
§ 2. — Conservation de la race	190

	Pages.
§ 3. — Insuffisance de garantie dans l'affection des parents	192
SECTION II. <i>Du meilleur mode de réglementation du travail de l'enfant.</i>	196
§ 1. — Quelle limite imposer?	196
§ 2. — Travail de demi-temps	204
§ 3. — Travail de nuit	211
SECTION III. <i>Législation étrangère</i>	214
Chapitre II. Travail des Femmes.	218
SECTION I. <i>La loi doit limiter le travail des femmes</i>	218
§ 1. — Faiblesse de la femme.	219
§ 2. — Intérêt des générations futures et mission domestique de la femme au foyer.	223
§ 3. — La protection ne doit pas se borner aux femmes mariées	227
SECTION II. <i>Du meilleur mode de réglementation du travail des femmes.</i>	229
§ 1. — Quelle limite imposer?	229
§ 2. — Le travail en chambre et les employées de magasin	237
§ 3. — Travail de nuit et veillées.	247
SECTION III. <i>Législation étrangère</i>	266
Chapitre III. Travail des hommes adultes	268
SECTION I. <i>La loi ne doit pas limiter le travail des hommes adultes.</i>	268
§ 1. — La réglementation légale n'est pas nécessaire.	272
§ 2. — La réglementation légale est dangereuse	285
SECTION II. <i>Il y a-t-il lieu à quelques réglementations spéciales?</i>	303
§ 1. — Mines	303
§ 2. — Chemins de fer	310
SECTION III. <i>Législation étrangère.</i>	314
Chapitre IV. Mouvement en faveur de la réduction des heures de travail.	317
SECTION I. <i>La journée normale et le régime hebdomadaire</i>	317

	Pages.
SECTION II. <i>La journée de huit heures</i>	327
§ 1. — Progrès du mouvement en faveur des huit heures	327
§ 2. — La journée de huit heures dans les établis- sements de l'État	340
SECTION III. <i>Les heures supplémentaires</i>.	345
 Chapitre V. La réduction des heures de travail envisagé dans ses conséquences économiques et sociales	 348
SECTION I. <i>Les courtes journées et les loisirs</i>.	349
SECTION II. <i>Les courtes journées et les chômages</i>.	354
SECTION III. <i>Les courtes journées et la production</i>.	364
§ 1. — Le juste milieu.	364
§ 2. — Amélioration de l'outillage, meilleure orga- nisation et intensité compensatrice.	381
SECTION IV. <i>Les courtes journées et le salaire</i>.	392
SECTION V. <i>Les courtes journées et la concurrence étrangère</i>	405
 Appendice. Réglementation internationale de la durée du travail	 413
SECTION I. <i>Ententes internationales pour la limitation des heures de travail</i>.	415
SECTION II. <i>La réglementation internationale de la durée du travail n'est pas possible</i>.	428
§ 1. — Inégalités de production	429
§ 2. — Difficultés de contrôle et de sanction.	436
SECTION III. <i>Ce qu'on peut espérer des ententes inter- nationales</i>	440
 Conclusion.	443

